

Tous droits réservés par la  
Cour internationale de Justice

All rights reserved by the  
International Court of Justice

N° de vente : **47**  
Sales number



INTERPRÉTATION DES TRAITÉS DE PAIX  
CONCLUS AVEC LA BULGARIE, LA HONGRIE  
ET LA ROUMANIE

---

INTERPRETATION OF PEACE TREATIES WITH  
BULGARIA, HUNGARY AND ROMANIA

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

---

MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

---

INTERPRÉTATION DES TRAITÉS DE  
PAIX CONCLUS AVEC LA BULGARIE,  
LA HONGRIE ET LA ROUMANIE

AVIS CONSULTATIFS DES 30 MARS ET 18 JUILLET 1950



INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

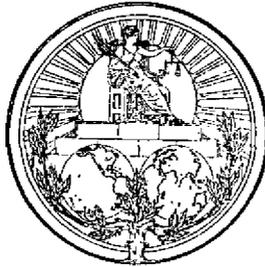
---

PLEADINGS, ORAL ARGUMENTS, DOCUMENTS

---

INTERPRETATION OF PEACE  
TREATIES WITH BULGARIA,  
HUNGARY AND ROMANIA

ADVISORY OPINIONS OF MARCH 30th AND JULY 18th, 1950





PREMIÈRE PARTIE

---

REQUÊTE POUR AVIS CONSULTATIF  
ET PIÈCES DE LA PROCÉDURE ÉCRITE

---

---

PART I

---

REQUEST FOR ADVISORY OPINION  
AND DOCUMENTS OF THE WRITTEN  
PROCEEDINGS

## SECTION A. — REQUÊTE POUR AVIS CONSULTATIF

---

### I. — LETTRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES AU PRÉSIDENT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE, LA HAYE

31 octobre 1949.

[Traduction du Greffe]

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, par une Résolution adoptée le 22 octobre 1949, au cours de sa 235<sup>me</sup> Séance plénière, relativement au « respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie », l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de soumettre à la Cour internationale de Justice, aux fins d'avis consultatif, les questions suivantes :

- « I. Ressort-il de la correspondance diplomatique échangée entre la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, d'une part, et certaines Puissances alliées et associées signataires des traités de paix, d'autre part, touchant l'application de l'article 2 des traités avec la Bulgarie et la Hongrie et de l'article 3 du traité avec la Roumanie, qu'il existe des différends pour lesquels l'article 36 du traité de paix avec la Bulgarie, l'article 40 du traité de paix avec la Hongrie et l'article 38 du traité de paix avec la Roumanie prévoient une procédure de règlement ? »

Si la réponse à la question I est affirmative :

- « II. Les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie sont-ils tenus d'exécuter les clauses des articles mentionnés à la question I, notamment celles qui concernent la désignation de leurs représentants aux commissions prévues par les traités ? »

Si la réponse à la question II est affirmative, et si, dans les trente jours de la date où la Cour aura rendu son avis, les Gouvernements intéressés n'ont pas fait connaître au Secrétaire général qu'ils ont désigné leurs représentants aux commissions prévues par les traités, et si le Secrétaire général en a informé la Cour internationale de Justice :

SECTION A.—REQUEST  
FOR ADVISORY OPINION

---

I.—LETTER FROM THE SECRETARY-GENERAL OF THE  
UNITED NATIONS TO THE PRESIDENT OF THE INTER-  
NATIONAL COURT OF JUSTICE, THE HAGUE

31 October 1949.

Sir,

I have the honour to inform you that the General Assembly of the United Nations, by a Resolution adopted at its Two hundred and thirty-fifth Plenary Meeting held on 22 October 1949, in connexion with the question of "Observance in Bulgaria, Hungary and Romania of human rights and fundamental freedoms", decided to submit the following questions to the International Court of Justice for an advisory opinion :

- "I. Do the diplomatic exchanges between Bulgaria, Hungary and Romania on the one hand and certain Allied and Associated Powers signatories to the Treaties of Peace on the other, concerning the implementation of Article 2 of the Treaties with Bulgaria and Hungary and Article 3 of the Treaty with Romania, disclose disputes subject to the provisions for the settlement of disputes contained in Article 36 of the Treaty of Peace with Bulgaria, Article 40 of the Treaty of Peace with Hungary, and Article 38 of the Treaty of Peace with Romania ?"

In the event of an affirmative reply to question I :

- "II. Are the Governments of Bulgaria, Hungary and Romania obligated to carry out the provisions of the Articles referred to in question I, including the provisions for the appointment of their representatives to the Treaty Commissions ?"

In the event of an affirmative reply to question II and if within thirty days from the date when the Court delivers its opinion, the Governments concerned have not notified the Secretary-General that they have appointed their representatives to the Treaty Commissions, and the Secretary-General has so advised the International Court of Justice :

- « III. Le Secrétaire général des Nations Unies est-il autorisé, si l'une des parties ne désigne pas de représentant à une commission prévue par les traités de paix avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, alors qu'elle est tenue d'en désigner un, à désigner le tiers membre de la commission sur la demande de l'autre partie au différend, conformément aux dispositions des traités en cause ? »

Si la réponse à la question III est affirmative :

- « IV. Une commission prévue par les traités qui serait composée d'un représentant de l'une des parties et d'un tiers membre désigné par le Secrétaire général des Nations Unies serait-elle considérée comme commission au sens des articles pertinents des traités et qualifiée pour prendre des décisions définitives et obligatoires dans le règlement d'un différend ? »

Un exemplaire du texte anglais et un exemplaire du texte français de la résolution ci-dessus mentionnée de l'Assemblée générale, tous deux certifiés conformes, sont joints à la présente lettre.

Conformément à la résolution de l'Assemblée générale, je transmettrai à la Cour, dès que les comptes rendus officiels définitifs seront disponibles, des copies de la correspondance diplomatique pertinente, qui a été communiquée au Secrétaire général afin d'être distribuée aux Membres des Nations Unies, ainsi que des comptes rendus des débats de l'Assemblée générale afférents au « respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie ».

Veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire général,  
(Signé) TRYGVE LIE.

---

“III. If one party fails to appoint a representative to a Treaty Commission under the Treaties of Peace with Bulgaria, Hungary and Romania where that party is obligated to appoint a representative to the Treaty Commission, is the Secretary-General of the United Nations authorized to appoint the third member of the Commission upon the request of the other party to a dispute according to the provisions of the respective Treaties?”

In the event of an affirmative reply to question III :

“IV. Would a Treaty Commission composed of a representative of one party and a third member appointed by the Secretary-General of the United Nations constitute a Commission, within the meaning of the relevant Treaty articles, competent to make a definitive and binding decision in settlement of a dispute?”

One copy each of the English and French texts of the aforementioned Resolution of the General Assembly, both duly certified, are herein enclosed.

In accordance with the Resolution of the General Assembly, I shall transmit to the Court, as soon as final official records are available, copies of the relevant exchanges of diplomatic correspondence communicated to the Secretary-General for circulation to the Members of the United Nations and of the records of the General Assembly proceedings on the question of “Observance in Bulgaria, Hungary and Romania of human rights and fundamental freedoms”.

I have, etc.

(Signed) TRYGVE LIE,  
Secretary-General.

## II. — RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES LE 22 OCTOBRE 1949

*Considérant* qu'en vertu de l'article 55 de la Charte, les Nations Unies sont tenues de favoriser le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

*Considérant* que l'Assemblée générale, lors de la seconde partie de sa Troisième Session ordinaire, a examiné la question du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Bulgarie et en Hongrie,

*Considérant* que l'Assemblée générale a adopté à ce sujet, le 30 avril 1949, la Résolution 272 (III), où elle a exprimé le profond souci que lui inspiraient les graves accusations portées contre le Gouvernement de la Bulgarie et celui de la Hongrie touchant la suppression des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans ces pays; qu'elle a noté avec satisfaction que des mesures avaient été prises par plusieurs États signataires des traités de paix avec la Bulgarie et la Hongrie en ce qui concerne ces accusations; qu'elle a exprimé l'espoir que des mesures seront diligemment appliquées, selon les traités, en vue d'assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales; et qu'elle a attiré de façon urgente l'attention du Gouvernement de la Bulgarie et de celui de la Hongrie sur les obligations qui leur incombent en vertu des traités de paix et notamment sur celle de coopérer au règlement de cette question,

*Considérant* que l'Assemblée générale a décidé d'examiner également au cours de sa Quatrième Session ordinaire la question du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Roumanie,

*Considérant* que certaines des Puissances alliées et associées, signataires des traités de paix avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, ont accusé les Gouvernements de ces pays d'avoir violé les traités de paix et les ont invités à prendre des mesures pour remédier à cette situation,

*Considérant* que les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie ont repoussé l'accusation d'avoir violé les traités,

*Considérant* que les Gouvernements des Puissances alliées et associées intéressées ont essayé sans succès de renvoyer la question de la violation des traités aux chefs de mission à Sofia, Budapest et Bucarest, conformément à certaines clauses des traités de paix,

*Considérant* que les Gouvernements de ces Puissances alliées et associées ont invité les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie

## II.—RESOLUTION ADOPTED BY THE GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED NATIONS ON OCTOBER 22nd, 1949

*Whereas* the United Nations, pursuant to Article 55 of the Charter, shall promote universal respect for, and observance of, human rights and fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language or religion,

*Whereas* the General Assembly, at the second part of its Third Regular Session, considered the question of the observance in Bulgaria and Hungary of human rights and fundamental freedoms,

*Whereas* the General Assembly, on 30 April 1949, adopted Resolution 272 (III) concerning this question in which it expressed its deep concern at the grave accusations made against the Governments of Bulgaria and Hungary regarding the suppression of human rights and fundamental freedoms in those countries; noted with satisfaction that steps had been taken by several States signatories to the Treaties of Peace with Bulgaria and Hungary regarding these accusations; expressed the hope that measures would be diligently applied, in accordance with the Treaties, in order to ensure respect for human rights and fundamental freedoms; and most urgently drew the attention of the Governments of Bulgaria and Hungary to their obligations under the Peace Treaties, including the obligation to co-operate in the settlement of the question,

*Whereas* the General Assembly has resolved to consider also at the Fourth Regular Session the question of the observance in Romania of human rights and fundamental freedoms,

*Whereas* certain of the Allied and Associated Powers signatories to the Treaties of Peace with Bulgaria, Hungary and Romania have charged the Governments of those countries with violations of the Treaties of Peace and have called upon those Governments to take remedial measures,

*Whereas* the Governments of Bulgaria, Hungary and Romania have rejected the charges of Treaty violations,

*Whereas* the Governments of the Allied and Associated Powers concerned have sought unsuccessfully to refer the question of Treaty violations to the Heads of Mission in Sofia, Budapest and Bucharest, in pursuance of certain provisions in the Treaties of Peace,

*Whereas* the Governments of these Allied and Associated Powers have called upon the Governments of Bulgaria, Hungary and

et de la Roumanie à se joindre à eux pour nommer des commissions conformément à celles des dispositions des différents traités de paix qui concernent le règlement de différends relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de ces traités,

*Considérant* que le Gouvernement de la Bulgarie, celui de la Hongrie et celui de la Roumanie ont refusé de désigner leurs représentants aux commissions prévues par les traités, alléguant qu'ils n'étaient pas juridiquement tenus de le faire,

*Considérant* que les traités de paix autorisent le Secrétaire général des Nations Unies à désigner, à la requête de l'une ou l'autre partie à un différend, le tiers membre d'une commission prévue par les traités, à défaut d'accord entre les deux parties sur la désignation de ce tiers membre,

*Considérant* qu'il importe que le Secrétaire général dispose d'un avis autorisé concernant l'étendue des pouvoirs que lui confèrent les traités de paix,

*L'Assemblée générale*

1. *Affirme* à nouveau l'intérêt qu'elle porte aux graves accusations portées contre la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie et le souci croissant que ces accusations lui inspirent ;

2. *Déclare formellement* que le refus, de la part des Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie, de coopérer aux efforts que l'Assemblée générale déploie pour étudier ces graves accusations relatives au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales justifie le souci qu'inspire à l'Assemblée générale la situation qui règne à cet égard en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie ;

3. *Décide* de soumettre les questions suivantes à la Cour internationale de Justice en la priant de donner un avis consultatif :

« I. Ressort-il de la correspondance diplomatique échangée entre la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, d'une part, et certaines Puissances alliées et associées signataires des traités de paix, d'autre part, touchant l'application de l'article 2 des traités avec la Bulgarie et la Hongrie et de l'article 3 du traité avec la Roumanie, qu'il existe des différends pour lesquels l'article 36 du traité de paix avec la Bulgarie, l'article 40 du traité de paix avec la Hongrie et l'article 38 du traité de paix avec la Roumanie prévoient une procédure de règlement ? »

Si la réponse à la question I est affirmative :

« II. Les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie sont-ils tenus d'exécuter les clauses

Romania to join in appointing Commissions pursuant to the provisions of the respective Treaties of Peace for the settlement of disputes concerning the interpretation or execution of these Treaties,

*Whereas* the Governments of Bulgaria, Hungary and Romania have refused to appoint their representatives to the Treaty Commissions, maintaining that they were under no legal obligation to do so,

*Whereas* the Secretary-General of the United Nations is authorized by the Treaties of Peace, upon request by either party to a dispute, to appoint the third member of a Treaty Commission if the parties fail to agree upon the appointment of the third member,

*Whereas* it is important for the Secretary-General to be advised authoritatively concerning the scope of his authority under the Treaties of Peace,

*The General Assembly*

1. *Expresses* its continuing interest in and its increased concern at the grave accusations made against Bulgaria, Hungary and Romania ;

2. *Records* its opinion that the refusal of the Governments of Bulgaria, Hungary and Romania to co-operate in its efforts to examine the grave charges with regard to the observance of human rights and fundamental freedoms justifies this concern of the General Assembly about the state of affairs prevailing in Bulgaria, Hungary and Romania in this respect ;

3. *Decides* to submit the following questions to the International Court of Justice for an advisory opinion :

“I. Do the diplomatic exchanges between Bulgaria, Hungary and Romania on the one hand and certain Allied and Associated Powers signatories to the Treaties of Peace on the other, concerning the implementation of Article 2 of the Treaties with Bulgaria and Hungary and Article 3 of the Treaty with Romania, disclose disputes subject to the provisions for the settlement of disputes contained in Article 36 of the Treaty of Peace with Bulgaria, Article 40 of the Treaty of Peace with Hungary, and Article 38 of the Treaty of Peace with Romania ?”

In the event of an affirmative reply to question I :

“II. Are the Governments of Bulgaria, Hungary and Romania obligated to carry out the provisions of the Articles

## SECTION B. — DOCUMENTS TRANSMIS

I. — BORDEREAU DES DOCUMENTS SOUMIS A LA COUR<sup>1</sup>DOCUMENTS DÉPOSÉS AU COURS DE LA PROCÉDURE ÉCRITE  
PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIESI. COMPTES RENDUS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, DEUXIÈME  
PARTIE DE LA TROISIÈME SESSION**Chemise 1***Inscription de la question à l'ordre du jour**Comptes rendus des débats*Comptes rendus du Bureau, 58<sup>me</sup> et 59<sup>me</sup> séances.Comptes rendus de l'Assemblée générale, 189<sup>me</sup> et 190<sup>me</sup> séances plénières.**Chemise 2***Inscription de la question à l'ordre du jour**Documents*Lettre en date du 16 mars 1949 adressée  
au Secrétaire général par le représen-  
tant permanent de la Bolivie et de-  
mandant l'inscription d'une nouvelle  
question à l'ordre du jour de la  
troisième session ordinaire de l'As-  
semblée générale

A/S20

Lettre en date du 19 mars 1949 adressée  
au Secrétaire général par la Mission  
de l'Australie auprès des Nations  
Unies et demandant l'inscription d'une  
nouvelle question à l'ordre du jour  
de la troisième session ordinaire de  
l'Assemblée générale

A/S21

Ordre du jour de la troisième session  
ordinaire de l'Assemblée générale;  
rapport du Bureau de l'Assemblée

A/S29

[Voir paragraphes  
3 a, 3 b.]<sup>1</sup> Seuls les documents contenus dans la chemise 7 sont reproduits dans le présent volume, pp. 20-130. [Note du Greffier.]

## SECTION B.—DOCUMENTS TRANSMITTED

### I.—LIST OF DOCUMENTS SUBMITTED TO THE COURT<sup>1</sup>

DOCUMENTS SUBMITTED BY THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS IN THE COURSE OF THE WRITTEN PROCEEDINGS

#### I. RECORDS OF GENERAL ASSEMBLY, SECOND PART OF THIRD SESSION

##### Folder 1

*Inclusion of item in agenda*

*Records of proceedings*

Records of the General Committee, 58th and 59th meetings.  
Records of the General Assembly, 189th and 190th plenary meetings.

##### Folder 2

*Inclusion of item in agenda*

*Documents*

Letter dated 16 March, 1949, from the permanent representative of Bolivia to the Secretary-General requesting the inclusion of an additional item in the agenda of the third regular session of the General Assembly

A/820

Letter dated 19 March, 1949, from the Australian Mission to the United Nations addressed to the Secretary-General requesting the inclusion of an additional item in the agenda of the third regular session of the General Assembly

A/821

Agenda of the third regular session of the General Assembly; report of the General Committee

A/829

[See paragraphs  
3 a and 3 b.]

<sup>1</sup> Only documents contained in Folder 7 are reproduced in this volume, pp. 20-130. [Note by the Registrar.]

[*Note — Voir Chemise 4 pour :*

*Télégramme en date du 4 avril 1949  
adressé au Président de l'Assemblée  
générale par le Gouvernement de la  
République populaire de Hongrie* A/831

*et*

*Télégramme en date du 9 avril 1949  
adressé au Secrétaire général par le  
Gouvernement de la République popu-  
laire de Bulgarie* A/832 et Corr. I.]

### **Chemise 3**

*Commission politique spéciale*

*Comptes rendus des débats*

34<sup>me</sup> séance.

35<sup>me</sup> séance.

36<sup>me</sup> séance.

37<sup>me</sup> séance.

38<sup>me</sup> séance.

39<sup>me</sup> séance.

40<sup>me</sup> séance.

41<sup>me</sup> séance.

### **Chemise 4**

*Commission politique spéciale*

*Documents*

*Télégramme en date du 4 avril 1949  
adressé au Président de l'Assemblée  
générale par le Gouvernement de la  
République populaire de Hongrie* A/831

*Télégramme en date du 9 avril 1949  
adressé au Secrétaire général par le  
Gouvernement de la République popu-  
laire de Bulgarie* A/832 et Corr. I

*Répartition des questions inscrites à  
l'ordre du jour de la deuxième partie  
de la troisième session; lettre en date  
du 13 avril 1949 adressée au Président  
de la Commission politique spéciale  
par le Président de l'Assemblée géné-  
rale* A/AC.24/47

[*Note—See Folder 4 for :*

*Telegram dated 4 April, 1949, from the  
Government of the Republic of Hungary  
to the President of the General Assembly* A/831

*and*

*Telegram dated 9 April, 1949, from the  
Government of the People's Republic  
of Bulgaria to the Secretary-General* A/832 and Corr. 1.]

### Folder 3

*Ad hoc Political Committee*

*Records of proceedings*

34th meeting.  
35th meeting.  
36th meeting.  
37th meeting.  
38th meeting.  
39th meeting.  
40th meeting.  
41st meeting.

### Folder 4

*Ad hoc Political Committee*

*Documents*

*Telegram dated 4 April, 1949, from the  
Government of the Republic of Hun-  
gary to the President of the General  
Assembly* A/831

*Telegram dated 9 April, 1949, from the  
Government of the People's Repub-  
lic of Bulgaria to the Secretary-Gen-  
eral* A/832 and Corr. 1

*Allocation of items on the agenda of the  
second part of the third session ; letter  
dated 13 April, 1949, from the Presi-  
dent of the General Assembly to the  
Chairman of the Ad hoc Political  
Committee* A/AC.24/47

Cuba : projet de résolution	A/AC.24/48 et Corr. 1
Cuba : projet de résolution amendé	A/AC.24/48/Rev. 2
Australie : projet de résolution	A/AC.24/50
Bolivie : projet de résolution	A/AC.24/51/Corr. 1
Australie : projet de résolution	A/AC.24/52
Chili : amendement au projet de résolution présenté par la Bolivie (A/AC.24/51/Corr. 1)	A/AC.24/53
Colombie et Costa-Rica : amendement au projet de résolution présenté par la Bolivie (A/AC.24/51/Corr. 1)	A/AC.24/54
Cuba et Australie : amendement au projet de résolution présenté par la Bolivie (A/AC.24/51/Corr. 1)	A/AC.24/56
Télégramme en date du 23 avril 1949 adressé au Secrétaire général par le Gouvernement de la République populaire de Hongrie	A/AC.24/57
Télégramme en date du 27 avril 1949 adressé au Secrétaire général par le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie	A/AC.24/58
Rapport de la Commission politique spéciale	A/844

### Chemise 5

#### *Séances plénières de l'Assemblée générale* *Comptes rendus des débats*

201<sup>me</sup> séance.  
202<sup>me</sup> séance.  
203<sup>me</sup> séance.

### Chemise 6

#### *Séances plénières de l'Assemblée générale* *Documents*

Résolution 272 (III) adoptée par l'Assemblée générale, le 30 avril 1949.

[*Note — Voir Chemise 4 pour :*  
*Rapport de la Commission politique spéciale*

A/844.]

Cuba : draft resolution	A/AC.24/48 and Corr. 1
Cuba : amended draft resolution	A/AC.24/48/Rev. 2
Australia : draft resolution	A/AC.24/50
Bolivia : draft resolution	A/AC.24/51/Corr. 1
Australia : draft resolution	A/AC.24/52
Chile : amendment to the Bolivian draft resolution (A/AC.24/51/Corr. 1)	A/AC.24/53
Colombia and Costa Rica : amendment to the Bolivian draft resolution (A/AC.24/51/Corr. 1)	A/AC.24/54
Cuba and Australia : amendment to the Bolivian resolution (A/AC.24/51/ Corr. 1)	A/AC.24/56
Telegram dated 23 April, 1949, from the Government of the People's Republic of Hungary to the Secretary-General	A/AC.24/57
Telegram dated 27 April, 1949, from the Government of the People's Republic of Bulgaria to the Secretary-General	A/AC.24/58
Report of the <i>Ad hoc</i> Political Com- mittee	A/844

#### Folder 5

##### *Plenary meetings of the General Assembly*

##### *Records of proceedings*

201st meeting.  
202nd meeting.  
203rd meeting.

#### Folder 6

##### *Plenary meetings of the General Assembly*

##### *Documents*

Resolution 272 (III), adopted by the  
General Assembly, 30 April, 1949.

[*Note—See Folder 4 for:*  
*Report of the Ad hoc Political Committee A/844.*]

II. CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE COMMUNIQUÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR ÊTRE PORTÉE A LA CONNAISSANCE DES MEMBRES DES NATIONS UNIES

Chemise 7

- Lettre en date du 20 septembre 1949 adressée au Secrétaire général par le représentant des États-Unis d'Amérique (et annexes jointes) A/985/Rev. 1
- Lettre en date du 19 septembre 1949 adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (et annexes jointes) A/990/Rev. 1
- Lettre en date du 19 novembre 1949, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (et annexe jointe)<sup>1</sup>
- Lettre en date du 6 janvier 1950, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (et annexes jointes)<sup>1</sup>
- Note verbale en date du 6 janvier 1950, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le représentant du Canada (et annexes jointes)<sup>1</sup>
- Lettre en date du 6 janvier 1950, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le représentant des États-Unis d'Amérique (et annexes jointes)<sup>1</sup>
- Lettre en date du 17 février 1950, adressée par le représentant du Canada au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (et annexe jointe)<sup>1</sup>
- Lettre en date du 17 février 1950, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (et annexe jointe)<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Documents transmis au cours de la deuxième phase de l'affaire.

II. RELEVANT EXCHANGES OF DIPLOMATIC CORRESPONDENCE COMMUNICATED TO THE SECRETARY-GENERAL FOR CIRCULATION TO THE MEMBERS OF THE UNITED NATIONS

Folder 7

Letter dated 20 September, 1949, from the representative of the United States of America to the Secretary-General (with annexes) *A/985/Rev. I*

Letter dated 19 September, 1949, from the representative of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the Secretary-General (with annexes) *A/990/Rev. I*

Letter dated 19 November, 1949, from the representative of the United Kingdom of Great-Britain and Northern Ireland to the Secretary-General of the United Nations (with annex) <sup>1</sup>

Letter dated 6 January, 1950, from the representative of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the Secretary-General of the United Nations (with annexes) <sup>1</sup>

Note dated 6 January, 1950, from the representative of Canada to the Secretary-General of the United Nations (with annexes) <sup>1</sup>

Letter dated 6 January, 1950, from the representative of the United States of America to the Secretary-General of the United Nations (with annexes) <sup>1</sup>

Letter dated 17 February, 1950, from the representative of Canada to the Secretary-General of the United Nations (with annex) <sup>1</sup>

Letter dated 17 February, 1950, from the representative of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the Secretary-General of the United Nations (with annex) <sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Documents transmitted during the second phase of the case.

Lettre en date du 17 février 1950, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le représentant des États-Unis d'Amérique (et annexes jointes) <sup>1</sup>

Lettre en date du 20 février 1950, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (et annexe jointe) <sup>1</sup>

Lettre en date du 29 avril 1950, adressée par le représentant du Canada au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (et annexes jointes) <sup>1</sup>

Lettre en date du 28 avril 1950, adressée par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (et annexes jointes) <sup>1</sup>

Lettre en date du 28 avril 1950, adressée par le représentant des États-Unis d'Amérique au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (et annexes jointes) <sup>1</sup>

### III. COMPTES RENDUS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, QUATRIÈME SESSION

#### Chemise 8

#### *Inscription de la question à l'ordre du jour Comptes rendus des débats*

Compte rendu du Bureau, 65 <sup>me</sup> séance	[Voir pages 3 et 4, paragraphes 71-73, et page 7, paragraphes 104 et 105.]
Compte rendu de l'Assemblée générale, 224 <sup>me</sup> séance plénière	[Voir pages 20 et 21, paragraphes 2-10, et page 25, à la suite du paragraphe 56.]

<sup>1</sup> Documents transmis au cours de la deuxième phase de l'affaire.

Letter dated 17 February, 1950, from the representative of the United States of America to the Secretary-General of the United Nations (with annexes) <sup>1</sup>

Letter dated 20 February, 1950, from the representative of the United Kingdom of Great-Britain and Northern Ireland to the Secretary-General of the United Nations (with annex) <sup>1</sup>

Letter dated 29 April, 1950, from the representative of Canada to the Secretary-General of the United Nations (with annexes) <sup>1</sup>

Letter dated 28 April, 1950, from the representative of the United Kingdom of Great-Britain and Northern Ireland to the Secretary-General of the United Nations (with annexes) <sup>1</sup>

Letter dated 28 April, 1950, from the representative of the United States of America to the Secretary-General of the United Nations (with annexes) <sup>1</sup>

### III. RECORDS OF GENERAL ASSEMBLY, FOURTH SESSION

#### Folder 8

##### *Inclusion of item in agenda*

##### *Records of proceedings*

- |  |  |
|--|--|
| Records of the General Committee, 65th meeting         | [See pages 3 and 4, paragraphs 71-73, and page 7, paragraphs 104 and 105.] |
| Records of the General Assembly, 224th plenary meeting | [See pages 18 and 19, paragraphs 2-10, and page 23, after paragraph 56.]   |

<sup>1</sup> Documents transmitted during the second phase of the case.

**Chemise 9***Inscription de la question à l'ordre du jour  
Documents*

- Liste supplémentaire de questions à inscrire à l'ordre du jour de la quatrième session ordinaire; questions proposées par l'Australie A/948
- Adoption de l'ordre du jour de la quatrième session ordinaire et répartition des points de l'ordre du jour entre les Commissions; rapport du Bureau A/989  
[Voir paragraphes 9 à 12.]

**Chemise 10***Commission politique spéciale  
Comptes rendus des débats*

- 7<sup>me</sup> séance.  
8<sup>me</sup> séance.  
9<sup>me</sup> séance.  
10<sup>me</sup> séance.  
11<sup>me</sup> séance.  
12<sup>me</sup> séance.  
13<sup>me</sup> séance.  
14<sup>me</sup> séance.  
15<sup>me</sup> séance.

**Chemise 11***Commission politique spéciale  
Documents*

- Lettre en date du 26 septembre 1949 adressée par le Président de l'Assemblée générale au Président de la Commission politique spéciale A/AC.31/2
- Bolivie, Canada et États-Unis d'Amérique: projet de résolution A/AC.31/L.1/Rev. 1

**Folder 9***Inclusion of item in agenda  
Documents*

- Supplementary list of items for the agenda of the fourth regular session ; items proposed by Australia A/948
- Adoption of the agenda of the fourth regular session and allocation of items to Committees ; report of the General Committee A/989  
[See paragraphs 9-12.]

**Folder 10***Ad hoc Political Committee  
Records of proceedings*

- 7th meeting.  
8th meeting.  
9th meeting.  
10th meeting.  
11th meeting.  
12th meeting.  
13th meeting.  
14th meeting.  
15th meeting.

**Folder 11***Ad hoc Political Committee  
Documents*

- Letter dated 26 September, 1949, from the President of the General Assembly to the Chairman of the *Ad hoc* Political Committee A/AC.31/2
- Bolivia, Canada and the United States of America : draft resolution A/AC.31/L.1/Rev. 1

- Australie : amendement au projet de résolution de la Bolivie, du Canada et des États-Unis d'Amérique (A/AC.31/L.1/Rev. 1) A/AC.31/L.2
- Brésil, Liban et Pays-Bas : amendement au projet de résolution proposé par la Bolivie, le Canada et les États-Unis d'Amérique (A/AC.31/L.1/Rev. 1) A/AC.31/L.3
- Télégramme en date du 7 octobre 1949 adressé au Secrétaire général par le Gouvernement de la République populaire de Roumanie A/AC.31/L.4
- Rapport de la Commission politique spéciale A/1023

#### Chemise 12

*Séances plénières de l'Assemblée générale*  
*Comptes rendus des débats*

234<sup>me</sup> séance.

235<sup>me</sup> séance.

#### Chemise 13

*Séances plénières de l'Assemblée générale*  
*Documents*

Résolution adoptée par l'Assemblée générale, le 22 octobre 1949.

[*Note — Voir Chemise 11 pour :*  
*Rapport de la Commission politique spéciale*

A/1023.]

---

- Australia: amendment to the draft resolution proposed by Bolivia, Canada and the United States of America (A/AC.31/L.1/Rev. 1) A/AC.31/L.2
- Brazil, Lebanon and the Netherlands: amendment to the draft resolution proposed by Bolivia, Canada and the United States of America (A/AC.31/L.1/Rev. 1) A/AC.31/L.3
- Telegram dated 7 October, 1949, from the Government of the People's Republic of Romania to the Secretary-General A/AC.31/L.4
- Report of the *Ad hoc* Political Committee A/1023

#### Folder 12

*Plenary meetings of the General Assembly  
Records of proceedings*

- 234th meeting.  
235th meeting.

#### Folder 13

*Plenary meetings of the General Assembly  
Documents*

- Resolution adopted by the General Assembly, 22 October, 1949.  
[Note—See Folder 11 for:  
*Report of the Ad hoc Political Committee* A/1023.]
-

## II. — DOCUMENTS TRANSMIS PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES<sup>1</sup>

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES EN BULGARIE, EN HONGRIE ET EN ROUMANIE. — CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE COMMUNIQUÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR ÊTRE PORTÉE A LA CONNAISSANCE DES MEMBRES DES NATIONS UNIES

### Chemise 7

#### LETTRE ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PAR LE REPRÉSENTANT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Document 9/985/Rev. 1.

[Texte original en anglais]

New-York, le 20 septembre 1949.

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de me référer à la résolution 272 (III) de l'Assemblée générale, du 30 avril 1949, relative à la question du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Bulgarie et en Hongrie. Dans cette résolution, l'Assemblée générale a noté avec satisfaction que des mesures ont été prises par plusieurs États signataires des traités de paix en ce qui concerne les accusations portées contre les Gouvernements de la Bulgarie et de la Hongrie, et elle a exprimé l'espoir que des mesures seront diligemment appliquées, selon les traités, en vue d'assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'Assemblée a attiré l'attention du Gouvernement de la Bulgarie et de celui de la Hongrie sur les obligations qui leur incombent en vertu des traités de paix, et notamment sur celle de coopérer au règlement de cette question, et elle a décidé de garder la question inscrite à l'ordre du jour de sa quatrième session. Le 20 août 1949, le Gouvernement de l'Australie a proposé d'inscrire à l'ordre du jour de la Quatrième Session la question du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Roumanie.

En tant que signataire des traités de paix avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, le Gouvernement des États-Unis a pris les mesures mentionnées dans la résolution précitée de l'Assemblée générale.

1. Dans ses notes du 2 avril 1949 (annexes, 1 2 et 3), le Gouvernement des États-Unis a formellement accusé le Gouvernement de la Bulgarie, celui de la Hongrie et celui de la Roumanie de violer celles des clauses des traités de paix respectifs, aux termes desquelles ces pays sont tenus d'assurer à toutes les personnes relevant de leur juridiction la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le Gouvernement des États-Unis a prié le Gouvernement de chacun de ces trois pays de prendre des mesures correctives à ce sujet. Le Gouvernement de la Hongrie, celui de la Bulgarie et celui de la Roumanie ont répondu par des notes en date du 8, du 21 et du 18 avril 1949 respectivement (annexes 4, 5 et 6).

<sup>1</sup> Voir note au bas de la p. 13.

## II.—DOCUMENTS TRANSMITTED BY THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS<sup>1</sup>

OBSERVANCE IN BULGARIA, HUNGARY AND ROMANIA OF HUMAN RIGHTS AND FUNDAMENTAL FREEDOMS.—RELEVANT EXCHANGES OF DIPLOMATIC CORRESPONDENCE  
COMMUNICATED TO THE SECRETARY-GENERAL FOR CIRCULATION  
TO THE MEMBERS OF THE UNITED NATIONS

### Folder 7

#### LETTER FROM THE REPRESENTATIVE OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE SECRETARY-GENERAL

Document A/985/Rev. 1.

[Original text : English]

New York, 20 September, 1949.

Under instructions from my Government, I have the honour to refer to the General Assembly Resolution of 30 April, 1949 (272 (III)), on the question of observance in Bulgaria and Hungary of human rights and fundamental freedoms. In this resolution the General Assembly noted with satisfaction that steps had been taken by several signatories of the Treaties of Peace regarding the charges made against the Governments of Bulgaria and Hungary and expressed the hope that measures would be diligently applied, in accordance with the Treaties, in order to ensure respect for human rights and fundamental freedoms. The Assembly drew the attention of the Governments of Bulgaria and Hungary to their obligations under the Peace Treaties, including the obligation to co-operate in the settlement of the question and decided to retain the question on the agenda of the Fourth Session. On 20 August, 1949, the Government of Australia proposed for inclusion on the agenda of the Fourth Session the question of observance of fundamental freedoms and human rights in Rumania.

As one of the signatories to the Treaties of Peace with Bulgaria, Hungary and Rumania the United States has instituted measures referred to in the above-mentioned resolution of the General Assembly.

1. In its notes of 2 April, 1949 (Annexes 1, 2 and 3), the Government of the United States formally charged the Governments of Bulgaria, Hungary and Rumania with violations of the respective clauses of the Peace Treaties obligating them to secure to their peoples the enjoyment of human rights and fundamental freedoms. The United States Government requested that remedial measures be taken by the three Governments. The Governments of Hungary, Bulgaria and Rumania replied in notes delivered on 8, 21 and 18 April, 1949, respectively (Annexes 4, 5 and 6).

<sup>1</sup> See footnote, p. 13.

2. Comme, dans ces notes, les trois Gouvernements ont affirmé qu'ils n'avaient pas violé les dispositions des traités et fait connaître qu'ils n'étaient pas disposés à adopter les mesures correctives demandées, le Gouvernement des États-Unis leur a fait savoir qu'à son avis l'interprétation et l'exécution des traités de paix respectifs avaient donné lieu à des différends. Dans les notes remises le 31 mai 1949 par les légations des États-Unis d'Amérique à Sofia, à Budapest et à Bucarest (annexes 7, 8 et 9), le Gouvernement des États-Unis a invoqué ceux des articles des traités respectifs qui stipulent que les différends de ce genre seront réglés par les chefs des missions diplomatiques du Royaume-Uni, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des États-Unis d'Amérique dans les trois capitales (article 36 du traité avec la Bulgarie, article 40 du traité avec la Hongrie, article 38 du traité avec la Roumanie). Les chefs des missions diplomatiques des États-Unis d'Amérique dans les trois capitales ont invité leurs collègues de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et du Royaume-Uni à les rencontrer en vue d'examiner les différends, conformément à la procédure définie dans les articles précités (annexes 10, 11, 12, 13, 14 et 15). Les ministres du Royaume-Uni ont fait connaître qu'ils étaient disposés à se rendre à cette invitation (annexes 16, 17 et 18). Toutefois, le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, dans une note du 11 juin 1949, a refusé d'autoriser ses représentants à examiner la question (annexe 19). Ce même Gouvernement a rejeté une nouvelle demande par laquelle le Gouvernement des États-Unis l'invitait à modifier son attitude (annexes 20 et 21). Le 27 juillet 1949, le Gouvernement de la Bulgarie a adressé au Gouvernement des États-Unis d'Amérique une note dans laquelle il déclarait que la procédure de règlement prévue à l'article 36 du traité de paix avec la Bulgarie n'était pas applicable (annexe 22).

3. En conséquence, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique s'est vu dans l'obligation d'invoquer la procédure complémentaire prévue dans le traité de paix et qui envisage la création de Commissions composées dans chaque cas d'un représentant de chacune des parties au différend et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un tiers pays. Dans les notes qu'il a remises le 1<sup>er</sup> août 1949 (annexes 23, 24 et 25), le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a prié le Gouvernement de la Hongrie, celui de la Bulgarie et celui de la Roumanie de se concerter avec lui en vue de nommer ces Commissions. Les trois Gouvernements ont repoussé cette demande dans leurs notes en date du 26 août, du 1<sup>er</sup> septembre et du 2 septembre 1949 respectivement (annexes 26, 27 et 28). Le 19 septembre 1949, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a adressé au Gouvernement de la Hongrie, à celui de la Bulgarie et à celui de la Roumanie de nouvelles notes dans lesquelles il exposait de nouveau ses vues sur les questions qui faisaient l'objet des différends (annexes 29, 30 et 31).

J'ai l'honneur de joindre, en annexes à la présente, copies des notes échangées à ce sujet, et de vous prier, Monsieur le Secrétaire général, de bien vouloir faire tenir copie de la présente communication et des notes jointes à tous les membres de l'Assemblée générale, qui doit examiner cette question au cours de sa Quatrième Session.

(Signé) WARREN R. AUSTIN,  
Représentant des États-Unis d'Amérique  
auprès de l'Organisation des Nations Unies.

2. Since in these notes the three Governments denied that they had violated the Treaty provisions and indicated their unwillingness to adopt the requested remedial measures, the United States Government informed them that in its view disputes had arisen concerning the interpretation and execution of the respective Treaties of Peace. In the notes delivered by the American Legations in Sofia, Budapest and Bucharest on 31 May, 1949 (Annexes 7, 8 and 9), the United States Government invoked the relevant Treaty articles providing for the settlement of such disputes by the Heads of Diplomatic Missions of the United Kingdom, Soviet Union and United States in the three capitals (Article 36 of the Treaty with Bulgaria, Article 40 of the Treaty with Hungary, Article 38 of the Treaty with Rumania). The United States Chiefs of Mission in the three capitals requested their Soviet and British colleagues to meet with them to consider the disputes, in accordance with the procedure specified in those articles (Annexes 10, 11, 12, 13, 14 and 15). The Ministers of the United Kingdom expressed their willingness to comply with this request (Annexes 16, 17 and 18). However, the Soviet Government declined, in a note of 11 June, 1949, to authorize its representatives to discuss the matter (Annex 19). The Soviet Government rejected a further request by the United States Government to reconsider its position (Annexes 20 and 21). On 27 July, 1949, the Government of Bulgaria addressed a note to the United States Government setting forth its view that the settlement procedures provided for in Article 36 of the Peace Treaty with Bulgaria were not applicable (Annex 22).

3. As a result, the Government of the United States found it necessary to invoke the additional Peace Treaty procedure which envisages the establishment of Commissions composed in each case of one representative of each party to the dispute and a third member chosen by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. In its notes delivered on 1 August, 1949 (Annexes 23, 24 and 25), the Government of the United States requested the Governments of Hungary, Bulgaria and Rumania to join with it in naming these Commissions. The three Governments rejected this request in their notes dated 26 August, 1 September and 2 September, 1949, respectively (Annexes 26, 27 and 28). On 19 September, 1949, the United States addressed further notes to the Governments of Hungary, Bulgaria and Rumania in which it restated its views on the disputed issues (Annexes 29, 30 and 31).

I am attaching in the Annex copies of the notes exchanged in this matter, with a request that you, Mr. Secretary-General, be kind enough to circulate copies of this communication and of the notes to all members of the General Assembly in connexion with the impending consideration of this matter in the Fourth Session of the General Assembly.

(Signed) WARREN R. AUSTIN,  
United States Representative  
to the United Nations.

---

*Annexes*

## TABLE DES MATIÈRES

Annexes	Pages
1. Note du 2 avril 1949 adressée par les États-Unis d'Amérique à la Bulgarie . . . . .	23
2. Note du 2 avril 1949 adressée par les États-Unis d'Amérique à la Hongrie . . . . .	25
3. Note du 2 avril 1949 adressée par les États-Unis d'Amérique à la Roumanie . . . . .	28
4. Note du 8 avril 1949 adressée par la Hongrie aux États-Unis d'Amérique . . . . .	30
5. Note du 21 avril 1949 adressée par la Bulgarie aux États-Unis d'Amérique . . . . .	32
6. Note du 18 avril 1949 adressée par la Roumanie aux États-Unis d'Amérique . . . . .	34
7. Note du 31 mai 1949 adressée par les États-Unis d'Amérique à la Bulgarie . . . . .	35
8. Note du 31 mai 1949 adressée par les États-Unis d'Amérique à la Hongrie . . . . .	36
9. Note du 31 mai 1949 adressée par les États-Unis d'Amérique à la Roumanie . . . . .	38
10. Lettre, en date du 31 mai 1949, adressée par le ministre des États-Unis d'Amérique à Sofia à l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. . . . .	39
11. Lettre, en date du 31 mai 1949, adressée par le chargé d'affaires des États-Unis d'Amérique à Budapest à l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques . . . . .	41
12. Lettre, en date du 31 mai 1949, adressée par le ministre des États-Unis d'Amérique à Bucarest à l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques . . . . .	43
13. Lettre, en date du 31 mai 1949, adressée par le ministre des États-Unis d'Amérique à Sofia au ministre de Grande-Bretagne . . . . .	44
14. Lettre, en date du 31 mai 1949, adressée par le chargé d'affaires des États-Unis d'Amérique à Budapest au ministre de Grande-Bretagne. . . . .	46
15. Lettre, en date du 31 mai 1949, adressée par le ministre des États-Unis d'Amérique à Bucarest au Ministre de Grande-Bretagne. . . . .	48
16. Lettre, en date du 31 mai 1949, adressée par le ministre de Grande-Bretagne à Sofia au ministre des États-Unis d'Amérique . . . . .	50
17. Lettre, en date du 1 <sup>er</sup> juin 1949, adressée par le ministre de Grande-Bretagne à Budapest au chargé d'affaires des États-Unis d'Amérique . . . . .	50
18. Lettre, en date du 1 <sup>er</sup> juin 1949, adressée par le ministre de Grande-Bretagne à Bucarest au ministre des États-Unis d'Amérique. . . . .	51
19. Note du 11 juin 1949 adressée par l'Union des Républiques socialistes soviétiques aux États-Unis d'Amérique . . . . .	52

*Annexes*

## TABLE OF CONTENTS

Annexes	Pages
1. United States note of 2 April, 1949, to Bulgaria . . . .	23
2. United States note of 2 April, 1949, to Hungary . . . .	25
3. United States note of 2 April, 1949, to Rumania . . . .	28
4. Hungarian note of 8 April, 1949, to United States . . . .	30
5. Bulgarian note of 21 April, 1949, to United States . . . .	32
6. Rumanian note of 18 April, 1949, to United States . . . .	34
7. United States note of 31 May, 1949, to Bulgaria . . . .	35
8. United States note of 31 May, 1949, to Hungary . . . .	36
9. United States note of 31 May, 1949, to Rumania . . . .	38
10. Letter of United States Minister in Sofia of 31 May, 1949, to Soviet Ambassador . . . . .	39
11. Letter of United States Chargé d'Affaires in Budapest of 31 May, 1949, to Soviet Ambassador . . . . .	41
12. Letter of United States Minister in Bucharest of 31 May, 1949, to Soviet Ambassador . . . . .	43
13. Letter of United States Minister in Sofia of 31 May, 1949, to British Minister . . . . .	44
14. Letter of United States Chargé d'Affaires in Budapest of 31 May, 1949, to British Minister . . . . .	46
15. Letter of United States Minister in Bucharest of 31 May, 1949, to British Minister . . . . .	48
16. Letter of British Minister in Sofia of 31 May, 1949, to United States Minister . . . . .	50
17. Letter of British Minister in Budapest of 1 June, 1949, to United States Chargé d'Affaires . . . . .	50
18. Letter of British Minister in Bucharest of 1 June, 1949, to United States Minister . . . . .	51
19. Union of Soviet Socialist Republics note of 11 June, 1949, to United States . . . . .	52

Annexes	Pages
20. Note du 30 juin 1949 adressée par les États-Unis d'Amérique à l'Union des Républiques socialistes soviétiques . . . . .	53
21. Note du 19 juillet 1949 adressée par l'Union des Républiques socialistes soviétiques aux États-Unis d'Amérique . . . . .	55
22. Note du 27 juillet 1949 adressée par la Bulgarie aux États-Unis d'Amérique . . . . .	56
23. Note du 1 <sup>er</sup> août 1949 adressée par les États-Unis d'Amérique à la Hongrie . . . . .	58
24. Note du 1 <sup>er</sup> août 1949 adressée par les États-Unis d'Amérique à la Bulgarie . . . . .	59
25. Note du 1 <sup>er</sup> août 1949 adressée par les États-Unis d'Amérique à la Roumanie . . . . .	60
26. Note du 26 août 1949 adressée par la Hongrie aux États-Unis d'Amérique. . . . .	61
27. Note du 1 <sup>er</sup> septembre 1949 adressée par la Bulgarie aux États-Unis d'Amérique . . . . .	62
28. Note du 2 septembre 1949 adressée par la Roumanie aux États-Unis d'Amérique . . . . .	63
29. Note du 19 septembre 1949 adressée par les États-Unis d'Amérique à la Hongrie . . . . .	65
30. Note du 19 septembre 1949 adressée par les États-Unis d'Amérique à la Bulgarie. . . . .	66
31. Note du 19 septembre 1949 adressée par les États-Unis d'Amérique à la Roumanie . . . . .	68

---

*Annexe I*

NOTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA BULGARIE

[Texte original en anglais]

2 avril 1949.

La légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Bulgarie et, conformément aux instructions du Gouvernement des États-Unis, a l'honneur de se référer à l'article 2 du traité de paix avec la Bulgarie et à la conduite du Gouvernement de la Bulgarie en ce qui concerne l'exécution de l'obligation qui lui incombe aux termes dudit article de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

L'article 2 du traité de paix est ainsi conçu :

« La Bulgarie prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression de la pensée, la liberté de presse et de publication, la liberté du culte, la liberté d'opinion et de réunion. »

Annexes	Pages
20. United States note of 30 June, 1949, to Union of Soviet Socialist Republics . . . . .	53
21. Union of Soviet Socialist Republics note of 19 July, 1949, to United States . . . . .	55
22. Bulgarian note of 27 July, 1949, to United States . . . . .	56
23. United States note of 1 August, 1949, to Hungary . . . . .	58
24. United States note of 1 August, 1949, to Bulgaria . . . . .	59
25. United States note of 1 August, 1949, to Rumania . . . . .	60
26. Hungarian note of 26 August, 1949, to United States . . . . .	61
27. Bulgarian note of 1 September, 1949, to United States . . . . .	62
28. Rumanian note of 2 September, 1949, to United States . . . . .	63
29. United States note of 19 September, 1949, to Hungary . . . . .	65
30. United States note of 19 September, 1949, to Bulgaria . . . . .	66
31. United States note of 19 September, 1949, to Rumania . . . . .	68

---

*Annex I*

UNITED STATES NOTE TO BULGARIA

[Original text : English]

2 April, 1949.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Bulgaria and, acting under the instructions of the United States Government, has the honor to refer to Article 2 of the Treaty of Peace with Bulgaria, and to the Bulgarian Government's record with respect to fulfilment of its obligations under that article to protect human rights and the fundamental freedoms.

Article 2 of the Treaty of Peace reads as follows :

"Bulgaria shall take all measures necessary to secure to all persons under Bulgarian jurisdiction, without distinction as to race, sex, language or religion, the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms, including freedom of expression, of press and publication, of religious worship, of political opinion and of public meeting."

Depuis que le traité de paix avec la Bulgarie est entré en vigueur le 15 septembre 1947, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, en tant que signataire de cet instrument, a observé attentivement l'évolution de la situation en Bulgarie en vue de vérifier si le Gouvernement de la Bulgarie s'acquitte des obligations qui lui incombent aux termes du traité. Le Gouvernement des États-Unis attache une importance particulière aux obligations définies dans l'article précité, en vertu desquelles le Gouvernement de la Bulgarie est tenu d'assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Des observations qu'il a pu faire au cours de cette période, le Gouvernement des États-Unis a tiré cette conclusion que le Gouvernement de la Bulgarie, qui a eu cependant maintes occasions d'exécuter de bonne foi ses engagements, a délibérément et systématiquement empêché le peuple bulgare, par des mesures restrictives et des actes d'oppression, d'exercer les droits et de jouir des libertés mêmes qu'il s'était engagé à lui assurer aux termes de l'article 2 du traité. En fait, le mépris que le Gouvernement de la Bulgarie a manifesté à l'égard des droits et des libertés des personnes relevant de sa juridiction, et dont on trouvera ci-dessous des exemples, est devenu si notoire qu'il a provoqué la réprobation générale des peuples libres.

Par l'exercice de pouvoirs policiers, le Gouvernement de la Bulgarie a privé un grand nombre de ses citoyens des droits fondamentaux de l'homme qui leur sont garantis par le traité de paix. Ces mesures de frustration se sont manifestées par des arrestations arbitraires, le pervertissement systématique de la procédure judiciaire et la détention prolongée dans des prisons et dans des camps, sans procès public, de personnes dont les opinions sont opposées à celles du régime.

De même, le Gouvernement de la Bulgarie a refusé aux personnes relevant de sa juridiction, en tant que particuliers et en tant que groupes organisés, y compris les partis politiques de caractère démocratique, la jouissance des libertés fondamentales d'opinion politique et de réunion publique. Il a dissous l'Union nationale agrarienne, le parti socialiste bulgare ainsi que d'autres groupes et il a fait jeter en prison bon nombre des dirigeants de ces mouvements. Peu après l'entrée en vigueur du traité de paix, au mépris de l'opinion publique mondiale, le Gouvernement de la Bulgarie a ordonné l'exécution de Nicolas Petkov, chef de l'Union nationale agrarienne, pour avoir osé exprimer des opinions politiques démocratiques qui ne correspondaient pas à celles du Gouvernement. Il a entamé des poursuites contre les députés qui ne souscrivaient pas à sa politique, de sorte qu'il ne reste désormais plus trace d'opposition parlementaire, ce qui prouve bien que la liberté d'opinion politique en Bulgarie a été effectivement supprimée.

En imposant des restrictions à la presse et à d'autres publications, le Gouvernement de la Bulgarie a privé les personnes relevant de sa juridiction de la liberté d'expression qui leur est garantie par le traité de paix. En adoptant certaines mesures législatives et administratives et en permettant à ses fonctionnaires de recourir à la force et à l'intimidation, le Gouvernement de la Bulgarie a empêché les citoyens bulgares d'exprimer librement des opinions qui ne sont pas conformes à celles que prescrivent les milieux officiels. La liberté de la presse n'existe pas en Bulgarie.

Since the entry into force on 15 September, 1947, of the Treaty of Peace with Bulgaria, the United States Government, as a signatory of that instrument, has observed closely developments in Bulgaria with a view to ascertaining whether the Bulgarian Government has been fulfilling its obligations under the Treaty. The United States Government attaches particular importance to the obligations, set forth in the aforementioned article, which require the Bulgarian Government to secure to all persons under Bulgarian jurisdiction the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms. On the basis of its observations during this period, the United States Government concludes that the Bulgarian Government, although it has had ample opportunity to carry out its commitments in good faith, has deliberately and systematically denied to the Bulgarian people, by means of privative measures and oppressive acts, the exercise of the very rights and freedoms which it has pledged to secure to them under Article 2 of the Treaty. The disregard shown by the Bulgarian Government for the rights and liberties of persons under its jurisdiction, as illustrated below, has indeed become so notorious as to evoke the condemnation of free peoples everywhere.

Through the exercise of police power the Bulgarian Government has deprived large numbers of its citizens of their basic human rights, assured to them under the Treaty of Peace. These deprivations have been manifested by arbitrary arrests, systematic perversion of the judicial process, and the prolonged detention in prisons and camps, without public trial, of persons whose views are opposed to those of the régime.

Similarly, the Bulgarian Government has denied to persons living under its jurisdiction, as individuals and as organized groups including democratic political parties, the fundamental freedoms of political opinion and of public meeting. It has dissolved the National Agrarian Union, the Bulgarian Socialist Party and other groups, and has imprisoned many of their leaders. With the Treaty of Peace barely in effect and in the face of world opinion, the Bulgarian Government ordered the execution of Nikola Petkov, National Agrarian Union leader, who dared to express democratic political opinions which did not correspond to those of the Bulgarian Government. Proceedings were instituted against those deputies who did not agree with its policies, with the result that no vestige of parliamentary opposition now remains, an illustration of the effective denial of freedom of political opinion in Bulgaria.

By restrictions on the press and on other publications, the Bulgarian Government has denied to persons under its jurisdiction the freedom of expression guaranteed to them under the Treaty of Peace. By laws, administrative acts, and the use of force and intimidation on the part of its officials, the Bulgarian Government has made it impossible for individual citizens openly to express views not in conformity to those officially prescribed. Freedom of the press does not exist in Bulgaria.

Par des mesures législatives, par les actes de ses fonctionnaires et par les « procès » intentés à des ecclésiastiques, le Gouvernement bulgare a violé les dispositions expresses du traité de paix relatives à la liberté du culte. Il est évident, par exemple, que les mesures récentes dirigées contre les sectes protestantes de Bulgarie sont incompatibles avec l'obligation qui incombe au Gouvernement bulgare d'assurer la liberté du culte à toutes les personnes relevant de sa juridiction.

Le Gouvernement de la Bulgarie est entièrement responsable non seulement des actes qu'il a commis en violation de l'article 2 depuis l'entrée en vigueur du traité de paix, mais encore de n'avoir pas cherché à remédier aux conséquences de certains actes commis avant cette date, et qui ont continué à porter atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Conscient des responsabilités qui lui incombent aux termes du traité de paix, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a attiré l'attention à diverses reprises sur les agissements des autorités bulgares. Cependant, le Gouvernement de la Bulgarie n'a pas jugé bon de modifier sa conduite pour se conformer aux stipulations du traité.

C'est pourquoi le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, en tant que signataire du traité de paix, estime que le Gouvernement de la Bulgarie a violé à plusieurs reprises les dispositions de l'article 2 de ce traité. Comme ledit traité stipule expressément que le Gouvernement de la Bulgarie est tenu d'assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, il est impossible d'accepter l'argument spécieux selon lequel les questions soulevées dans la présente note relèvent purement des affaires intérieures du pays. En conséquence, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique invite le Gouvernement de la Bulgarie à adopter immédiatement des mesures correctives en ce qui concerne les violations mentionnées ci-dessus et le prie de bien vouloir indiquer avec précision celles qu'il est disposé à prendre pour mettre pleinement en œuvre les dispositions de l'article 2 du traité de paix.

---

*Annexe 2*

NOTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA HONGRIE

[Texte original en anglais]

2 avril 1949.

La légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Hongrie, et, conformément aux instructions du Gouvernement des États-Unis, a l'honneur de se référer à l'article 2 du traité de paix avec la Hongrie et à la conduite du Gouvernement de la Hongrie en ce qui concerne l'exécution de l'obligation qui lui incombe aux termes dudit article de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

L'article 2 du traité de paix est ainsi conçu :

« I. La Hongrie prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction, sans

By legislation, by the acts of its officials, and by "trials" of religious leaders, the Bulgarian Government has acted in contravention of the express provision of the Treaty of Peace in respect of freedom of worship. Recent measures directed against the Protestant denominations in Bulgaria, for example, are clearly incompatible with the Bulgarian Government's obligation to secure freedom of religious worship to all persons under its jurisdiction.

The Bulgarian Government bears full responsibility not only for acts committed since the effective date of the Treaty of Peace which are in contravention of Article 2, but also for its failure to redress the consequences of acts committed prior to that date which have continued to prejudice the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms. The United States Government, mindful of its responsibilities under the Treaty of Peace, has drawn attention on appropriate occasions to the flagrant conduct of the Bulgarian authorities in this regard. The Bulgarian Government, however, has failed to modify its conduct in conformity with the stipulations of the Treaty.

In the circumstances, the United States Government, as a signatory of the Treaty of Peace, finds that the Bulgarian Government has repeatedly violated the provisions of Article 2 of that Treaty. Inasmuch as the obligation of the Government of Bulgaria to secure to all persons under Bulgarian jurisdiction the enjoyment of human rights and fundamental freedoms is expressly stipulated in the Treaty, no specious argument that the matters raised in the present note are purely of a domestic character can be accepted. The United States Government, accordingly, calls upon the Bulgarian Government to adopt prompt remedial measures in respect of the violations referred to above and requests the Bulgarian Government to specify the steps which it is prepared to take in implementing fully the terms of Article 2 of the Treaty of Peace.

---

*Annex 2*

UNITED STATES NOTE TO HUNGARY

[Original text : English]

2 April, 1949.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Hungary and, acting under the instructions of the United States Government, has the honor to refer to Article 2 of the Treaty of Peace with Hungary, and to the Hungarian Government's record with respect to fulfilment of its obligations under that article to protect human rights and the fundamental freedoms.

Article 2 of the Treaty of Peace reads as follows :

"1. Hungary shall take all measures necessary to secure to all persons under Hungarian jurisdiction, without distinction as to,

distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression de la pensée, la liberté de presse et de publication, la liberté du culte, la liberté d'opinion et de réunion.

2. La Hongrie s'engage en outre à ce que les lois en vigueur en Hongrie ne comportent, soit dans leur texte, soit dans les modalités de leur application, aucune discrimination directe ou indirecte entre les ressortissants hongrois en raison de leur race, de leur sexe, de leur langue, de leur religion, tant en ce qui concerne leur personne, leurs biens, leurs intérêts commerciaux, professionnels ou financiers, leur statut, leurs droits politiques et civils qu'en toute autre matière. »

Depuis que le traité de paix avec la Hongrie est entré en vigueur, le 15 septembre 1947, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, en tant que signataire de cet instrument, a observé attentivement l'évolution de la situation en Hongrie en vue de vérifier si le Gouvernement de la Hongrie s'acquitte des obligations qui lui incombent aux termes du traité. Le Gouvernement des États-Unis attache une importance particulière aux obligations définies dans l'article précité, en vertu desquelles le Gouvernement de la Hongrie est tenu d'assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Des observations qu'il a pu faire au cours de cette période, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a tiré cette conclusion que le Gouvernement de la Hongrie, qui a eu cependant maintes occasions d'exécuter de bonne foi ses engagements, a délibérément et systématiquement empêché le peuple hongrois, par des mesures restrictives et des actes d'oppression, d'exercer les droits et de jouir des libertés mêmes qu'il s'était engagé à lui assurer aux termes de l'article 2 du traité. En fait, le mépris que le Gouvernement de la Hongrie a manifesté à l'égard des droits et libertés des personnes relevant de sa juridiction, et dont on trouvera ci-dessous des exemples, est devenu si notoire qu'il a provoqué la réprobation générale des peuples libres.

Les restrictions que le Gouvernement de la Hongrie avait commencé d'imposer aux droits et aux libertés pendant la période de l'armistice ont été maintenues, sans relâchement, depuis l'entrée en vigueur du traité de paix. En exerçant arbitrairement des pouvoirs policiers et en pervertissant la procédure judiciaire, le Gouvernement de la Hongrie et ses organes officiels ont violé le droit à la vie et le droit à la liberté que les citoyens hongrois possédaient en tant qu'hommes libres. La suppression de la liberté d'opinion politique est complète en Hongrie. Des partis politiques de caractère démocratique, chargés par le peuple de mandats importants, ont été, sur l'initiative du Gouvernement, successivement « épurés », réduits au silence dans le Parlement, divisés et dissous. Pour imposer une obédience politique rigoureuse, le Gouvernement de la Hongrie et le parti communiste qui le contrôle ont créé un vaste et insidieux réseau de police et d'autres organes qui observent, signalent et cherchent à contrôler les opinions, les associations et les activités privées des citoyens hongrois.

Malgré les dispositions du traité de paix, le Gouvernement de la Hongrie a réduit la liberté d'expression. La liberté de presse et de publication n'existe pas. Les ordonnances fondamentales relatives à la presse

race, sex, language or religion, the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms, including freedom of expression, of press and publication, of religious worship, of political opinion and of public meeting.

2. Hungary further undertakes that the laws in force in Hungary shall not, either in their content or in their application, discriminate or entail any discrimination between persons of Hungarian nationality on the ground of their race, sex, language or religion, whether in reference to their persons, property, business, professional or financial interests, status, political or civil rights or any other matter."

Since the entry into force on 15 September, 1947, of the Treaty of Peace with Hungary, the United States Government, as a signatory of that instrument, has observed closely developments in Hungary with a view to ascertaining whether the Hungarian Government has been fulfilling its obligations under the Treaty. The United States Government attaches particular importance to the obligations set forth in the aforementioned article, which require the Hungarian Government to secure to all persons under Hungarian jurisdiction the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms. On the basis of its observations during this period, the United States Government concludes that the Hungarian Government, although it has had ample opportunity to carry out its commitments in good faith, has deliberately and systematically denied to the Hungarian people, by means of privative measures and oppressive acts, the exercise of the very rights and freedoms which it has pledged to secure to them under Article 2 of the Treaty. The disregard shown by the Hungarian Government for the rights and liberties of persons under its jurisdiction, as illustrated below, has indeed become so notorious as to evoke the condemnation of free peoples everywhere.

The abridgment of rights and freedoms begun by the Hungarian Government in the armistice period has continued without abatement since the entry into force of the Treaty of Peace. Through arbitrary exercise of police power and perversion of judicial process, the Hungarian Government and its agencies have violated the rights of citizens as free men to life and liberty. Denial of freedom of political opinion is complete in Hungary. Democratic political parties which held substantial mandates from people have been through the Government's initiative successively purged, silenced in Parliament, fragmentized and dissolved. To enforce rigid political conformity the Hungarian Government and the Communist Party which controls it have established a vast and insidious network of police and other agents who observe, report on, and seek to control the private opinions, associations and activities of its citizens.

The Hungarian Government, despite the provisions of the Treaty of Peace, has circumscribed freedom of expression. Freedom of press and publication does not exist. Basic decrees pertaining to the press are

ont un caractère restrictif et leur interprétation pratique est sujette aux mêmes restrictions. Aucune critique sérieuse à l'égard du Gouvernement du parti communiste n'est tolérée. Le Gouvernement a pris la direction des entreprises d'imprimerie et de distribution de papier journal afin de refuser la liberté d'expression aux personnes privées ou aux gouvernements dont les opinions politiques diffèrent de celles du Gouvernement. En ce qui concerne les correspondants de presse, bien qu'il n'existe pas officiellement de censure, il reste néanmoins établi que le Gouvernement de la Hongrie a refusé d'admettre sur son territoire ou expulsé des correspondants étrangers qui avaient envoyé des dépêches contenant des critiques à l'égard du régime, et qu'il a obligé les correspondants locaux à n'écrire que des articles acceptables ou favorables au régime.

La liberté de réunion dans le domaine politique a été systématiquement refusée à tous, sauf aux groupements communistes et à leurs collaborateurs. Quant aux réunions de caractère religieux, les pouvoirs publics ont à diverses reprises empêché les citoyens hongrois d'y assister et tracassé les organisateurs. De plus, le Gouvernement de la Hongrie a poursuivi une politique qui porte atteinte à la liberté du culte. Par des mesures coercitives, il s'est efforcé de miner l'influence des églises et des membres du clergé et de restreindre leurs fonctions légitimes. En intentant, contre les ecclésiastiques, des poursuites arbitraires et injustifiées pour des motifs fabriqués de toutes pièces, comme dans l'affaire du cardinal Mindszenty et dans celle de l'évêque luthérien Ordass, le Gouvernement de la Hongrie s'est efforcé de les faire remplacer par des collaborateurs au service du parti communiste et de son programme. De telles mesures constituent des violations de la liberté du culte garantie par le traité de paix.

Le Gouvernement de la Hongrie est entièrement responsable non seulement des actes qu'il a commis en violation de l'article 2 depuis l'entrée en vigueur du traité de paix, mais encore de n'avoir pas cherché à remédier aux conséquences de certains actes commis avant cette date et qui ont continué à porter atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Conscient des responsabilités qui lui incombent en vertu du traité de paix, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a attiré l'attention à diverses reprises sur les agissements des autorités hongroises à cet égard. Cependant, le Gouvernement de la Hongrie n'a pas jugé bon de modifier sa conduite pour se conformer aux stipulations du traité.

C'est pourquoi le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, en tant que signataire du traité de paix, estime que le Gouvernement de la Hongrie a violé à plusieurs reprises les dispositions de l'article 2 de ce traité. Comme ledit traité stipule expressément que le Gouvernement de la Hongrie est tenu d'assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, il est impossible d'accepter l'argument spécieux selon lequel les questions soulevées dans la présente note relèvent purement des affaires intérieures du pays. En conséquence, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique invite le Gouvernement de la Hongrie à adopter immédiatement des mesures correctives en ce qui concerne les violations mentionnées ci-dessus et le prie de bien vouloir indiquer avec précision celles qu'il est disposé à prendre pour mettre pleinement en œuvre les dispositions de l'article 2 du traité de paix.

---

restrictive in character and are so interpreted in practice. No substantive criticism of the Government of the Communist Party is permitted. Government control of printing establishments and of the distribution of newsprint has been exercised to deny freedom of expression to individuals or groups whose political opinions are at variance with those of the Government. In the field of reporting, absence of formal censorship has not obscured the record of the Hungarian Government in excluding or expelling foreign correspondents who have written despatches critical of the régime or in intimidating local correspondents into writing only what is acceptable or favorable to the régime.

Freedom of public meeting on political matters has been regularly denied to all except Communist groups and their collaborators. In the case of religious meetings, on various occasions attendance at such gatherings has been obstructed and the principals subjected to harassment. The Hungarian Government, moreover, has pursued policies detrimental to freedom of religious worship. It has sought by coercive measures to undermine the influence of the Churches and of religious leaders and to restrict their legitimate functions. By arbitrary and unjustified proceedings against religious leaders on fabricated grounds, as in the cases of Cardinal Mindszenty and Lutheran Bishop Ordass, the Hungarian Government has attempted to force the submission of independent Church leaders and to bring about their replacement with collaborators subservient to the Communist Party and its program. Such measures constitute violations of the freedom of religious worship guaranteed by the Treaty of Peace.

The Hungarian Government bears full responsibility not only for acts committed since the effective date of the Treaty of Peace which are in contravention of Article 2, but also for its failure to redress the consequences of acts committed prior to that date which have continued to prejudice the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms. The United States Government, mindful of its responsibilities under the Treaty of Peace, had drawn attention on appropriate occasions to the flagrant conduct of the Hungarian authorities in this regard. The Hungarian Government, however, has failed to modify its conduct in conformity with the stipulations of the Treaty.

In the circumstances, the United States Government, as a signatory of the Treaty of Peace, finds that the Hungarian Government has repeatedly violated the provisions of Article 2 of that Treaty. Inasmuch as the obligation of the Government of Hungary to secure to all persons under Hungarian jurisdiction the enjoyment of human rights and the fundamental freedoms is expressly stipulated in the Treaty, no specious argument that the matters raised in the present note are purely of a domestic character can be accepted. The United States Government, accordingly, calls upon the Hungarian Government to adopt prompt remedial measures in respect of the violations referred to above and requests the Hungarian Government to specify the steps which it is prepared to take in implementing fully the terms of Article 2 of the Treaty of Peace.

---

*Annexe 3*

## NOTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA ROUMANIE

[Texte original en anglais]

2 avril 1949.

La légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Roumanie et, conformément aux instructions du Gouvernement des États-Unis, a l'honneur de se référer à l'article 3 du traité de paix avec la Roumanie et à la conduite du Gouvernement de la Roumanie en ce qui concerne l'exécution de l'obligation qui lui incombe aux termes dudit article de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

L'article 3 du traité de paix est ainsi conçu :

« 1. La Roumanie prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression de la pensée, la liberté de presse et de publication, la liberté du culte, la liberté d'opinion et de réunion.

2. La Roumanie s'engage en outre à ce que les lois en vigueur en Roumanie ne comportent, soit dans leur texte, soit dans les modalités de leur application, aucune discrimination directe ou indirecte entre les ressortissants roumains en raison de leur race, de leur sexe, de leur langue, de leur religion, tant en ce qui concerne leur personne, leurs biens, leurs intérêts commerciaux, professionnels ou financiers, leur statut, leurs droits politiques et civils qu'en toute autre matière. »

Depuis que le traité de paix avec la Roumanie est entré en vigueur le 15 septembre 1947, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, en tant que signataire de cet instrument, a observé attentivement l'évolution de la situation en Roumanie en vue de vérifier si le Gouvernement de la Roumanie s'acquitte des obligations qui lui incombent aux termes du traité. Le Gouvernement des États-Unis attache une importance particulière aux obligations définies dans l'article précité, en vertu desquelles le Gouvernement de la Roumanie est tenu d'assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Des observations qu'il a pu faire au cours de cette période, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a tiré cette conclusion que le Gouvernement de la Roumanie, qui a eu cependant maintes occasions d'exécuter de bonne foi ses engagements, a délibérément et systématiquement empêché le peuple roumain, par des mesures restrictives et des actes d'oppression, d'exercer les droits et de jouir des libertés mêmes qu'il s'était engagé à lui assurer aux termes de l'article 3 du traité. En fait, le mépris que le Gouvernement de la Roumanie a manifesté à l'égard des droits et libertés des personnes relevant de sa juridiction, et dont on trouvera ci-dessous des exemples, est devenu si notoire qu'il a provoqué la réprobation générale des peuples libres.

Au cours de la période de l'armistice, le Gouvernement de la Roumanie a pris ou autorisé des mesures qui ont progressivement frustré les person-

*Annex 3*

## UNITED STATES NOTE TO RUMANIA

[Original text : English]

2 April, 1949.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Rumania and, acting under the instructions of the United States Government, has the honor to refer to Article 3 of the Treaty of Peace with Rumania, and to the Rumanian Government's record with respect to fulfilment of its obligations under that article to protect human rights and the fundamental freedoms.

Article 3 of the Treaty of Peace reads as follows :

"1. Roumania shall take all measures necessary to secure to all persons under Roumanian jurisdiction, without distinction as to race, sex, language or religion, the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms, including freedom of expression, of press and publication, of religious worship, of political opinion and of public meeting.

2. Roumania further undertakes that the laws in force in Roumania shall not, either in their content or in their application, discriminate or entail any discrimination between persons of Roumanian nationality on the ground of their race, sex, language or religion, whether in reference to their persons, property, business, profession or financial interests, status, political or civil rights or any other matter."

Since the entry into force on 15 September, 1947, of the Treaty of Peace with Rumania, the United States Government, as a signatory of that instrument, has observed closely developments in Rumania with a view to ascertaining whether the Rumanian Government has been fulfilling its obligations under the Treaty. The United States Government attaches particular importance to the obligations, set forth in the aforementioned article, which require the Rumanian Government to secure to all persons under Rumanian jurisdiction the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms. On the basis of its observations during this period, the United States Government concludes that the Rumanian Government, although it has had ample opportunity to carry out its commitments in good faith, has deliberately and systematically denied to the Rumanian people, by means of privative measures and oppressive acts, the exercise of the very rights and freedoms which it has pledged to secure to them under Article 3 of the Treaty. The disregard shown by the Rumanian Government for the rights and liberties of persons under its jurisdiction, as illustrated below, has indeed become so notorious as to evoke the condemnation of free peoples everywhere.

During the Armistice period the Rumanian Government took or countenanced actions which progressively deprived persons under its

nes relevant de sa juridiction de leurs droits et de leurs libertés essentiels. Après la signature du traité de paix, le 10 février 1947, le Gouvernement de la Roumanie a multiplié ces mesures restrictives, et aux mois de juin et d'août 1947, le Gouvernement des États-Unis a averti le Gouvernement de la Roumanie qu'il considérait ces actes comme préjudiciables à l'exécution des dispositions du traité. Toutefois, le Gouvernement de la Roumanie n'a pris aucune mesure corrective. Après l'entrée en vigueur du traité, le Gouvernement de la Roumanie non seulement n'a pas modifié cette politique, mais il l'a poursuivie avec autant de vigueur.

En violation de la liberté d'opinion politique garantie par le traité de paix, le Gouvernement de la Roumanie et le parti communiste qui le contrôle tout en ne représentant qu'une minorité, ont désorganisé, réduit au silence et dissous les partis politiques de caractère démocratique et privé les chefs démocratiques de leur liberté. A cette fin, le Gouvernement de la Roumanie a recouru à des méthodes d'intimidation et perverti la procédure judiciaire. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, dans la note n° 61 de sa légation en date du 2 février 1948, a signalé l'iniquité de ces actes, et notamment le prétendu « procès » et la condamnation à l'emprisonnement à vie de Iuliu Maniu, président du parti national paysan, et d'autres chefs politiques. En outre, un nombre important de citoyens roumains ont été arrêtés et détenus, sans procès public, pendant des périodes prolongées.

Par des lois, des ordonnances, des mesures administratives ainsi que par des actes extralégaux d'organisations affiliées au Gouvernement et au parti communiste, le Gouvernement de la Roumanie a empêché de s'exprimer tous ceux qui ont une opinion politique différente de la sienne. La liberté de presse et de publication garantie par le traité n'existe pas en Roumanie. Aucune critique sérieuse à l'égard du Gouvernement n'est tolérée. Le Gouvernement a pris la direction des entreprises d'imprimerie, et il a supprimé toutes les publications qui ne se conforment pas à ses directives ou qui ne servent pas les desseins du parti communiste.

Malgré les dispositions expresses du traité de paix, seules les organisations communistes et celles qui ont la sanction de ce parti sont pratiquement en mesure d'organiser des réunions politiques. Devant la menace d'intervention coercitive et de représailles de la part du Gouvernement ou du parti communiste, d'autres groupements n'ont même pas tenté de tenir de réunions de ce genre.

De même, le Gouvernement de la Roumanie a restreint la liberté du culte garantie par l'article 3 du traité de paix en prenant des mesures législatives et autres qui, en fait, suppriment cette liberté. Il a établi un contrôle très étendu sur les pratiques religieuses, notamment en imposant des épreuves de caractère politique, ce qui est incompatible avec la liberté du culte. Il a fait usage de ces pouvoirs au moins une fois pour dissoudre par décret gouvernemental une organisation religieuse importante et transférer ses biens à l'État.

Le Gouvernement de la Roumanie est entièrement responsable non seulement des actes qu'il a commis en violation de l'article 3 depuis l'entrée en vigueur du traité de paix, mais encore de n'avoir pas cherché à remédier aux conséquences de certains actes commis avant cette date, et qui ont continué à porter atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Conscient des responsabilités qui lui incombent en vertu du traité de paix, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique

jurisdiction of their essential rights and freedoms. The Rumanian Government accelerated these deprivations after it had signed the Treaty of Peace on 10 February, 1947, and in June and August, 1947, the United States Government warned the Rumanian Government concerning such actions as being prejudicial to the fulfilment of provisions of the Treaty. The Rumanian Government, however, took no corrective measures. This process was not only not reversed but continued without abatement after the Treaty came into force.

In violation of freedom of political opinion, assured by the Treaty of Peace, the Rumanian Government and the minority Communist Party which controls it disrupted, silenced and outlawed democratic political parties and deprived democratic leaders of their liberty. To this end, the Rumanian Government employed methods of intimidation and perversions of the judicial process. The inequities of these actions, as exemplified by the "trial" and condemnation to life imprisonment of Iuliu Maniu, President of the National Peasant Party, and other leaders were recited by the United States Government in the Legation's note No. 61 of 2 February, 1948. Moreover, large numbers of Rumanian citizens have been seized and held for long periods without public trial.

By laws, decrees and administrative measures as well as by extra-legal acts of organizations affiliated with the Government and the Communist Party, the Rumanian Government has stifled all expression of political opinion at variance with its own. Freedom of press and publication, guaranteed by the Treaty of Peace, does not exist in Rumania. No substantive criticism of the Government is permitted. The Rumanian Government has taken control of printing establishments and has suppressed all publications which are not responsive to its direction or which do not serve the purposes of the Communist Party.

Despite the express provision of the Treaty of Peace, only Communist and Communist-approved organizations are able in practice to hold public meetings. In view of the threat of forcible intervention and reprisals by the Government or by the Communist Party, other groups have not attempted to hold such meetings.

The Rumanian Government has likewise abridged freedom of religious worship, guaranteed under Article 3 of the Treaty of Peace, by legislation and by other measures which effectively deny such freedom. It has assumed extensive control over the practice of religion, including the application of political tests, which is incompatible with freedom of worship. These powers have been used in at least one instance to destroy by Government decree a major religious body and to transfer its property to the State.

The Rumanian Government bears full responsibility not only for acts committed since the effective date of the Treaty of Peace which are in contravention of Article 3, but also for its failure to redress the consequences of acts committed prior to that date which have continued to prejudice the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms. The United States Government, mindful of its responsibilities under the Treaty of Peace, has drawn attention on appropriate occasions to the

a attiré l'attention à diverses reprises sur les agissements des autorités roumaines à cet égard. Cependant, le Gouvernement de la Roumanie n'a pas jugé bon de modifier sa conduite pour se conformer aux stipulations du traité.

C'est pourquoi le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, en tant que signataire du traité de paix, estime que le Gouvernement de la Roumanie a violé à plusieurs reprises les dispositions de l'article 3 de ce traité. Comme ledit traité stipule expressément que le Gouvernement de la Roumanie est tenu d'assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, il est impossible d'accepter l'argument spécieux selon lequel les questions soulevées dans la présente note relèvent purement des affaires intérieures du pays. En conséquence, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique invite le Gouvernement de la Roumanie à adopter immédiatement des mesures correctives en ce qui concerne les violations mentionnées ci-dessus et le prie de bien vouloir indiquer avec précision celles qu'il est disposé à prendre pour mettre pleinement en œuvre les dispositions de l'article 3 du traité de paix.

---

#### *Annexe 4*

#### NOTE DE LA HONGRIE AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[Texte original en anglais]

8 avril 1949.

Le ministère des Affaires étrangères de Hongrie présente ses compliments à la légation des États-Unis d'Amérique et a l'honneur d'accuser réception de sa note n° 360, du 2 avril 1949, et de lui adresser la communication suivante :

Le Gouvernement des États-Unis accuse le Gouvernement hongrois de violer le traité de paix et rappelle en premier lieu les dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 de ce traité, aux termes desquelles la Hongrie s'engage à assurer « à toutes les personnes relevant de sa juridiction, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». En ce qui concerne la libre jouissance des droits de l'homme, il est notoire que la République hongroise, bien avant la conclusion du traité de paix, a aboli toutes les distinctions de race, de sexe, de langue et de religion qui existaient sous le régime de Horthy. Le Gouvernement hongrois s'est donc pleinement conformé aux dispositions du traité de paix. Le Gouvernement hongrois tient à faire remarquer que c'est le Gouvernement des États-Unis qui lance contre le Gouvernement hongrois les accusations ci-dessus mentionnées, alors que, de notoriété publique, il existe aux États-Unis d'importantes distinctions entre les citoyens de races et de couleurs différentes, et qu'il s'en faut de beaucoup que tous jouissent également des droits de l'homme.

En outre, le Gouvernement des États-Unis se réfère au paragraphe 2 de l'article 2 du traité de paix, aux termes duquel la Hongrie s'engage notamment à ce que ses lois ne comportent aucune discrimination entre les ressortissants hongrois en ce qui concerne « leur personne, leurs

flagrant conduct of the Rumanian authorities in this regard. The Rumanian Government, however, has failed to *modify its conduct* in conformity with the stipulations of the Treaty.

In the circumstances, the United States Government, as a signatory of the Treaty of Peace, finds that the Rumanian Government has repeatedly violated the provisions of Article 3 of that Treaty. Inasmuch as the obligation of the Government of Rumania to secure to all persons under Rumanian jurisdiction the enjoyment of human rights and the fundamental freedoms is expressly stipulated in the Treaty, no specious argument that the matters raised in the present note are purely of a domestic character can be accepted. The United States Government, accordingly, calls upon the Rumanian Government to adopt prompt remedial measures in respect of the violations referred to above and requests the Rumanian Government to specify the steps which it is prepared to take in implementing fully the terms of Article 3 of the Treaty of Peace.

---

*Annex 4*

HUNGARIAN NOTE TO THE UNITED STATES

[Original text : English]

8 April, 1949.

The Hungarian Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the Legation of the United States of America and acknowledging receipt of the latter's note No. 360 of 2 April, 1949, has the honor to communicate as follows :

The Government of the United States accuses the Government of Hungary of the violation of the Treaty of Peace referring, first of all, to Article 2, paragraph 1, of the Treaty of Peace which obliges Hungary to secure "to all persons under Hungarian jurisdiction, without distinction as to race, sex, language or religion, the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms". It is well known that concerning the free enjoyment of human rights the Republic of Hungary, well before the conclusion of the Treaty of Peace, abolished all discriminations as to race, sex, language and religion which existed under the Horthy régime. Thus, the Government of Hungary has fully complied with the provisions of the Treaty of Peace. The Government of Hungary wishes to point out that it is the Government of the United States that launches the above reproaches against the Government of Hungary whereas, it is notorious that in the United States serious discrimination exists between citizens of different race and colour and that, by far, not every person can equally enjoy human rights.

Further on the Government of the United States refers to paragraph 2 of Article 2 of the Treaty of Peace, which, among others, obliges Hungary not to discriminate by her laws between Hungarian citizens in reference to "their persons, property, business, professional and financial

biens, leurs intérêts commerciaux, professionnels ou financiers », etc. Le Gouvernement hongrois s'élève catégoriquement contre une telle interprétation de cet article du traité, qui contesterait la légalité des mesures par lesquelles ce Gouvernement a transféré au peuple les grandes propriétés et a déclaré biens de la collectivité les monopoles capitalistes. Cette manière d'interpréter le traité de paix revient à défendre les grandes propriétés de type médiéval et les monopoles capitalistes, ainsi que leurs détenteurs et propriétaires qui étaient les principaux appuis du fascisme en Hongrie, en même temps que les séides les plus ardents de Hitler dans la guerre contre les Puissances alliées et associées et donc contre les États-Unis d'Amérique. C'est pourquoi une telle interprétation du traité de paix ne revient pas seulement à défendre la grande propriété et les monopoles capitalistes, elle signifie aussi que le Gouvernement des États-Unis désire aider les partisans du régime réactionnaire et fasciste qui détenaient le pouvoir en Hongrie et entraver l'évolution démocratique du pays.

Le Gouvernement hongrois attire l'attention du Gouvernement des États-Unis sur l'article 4 du traité de paix, aux termes duquel la Hongrie s'engage explicitement, non seulement à dissoudre les organisations de caractère fasciste, mais encore à ne pas tolérer « l'existence et l'activité d'organisations de cette nature qui ont pour but de priver le peuple de ses droits démocratiques ». Le Gouvernement hongrois fait observer qu'il a agi et continue d'agir dans l'esprit de ces dispositions du traité de paix, en dissolvant les organisations et les partis qui visent à restaurer l'ancien régime fasciste et en traduisant en justice les personnes qui s'efforcent, par leurs actes, de renverser la République démocratique. La protestation du Gouvernement des États-Unis contre les mesures que le Gouvernement hongrois a prises à l'égard des organisations fascistes et antidémocratiques en appliquant les dispositions du traité de paix montre clairement qu'il n'a pas l'intention de respecter ce traité, mais qu'il désire soutenir les éléments réactionnaires et antidémocratiques qui voudraient restaurer en Hongrie le régime de la grande propriété et des monopoles.

Le Gouvernement de la Hongrie déclare que, si la République hongroise a strictement observé les clauses du traité de paix avec la Hongrie, le Gouvernement des États-Unis a violé à maintes reprises les dispositions de ce traité. Une des autorités militaires des États-Unis, le général L. D. Clay, a abrogé d'un trait de plume l'article 30 du Traité, qui prévoit la restitution des biens hongrois emportés en Allemagne. Cette violation du traité a entraîné la perte, dans la zone d'occupation américaine en Allemagne, de biens hongrois d'une valeur de plusieurs millions de forints. Contrairement aux dispositions du traité de paix et d'autres accords internationaux, les autorités américaines ont non seulement refusé à diverses reprises l'extradition des criminels de guerre hongrois réclamés par la Hongrie, mais encore elles ont fourni un appui total et officiel à la plupart des criminels hongrois responsables de la guerre fasciste, tels que l'ancien régent Miklos Horthy, le colonel-général Ferenc Kisbarnaky Farkas et le lieutenant-général Gusztav Henyey qui ont employé des méthodes fascistes dans une guerre livrée aux États-Unis également, et qui continuent à professer ouvertement le fascisme. De même, l'appui que les milieux officiels des États-Unis, au cours des dernières années, ont systématiquement accordé aux organes de conspiration des politiciens hongrois réactionnaires est

interests", etc. The Government of Hungary categorically protests such an interpretation of this article of the Treaty of Peace which would dispute the legality of the measures taken by this Government by which it has passed the large estates into the hands of the people and declared common property the capitalist monopolies. This kind of interpretation of the Treaty of Peace equals the defense of the medieval latifundia, capitalist monopolies and their owners who were the principal supports of fascism in Hungary and at the same time Hitler's most ardent henchmen in the war against the Allied and Associated Powers and thus against the United States of America. Consequently, the above interpretation of the Treaty of Peace does not only mean the defense of large estates and capitalist monopolies, but it also means that the Government of the United States wishes to help the adherents of the reactionary and fascist régime who were in power in Hungary and to hamper the successful democratic transformation of the country.

The Government of Hungary calls the attention of the Government of the United States to Article 4 of the Treaty of Peace which explicitly obliges Hungary not only to dissolve the fascist organizations but also not to allow "the existence and activities of organizations of that nature, which have as their aim denial to the people of their democratic right". The Government of Hungary points out that it has been and is proceeding in the sense of these provisions of the Treaty of Peace, when dissolving the organizations and parties aiming at the restoration of the old fascist régime and when summoning to Court those who pursue an activity to overthrow the democratic Republic. The protest of the Government of the United States against the measures taken against the fascist and anti-democratic organizations by the Government of Hungary, when fulfilling the provisions of the Treaty of Peace, makes it obvious that it does not intend to respect the Treaty of Peace but wishes to extend its support to those reactionary and anti-democratic elements who would like to restore the rule of the large estates and the monopolies in Hungary.

The Government of Hungary states that, while the Republic of Hungary has rigorously observed the stipulations of the Treaty of Peace, the Government of the United States repeatedly violated the provisions of the Treaty of Peace with Hungary. One of the military officials of the United States, General L. D. Clay, abrogated by a stroke of the pen Article 30 of the Treaty of Peace which stipulates, that Hungarian property taken to Germany should be restituted. As a result of this violation of the Treaty of Peace, Hungarian property in the value of several hundred millions of forints got lost in the American occupation zone of Germany. Contrary to the stipulations of the Treaty of Peace and other international agreements, the American authorities several times refused the extradition of the Hungarian war criminals applied for by Hungary, on the one hand, and on the other they are giving full and official support to the most responsible Hungarian criminals of the fascist war, such as the former Regent Miklos Horthy, Colonel-General Ferenc Kisbarnaky Farkas, Lieutenant-General Gusztav Hennyey who waged war with fascist methods also against the United States and are still openly professing fascism. The support systematically given by official quarters of the United States in the last years to the conspiratory organizations of reactionary Hungarian politicians is also incompatible

incompatible avec l'esprit du traité de paix. Les tribunaux hongrois ont établi que le ministre plénipotentiaire des États-Unis et d'autres fonctionnaires des États-Unis ont pris une part active aux menées conspiratrices des organisations réactionnaires, qui visent à renverser la République démocratique de Hongrie, reconnue par le traité de paix, et à rétablir l'ancien régime stigmatisé dans ce traité.

Le Gouvernement hongrois déclare une fois de plus que la Hongrie s'est acquittée, s'acquitte et s'acquittera de toutes les obligations définies dans le traité de paix. En même temps, le Gouvernement hongrois proteste avec énergie contre la tendance du Gouvernement des États-Unis à utiliser les clauses du traité de paix comme prétexte pour intervenir indûment dans les affaires intérieures de l'État hongrois souverain et pour soutenir les forces réactionnaires et fascistes qui s'opposent au Gouvernement de la Hongrie.

D'après les considérations exposées ci-dessus, le Gouvernement hongrois estime que la note des États-Unis constitue une nouvelle tentative en vue d'intervenir indûment dans les affaires intérieures de ce pays et une nouvelle phase de la campagne d'excitation réactionnaire que les milieux impérialistes des États-Unis entreprennent pour réaliser des desseins qui menacent la paix et qui sont dirigés contre la démocratie populaire hongroise.

Pour ces motifs, le Gouvernement de la Hongrie rejette avec énergie la note du Gouvernement des États-Unis.

Le ministère des Affaires étrangères de Hongrie saisit cette occasion, etc.

### *Annexe 5*

#### NOTE ADRESSÉE PAR LA BULGARIE AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[Texte original en français]

21 avril 1949.

Le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie a l'honneur de communiquer à la légation des États-Unis d'Amérique qu'il a pris connaissance de la teneur de sa note n° 130.

Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie a toujours exécuté et exécutera de la manière la plus consciencieuse les clauses du traité de paix et cela non seulement parce que ce Gouvernement est signataire dudit traité, mais également parce que sa politique, expression de la volonté de la majorité écrasante du peuple bulgare, se trouve être, de par sa nature, profondément démocratique et correspond entièrement à la lettre et à l'esprit des articles 2, 3, 4 et 5 du traité de paix.

1. Dès avant l'entrée en vigueur du traité, le Gouvernement bulgare avait pris toutes les mesures dépendant de sa volonté pour garantir les libertés civiques fondamentales, ainsi que les droits politiques des citoyens bulgares, sans distinction de race, nationalité, sexe et religion :

a) Ce Gouvernement a convoqué, sur la base du suffrage universel, secret, égal et direct, une Grande Assemblée nationale, laquelle a élaboré la loi constitutionnelle du pays, qui a non seulement consacré d'une

with the spirit of the Treaty of Peace. The Hungarian Court established as a fact that the Minister Plenipotentiary of the United States and other United States officials have actively collaborated with reactionary conspiratory organizations aiming at the overthrow of the democratic Republic of Hungary, recognized by the Treaty of Peace, and desirous to restore the old régime brand-marked in the Treaty of Peace.

The Government of Hungary declares once more that Hungary has fulfilled, fulfils and will fulfil all obligations embodied in the Treaty of Peace. At the same time, the Government of Hungary emphatically protests the tendency of the Government of the United States to use the stipulations of the Treaty of Peace as a pretext for illegitimate interference in the domestic affairs of the sovereign Hungarian State and for supporting the reactionary and fascist forces opposed to the Government of Hungary. On the basis of the above-exposed arguments the Hungarian Government considers the note of the United States a new attempt at illegitimate interference in the domestic affairs of this country and a new phase in the campaign of reactionary incitement pursued by the imperialist quarters of the United States in the service of their aims threatening peace and directed against the Hungarian people's democracy.

For these reasons the Government of Hungary emphatically rejects the note of the Government of the United States.

The Hungarian Ministry for Foreign Affairs avails itself of the opportunity, etc.

---

*Annex 5*

BULGARIAN NOTE TO THE UNITED STATES

[Original text : French]

21 April, 1949.

The Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of Bulgaria has the honor to inform the Legation of the United States that it has taken cognizance of the tenor of the Legation's note No. 130.

The Government of the People's Republic of Bulgaria has always carried out and will carry out in a most conscientious manner the clauses of the Peace Treaty and this not only because this Government is signatory to the said Treaty, but also because its policy, expression of the will of the overwhelming majority of the Bulgarian people, is, by its inherent nature, profoundly democratic, and corresponds fully to the letter and spirit of Articles 2, 3, 4, and 5 of the Peace Treaty.

1. Even before the entry into force of the Peace Treaty, the Bulgarian Government had undertaken all measures dependent on it (its will) for the guaranteeing of the fundamental civil liberties as well as the political rights of Bulgarian citizens, without distinction of race, nationality, sex or creed.

(a) This Government convoked, on the basis of universal, secret, equal and direct suffrage, a Grand National Assembly which elaborated the constitutional law of the country, and this Constitution not only

manière solennelle les droits et libertés fondamentaux des citoyens bulgares, droits et libertés visés à l'article 2 du traité de paix, mais a garanti également leur exercice effectif.

b) Le Gouvernement a pris en même temps les mesures nécessaires en vue de la liquidation définitive du régime fasciste et de l'écartement de toute tentative visant à frustrer la nation de ses droits et libertés démocratiques. Ces mesures du Gouvernement ont rencontré une pleine approbation dans le texte même de l'article 4 du traité de paix, alors que la nouvelle Constitution de la Bulgarie, entrée en vigueur le 5 décembre 1947, garantissait au peuple bulgare le droit et le pouvoir nécessaires afin de vouer à l'échec toute tentative de restauration fasciste ou antidémocratique en Bulgarie. En présence de ces faits notoires, il est étrange que le Gouvernement des États-Unis puisse formuler à l'adresse de la Bulgarie des accusations au sujet de la non-observation et de la violation des clauses politiques du traité de paix et plus spécialement de l'article 2 dudit traité.

2. De même, ne peut manquer de susciter la surprise le fait que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a cru devoir étayer ses accusations concernant la violation du traité de paix, en vigueur depuis le 15 septembre 1947, en invoquant des faits remontant à l'époque de l'armistice, alors que les trois grandes Puissances disposaient de la faculté d'exercer un large contrôle sur l'administration du pays.

3. La note du Gouvernement des États-Unis vise, d'autre part, certains faits et gestes du Gouvernement bulgare, tels que procès, etc., survenus après l'entrée en vigueur du traité de paix. Après que le Gouvernement bulgare se trouve avoir pris toutes les mesures en vue de l'observation des clauses politiques du traité de paix, et notamment après que la Bulgarie a été dotée d'une constitution des plus démocratiques au monde et que le peuple s'est vu garantir le pouvoir légal d'exercer et de défendre ses droits et libertés, le Gouvernement bulgare, en sa qualité de Gouvernement d'un État souverain, ne peut consentir à laisser à l'appréciation d'autres États ses actes pour lesquels il ne porte la responsabilité que devant l'Assemblée nationale. Ce Gouvernement peut d'autant moins consentir à subir la critique de Puissances étrangères en ce qui concerne l'activité de tribunaux bulgares, étant en vertu de la *Constitution et fonctionnant publiquement selon des lois les plus modernes et les plus démocratiques*.

Le Gouvernement bulgare repoussera toute tentative d'immixtion dans les affaires intérieures de la Bulgarie et considérera comme un acte inamical tout essai de lui infliger un traitement en tant qu'État dont les actes intérieurs seraient susceptibles d'être jugés par des Puissances étrangères.

4. En ce qui concerne le fond même des accusations formulées dans la note du Gouvernement des États-Unis, le Gouvernement bulgare, sans vouloir en discuter la portée, les repousse énergiquement. Sous le régime de la démocratie populaire en Bulgarie, les masses laborieuses des villes et villages, constituant l'immense majorité de la nation, jouissent, non seulement sur papier, mais également en fait, de tous les droits et libertés politiques fondamentaux de l'homme. Des restrictions se rapportant à l'exercice de la liberté de réunion et d'association, de la liberté de la parole et de la presse, n'existent et ne sont appliquées

consecrated in a solemn manner the fundamental rights and freedoms of Bulgarian citizens—rights and freedoms which are the subject matter of Article 2 of the Peace Treaty—but also guaranteed their effective exercise.

(b) At the same time, this Government took the necessary measures for the definitive liquidation of the fascist régime and the elimination of every attempt to deprive the nation of its democratic rights and freedoms. These measures of the Government were in conformity with the text itself of Article 4 of the Treaty, and moreover, the new Bulgarian Constitution which came into force on 5 December, 1947, guaranteed to the Bulgarian people the necessary right and power to condemn to failure all attempts of fascist or anti-democratic restoration in Bulgaria. In the presence of such well-known facts, it is strange that the Government of the United States could formulate against Bulgaria accusations of non-observance and violation of the political clauses of the Peace Treaty, and of Article 2 of the said Treaty in particular.

2. Similarly, it is surprising that the Government of the United States has deemed it necessary to support its accusations of violations of the Peace Treaty in force since 15 September, 1947, by evoking facts going back to the Armistice period, at a time when the three great Powers disposed of measures to exercise a wide control over the administration of the country.

3. On the other hand, the note of the United States Government relates to certain facts and acts of the Bulgarian Government, such as trials, etc., which have taken place after the entry into force of the Peace Treaty. The Bulgarian Government having taken all measures to ensure compliance with all the political clauses of the Peace Treaty, and notably after Bulgaria had been granted the most democratic constitution in the world, and the people had been guaranteed legal power to exercise and defend its rights and freedom, the Bulgarian Government, as government of a sovereign State, cannot agree to permit to other States the appreciation of its acts, for which it is solely responsible to the National Assembly. This Government can even less agree to suffer the criticism of foreign Powers, in so far as the activities of Bulgarian courts are concerned, being in existence by virtue of the Constitution and functioning in public in accordance with the most modern and most democratic of laws.

The Bulgarian Government will repel every attempt at interference in the domestic affairs of Bulgaria and will consider as an unfriendly act any attempt to force it to accept treatment as a State whose internal acts would be subject to judgment by foreign Powers.

4. As regards the essence of the accusations formulated in the note of the United States Government, the Bulgarian Government, without wishing to discuss their compass, rejects them energetically. Under the régime of people's democracy in Bulgaria, the toiling masses of towns and villages, which constitute the immense majority of the nation, enjoy not only on paper but also in fact all fundamental political rights and freedoms of man. Restrictions on the exercise of the freedom of meeting or of association, of the freedom of speech or of press, do not exist and are not applied in Bulgaria excepting in the cases provided by

en Bulgarie que dans les cas prévus par les lois à l'égard des contrevenants et dans l'intérêt même de la sécurité publique, le maintien de l'ordre et la moralité du peuple.

En conclusion, le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie considère la note de l'honorable légation des États-Unis d'Amérique comme non fondée et sa teneur, rendue publique par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique dès sa remise, et bien avant la présente réponse, comme une propagande inamicale, incompatible avec les principes du droit international et de nature à encourager les éléments profascistes et hostiles dans le pays.

Le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie saisit cette occasion, etc.

---

*Annexe 6*

NOTE DE LA ROUMANIE AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

*Note verbale*

[Texte original en roumain]

18 avril 1949.

Le ministère des Affaires étrangères présente ses compliments à la légation des États-Unis et a l'honneur, au nom du Gouvernement de la République populaire de Roumanie, de lui adresser la communication suivante :

Le 2 avril, la légation des États-Unis à Bucarest, agissant au nom du Gouvernement des États-Unis, a remis au ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Roumanie une note dans laquelle le Gouvernement des États-Unis reprenait des affirmations, qu'il avait déjà exposées dans des notes antérieures, touchant de prétendues violations, par le Gouvernement roumain, des dispositions de l'article 3 du traité de paix.

Le Gouvernement de la République populaire de Roumanie constate que la teneur de la note du Gouvernement des États-Unis relative à la violation, par le Gouvernement roumain, des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne correspond pas à la réalité et répète les inventions de la presse calomniatrice des monopoles impérialistes.

Dans la République populaire de Roumanie, l'exercice des libertés fondamentales : liberté de réunion et de manifestation, liberté de la presse et de la parole, est garanti par la Constitution et assuré dans la pratique par la mise à la disposition des travailleurs, d'imprimeries, de papier-journal et de lieux de réunion.

La discrimination fondée sur la nationalité ou la race est punie par la loi.

Les communautés religieuses jouissent de la liberté du culte et disposent des locaux et des biens nécessaires à l'exercice des pratiques religieuses.

Ainsi, la législation de la République populaire de Roumanie garantit l'exécution réelle des dispositions de l'article 3 du traité de paix.

Le Gouvernement roumain constate que le Gouvernement des États-Unis a violé, et continue de violer, le traité de paix avec la Roumanie

the law against infringers and in the interest itself of public security, maintenance of order and public morals of the people.

In conclusion, the Government of the People's Republic of Bulgaria considers the note of the Honorable Legation of the United States as unfounded, and its tenor, rendered public by the United States Government immediately after it had been delivered and long before the present reply, as unfriendly propaganda, incompatible with the principles of international law, and of a nature to encourage the pro-fascist and hostile elements in the country.

The Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of Bulgaria avails itself of this opportunity, etc.

---

*Annex 6*

RUMANIAN NOTE TO THE UNITED STATES

*Note verbale*

[Original text : Romanian]

18 April, 1949.

The Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the Legation of the United States and has the honor to transmit the following on behalf of the Government of the Rumanian People's Republic.

On 2 April the Legation of the United States in Bucharest presented a note to the Ministry of Foreign Affairs of the Rumanian People's Republic on behalf of the American Government in which as in former notes certain affirmations were made by the Government of the United States with reference to violation by the Rumanian Government of the provisions of Article 3 of the Peace Treaty.

The Government of the Rumanian People's Republic maintains that the context of the note of the United States Government with reference to the violation by the Rumanian Government of human rights and of fundamental freedoms does not correspond to reality and that it repeats the inventions of the slanderous press of the imperialist monopolists.

In the Rumanian People's Republic the exercise of the fundamental freedoms, freedom of assembly, of demonstrations, of the press and of speech are guaranteed by the Constitution and these are assured by making available to those who work printing facilities, supplies of paper and meeting places.

Discrimination because of nationality or race is punishable by law.

Religious organizations enjoy freedom of worship and are given the places and means necessary for the exercise of their religion.

Thus the laws of the Rumanian People's Republic in fact guarantee the application of the provisions of Article 3 of the Peace Treaty.

The Rumanian Government declares that the United States Government has transgressed and is transgressing the Peace Treaty with

en cherchant à obtenir la non-application de l'article 5 de ce traité lequel dispose que le Gouvernement roumain ne devra pas tolérer l'existence ni l'activité d'organisations de caractère fasciste qui ont pour but de priver le peuple de ses droits démocratiques.

A l'appui de ses affirmations, le Gouvernement des États-Unis cite, dans sa note, les mesures que le Gouvernement roumain a prises à l'égard des derniers tenants du fascisme et les sentences que les tribunaux de la République populaire de Roumanie ont prononcées à l'égard de bandes d'espions et de saboteurs travaillant pour les services d'espionnage américains.

Les procès publics intentés à ces bandes composées des chefs de l'ancien parti national paysan, de légionnaires, de grands propriétaires fonciers et de gros industriels qui ont cherché à faire de la Roumanie un nouveau foyer de guerre, ont prouvé de façon incontestable que ces individus recevaient des instructions et agissaient sous la direction de fonctionnaires de la Mission des États-Unis à Bucarest. La presse américaine elle-même a reconnu que leur arrestation et leur condamnation marquaient un échec pour les services d'espionnage américains.

Le Gouvernement roumain déclare qu'en leur donnant asile, en leur permettant d'utiliser les stations radiophoniques officielles, etc., le Gouvernement des États-Unis encourage l'activité et l'organisation des fascistes en fuite, des prévaricateurs, des traîtres qui ont quitté la Roumanie pour se rendre aux États-Unis ou dans un territoire soumis à l'autorité de ce pays.

Devant cette situation, le Gouvernement roumain constate que la note du Gouvernement des États-Unis, de même que ses notes précédentes, cherche à induire en erreur l'opinion publique mondiale, laquelle condamne la politique de discrimination raciale, les actes barbares de lynchage, la façon dont les opinions politiques démocratiques sont réduites au silence, les procès intentés à des représentants de la culture et du travail qui combattent pour la démocratie et pour la paix, l'incitation à la guerre et la politique de pactes agressifs, le maintien des foyers de guerre et les encouragements donnés aux bandes fascistes qui assassinent en masse femmes et enfants, tous faits qui, eux, constituent véritablement une violation brutale des libertés et des droits fondamentaux de l'homme.

En conséquence, le Gouvernement de la République populaire de Roumanie déclare ne pouvoir admettre la tentative du Gouvernement des États-Unis en vue d'intervenir dans les affaires intérieures de la Roumanie, et il rejette la note du Gouvernement des États-Unis.

---

### *Annexe 7*

#### NOTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA BULGARIE

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

La légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Bulgarie et, conformément aux instructions de son Gouvernement, a l'honneur de répondre à la note

Rumania by trying to prevent the application of Article 5 of the Peace Treaty which provides that the Rumanian Government will not permit the existence and activities of any organizations of a fascist type and which have as their aim denial to the people of their democratic rights.

The note of the United States Government in support of its affirmations cites steps taken by the Rumanian Government against fascist remnants as well as the sentences pronounced by the courts of the Rumanian People's Republic against the groups of spies and saboteurs in the service of the American espionage services.

The public trials of these bands composed of the leaders of the former National Peasant Party, legionnaires, large landowners and great industrialists who tried to transform Rumania into a new breeding ground of war, have shown beyond any doubt that these persons received instructions from and were led by members of the United States Mission in Bucharest. Even the American press has admitted that their discovery and their sentencing constituted a blow to the American espionage services.

The Rumanian Government declares that the United States Government is encouraging the activities and the organization of fascist fugitives, of squanderers of public funds, of traitors from Rumania who are in the United States or on territory under American control by granting asylum, by placing at their disposal official radio channels, etc.

Under these circumstances, the Rumanian Government declares that the note of the United States Government, as well as former notes, endeavors to lead astray world public opinion which condemns its policy of racial discrimination, its barbarous acts of lynching, its drowning out of democratic political opinion, its trials of men of culture and representatives of the working people who fight for democracy and peace, its incitement to war and policy of aggressive pacts, its nurturing of breeding grounds of war, and its support of fascist bands which kill women and children *en masse*, all of which are in reality a brutal violation of the fundamental rights and liberties of man.

In consequence, the Government of the Rumanian People's Republic declares that it cannot accept the attempt of the United States Government to interfere in the internal affairs of Rumania and it rejects the note of the Government of the United States.

---

*Annex 7*

UNITED STATES NOTE TO BULGARIA

[Original text : English]

31 May, 1949.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Bulgaria and, acting under the instructions of the United States Government, has the honor to reply

du ministère en date du 21 avril 1949, relative à la façon dont la Bulgarie s'acquitte des obligations qui lui incombent aux termes de l'article 2 du traité de paix.

Prenant acte du fait que le Gouvernement de la Bulgarie a repoussé les déclarations contenues dans la note de la légation en date du 2 avril 1949, suivant lesquelles la Bulgarie ne s'est pas acquittée des obligations qui lui incombent aux termes de l'article 2, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique se voit contraint de déclarer formellement qu'à ses yeux le Gouvernement de la Bulgarie n'a pas répondu de façon satisfaisante aux accusations précises formulées dans la note de la légation. Le Gouvernement de la Bulgarie s'est également abstenu de fournir au Gouvernement des États-Unis d'Amérique les renseignements que ce dernier lui a demandés sur les mesures que le Gouvernement de la Bulgarie est disposé à prendre pour remédier à la situation résultant du fait qu'il ne s'est pas acquitté de ses obligations aux termes de l'article 2 et pour mettre pleinement en œuvre les dispositions de cet article. Quant aux autres passages de la note du Gouvernement de la Bulgarie en date du 21 avril, ils contiennent des allégations dirigées contre les États-Unis d'Amérique dont il est facile de démontrer qu'elles sont fausses et sans rapport avec la question en cause.

C'est pourquoi le Gouvernement des États-Unis estime qu'il s'est élevé un différend au sujet de l'interprétation et de l'exécution du traité de paix, et que le Gouvernement de la Bulgarie ne s'est nullement montré disposé à régler ce différend par voie de négociations diplomatiques directes avec les autres parties.

En conséquence, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a donné pour instructions à son ministre de porter ce différend à la connaissance de ses collègues du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour qu'ils l'examinent de concert, conformément aux dispositions de l'article 36 du traité de paix. Copies des lettres dans lesquelles le ministre des États-Unis d'Amérique a invité l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le ministre du Royaume-Uni à le rencontrer à ce sujet sont jointes à la présente note.

---

#### *Annexe 8*

#### NOTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA HONGRIE

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

La légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Hongrie et, conformément aux instructions de son Gouvernement, a l'honneur de répondre à la note du ministère en date du 8 avril 1949, relative à la façon dont la Hongrie s'acquitte des obligations qui lui incombent aux termes de l'article 2 du traité de paix.

Prenant acte du fait que le Gouvernement de la Hongrie a repoussé les déclarations contenues dans la note de la légation en date du 2 avril 1949, suivant lesquelles la Hongrie ne s'est pas acquittée des obligations qui lui incombent aux termes de l'article 2, le Gouvernement des États-

to the Ministry's Note of 21 April, 1949, concerning the question of Bulgaria's compliance with the obligations of Article 2 of the Treaty of Peace.

The United States Government, taking note of the Bulgarian Government's rejection of the statements made in the Legation's note of 2 April, 1949, concerning Bulgaria's disregard of its obligations under Article 2, finds it necessary to place on record its view that the Bulgarian Government has not given a satisfactory reply to the specific charges set forth in the Legation's note. The Bulgarian Government has also failed to furnish the United States Government with the requested information as to measures which the Bulgarian Government is prepared to adopt in order to remedy the situation caused by the violation of its obligations under Article 2 and to implement fully the terms of that article. The remaining portions of the Bulgarian Government's note of 21 April consist of allegations against the United States which are demonstrably false and irrelevant to the matter at hand.

The United States Government accordingly considers that a dispute has arisen concerning the interpretation and execution of the Treaty of Peace which the Bulgarian Government has shown no disposition to join in settling by direct diplomatic negotiations.

The American Minister has therefore been instructed by his Government to refer the dispute to his British and Soviet colleagues for consideration jointly with himself in accordance with the provisions of Article 36 of the Treaty of Peace. Copies of his letters to the Ambassador of the Union of Soviet Socialist Republics and to the British Minister inviting them to meet for this purpose are enclosed.

---

*Annex 8*

UNITED STATES NOTE TO HUNGARY

[Original text : English]

31 May, 1949.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Hungary and, acting under instructions of the United States Government, has the honor to reply to the Ministry's note of 8 April, 1949, concerning the question of Hungary's compliance with the obligations of Article 2 of the Treaty of Peace.

The United States Government, taking note of the Hungarian Government's rejection of the statements made in the Legation's note of 2 April, 1949, concerning Hungary's disregard of its obligations under Article 2, finds it necessary to place on record its view that the Hungarian

Unis d'Amérique se voit contraint de déclarer formellement qu'à ses yeux le Gouvernement de la Hongrie n'a pas répondu de façon satisfaisante aux accusations précises formulées dans la note de la légation. Le Gouvernement de la Hongrie s'est également abstenu de fournir au Gouvernement des États-Unis d'Amérique les renseignements que ce dernier lui a demandés sur les mesures que le Gouvernement de la Hongrie est disposé à prendre pour remédier à la situation résultant du fait qu'il ne s'est pas acquitté de ses obligations aux termes de l'article 2, et pour mettre pleinement en œuvre les dispositions de cet article. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ne peut accepter la déclaration du Gouvernement de la Hongrie suivant laquelle les questions soulevées dans la note des États-Unis d'Amérique relèvent purement des affaires intérieures du pays ou l'affirmation selon laquelle la Hongrie s'est acquittée des obligations qui lui incombent aux termes de l'article 2 du traité de paix du seul fait qu'elle a officiellement abrogé la législation discriminatoire du régime Horthy. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ne saurait davantage accepter comme excuse aux violations de l'article 2 les obligations qui incombent à la Hongrie aux termes de l'article 4 du traité de paix. Aucun article du traité ne peut être invoqué pour justifier en droit la persécution de tous les chefs et de tous les partis politiques qui ne se plient pas aux directives de la minorité dirigeante, ou le déni de la liberté d'expression.

Quant aux autres passages de la note du Gouvernement de la Hongrie en date du 8 avril, où il est question d'autres articles du traité de paix, ils contiennent des allégations dirigées contre les États-Unis d'Amérique dont il est facile de démontrer qu'elles sont fausses et sans rapport avec la question en cause. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique rejette catégoriquement les accusations injustifiées selon lesquelles il aurait donné son appui à la réaction et aux conspirations en Hongrie ; ces accusations ne sauraient d'ailleurs dissimuler les véritables problèmes soulevés par la note des États-Unis en date du 2 avril.

C'est pourquoi le Gouvernement des États-Unis d'Amérique estime qu'il s'est élevé un différend au sujet de l'interprétation et de l'exécution du traité de paix, et que le Gouvernement de la Hongrie ne s'est nullement montré disposé à régler ce différend par voie de négociations diplomatiques directes avec les autres parties.

En conséquence, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a donné pour instructions à son ministre de porter ce différend à la connaissance de ses collègues du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour qu'ils l'examinent de concert, conformément aux dispositions de l'article 40 du traité de paix. Copies des lettres dans lesquelles le ministre des États-Unis d'Amérique a invité l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le ministre du Royaume-Uni à le rencontrer à ce sujet sont jointes à la présente note.

---

Government has not given a satisfactory reply to the specific charges set forth in the Legation's note. The Hungarian Government has also failed to furnish the United States Government with the requested information as to measures which the Hungarian Government is prepared to adopt in order to remedy the situation caused by the violation of its obligations under Article 2 and to implement fully the terms of that article. The United States Government cannot accept the Hungarian Government's contention that the matters dealt with in the United States note are purely domestic affairs or the contention that Hungary has complied with the obligations of Article 2 of the Treaty of Peace merely by the formal repeal of the discriminatory legislation of the Horthy régime. Nor can the United States Government agree that violations of Article 2 can be excused by reference to Hungary's obligations under Article 4 of the Treaty. Persecution of all political leaders and parties not amenable to the dictates of the minority ruling group and denial of freedom of expression cannot properly be justified under any article of the Treaty.

The remaining portions of the Hungarian Government's note of 8 April including references to other articles of the Treaty of Peace, consist of allegations against the United States which are demonstrably false and irrelevant to the matter at hand. The United States Government rejects categorically the unwarranted accusations that it has supported reaction and conspiracies in Hungary, accusations which will not obscure the real issues raised by the United States note of 2 April.

The United States Government accordingly considers that a dispute has arisen concerning the interpretation and execution of the Treaty of Peace which the Hungarian Government has shown no disposition to join in settling by direct diplomatic negotiations.

The American Minister has therefore been instructed by his Government to refer the dispute to his British and Soviet colleagues for consideration jointly with himself in accordance with the provisions of Article 40 of the Treaty of Peace. Copies of his letters to the Ambassador of the Union of Soviet Socialist Republics and to the British Minister inviting them to meet for this purpose are enclosed.

---

*Annexe 9*

## NOTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA ROUMANIE

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

La légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Roumanie et, conformément aux instructions de son Gouvernement, a l'honneur de répondre à la note du ministère en date du 18 avril 1949, relative à la façon dont la Roumanie s'acquitte des obligations qui lui incombent aux termes de l'article 3 du traité de paix.

Prenant acte du fait que le Gouvernement de la Roumanie a repoussé les déclarations contenues dans la note de la légation, en date du 2 avril 1949, suivant lesquelles la Roumanie ne s'est pas acquittée des obligations qui lui incombent aux termes de l'article 3, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique se voit contraint de déclarer formellement qu'à ses yeux le Gouvernement de la Roumanie n'a pas répondu de façon satisfaisante aux accusations précises formulées dans la note de la légation. Le Gouvernement de la Roumanie s'est également abstenu de fournir au Gouvernement des États-Unis d'Amérique les renseignements que ce dernier lui a demandés sur les mesures que le Gouvernement de la Roumanie est disposé à prendre pour remédier à la situation résultant du fait qu'il ne s'est pas acquitté de ses obligations aux termes de l'article 3, et pour mettre pleinement en œuvre les dispositions de cet article. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ne peut accepter la déclaration du Gouvernement de la Roumanie suivant laquelle les questions soulevées dans la note des États-Unis d'Amérique relèvent purement des affaires intérieures du pays ni l'affirmation selon laquelle la Roumanie s'est acquittée des obligations qui lui incombent aux termes de l'article 3 du traité de paix du seul fait qu'elle a officiellement promulgué des lois destinées à garantir l'application des dispositions dudit article. Quant aux autres passages de la note du Gouvernement de la Roumanie en date du 18 avril, où il est question d'autres articles du traité de paix, ils contiennent des allégations dirigées contre les États-Unis d'Amérique dont il est facile de démontrer qu'elles sont fausses et sans rapport avec la question en cause. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique rejette catégoriquement les accusations injustifiées selon lesquelles il aurait donné son appui à la réaction et aux conspirations en Roumanie; ces accusations ne sauraient d'ailleurs dissimuler les véritables problèmes soulevés par la note des États-Unis d'Amérique en date du 2 avril.

C'est pourquoi le Gouvernement des États-Unis d'Amérique estime qu'il s'est élevé un différend au sujet de l'interprétation et de l'exécution du traité de paix, et que le Gouvernement de la Roumanie ne s'est nullement montré disposé à régler ce différend par voie de négociations diplomatiques directes avec les autres parties.

En conséquence, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a donné pour instructions à son ministre de porter ce différend à la connaissance de ses collègues du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour qu'ils l'examinent de concert, conformément aux

*Annex 9*

## UNITED STATES NOTE TO RUMANIA

[Original text : English]

31 May, 1949.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Rumania and, acting under the instructions of the United States Government, has the honor to reply to the Ministry's note of 18 April, 1949, concerning the question of Rumania's compliance with the obligations of Article 3 of the Treaty of Peace.

The United States Government, taking note of the Rumanian Government's rejection of the statements made in the Legation's note of 2 April, 1949, concerning Rumania's disregard of its obligations under Article 3, finds it necessary to place on record its view that the Rumanian Government has not given a satisfactory reply to the specific charges set forth in the Legation's note. The Rumanian Government has also failed to furnish the United States Government with the requested information as to measures which the Rumanian Government is prepared to adopt in order to remedy the situation caused by the violation of its obligations under Article 3 and to implement fully the terms of that article. The United States Government cannot accept the Rumanian Government's contention that the matters dealt with in the United States note are purely domestic affairs or the contention that Rumania has complied with the obligations of Article 3 of the Treaty of Peace merely by the formal enactment of laws purporting to guarantee the application of the provisions of that article. The remaining portions of the Rumanian Government's note of 18 April including references to other articles of the Treaty of Peace, consist of allegations against the United States which are demonstrably false and irrelevant to the matter at hand. The United States Government rejects categorically the unwarranted accusations that it has supported reaction and conspiracies in Rumania, accusations which will not obscure the real issues raised by the United States note of 2 April.

The United States Government accordingly considers that a dispute has arisen concerning the interpretation and execution of the Treaty of Peace which the Rumanian Government has shown no disposition to join in settling by direct diplomatic negotiations.

The American Minister has therefore been instructed by his Government to refer the dispute to his British and Soviet colleagues for consideration jointly with himself in accordance with the provisions of Article 38 of the Treaty of Peace. Copies of his letters to the Ambassador of the

dispositions de l'article 38 du traité de paix. Copies des lettres dans lesquelles le ministre des États-Unis d'Amérique a invité l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le ministre du Royaume-Uni à le rencontrer à ce sujet sont jointes à la présente note.

---

*Annexe 10*

LETTRE ADRESSÉE PAR LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A SOFIA  
A L'AMBASSADEUR DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES  
SOVIÉTIQUES

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

Monsieur l'Ambassadeur,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de signaler à votre attention et de vous transmettre copie d'une note en date du 2 avril 1949 adressée par notre légation au ministre des Affaires étrangères de la Bulgarie, dans laquelle le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a formellement accusé la Bulgarie d'avoir, à de nombreuses reprises, violé systématiquement l'article 2 du traité de paix. Je me permets de vous rappeler que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, dans sa note du 2 avril, a demandé au Gouvernement bulgare de remédier à cette situation et de lui indiquer les mesures qu'il comptait prendre pour mettre pleinement en œuvre les dispositions de cet article.

Je joins à la présente lettre le texte de la réponse du Gouvernement bulgare, en date du 21 avril 1949, par laquelle ce Gouvernement rejette les accusations contenues dans la note de notre légation et déclare que la Bulgarie a exécuté les obligations que lui impose le traité de paix. La note bulgare ne répond pas aux accusations graves et précises de violation des droits de l'homme qu'a formulées le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et ne déclare pas quelles mesures la Bulgarie est disposée à prendre pour remédier à la situation qui a fait l'objet de ces accusations. Il est impossible d'accepter l'argument spécieux du Gouvernement bulgare selon lequel la note des États-Unis d'Amérique en date du 2 avril constitue une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de la Bulgarie, car les accusations contenues dans la note des États-Unis d'Amérique se fondent sur le fait que la Bulgarie est incontestablement tenue, en vertu d'un traité international, d'assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

C'est pourquoi le Gouvernement des États-Unis d'Amérique considère que la réponse de la Bulgarie n'est pas satisfaisante et adresse aujourd'hui même au Gouvernement bulgare une note en ce sens ; copie de cette note est jointe à la présente lettre.

Il ressort clairement des notes échangées entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement bulgare qu'il existe entre ces Gouvernements un différend quant à l'interprétation et à l'exécution de l'article 2 du traité de paix. Il ressort également de la note du Gouvernement de la Bulgarie qu'il n'est pas disposé à régler ce différend par

Union of Soviet Socialist Republics and to the British Minister inviting them to meet for this purpose are enclosed.

---

*Annex 10*

LETTER OF THE UNITED STATES MINISTER IN SOFIA TO THE SOVIET  
AMBASSADOR

[Original text : English]

31 May, 1949.

Excellency,

Pursuant to instructions from my Government, I have the honor to transmit for your attention a copy of a note communicated by this Legation to the Ministry of Foreign Affairs of Bulgaria, under date of 2 April, 1949, in which the United States Government made formal charges of repeated and systematic violations by Bulgaria of Article 2 of the Treaty of Peace. You will note that the United States Government, in the note of 2 April, called upon the Bulgarian Government to adopt remedial measures and to specify the steps which it was prepared to take in order to implement fully the terms of that article.

I enclose for your attention a copy of the reply of the Bulgarian Government, dated 21 April 1949, rejecting the charges contained in this Legation's note and stating that Bulgaria has carried out its obligations under the Treaty of Peace. The Bulgarian note fails to answer the serious and specific charges of violation of human rights made by the Government of the United States, and makes no statement as to what steps Bulgaria is prepared to take in order to remedy the conditions forming the basis for those charges. The specious argument put forward by the Bulgarian Government that the United States note of 2 April represents an attempt to interfere in the internal affairs of Bulgaria cannot be accepted, since the charges made in the United States note are based on the clear international treaty obligation of Bulgaria to secure to all persons within its jurisdiction the enjoyment of human rights and fundamental freedoms.

In the circumstances the United States Government considers the Bulgarian reply unsatisfactory and is informing the Bulgarian Government to that effect in a note of to-day's date, a copy of which is attached to this letter.

It is evident from the exchange of notes which has taken place between the United States Government and the Government of Bulgaria that a dispute exists between them concerning the interpretation and execution of Article 2 of the Peace Treaty. It is also apparent from the Bulgarian Government's note that the Bulgarian Government is not

voie de négociations diplomatiques directes. En conséquence, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, d'attirer votre attention sur l'article 36 du traité de paix et de demander l'application de la procédure qui y est prévue. Cet article est ainsi conçu :

« Article 36

1. Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est expressément prévue par un article du présent traité, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de ce traité, qui n'a pas été réglé par voie de négociations diplomatiques directes, sera soumis aux trois chefs de missions, agissant comme il est prévu à l'article 35, mais, en pareil cas, ces chefs de mission ne seront pas tenus par les délais fixés dans ledit article. Tout différend de cette nature qu'ils n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. A défaut d'accord dans un délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation de ce tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire général des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. La décision prise par la majorité des membres de la Commission sera considérée comme décision de la Commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire. »

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir le plus tôt possible, conformément à la procédure définie ci-dessus, à quelle date vous serez disposé à rencontrer le ministre de Grande-Bretagne et moi-même afin qu'en notre qualité de chefs de mission agissant comme il est prévu à l'article 36, nous puissions examiner le différend en question.

Je crois savoir que le ministre de Grande-Bretagne vous adresse aujourd'hui une communication semblable à la présente lettre, dans laquelle il signale l'existence d'un différend entre le Royaume-Uni et la Bulgarie concernant la non-exécution par la Bulgarie des dispositions de l'article 2 du traité de paix, et demande l'application de la procédure prévue à l'article 36. Je propose que, pour faciliter leur tâche, les trois chefs de mission examinent en même temps ces deux différends.

J'adresse aujourd'hui même au ministre de Grande-Bretagne une lettre de même teneur que la présente. Copie de ces deux lettres sera transmise au Gouvernement bulgare.

Veillez agréer, etc.

(Signé) DONALD R. HEATH.

---

disposed to resolve this dispute by direct diplomatic negotiations. Accordingly, I am requested by my Government to invite your attention to Article 36 of the Treaty of Peace and to invoke the procedure specified herein. This article reads as follows :

*"Article 36*

1. Except where another procedure is specifically provided under any article of the present Treaty, any dispute concerning the interpretation or execution of the Treaty, which is not settled by direct diplomatic negotiations, shall be referred to the three Heads of Mission acting under Article 35, except that in this case the Heads of Mission will not be restricted by the time-limit provided in that article. Any such dispute not resolved by them within a period of two months shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment.

2. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding."

In accordance with the above procedure I should appreciate your indicating at your earliest convenience when you would be prepared to meet with the British Minister and with me in order that in our capacity as Heads of Mission, referred to in Article 36, we may consider the dispute in question.

It is my understanding that the British Minister is sending you to-day a communication similar to my present letter, calling attention to the existence of a dispute between the United Kingdom and Bulgaria concerning Bulgaria's non-compliance with Article 2 of the Peace Treaty, and invoking the procedures laid down in Article 36. I should like to suggest, for purposes of convenience, that these two disputes be considered together by the three heads of mission.

I am sending the British Minister to-day a letter similar to the present letter to you. Copies of both letters are being furnished to the Bulgarian Government.

With renewed assurances of my high esteem, believe me, etc.

(Signed) DONALD R. HEATH.

---

*Annexe II*

LETTRE ADRESSÉE PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE  
A BUDAPEST A L'AMBASSADEUR DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES  
SOVIÉTIQUES

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

Monsieur l'Ambassadeur,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de signaler à votre attention et de vous transmettre copie d'une note en date du 2 avril 1949 adressée par notre légation au ministre des Affaires étrangères de la Hongrie, dans laquelle le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a formellement accusé la Hongrie d'avoir, à de nombreuses reprises, violé systématiquement l'article 2 du traité de paix. Je me permets de vous rappeler que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, dans sa note du 2 avril, a demandé au Gouvernement hongrois de remédier à cette situation et de lui indiquer les mesures qu'il comptait prendre pour mettre pleinement en œuvre les dispositions de cet article.

Je joins également à la présente lettre le texte de la réponse du Gouvernement hongrois, en date du 9 avril 1949, par laquelle ce Gouvernement rejette les accusations contenues dans la note de notre légation et déclare que la Hongrie a exécuté les obligations que lui impose le traité de paix. La note hongroise ne répond pas aux accusations graves et précises de violation des droits de l'homme qu'à formulées le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et ne déclare pas quelles mesures la Hongrie est disposée à prendre pour remédier à la situation qui a fait l'objet de ces accusations. Il est impossible d'accepter l'argument spécieux du Gouvernement hongrois selon lequel la note des États-Unis d'Amérique en date du 2 avril constitue une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de la Hongrie, car les accusations contenues dans la note des États-Unis d'Amérique se fondent sur le fait que la Hongrie est incontestablement tenue, en vertu d'un traité international, d'assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

C'est pourquoi le Gouvernement des États-Unis d'Amérique considère que la réponse de la Hongrie n'est pas satisfaisante et adresse aujourd'hui même au Gouvernement hongrois une note en ce sens ; copie de cette note est jointe à la présente lettre.

Il ressort clairement des notes échangées entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement hongrois qu'il existe entre ces Gouvernements un différend quant à l'interprétation et à l'exécution de l'article 2 du traité de paix. Il ressort également de la note du Gouvernement de la Hongrie qu'il n'est pas disposé à régler ce différend par voie de négociations diplomatiques directes. En conséquence, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, d'attirer votre attention sur l'article 40 du traité de paix et de demander l'application de la procédure qui y est prévue. Cet article est ainsi conçu :

« 1. Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est expressément prévue par un article du présent traité, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de ce traité,

*Annex II*LETTER OF THE UNITED STATES CHARGÉ D'AFFAIRES IN BUDAPEST TO THE  
SOVIET AMBASSADOR

[Original text : English]

31 May, 1949.

Excellency,

Pursuant to instructions from my Government, I have the honor to transmit for your attention a copy of the note communicated by this Legation to the Ministry of Foreign Affairs of Hungary, under date of 2 April, 1949, in which the United States Government made formal charges of repeated and systematic violations by Hungary of Article 2 of the Treaty of Peace. You will note that the United States Government, in the Legation's note of 2 April, called upon the Hungarian Government to adopt remedial measures and to specify the steps which it was prepared to take in order to implement fully the terms of that article.

I also enclose for your attention a copy of the reply of the Hungarian Government, dated 9 April, 1949, rejecting the charges contained in this Legation's note and stating that Hungary has carried out its obligations under the Treaty of Peace. The Hungarian note fails to answer the serious and specific charges of violations of human rights made by the Government of the United States, and makes no statement as to what steps Hungary is prepared to take in order to remedy the conditions forming the basis for those charges. The specious argument put forward by the Hungarian Government that the United States note of 2 April represents an attempt to interfere in the internal affairs of Hungary cannot be accepted, since the charges made in the United States note are based on the clear international treaty obligation of Hungary to secure to all persons within its jurisdiction the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms.

In the circumstances, the United States Government considers the Hungarian reply unsatisfactory and is informing the Hungarian Government to that effect in a note of to-day's date, a copy of which is attached to this letter.

It is evident from the exchange of notes which has taken place between the United States Government and the Government of Hungary that a dispute exists between them concerning the interpretation and execution of Article 2 of the Peace Treaty. It is also apparent from the Hungarian Government's note that the Hungarian Government is not disposed to resolve this dispute by direct diplomatic negotiations. Accordingly, I am requested by my Government to invite your attention to Article 40 of the Treaty of Peace and to invoke the procedure therein. This article reads as follows :

"1. Except where another procedure is specifically provided under any article of the present Treaty, any dispute concerning the interpretation or execution of the Treaty, which is not settled

qui n'a pas été réglé par voie de négociations diplomatiques directes, sera soumis aux trois chefs de mission, agissant comme il est prévu à l'article 39, mais, en pareil cas, ces chefs de mission ne seront pas tenus par les délais fixés dans ledit article. Tout différend de cette nature qu'ils n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. A défaut d'accord dans un délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation de ce tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire général des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. La décision prise par la majorité des membres de la Commission sera considérée comme décision de la Commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire. »

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir le plus tôt possible, conformément à la procédure définie ci-dessus, à quelle date vous serez disposé à rencontrer le ministre de Grande-Bretagne et moi-même afin qu'en notre qualité de chefs de mission agissant comme il est prévu à l'article 40, nous puissions examiner le différend en question.

Je crois savoir que le ministre de Grande-Bretagne vous adresse aujourd'hui une communication semblable à la présente lettre, dans laquelle il signale l'existence d'un différend entre le Royaume-Uni et la Hongrie concernant la non-exécution par la Hongrie des dispositions de l'article 2 du traité de paix, et demande l'application de la procédure prévue à l'article 40. Je propose que, pour faciliter leur tâche, les trois chefs de mission examinent en même temps ces deux différends.

J'adresse aujourd'hui même au ministre de Grande-Bretagne une lettre de même teneur que la présente. Copie de ces deux lettres sera transmise au Gouvernement hongrois.

Veillez agréer, etc.

(Signé) WILLIAM P. COCHRAN, Jr.

Pièces jointes :

1. Copie de la note en date du 2 avril 1949 adressée par la légation des États-Unis d'Amérique au ministère des Affaires étrangères de la Hongrie.
2. Copie de la note en date du 9 avril 1949 adressée par le Gouvernement hongrois à la légation des États-Unis d'Amérique.
3. Copie de la note en date du 31 mai 1949 adressée par la légation des États-Unis d'Amérique au ministère des Affaires étrangères de la Hongrie.

by direct diplomatic negotiations, shall be referred to the three Heads of Mission acting under Article 39, except that in this case the Heads of Mission will not be restricted by the time-limit provided in that article. Any such dispute not resolved by them within a period of two months shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment.

2. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding."

In accordance with the above procedure I should appreciate your indicating at your earliest convenience when you would be prepared to meet with the British Minister and with me in order that in our capacity as Heads of Mission, referred to in Article 40, we may consider the dispute in question.

It is my understanding that the British Minister is sending you to-day a communication similar to my present letter, calling attention to the existence of a dispute between the United Kingdom and Hungary with regard to Hungary's non-compliance with Article 2 of the Peace Treaty, and invoking the procedures laid down in Article 40. I should like to suggest, for purposes of convenience, that these two disputes be considered together by the three Heads of Mission.

I am sending the British Minister to-day a letter similar to the present letter to you. Copies of both letters are being furnished to the Hungarian Government.

Accept, Excellency, the assurances, etc.

(Signed) WILLIAM P. COCHRAN, Jr.

Enclosures :

1. Copy of American Legation note to Hungarian Ministry of Foreign Affairs dated 2 April, 1949.
2. Copy of Hungarian Government note to American Legation dated 9 April, 1949.
3. Copy of American Legation note to Hungarian Ministry of Foreign Affairs dated 31 May, 1949.

*Annexe 12*

LETTRE ADRESSÉE PAR LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A  
BUCAREST A L'AMBASSADEUR DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES  
SOVIÉTIQUES

[Texte original en anglais]

LÉGATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

31 mai 1949.

Monsieur l'Ambassadeur,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de signaler à votre attention et de vous transmettre copie d'une note en date du 2 avril 1949 adressée par notre légation au ministre des Affaires étrangères de la Roumanie, dans laquelle le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a formellement accusé la Roumanie d'avoir, à de nombreuses reprises, violé systématiquement l'article 3 du traité de paix. Je me permets de vous rappeler que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, dans sa note du 2 avril, a demandé au Gouvernement roumain de remédier à cette situation et de lui indiquer les mesures qu'il comptait prendre pour mettre pleinement en œuvre les dispositions de cet article.

Je joins également à la présente lettre le texte de la réponse du Gouvernement roumain, en date du 18 avril 1949, par laquelle ce Gouvernement rejette les accusations contenues dans la note de notre légation et déclare que la Roumanie a exécuté les obligations que lui impose le traité de paix. La note roumaine ne répond pas aux accusations graves et précises de violation des droits de l'homme qu'a formulées le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et ne déclare pas quelles mesures la Roumanie est disposée à prendre pour remédier à la situation qui a fait l'objet de ces accusations. Il est impossible d'accepter l'argument spécieux du Gouvernement roumain selon lequel la note des États-Unis d'Amérique en date du 2 avril constitue une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de la Roumanie, car les accusations contenues dans la note des États-Unis d'Amérique se fondent sur le fait que la Roumanie est incontestablement tenue, en vertu d'un traité international, d'assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

C'est pourquoi le Gouvernement des États-Unis d'Amérique considère que la réponse de la Roumanie n'est pas satisfaisante et adresse aujourd'hui même au Gouvernement roumain une note en ce sens ; copie de cette note est jointe à la présente lettre.

Il ressort clairement des notes échangées entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement roumain qu'il existe entre ces Gouvernements un différend quant à l'interprétation et à l'exécution de l'article 3 du traité de paix. Il ressort également de la note du Gouvernement de la Roumanie qu'il n'est pas disposé à régler ce différend par voie de négociations diplomatiques directes. En conséquence, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, d'attirer votre attention sur l'article 38 du traité de paix et de demander l'application de la procédure qui y est prévue. Cet article est ainsi conçu :

« 1. Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est expressément prévue par un article du présent traité, tout

*Annex 12*LETTER OF THE UNITED STATES MINISTER IN BUCHAREST TO THE SOVIET  
AMBASSADOR

[Original text : English]

LEGATION OF THE UNITED STATES OF AMERICA

31 May, 1949.

Excellency,

Pursuant to instructions from my Government I have the honor to transmit for your attention a copy of the note communicated by this Legation to the Ministry of Foreign Affairs of Rumania, under date of 2 April, 1949, in which the United States Government made formal charges of repeated and systematic violations by Rumania of Article 3 of the Treaty of Peace. You will note that the United States Government, in the Legation's note of April 2, called upon the Rumanian Government to adopt remedial measures and to specify the steps which it was prepared to take in order to implement fully the terms of the article.

I also enclose for your attention a copy of the reply of the Rumanian Government, dated 18 April, 1949, rejecting the charges contained in this Legation's note and stating that Rumania has carried out its obligations under the Treaty of Peace. The Rumanian note fails to answer the serious and specific charges of violations of human rights made by the Government of the United States, and makes no statement as to what steps Rumania is prepared to take in order to remedy the conditions forming the basis for those charges. The specious argument put forward by the Rumanian Government that the United States note of 2 April represents an attempt to interfere in the internal affairs of Rumania cannot be accepted, since the charges made in the United States note are based on the clear international treaty obligation of Rumania to secure to all persons under its jurisdiction the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms.

In the circumstances the United States Government considers the Rumanian reply unsatisfactory and is informing the Rumanian Government to that effect in a note of to-day's date a copy of which is attached to this letter.

It is evident from the exchange of notes which has taken place between the United States Government and the Government of Rumania that a dispute exists between them concerning the interpretation and execution of Article 3 of the Treaty of Peace. It is also apparent from the Rumanian Government's note that the Rumanian Government is not disposed to resolve this dispute by direct diplomatic negotiations. Accordingly, I am requested by my Government to invite your attention to Article 38 of the Treaty of Peace and to invoke the procedure specified therein. This article reads as follows :

"1. Except where another procedure is specifically provided under any article of the present Treaty any dispute concerning the

différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de ce traité, qui n'a pas été réglé par voie de négociations diplomatiques directes, sera soumis aux trois chefs de mission, agissant comme il est prévu à l'article 37 mais, en pareil cas, ces chefs de mission ne seront pas tenus par les délais fixés dans ledit article. Tout différend de cette nature qu'ils n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. A défaut d'accord dans un délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation de ce tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire général des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. La décision prise par la majorité des membres de la Commission sera considérée comme décision de la Commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire. »

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir le plus tôt possible, conformément à la procédure définie ci-dessus, à quelle date vous serez disposé à rencontrer le ministre de Grande-Bretagne et moi-même afin qu'en notre qualité de chefs de mission agissant comme il est prévu à l'article 38, nous puissions examiner le différend en question.

Je crois savoir que le ministre de Grande-Bretagne vous adresse aujourd'hui une communication semblable à la présente lettre, dans laquelle il signale l'existence d'un différend entre le Royaume-Uni et la Roumanie concernant la non-exécution par la Roumanie des dispositions de l'article 3 du traité de paix et demande l'application de la procédure prévue à l'article 38. Je propose que, pour faciliter leur tâche; les trois chefs de mission examinent en même temps ces deux différends.

J'adresse aujourd'hui même au ministre de Grande-Bretagne une lettre de même teneur que la présente. Copie de ces deux lettres sera transmise au Gouvernement roumain.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) RUDOLF E. SCHOENFELD.

Trois pièces jointes.

---

*Annexe 13*

LETTRE ADRESSÉE PAR LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A  
SOFIA AU MINISTRE DE GRANDE-BRETAGNE

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

Monsieur le Ministre,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de signaler à votre attention et de vous transmettre copie d'une note en date du 2 avril

interpretation or execution of the Treaty, which is not settled by direct diplomatic negotiations, shall be referred to the three Heads of Mission acting under Article 37, except that in this case the Heads of Mission will not be restricted by the time-limit provided in that article. Any such dispute not resolved by them within a period of two months, shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment.

2. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding."

In accordance with the above procedure I should appreciate your indicating at your earliest convenience when you would be prepared to meet with the British Minister and with me in order that in our capacity as Heads of Mission, referred to in Article 38, we may consider the dispute in question.

It is my understanding that the British Minister is sending you to-day a communication similar to my present letter, calling attention to the existence of a dispute between the United Kingdom and Rumania concerning Rumania's non-compliance with Article 3 of the Treaty of Peace, and invoking the procedure laid down in Article 38. I should like to suggest, for purposes of convenience, that these two disputes be considered together by the three Heads of Mission.

I am sending the British Minister to-day a letter similar to the present letter to you. Copies of both letters are being furnished to the Rumanian Government.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) RUDOLF E. SCHOENFELD.

Enclosures : three.

---

*Annex 13*

LETTER OF THE UNITED STATES MINISTER IN SOFIA TO THE BRITISH MINISTER

[Original text : English]

31 May, 1949.

My dear Mr. Minister,

Pursuant to instructions from my Government, I have the honor to transmit for your attention a copy of a note communicated by this

1949 adressée par notre légation au ministre des Affaires étrangères de la Bulgarie, dans laquelle le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a formellement accusé la Bulgarie d'avoir, à de nombreuses reprises, violé systématiquement l'article 2 du traité de paix. Je me permets de vous rappeler que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, dans sa note du 2 avril, a demandé au Gouvernement bulgare de remédier à cette situation et de lui indiquer les mesures qu'il comptait prendre pour mettre pleinement en œuvre les dispositions de cet article.

Je joins à la présente lettre le texte de la réponse du Gouvernement bulgare, en date du 21 avril 1949, par laquelle ce Gouvernement rejette les accusations contenues dans la note de notre légation et déclare que la Bulgarie a exécuté les obligations que lui impose le traité de paix. La note bulgare ne répond pas aux accusations graves et précises de violation des droits de l'homme qu'a formulées le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et ne déclare pas quelles mesures la Bulgarie est disposée à prendre pour remédier à la situation qui a fait l'objet de ces accusations. Il est impossible d'accepter l'argument spécieux du Gouvernement bulgare selon lequel la note des États-Unis d'Amérique en date du 2 avril constitue une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de la Bulgarie, car les accusations contenues dans la note des États-Unis d'Amérique se fondent sur le fait que la Bulgarie est incontestablement tenue, en vertu d'un traité international, d'assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

C'est pourquoi, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique considère que la réponse de la Bulgarie n'est pas satisfaisante et adresse aujourd'hui même au Gouvernement bulgare une note en ce sens ; copie de cette note est jointe à la présente lettre.

Il ressort clairement des notes échangées entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement bulgare qu'il existe entre ces Gouvernements un différend quant à l'interprétation et à l'exécution de l'article 2 du traité de paix. Il ressort également de la note du Gouvernement de la Bulgarie qu'il n'est pas disposé à régler ce différend par voie de négociations diplomatiques directes. En conséquence, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, d'attirer votre attention sur l'article 36 du traité de paix et de demander l'application de la procédure qui y est prévue. Cet article est ainsi conçu :

*« Article 36*

1. Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est expressément prévue par un article du présent traité, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de ce traité, qui n'a pas été réglé par voie de négociations diplomatiques directes, sera soumis aux trois chefs de mission, agissant comme il est prévu à l'article 35, mais, en pareil cas, ces chefs de mission ne seront pas tenus par les délais fixés dans ledit article. Tout différend de cette nature qu'ils n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un

Legation to the Ministry of Foreign Affairs of Bulgaria, under date of 2 April, 1949, in which the United States Government made formal charges of repeated and systematic violations by Bulgaria of Article 2 of the Treaty of Peace. You will note that the United States Government, in the note of 2 April, called upon the Bulgarian Government to adopt remedial measures and to specify the steps which it was prepared to take in order to implement fully the terms of that article.

I enclose for your attention a copy of the reply of the Bulgarian Government, dated 21 April, 1949, rejecting the charges contained in this Legation's note and stating that Bulgaria has carried out its obligations under the Treaty of Peace. The Bulgarian note fails to answer the serious and specific charges of violation of human rights made by the Government of the United States, and makes no statement as to what steps Bulgaria is prepared to take in order to remedy the conditions forming the basis for those charges. The specious argument put forward by the Bulgarian Government that the United States note of 2 April represents an attempt to interfere in the internal affairs of Bulgaria cannot be accepted, since the charges made in the United States Note are based on the clear international treaty obligation of Bulgaria to secure to all persons within its jurisdiction the enjoyment of human rights and fundamental freedoms.

In the circumstances the United States Government considers the Bulgarian reply unsatisfactory and is informing the Bulgarian Government to that effect in a note of to-day's date, a copy of which is attached to this letter.

It is evident from the exchange of notes which has taken place between the United States Government and the Government of Bulgaria that a dispute exists between them concerning the interpretation and execution of Article 2 of the Peace Treaty. It is also apparent from the Bulgarian Government's note that the Bulgarian Government is not disposed to resolve this dispute by direct diplomatic negotiations. Accordingly, I am requested by my Government to invite your attention to Article 36 of the Treaty of Peace and to invoke the procedure specified herein. This article reads as follows :

*"Article 36*

1. Except where another procedure is specifically provided under any article of the present Treaty, any dispute concerning the interpretation or execution of the Treaty, which is not settled by direct diplomatic negotiations, shall be referred to the three Heads of Mission acting under Article 35, except that in this case the Heads of Mission will not be restricted by the time-limit provided in that article. Any such dispute not resolved by them within a period of two months shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of

pays tiers. A défaut d'accord dans un délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation de ce tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire général des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. La décision prise par la majorité des membres de la Commission sera considérée comme décision de la Commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire. »

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir le plus tôt possible, conformément à la procédure définie ci-dessus, à quelle date vous serez disposé à rencontrer l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et moi-même afin qu'en notre qualité de chefs de mission, agissant comme il est prévu à l'article 36, nous puissions examiner le différend en question.

J'adresse aujourd'hui même à l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques une lettre de même teneur que la présente. Copie de ces deux lettres sera transmise au Gouvernement bulgare.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) DONALD R. HEATH.

Pièces jointes :

1. Note en date du 2 avril 1949 adressée par la légation au ministère des Affaires étrangères de Bulgarie.
2. Réponse du Gouvernement bulgare en date du 21 avril 1949.

---

*Annexe 14*

LETTRE ADRESSÉE PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE  
A BUDAPEST AU MINISTRE DE GRANDE-BRETAGNE

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

Monsieur le Ministre,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de signaler à votre attention et de vous transmettre copie d'une note en date du 2 avril 1949 adressée par notre légation au ministre des Affaires étrangères de la Hongrie, dans laquelle le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a formellement accusé la Hongrie d'avoir, à de nombreuses reprises, violé systématiquement l'article 2 du traité de paix. Je me permets de vous rappeler que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, dans sa note du 2 avril, a demandé au Gouvernement hongrois de remédier à cette situation et de lui indiquer les mesures qu'il comptait prendre pour mettre pleinement en œuvre les dispositions de cet article.

Je joins à la présente lettre le texte de la réponse du Gouvernement hongrois, en date du 9 avril 1949, par laquelle ce Gouvernement rejette les accusations contenues dans la note de notre légation et déclare que la Hongrie a exécuté les obligations que lui impose le traité de paix. La note hongroise ne répond pas aux accusations graves et précises de violation des droits de l'homme qu'a formulées le Gouvernement des

one month upon the appointment of the third member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment.

2. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding."

In accordance with the above procedure I should appreciate your indicating at your earliest convenience when you would be prepared to meet with the Russian Ambassador and with me in order that in our capacity as Heads of Mission, referred to in Article 36, we may consider the dispute in question.

I am sending the Russian Ambassador to-day a letter similar to the present letter to you. Copies of both letters are being furnished to the Bulgarian Government.

With renewed assurances, etc.

(Signed) DONALD R. HEATH.

Enclosures :

1. Legation note of 2 April, 1949, to the Ministry of Foreign Affairs.
2. Reply of the Bulgarian Government dated 21 April, 1949.

---

*Annex 14*

LETTER OF THE UNITED STATES CHARGÉ D'AFFAIRES IN BUDAPEST TO THE  
BRITISH MINISTER

[Original text : English]

31 May, 1949.

Excellency,

Pursuant to instructions from my Government, I have the honor to transmit for your attention a copy of the note communicated by this Legation to the Ministry of Foreign Affairs of Hungary, under date of 2 April, 1949, in which the United States Government made formal charges of repeated and systematic violations by Hungary of Article 2 of the Treaty of Peace. You will note that the United States Government, in the Legation's note of 2 April called upon the Hungarian Government to adopt remedial measures and to specify the steps which it was prepared to take in order to implement fully the terms of that article.

I also enclose for your attention a copy of the reply of the Hungarian Government, dated 9 April, 1949, rejecting the charges contained in this Legation's note and stating that Hungary has carried out its obligations under the Treaty of Peace. The Hungarian note fails to answer the serious and specific charges of violations of human rights made by the Government of the United States, and makes no statement as

États-Unis d'Amérique et ne déclare pas quelles mesures la Hongrie est disposée à prendre pour remédier à la situation qui a fait l'objet de ces accusations. Il est impossible d'accepter l'argument spécieux du Gouvernement hongrois selon lequel la note des États-Unis d'Amérique en date du 2 avril constitue une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de la Hongrie, car les accusations contenues dans la note des États-Unis d'Amérique se fondent sur le fait que la Hongrie est incontestablement tenue, en vertu d'un traité international, d'assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

C'est pourquoi, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique considère que la réponse de la Hongrie n'est pas satisfaisante et adresse aujourd'hui même au Gouvernement hongrois une note en ce sens ; copie de cette note est jointe à la présente lettre.

Il ressort clairement des notes échangées entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement hongrois qu'il existe entre ces Gouvernements un différend quant à l'interprétation et à l'exécution de l'article 2 du traité de paix. Il ressort également de la note du Gouvernement de la Hongrie qu'il n'est pas disposé à régler ce différend par voie de négociations diplomatiques directes. En conséquence, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, d'attirer votre attention sur l'article 40 du traité de paix et de demander l'application de la procédure qui y est prévue. Cet article est ainsi conçu :

« 1. Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est expressément prévue par un article du présent traité, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de ce traité, qui n'a pas été réglé par voie de négociations diplomatiques directes, sera soumis aux trois chefs de mission, agissant comme il est prévu à l'article 39, mais, en pareil cas, ces chefs de mission ne seront pas tenus par les délais fixés dans ledit article. Tout différend de cette nature qu'ils n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. A défaut d'accord dans un délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation de ce tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire général des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. La décision prise par la majorité des membres de la Commission sera considérée comme décision de la Commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire. »

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir le plus tôt possible, conformément à la procédure définie ci-dessus, à quelle date vous serez disposé à rencontrer l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et moi-même afin qu'en notre qualité de chefs de mission agissant comme il est prévu à l'article 40, nous puissions examiner le différend en question.

Je crois savoir que vous adressez aujourd'hui à l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques une communication de même teneur que la présente lettre, dans laquelle vous signalez l'existence

to what steps Hungary is prepared to take in order to remedy the conditions forming the basis for those charges. The specious argument put forward by the Hungarian Government that the United States note of 2 April represents an attempt to interfere in the internal affairs of Hungary cannot be accepted, since the charges made in the United States note are based on the clear international treaty obligation of Hungary to secure to all persons within its jurisdiction the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms.

In the circumstances, the United States Government considers the Hungarian reply unsatisfactory and is informing the Hungarian Government to that effect in a note of to-day's date, a copy of which is attached to this letter.

It is evident from the exchange of notes which has taken place between the United States Government and the Government of Hungary that a dispute exists between them concerning the interpretation and execution of Article 2 of the Peace Treaty. It is also apparent from the Hungarian Government's note that the Hungarian Government is not disposed to resolve this dispute by direct diplomatic negotiations. Accordingly, I am requested by my Government to invite your attention to Article 40 of the Treaty of Peace and to invoke the procedure therein. This article reads as follows :

"1. Except where another procedure is specifically provided under any article of the present Treaty, any dispute concerning the interpretation or execution of the Treaty, which is not settled by direct diplomatic negotiations, shall be referred to the three Heads of Mission acting under Article 39, except that in this case the Heads of Mission will not be restricted by the time-limit provided in that article. Any such dispute not resolved by them within a period of two months shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment.

2. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding."

In accordance with the above procedure I should appreciate your indicating at your earliest convenience when you would be prepared to meet with the Ambassador of the Soviet Union and with me in order that in our capacity as Heads of Mission, referred to in Article 40, we may consider the dispute in question.

It is my understanding that you are sending to the Soviet Ambassador to-day a communication similar to the present letter, calling attention to the existence of a dispute between the United Kingdom and Hungary

d'un différend entre le Royaume-Uni et la Hongrie concernant la non-exécution par la Hongrie des dispositions de l'article 2 du traité de paix et demandez l'application de la procédure prévue à l'article 40, et que les Gouvernements du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande s'associent à cette démarche. Je propose que, pour faciliter leur tâche, les trois chefs de mission examinent en même temps ces deux différends.

J'adresse aujourd'hui même à l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques une lettre de même teneur que la présente. Copie de ces deux lettres sera transmise au Gouvernement hongrois. Veuillez agréer, etc.

(Signé) WILLIAM P. COCHRAN, JR.

Pièces jointes :

1. Copie de la note en date du 2 avril 1949 adressée par la légation des États-Unis d'Amérique au ministère des Affaires étrangères de Hongrie.
2. Copie de la note en date du 9 avril 1949 adressée par le Gouvernement hongrois à la légation des États-Unis d'Amérique.
3. Copie de la note en date du 31 mai 1949 adressée par la légation des États-Unis d'Amérique au ministère des Affaires étrangères de Hongrie.

---

*Annexe 15*

LETTRE ADRESSÉE PAR LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A  
BUCAREST AU MINISTRE DE GRANDE-BRETAGNE

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

Monsieur le Ministre,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de signaler à votre attention et de vous transmettre copie d'une note en date du 2 avril 1949 adressée par notre légation au ministre des Affaires étrangères de la Roumanie, dans laquelle le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a formellement accusé la Roumanie d'avoir, à de nombreuses reprises, violé systématiquement l'article 3 du traité de paix. Je me permets de vous rappeler que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, dans sa note du 2 avril, a demandé au Gouvernement roumain de remédier à cette situation et de lui indiquer les mesures qu'il comptait prendre pour mettre pleinement en œuvre les dispositions de cet article.

Je joins également à la présente lettre le texte de la réponse du Gouvernement roumain, en date du 18 avril 1949, par laquelle ce Gouvernement rejette les accusations contenues dans la note de notre légation et déclare que la Roumanie a exécuté les obligations que lui impose le Traité de paix. La note roumaine ne répond pas aux accusations graves et précises de violation des droits de l'homme qu'a formulées le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et ne déclare pas quelles mesures la Roumanie est disposée à prendre pour remédier à la situation qui a fait l'objet de ces accusations. Il est impossible d'accepter l'argument

with regard to non-compliance with Article 2 of the Peace Treaty and invoking the procedures laid down in Article 40 ; and that the Governments of Canada, Australia and New Zealand are associating themselves in this step. I should like to suggest, for purposes of convenience, that the two disputes be considered together by the three Heads of Mission.

I am sending to the Ambassador of the Union of Soviet Socialist Republics to-day a letter similar to the present letter to you and I am furnishing copies of both communications to the Hungarian Government. Accept, Excellency, the assurances, etc.

(Signed) WILLIAM P. COCHRAN, Jr.

Enclosures :

1. Copy of American Legation note to Hungarian Ministry of Foreign Affairs, dated 2 April, 1949.
2. Copy of Hungarian Government note to American Legation, dated 9 April, 1949.
3. Copy of American Legation note to Hungarian Ministry of Foreign Affairs, dated 31 May, 1949.

---

*Annex 15*

LETTER OF THE UNITED STATES MINISTER IN BUCHAREST TO THE BRITISH MINISTER

[Original text : English]

31 May, 1949.

Excellency,

Pursuant to instructions from my Government I have the honor to transmit for your attention a copy of the note communicated by this Legation to the Ministry of Foreign Affairs of Rumania, under date of 2 April, 1949, in which the United States Government made formal charges of repeated and systematic violations by Rumania of Article 3 of the Treaty of Peace. You will note that the United States Government, in the Legation's note of 2 April, called upon the Rumanian Government to adopt remedial measures and to specify the steps which it was prepared to take in order to implement fully the terms of the article.

I also enclose for your attention a copy of the reply of the Rumanian Government, dated 18 April, 1949, rejecting the charges contained in this Legation's note and stating that Rumania has carried out its obligations under the Treaty of Peace. The Rumanian note fails to answer the serious and specific charges of violation of human rights made by the Government of the United States, and makes no statement as to which steps Rumania is prepared to take in order to remedy the conditions forming the basis for those charges. The specious argument put forward by the Rumanian Government that the United States note of 2 April

spécieux du Gouvernement roumain selon lequel la note des États-Unis d'Amérique en date du 2 avril constitue une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de la Roumanie, car les accusations contenues dans la note des États-Unis d'Amérique se fondent sur le fait que la Roumanie est incontestablement tenue, en vertu d'un traité international, d'assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

C'est pourquoi le Gouvernement des États-Unis d'Amérique considère que la réponse de la Roumanie n'est pas satisfaisante et adresse aujourd'hui même au Gouvernement roumain une note en ce sens ; copie de cette note est jointe à la présente lettre.

Il ressort clairement des notes échangées entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement roumain qu'il existe entre ces Gouvernements un différend quant à l'interprétation et à l'exécution de l'article 3 du traité de paix. Il ressort également de la note du Gouvernement de la Roumanie qu'il n'est pas disposé à régler ce différend par voie de négociations diplomatiques directes. En conséquence, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, d'attirer votre attention sur l'article 38 du traité de paix et de demander l'application de la procédure qui y est prévue. Cet article est ainsi conçu :

« 1. Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est expressément prévue par un article du présent traité, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de ce Traité, qui n'a pas été réglé par voie de négociations diplomatiques directes, sera soumis aux trois chefs de mission, agissant comme il est prévu à l'article 37, mais, en pareil cas, ces chefs de mission ne seront pas tenus par les délais fixés dans ledit article. Tout différend de cette nature qu'ils n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. A défaut d'accord dans un délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation de ce tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire général des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. La décision prise par la majorité des membres de la Commission sera considérée comme décision de la Commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire. »

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir le plus tôt possible, conformément à la procédure définie ci-dessus, à quelle date vous serez disposé à rencontrer l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et moi-même afin qu'en notre qualité de chefs de mission agissant comme il est prévu à l'article 38, nous puissions examiner le différend en question.

Je crois savoir que vous adressez aujourd'hui à l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques une communication de même teneur que la présente lettre, dans laquelle vous signalez l'existence d'un différend entre le Royaume-Uni et la Roumanie concernant la non-exécution par la Roumanie des dispositions de l'article 3 du traité

represents an attempt to interfere in the internal affairs of Rumania cannot be accepted, since the charges made in the United States note are based on the clear international treaty obligation of Rumania to secure to all persons under its jurisdiction the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms.

In the circumstances, the United States Government considers the Rumanian reply unsatisfactory and is informing the Rumanian Government to that effect in a note of to-day's date a copy of which is attached to this letter.

It is evident from the exchange of notes which has taken place between the United States Government and the Government of Rumania that a dispute exists between them concerning the interpretation and execution of Article 3 of the Treaty of Peace. It is also apparent from the Rumanian Government's note that the Rumanian Government is not disposed to resolve this dispute by direct diplomatic negotiations. Accordingly, I am requested by my Government to invite your attention to Article 38 of the Treaty of Peace and to invoke the procedure specified therein. This article reads as follows :

"1. Except where another procedure is specifically provided under any article of the present Treaty any dispute concerning the interpretation or execution of the Treaty, which is not settled by direct diplomatic negotiations, shall be referred to the three Heads of Mission acting under Article 37, except that in this case the Heads of Mission will not be restricted by the time-limit provided in that article. Any such dispute not resolved by them within a period of two months, shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment.

2. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding."

In accordance with the above procedure I should appreciate your indicating at your earliest convenience when you would be prepared to meet with the Russian Ambassador and with me in order that in our capacity as Heads of Mission, referred to in Article 38, we may consider the dispute in question.

It is my understanding that you are sending to-day to the Soviet Ambassador a communication similar to my present letter, calling attention to the existence of a dispute between the United Kingdom and Rumania concerning Rumania's non-compliance with Article 3 of the Treaty of Peace and invoking the procedures laid down in Article 38.

de paix, et demandez l'application de la procédure prévue à l'article 38. Je propose que, pour faciliter leur tâche, les trois chefs de mission examinent en même temps ces deux différends.

J'adresse aujourd'hui même à l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques une lettre de même teneur que la présente. Copie de ces deux lettres sera transmise au Gouvernement roumain. Veuillez agréer, etc.

(Signé) RUDOLF E. SCHOENFELD.

Trois pièces jointes.

---

*Annexe 16*

LETTRÉ ADRESSÉE PAR LE MINISTRE DE GRANDE-BRETAGNE A SOFIA AU  
MINISTRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[Texte original en anglais]

LÉGATION BRITANNIQUE

31 mai 1949.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, dans laquelle vous me faites connaître les mesures que vous avez prises pour appeler l'attention sur l'existence d'un différend entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement bulgare au sujet de l'interprétation et de l'exécution de l'article 2 du traité de paix, et dans laquelle vous me demandez si je serais prêt à vous rencontrer, ainsi que l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, pour examiner ce différend, conformément aux dispositions de l'article 36 du traité.

2. J'ai l'honneur de répondre que je serai heureux de participer à cet examen commun, au moment et à l'endroit qui vous conviendront à vous-même et à l'ambassadeur de l'Union soviétique.

3. J'adresse copie de la présente note à l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et au ministère des Affaires étrangères de Bulgarie.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) PAUL MASON.

---

*Annexe 17*

LETTRÉ ADRESSÉE PAR LE MINISTRE DE GRANDE-BRETAGNE A BUDAPEST  
AU CHARGÉ D'AFFAIRES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[Texte original en anglais]

LÉGATION BRITANNIQUE

1<sup>er</sup> juin 1949.

Monsieur le Chargé d'affaires,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre communication du 31 mai 1949, par laquelle vous m'avez invité à me joindre à vous et à l'ambassa-

I should like to suggest, for purposes of convenience, that these two disputes be considered together by the three Heads of Mission.

I am sending the Soviet Ambassador to-day a letter similar to the present letter to you. Copies of both letters are being furnished to the Rumanian Government.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) RUDOLF E. SCHOENFELD.

Enclosures : three.

---

*Annex 16*

LETTER OF THE BRITISH MINISTER IN SOFIA TO THE UNITED STATES  
MINISTER

[Original text : English]

BRITISH LEGATION

31 May, 1949.

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date informing me of the action which you have taken to call attention to the existence of a dispute between the United States Government and the Bulgarian Government concerning the interpretation and execution of Article 2 of the Peace Treaty, and enquiring whether I should be prepared to meet with you and with the Ambassador of the Soviet Union, as provided under Article 36 of the Treaty, to consider this dispute.

2. I have the honour to state in reply that I shall be happy to take part in such joint consideration at any time and place which may be convenient to you and to the Soviet Ambassador.

3. I am sending copies of this note to the Soviet Ambassador and the Bulgarian Ministry of Foreign Affairs.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) PAUL MASON.

---

*Annex 17*

LETTER OF THE BRITISH MINISTER IN BUDAPEST TO THE UNITED STATES  
CHARGÉ D'AFFAIRES

[Original text : English]

BRITISH LEGATION

1 June, 1949.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of the communication, dated 31 May, 1949, in which you invited me to join with you and the

deur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour examiner le différend qui s'est élevé à propos de la réponse que le Gouvernement hongrois a adressée le 9 avril à la note de votre légation en date du 2 avril, concernant la violation de l'article 2 du traité de paix avec la Hongrie. Vous avez bien voulu joindre à cette communication copie d'autres communications, en date du 31 mai 1949, que vous avez fait parvenir au ministère des Affaires étrangères de Hongrie et à l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

2. Vous savez par ma lettre du 31 mai, à laquelle j'avais joint copie de la correspondance échangée entre la légation britannique et le ministère des Affaires étrangères de Hongrie, que mon Gouvernement et les Gouvernements du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, qui ont accusé le Gouvernement hongrois de violations semblables du traité de paix, ont constaté, comme le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, que la réponse du Gouvernement hongrois à ces accusations n'est pas satisfaisante. Ils ont donc décidé, pour leur part également, d'invoquer la procédure que l'article 40 du traité prévoit pour le règlement d'un « différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du traité ».

3. Dans ces conditions, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en ce qui me concerne, je suis prêt à me joindre à vous et à l'ambassadeur de l'Union soviétique pour examiner en commun ces différends, au moment que nous aurons convenu.

J'adresse copie de la présente lettre à notre collègue de l'Union soviétique.

(Signé) G. A. WALLINGER.

---

*Annexe 18*

LETTRE ADRESSÉE PAR LE MINISTRE DE GRANDE-BRETAGNE A BUCAREST  
AU MINISTRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[Texte original en anglais]

LÉGATION BRITANNIQUE

1<sup>er</sup> juin 1949.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 31 mai 1949, dans laquelle vous me faites connaître les mesures que vous avez prises en vue de convoquer une réunion des chefs des missions des États-Unis, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et du Royaume-Uni en Roumanie pour examiner le différend qui s'est élevé à propos des violations de l'article 3 du traité de paix par le Gouvernement roumain.

Je serai heureux de vous rencontrer, ainsi que l'ambassadeur de l'Union soviétique, au moment que nous aurons convenu.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) W. ST. ROBERTS.

---

Soviet Ambassador in considering the dispute which has arisen out of the reply of the Hungarian Government, of 9 April last, to your Legation's note of 2 April, regarding the violation of Article 2 of the Peace Treaty with Hungary. In that communication you were also so good as to send me copies of further communications, dated 31 May, 1949, which you have addressed to the Hungarian Ministry of Foreign Affairs, and to His Excellency the Soviet Ambassador.

2. You will be aware from my own letter to you of 31 May, with which I forwarded to you copies of correspondence between this Legation and the Hungarian Ministry of Foreign Affairs, that my Government, and the Canadian, Australian and New Zealand Governments, having charged the Hungarian Government with similar infractions of the Peace Treaty, have found, like your own, that the Hungarian reply to this charge is unsatisfactory; and have decided, for their part also, to invoke the procedure laid down in Article 40 of the Treaty for the settlement of a "dispute concerning the interpretation or execution of the Treaty".

3. In these circumstances, I have the honour to inform you that I shall for my part be ready, at any time which may be mutually agreed, to join with you and His Excellency the Soviet Ambassador in the simultaneous consideration of these disputes.

I am sending a copy of this letter to our Soviet colleague.

(Signed) G. A. WALLINGER.

---

*Annex 18*

LETTER OF THE BRITISH MINISTER IN BUCHAREST TO THE UNITED STATES  
MINISTER

[Original text : English]

BRITISH LEGATION

1 June, 1949.

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of 31 May, 1949, informing me of the action you have taken with a view to convoking a meeting of the Heads of the United States, Soviet and British Missions in Roumania to discuss the dispute that has arisen regarding the violations of Article 3 of the Treaty of Peace by the Roumanian Government.

I shall be pleased to meet with the Soviet Ambassador and yourself at any time that may be mutually agreeable.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) W. ST. ROBERTS.

---

*Annexe 19*NOTE ADRESSÉE PAR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES  
AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[Texte original en russe]

11 juin 1949.

Comme suite à la note du 31 mai 1949 adressée par le secrétaire d'État par intérim à l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à Washington, ainsi qu'à la note que les légations des États-Unis d'Amérique en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie respectivement ont remise à cette même date à l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques dans chacun de ces pays, concernant la convocation d'une conférence des trois chefs des missions diplomatiques en vue de l'examen du différend qui s'est élevé entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique d'une part, et les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie d'autre part, au sujet de l'interprétation des traités de paix, l'ambassade de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, conformément aux instructions de son Gouvernement, a l'honneur de faire la déclaration suivante :

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a étudié les notes ci-dessus mentionnées ainsi que les notes adressées par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique à la Bulgarie, à la Hongrie et à la Roumanie en date du 2 avril 1949, dans lesquelles le Gouvernement des États-Unis accuse ces pays de violer les dispositions des traités de paix, et notamment celles des articles qui ont trait au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a également étudié les notes dans lesquelles les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie ont répondu au Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques estime que, dans leurs notes mentionnées ci-dessus, les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie ont répondu de façon complète aux allégations du Gouvernement des États-Unis d'Amérique qui les accuse de violer les dispositions des traités de paix. Il ressort clairement de ces réponses que les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie s'acquittent rigoureusement des engagements qu'ils ont assumés aux termes des traités de paix, notamment des obligations relatives au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Les mesures qui ont été prises par les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie et au sujet desquelles le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a manifesté son mécontentement, dans les notes du 2 avril 1949, bien loin de constituer une violation des traités de paix, visent au contraire à mettre en œuvre les dispositions de ces traités aux termes desquelles ces pays sont tenus de lutter contre les organisations de caractère fasciste et contre toutes autres organisations « qui ont pour but de priver le peuple de ses droits démocratiques ». Il est évident que les mesures de cette nature que la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie ont prises pour appliquer les dispositions des articles

*Annex 19*

## UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS NOTE TO THE UNITED STATES

[Original text : Russian]

11 June, 1949.

In connexion with the note of the Acting Secretary of State to the Soviet Ambassador in Washington dated 31 May, 1949, as well as in connexion with the notes of the Missions of the U.S.A. in Bulgaria, Hungary, and Rumania, delivered on the same day to the Ambassadors of the U.S.S.R. in the afore-mentioned countries, regarding the calling of a conference of the three Heads of the Diplomatic Missions for a consideration of the dispute which has arisen between the Government of the U.S.A. and the Governments of Bulgaria, Hungary, and Rumania concerning the interpretation of the Peace Treaties, the Embassy of the Union of Soviet Socialist Republics, upon instructions from the Soviet Government, states the following :

The Soviet Government has studied the afore-mentioned notes, as well as the notes of the Government of the U.S.A. dated 2 April of this year to Bulgaria, Hungary, and Rumania, in which the Government of the U.S.A. accuses these countries of violating the Peace Treaties and, in particular, those articles of the Treaties which have to do with the security of human rights and the fundamental freedoms. The Soviet Government has also studied the notes of the Governments of Bulgaria, Hungary, and Rumania in reply to the Government of the U.S.A.

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics considers that in the notes in reply of the Governments of Bulgaria, Hungary, and Rumania to which reference has been made an exhaustive reply has been given to the accusations of violating the Peace Treaty which were made to these countries by the Government of the U.S.A. It is evident from these replies that the Governments of Bulgaria, Hungary, and Rumania are strictly fulfilling the obligations undertaken by them under the Peace Treaties, including the obligations having to do with the security of human rights and the fundamental freedoms.

The measures of the Governments of Bulgaria, Hungary, and Rumania concerning which the Government of the U.S.A. expressed its dissatisfaction in the notes of 2 April of this year, not only are not a violation of the Peace Treaties, but on the contrary, are directed toward the fulfilment of the Peace Treaties which obligate the said countries to combat organizations of the fascist type and other organizations "which have as their aim denial to the people of their democratic rights". It is self-evident that such measures carried out by Bulgaria, Hungary, and Rumania for the purpose of fulfilling the articles of the Peace Treaties are fully within the domestic competence of these countries as sovereign States.

des traités de paix relèvent entièrement de la juridiction nationale de ces pays qui ont qualité d'États souverains.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques estime qu'en cherchant artificiellement à faire de cette question une cause de différend, le Gouvernement des États-Unis essaye tout simplement de se servir des traités de paix pour intervenir dans les affaires intérieures de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie afin d'exercer une pression sur la politique intérieure de ces pays.

En conséquence, l'ambassade de l'Union des Républiques socialistes soviétiques est autorisée à déclarer que son Gouvernement ne voit aucune raison de convoquer les trois chefs de mission diplomatique afin d'examiner les questions mentionnées dans les notes, en date du 31 mai 1949, adressées par les légations des États-Unis d'Amérique à la Bulgarie, à la Hongrie et à la Roumanie, ainsi que dans la note du département d'État qui porte la même date.

---

*Annexe 20*

NOTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A L'UNION DES RÉPUBLIQUES  
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

[Texte original en anglais]

30 juin 1949.

Le secrétaire d'État présente ses compliments à Son Excellence l'Ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et a l'honneur d'accuser réception de la note n° 74 de l'ambassade, en date du 11 juin 1949. Dans cette note, l'ambassade a exposé le point de vue du Gouvernement soviétique : 1) sur la note du 31 mai 1949 par laquelle le secrétaire d'État par intérim avait transmis, pour l'information des Gouvernements de la République socialiste soviétique de Biélorussie et de la République socialiste soviétique d'Ukraine, en leur qualité de signataires des traités de paix avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, copie des notes échangées par le Gouvernement des États-Unis et les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie au sujet des différends qui se sont élevés à propos de la violation des clauses des divers traités de paix qui garantissent la jouissance des droits de l'homme à toutes les personnes relevant de la juridiction de ces trois États ; 2) sur les lettres du 31 mai 1949, par lesquelles les chefs de mission des États-Unis d'Amérique en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie ont demandé à leurs collègues soviétiques que les chefs de mission des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques dans ces trois pays se réunissent, conformément aux dispositions des traités de paix, pour examiner les différends qui se sont élevés à propos de l'interprétation et de l'exécution de ces traités.

Il convient de noter que les ambassadeurs de l'Union soviétique en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie n'ont pas fait parvenir de réponse directe aux lettres ci-dessus mentionnées des chefs de mission des États-Unis.

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique regrette que le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, en refusant

The Soviet Government appraises the aim of the Government of the U.S.A. artificially to convert this question into a subject of dispute as a direct attempt to utilize the Peace Treaties for intervention in the domestic affairs of Bulgaria, Hungary, and Rumania, with the aim of exerting pressure on their domestic policy.

In view of this, the Embassy of the U.S.S.R. is authorized to state that the Soviet Government does not see any ground for convening the three Heads of the Diplomatic Missions for the purpose of considering the questions touched upon in the notes of the Missions of the U.S.A. to Bulgaria, Hungary, and Rumania dated 31 May of this year, and in the Department of State's note of the same date.

---

*Annex 20*

UNITED STATES NOTE TO THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

[Original text : English]

30 June, 1949.

The Secretary of State presents his compliments to His Excellency the Ambassador of the Union of Soviet Socialist Republics and has the honor to acknowledge receipt of the Embassy's note No. 74 of 11 June 1949. The Embassy's note stated the views of the Soviet Government with reference to (1) the Acting Secretary of State's note of 31 May, 1949, transmitting for the information of the Governments of the Byelorussian Soviet Socialist Republic and of the Ukrainian Soviet Socialist Republic, as signatories to the Treaties of Peace with Bulgaria, Hungary and Rumania, copies of notes exchanged between the United States Government and the Governments of Bulgaria, Hungary and Rumania concerning disputes arising out of violations of the clauses of the respective Treaties of Peace which guarantee the enjoyment of human rights to all persons under the jurisdiction of those three States ; and (2) the letters sent on 31 May, 1949, by the American Chiefs of Mission in Bulgaria, Hungary and Rumania to their Soviet colleagues requesting that the Heads of Mission of the United States, the United Kingdom and the Union of Soviet Socialist Republics in those three countries meet, in accordance with the terms of the Peace Treaties, to consider the disputes which have arisen concerning the interpretation and execution of the Treaties.

It is noted that no direct reply has been made by the Soviet Ambassadors in Bulgaria, Hungary and Rumania to the above-mentioned letters of the American Chiefs of Mission.

The United States Government regrets that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, by its refusal to co-operate in the

de participer à l'examen des différends par les trois chefs de mission en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie, n'ait lui-même tenu aucun compte des clauses des traités de paix qui stipulent expressément que tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution des traités, qui n'a pas été réglé par voie de négociations diplomatiques directes, sera soumis aux trois chefs de mission.

Il n'est pas possible de mettre en doute l'existence de différends entre le Gouvernement des États-Unis d'une part et les Gouvernements bulgare hongrois et roumain d'autre part. Dans les notes qu'il a échangées avec eux, le Gouvernement des États-Unis a accusé ces trois Gouvernements de violations répétées et systématiques de certaines clauses des traités de paix, et ils ont répondu à cette accusation en soutenant que leurs actes ne constituent pas de telles violations. Dans la note de l'ambassade en date du 11 juin 1949, le Gouvernement de l'Union soviétique a adopté la même position que les Gouvernements bulgare, hongrois et roumain en déclarant qu'il n'y avait pas eu violation des traités. Les États-Unis et plusieurs autres signataires des traités de paix contestent cette interprétation. Les procédures définies à l'article 36 du traité de paix avec la Bulgarie, à l'article 40 du traité de paix avec la Hongrie et à l'article 38 du traité de paix avec la Roumanie s'appliquent précisément aux différends de cet ordre.

Les vues du Gouvernement de l'Union soviétique sur le fond des trois différends, telles que l'ambassade les a exposées dans sa note du 11 juin, méritent d'être examinées avec soin. Cependant, elles n'ont aucun rapport avec la question de savoir s'il existe ou non des différends, ni avec la question du recours aux procédures prévues dans les articles ci-dessus mentionnés des traités de paix.

Dans sa note, l'ambassade a déclaré : « Il est évident que les mesures de cette nature que la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie ont prises pour appliquer les dispositions des articles des traités de paix relèvent entièrement de la juridiction nationale de ces pays, qui ont qualité d'États souverains. » Le Gouvernement des États-Unis ne saurait accepter l'argument suivant lequel l'exécution des obligations des traités internationaux peut être considérée comme une affaire purement intérieure. L'application d'une telle théorie ne permettrait pas seulement de tourner complètement les obligations des traités : elle renverserait la base même du droit international.

A la 190<sup>me</sup> séance plénière de l'Assemblée générale des Nations Unies, lors de la Troisième Session, le 12 avril 1949, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques s'est opposé à ce que l'Assemblée générale soit saisie des accusations de violation des droits de l'homme en Bulgarie et en Hongrie ; il a cité à ce propos l'article 36 du traité de paix avec la Bulgarie et l'article 40 du traité de paix avec la Hongrie ; et il a déclaré : « Si la Bulgarie et la Hongrie ont commis une violation quelconque des traités de paix, les États qui allèguent des violations de ce genre doivent eux-même se conformer aux procédures prévues dans les traités de paix. » Le différend porte sur la question de savoir s'il y a eu ou non des violations de ce genre. Les États-Unis en tant que Puissance signataire qui formule ces allégations ont déjà, le 2 avril 1949, pris des mesures visant à l'application des clauses des traités citées par le représentant de l'Union soviétique. Dans la résolution qu'elle a adoptée à ce sujet le 30 avril 1949, l'Assemblée générale a pris acte avec satisfaction de ces mesures, exprimé l'espoir qu'elles

consideration of the disputes by the three Heads of Mission in Bulgaria, Hungary and Rumania, has itself shown disregard for the stipulations of the Peace Treaties providing explicitly that any dispute concerning the interpretation or execution of the Treaties which is not settled by direct diplomatic negotiations shall be referred to the three Heads of Mission.

The existence of disputes between the United States Government and the Governments of Bulgaria, Hungary and Rumania respectively cannot be questioned. According to notes exchanged with these three Governments, the United States Government has charged them with repeated and systematic violations of certain clauses of the Treaties of Peace, and they have replied asserting that their acts do not constitute such violations. The Soviet Government, in the Embassy's note of 11 June, 1949, has associated itself with the position of the Governments of Bulgaria, Hungary and Rumania in denying that the Treaties have been violated. This interpretation is disputed by the United States and by other signatories of the Treaties of Peace. The procedures set forth in Article 36 of the Treaty of Peace with Bulgaria, Article 40 of the Treaty of Peace with Hungary, and Article 38 of the Treaty of Peace with Rumania are precisely applicable to these disputes.

The opinions of the Soviet Government on the merits of the disputes, as expressed in the Embassy's note of 11 June, deserve full consideration. They are, however, irrelevant to the question whether or not disputes exist and to the matter of instituting the procedures called for by the above-mentioned articles of the Treaties of Peace.

The Embassy's note states that "it is self-evident that the measures carried out by Bulgaria, Hungary and Rumania with the aim of fulfilling the articles of the Treaties of Peace rest wholly within the internal competence of these countries as sovereign States". The United States Government cannot agree that the fulfilment of international treaty obligations can be considered as a purely domestic affair. The application of such a theory would not only permit the total circumvention of treaty obligations but would destroy the very basis of international law.

At the 190th plenary meeting of the Third Session of the General Assembly of the United Nations, 12 April, 1949, the Delegate of the Union of Soviet Socialist Republics, in objecting to consideration by the General Assembly of charges of violation of human rights in Bulgaria and Hungary, cited Article 36 of the Treaty of Peace with Bulgaria and Article 40 of the Treaty of Peace with Hungary and stated: "Even if there were any violation of the Peace Treaties by Bulgaria and Hungary, the States alleging such violations should adhere to the procedures stipulated in the Peace Treaties themselves." Whether there have been such violations is in dispute. The United States as a signatory Power making such allegations, had already, on 2 April, 1949, initiated measures with a view to the application of the Treaty clauses cited by the Soviet delegate. The Resolution of the General Assembly on the subject, adopted on 30 April, 1949, noted these measures with satisfaction, expressed the hope that they would be diligently applied, and most urgently drew the attention of the Governments of Bulgaria and

seraient appliquées avec diligence et attiré de toute urgence l'attention du Gouvernement de la Bulgarie et de celui de la Hongrie sur les obligations qui leur incombent en vertu des traités de paix, et notamment sur celle de coopérer au règlement des différends. Cependant, le Gouvernement de l'Union soviétique indique, par son attitude actuelle, qu'il n'est pas disposé à se conformer à ces procédures que prévoient les traités. Cette attitude du Gouvernement de l'Union soviétique constitue un obstacle au règlement des différends qui se sont élevés à propos de l'exécution des traités de paix.

Pour ces considérations, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique espère qu'après y avoir plus longuement réfléchi, le Gouvernement soviétique jugera bon de revenir sur la décision qu'il a communiquée dans la note de l'ambassade en date du 11 juin 1949, et donnera pour instructions à ses représentants à Sofia, à Budapest et à Bucarest, de se réunir avec leurs collègues respectifs des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni, comme ceux-ci en ont fait la demande dans leurs lettres du 31 mai 1949.

---

*Annexe 21*

NOTE DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES AUX  
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[Texte original en russe]

19 juillet 1949.

Se référant à la note du secrétaire d'État en date du 30 juin 1949 qui pose de nouveau la question de la convocation d'une réunion des trois chefs de mission diplomatique pour examiner les problèmes que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a abordés dans ses notes du 31 mai dernier adressées aux Missions en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie, l'ambassade de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'ordre de son Gouvernement, désire faire la déclaration suivante:

Le Gouvernement de l'Union soviétique ne peut accepter les considérations que le secrétaire d'État expose dans la note ci-dessus mentionnée. Il lui est impossible, en particulier, d'accepter l'affirmation du secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique d'après laquelle les mesures d'ordre administratif et interne que les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie appliquent pour la défense de la démocratie contre les atteintes des organisations profascistes et des organisations analogues, peuvent être rangées sous la rubrique des questions visées par l'article 36 du traité de paix avec la Bulgarie, l'article 40 du traité de paix avec la Hongrie et l'article 38 du traité de paix avec la Roumanie.

Comme le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques l'a fait observer dans sa note du 11 juin dernier, ces mesures des Gouvernements bulgare, hongrois et roumain, loin de constituer une violation des traités de paix, servent au contraire les fins prévues aux articles ci-dessus mentionnés des traités de paix, lesquels obligent les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie à prendre des mesures en vue de dissoudre les organisations de caractère

Hungary to their obligations under the Peace Treaties, including the obligation to co-operate in the settlement of disputes. The Soviet Government, however, by its present attitude, shows that it is unwilling itself to act in accordance with these treaty procedures. This attitude of the Soviet Government represents an obstacle to the settlement of disputes which have arisen under the Treaties of Peace.

In the light of the foregoing the United States Government hopes that, on further reflection, the Soviet Government will see fit to reconsider its decision as conveyed in the Embassy's note of 11 June, 1949, and will instruct its representatives at Sofia, Budapest, and Bucharest to meet with their respective American and British colleagues as the latter requested in their letters delivered on 31 May, 1949.

---

*Annex 21*

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS NOTE TO THE UNITED STATES

[Original text: Russian]

19 July, 1949.

In connexion with the note of the Secretary of State of 30 June, 1949, in which the question is put anew of the convocation of a meeting of the three Chiefs of Diplomatic Mission for the discussion of questions touched upon by the Government of the U.S.A. in notes to the missions of Bulgaria, Hungary, and Rumania of 31 May last, the Embassy of the U.S.S.R. upon instruction of the Soviet Government states the following:

The Soviet Government cannot agree with the considerations set forth in the note of the Secretary of State mentioned above. Particularly, it is impossible to agree with the assertion of the Secretary of State of the U.S.A. that measures being carried out by the Governments of Bulgaria, Hungary, and Rumania, in the course of internal government administration with the aim of defense of democracy from the encroachments on the part of pro-fascist and other organizations of a similar nature, can allegedly be put in the category of questions provided for by Article 36 of the Peace Treaty with Bulgaria, Article 40 of the Peace Treaty with Hungary, and Article 38 of the Peace Treaty with Rumania.

As was pointed out in the note of the Soviet Government of 11 June last, these measures of the Bulgarian, Hungarian, and Rumanian Governments not only are not a violation of the Peace Treaties, but pursue aims provided for by those articles of the Peace Treaties mentioned above, which obligate the Governments of Bulgaria, Hungary, and Rumania to carry out measures for the dissolution of organizations of a fascist type and in the future not to permit the existence and

fasciste et à ne pas tolérer à l'avenir l'existence et l'activité d'organisations de cette nature qui ont pour but de priver le peuple de ses droits démocratiques.

En conséquence, toutes les allégations imputant à la Bulgarie, à la Hongrie et à la Roumanie des violations des traités de paix qui exigeraient un nouvel examen de ces questions conformément à la procédure établie pour l'examen des différends, ont un caractère artificiel et faussent le sens véritable des articles cités des traités de paix.

D'autre part, l'ambassade de l'Union des Républiques socialistes soviétiques estime nécessaire de faire observer que la note citée du secrétaire d'État, de même que la note du secrétaire d'État par intérim en date du 31 mai 1949, ne produit aucun argument nouveau en faveur de la convocation des réunions mentionnées.

Pour ces motifs, le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne voit aucune raison de modifier sa position telle qu'il l'a définie dans la note de l'ambassade de l'Union soviétique en date du 11 juin 1949.

---

*Annexe 22*

NOTE DE LA BULGARIE AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[Texte original en français]

27 juillet 1949.

Se référant à la note n° 225 du 31 mai 1949 de la légation des États-Unis d'Amérique, le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie estime indispensable de déclarer ce qui suit :

Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie considère comme injustifiée la décision du Gouvernement des États-Unis d'Amérique de recourir à la procédure prévue à l'article 36 du traité de paix en connexion avec l'application par la Bulgarie des dispositions de l'article 2 du même traité et cela d'autant plus que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique se trouvait déjà en possession de la réponse détaillée et motivée du Gouvernement bulgare, contenue dans sa note du 21 avril 1949.

Il est dit dans la note de l'honorable légation qu'il existe un différend entre les États-Unis d'Amérique et la Bulgarie en ce qui concerne l'application de l'article 2 du traité de paix, quoique du côté des États-Unis d'Amérique il n'ait pas été fait et n'ait pu être fait aucune contestation et objection au sujet de ce qui a été relevé dans la susdite note du ministère des Affaires étrangères du 21 avril 1949. Il est indiqué justement dans cette même note que la Constitution de la République populaire de Bulgarie, qui est entrée en vigueur le 6 décembre 1947, consacre et garantit aux citoyens bulgares, sans distinction de race, de nationalité, de culte, d'origine et de situation sociale, tous les droits et libertés, dont il est question à l'article 2 du traité de paix. Ainsi, en pleine concordance avec le traité de paix, la Constitution stipule :

« Article 71. — Tous les citoyens de la République populaire de Bulgarie sont égaux devant la loi.

activity of organizations of a similar nature directed against the democratic rights of the peoples.

Therefore, all references to violations of the Peace Treaties allegedly committed by Bulgaria, Hungary, and Rumania requiring the review of these questions in accordance with the procedure established for the review of disputes are artificial and misrepresent the actual sense of the articles of the reference Peace Treaties.

At the same time, the Embassy of the U.S.S.R. considers it necessary to remark that the reference note of the Secretary of State, as well as the note of the Acting Secretary of State of 31 May, 1949, does not contain any new argument in favour of the convocation of the mentioned meetings.

In view of what has been set forth above, the Soviet Government does not see any basis for review of its position which was communicated in the note of Embassy of the U.S.S.R. of 11 June, 1949.

---

*Annex 22*

BULGARIAN NOTE TO THE UNITED STATES

[Original text : French]

27 July, 1949.

Referring to note No. 225 of the United States Legation dated 31 May, 1949, the Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of Bulgaria considers the following statement indispensable :

The Government of the People's Republic of Bulgaria considers as unjustified the decision of the Government of the United States to resort to the procedure established by Article 36 of the Treaty of Peace in connexion with the execution by Bulgaria of the provisions of Article 2 of the same Treaty, particularly since the United States is already in possession of a detailed reply and statement of the Bulgarian Government contained in the note of 21 April, 1949.

The Honorable Legation's note states that a dispute exists between the United States of America and Bulgaria regarding the execution of Article 2 of the Peace Treaty although the United States has not made and is unable to make any contestation or objection to the points which have been brought out in the above-mentioned note of the Foreign Office dated 21 April, 1949. It is justly pointed out in the same note that the Constitution of the People's Republic of Bulgaria which entered into force on 6 December, 1947, consecrates and guarantees to Bulgarian citizens without distinction as to race, nationality, religion, origin or social position all the rights and liberties which are mentioned in Article 2 of the Treaty of Peace. Thus in full accordance with the Treaty of Peace the Constitution states :

*Article 71.*—All citizens of the People's Republic of Bulgaria are equal before the law.

N'est admis aucun privilège, fondé sur la nationalité, l'origine, la religion ou l'état de fortune.

Toute propagande de haine nationale, religieuse ou raciste est punie par la loi. »

« *Article 78.* — La liberté de conscience et de culte est garantie aux citoyens, ainsi que le libre exercice des rites religieux.

L'Église est séparée de l'État.

Une loi spéciale règle la situation juridique, les questions de la subsistance matérielle, ainsi que le droit de libre organisation intérieure et l'autonomie des différentes communautés religieuses.

Tout acte abusif tendant à faire de l'Église ou de la religion un instrument de politique, ainsi que la formation d'organisations politiques, sur base religieuse, sont interdits. »

« *Article 82.* — La liberté et l'inviolabilité de la personne sont garanties. Nul ne peut être détenu plus de quarante-huit heures sans décision des autorités judiciaires ou du procureur.

Les peines ne peuvent être imposées qu'en vertu des lois en vigueur.

Les peines sont personnelles et sont proportionnées aux infractions commises.

Les peines pour des infractions commises ne peuvent être imposées que par les tribunaux établis.

Tout accusé a droit à la défense. »

« *Article 87.* — Les citoyens bulgares ont le droit de fonder des sociétés, associations et organisations, à condition qu'elles ne soient pas dirigées contre l'ordre public et l'État et qu'elles ne se trouvent pas en contradiction avec la présente Constitution.

Sont poursuivies et punies par la loi la formation et la participation à des organisations qui se posent pour but de ravir ou de porter atteinte aux droits et aux libertés du peuple bulgare, conquis à la suite de l'insurrection populaire du 9 septembre 1944 et garantis par la présente Constitution, de menacer l'indépendance nationale et la souveraineté de l'État ou qui prêchent ouvertement ou clandestinement une idéologie fasciste et antidémocratique ou facilitent l'agression impérialiste. »

« *Article 88.* — La liberté de la presse, de la parole, des réunions, des meetings et des manifestations est garantie aux citoyens de la République populaire. »

Ces dispositions constitutionnelles bien claires ne laissent place à aucun différend en ce qui concerne l'application et l'interprétation de l'article 2 du traité de paix.

Mais l'honorable légation des États-Unis d'Amérique n'a ni contesté, ni pu contester également le point de vue du Gouvernement bulgare, à savoir que les cas concrets énumérés dans sa note, non seulement ne constituent aucune violation du traité de paix, mais, bien au contraire, rentrent dans le cadre même de l'application du traité de paix et plus spécialement de l'article 4 dudit traité, article qui, pour des considérations que le ministère ignore, a été passé sous silence dans la note de la légation des États-Unis d'Amérique. L'article 4 du traité de paix porte en effet :

No privileges based on nationality, origin, religion or material condition are recognized.

The propagation of racial, national or religious hatred is punishable by law."

" *Article 78.*—Citizens are guaranteed freedom of conscience and religion, as well as freedom of celebration of religious rites.

The Church is separate from the State.

Special legislation shall settle the legal status, questions of material maintenance and right to self-administration and self-government of religious communities.

Abuse of the Church and religion for political aims, as well as the formation of political organizations on a confessional basis is prohibited."

" *Article 82.*—The freedom and inviolability of the person are guaranteed. No one can be detained for more than forty-eight hours without order of the judicial organs or of the prosecutor.

Penalties are imposed only on the strength of existing laws.

Penalties are personal and commensurate to the offence.

Penalties for offences can be imposed only by the proper courts.

Defendants are entitled to legal assistance."

" *Article 87.*—Bulgarian citizens have the right to form societies, associations and organizations, provided same are not directed against public order and the State and are not in contradiction with the present Constitution.

The law prohibits and punishes the formation of and membership in organizations, having for aim to deprive or infringe the rights and freedoms of the Bulgarian people, won by conquest through the national uprising of 9 September, 1944, and guaranteed by the present Constitution, to threaten national independence and State sovereignty of the country, or which overtly or covertly advocate fascist and anti-democratic ideology or facilitate imperialist aggression."

" *Article 88.*—Citizens of the People's Republic are guaranteed freedom of press, speech, assembly, meetings and manifestations."

These perfectly clear constitutional provisions leave no room for any possible dispute in so far as concerns the execution and interpretation of Article 2 of the Treaty of Peace.

But the Honorable Legation of the United States of America has neither contested nor been able to contest the Bulgarian position, namely that the actual cases enumerated in its note not only do not constitute violations of the Treaty of Peace but much to the contrary they fall within the framework of the Peace Treaty execution itself and more especially of Article 4 of this Treaty which for reasons not known to the Foreign Office has been passed over in silence in the note of the Legation of the United States of America. Article 4 of the Treaty of Peace states :

« Article 4. — La Bulgarie qui, conformément à la Convention d'armistice, a pris des mesures en vue de dissoudre toutes les organisations politiques, militaires ou paramilitaires de caractère fasciste existant sur le territoire bulgare, ainsi que toutes autres organisations faisant une propagande hostile aux Nations Unies, s'engage à ne pas tolérer à l'avenir l'existence et l'activité d'organisations de cette nature qui ont pour but de priver le peuple de ses droits démocratiques. »

Cette obligation, découlant du traité de paix, se trouve incluse dans l'alinéa II de l'article 87 susmentionné de la Constitution de la République populaire de Bulgarie.

L'honorable légation n'a ni contesté, ni pu contester le point de vue du Gouvernement bulgare, à savoir que la question tant des différents procès par-devant les tribunaux bulgares, que des actes des organes administratifs et autres dans les différents cas, ne peut faire l'objet de discussion en connexion avec l'application du traité de paix, étant donné qu'une telle discussion constituerait, du point de vue des principes du droit international, du point de vue du texte et de l'esprit du traité de paix, ainsi que du point de vue des dispositions précises de l'article 2 de la Charte des Nations Unies, une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures de notre pays et porterait, ainsi, atteinte à sa souveraineté.

A l'égard de toutes ces questions, ainsi qu'en ce qui a trait aux autres points de vue du Gouvernement bulgare, en rapport avec l'application de l'article 2 du traité de paix, aucune discussion n'a été soulevée à leur endroit et encore moins il saurait être question de certains pourparlers qui auraient été menés en vue de régler un tel différend non existant. Dans la note de l'honorable légation il est fait, à tort, allusion à un différend, sans que l'objet et l'étendue de ce « différend » soient concrétisés.

Par conséquent, le Gouvernement bulgare considère que ni les faits requis, ni des motifs de procédure ne sont, en l'occurrence, en évidence pour permettre l'application de l'article 36 du traité de paix et estime les prétentions de la légation des États-Unis d'Amérique à l'effet de mettre en action la procédure prévue audit article 36 de ce traité comme non conformes aux dispositions du même traité et du droit international et les rejette catégoriquement.

Le ministère des Affaires étrangères saisit cette occasion, etc.

---

### Annexe 23

#### NOTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA HONGRIE

[Texte original en anglais]

1<sup>er</sup> août 1949.

La légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Hongrie et, conformément aux instructions de son Gouvernement, a l'honneur de se référer à la note de la légation en date du 31 mai 1949 relative au différend qui s'est

*“ Article 4.—Bulgaria, which in accordance with the Armistice Agreement has taken measures for dissolving all organizations of a fascist type on Bulgarian territory, whether political, military or para-military, as well as other organizations conducting propaganda hostile to the United Nations, shall not permit in future the existence and activities of organizations of that nature which have as their aim denial to the people of their democratic rights.”*

That obligation deriving from the Treaty of Peace is included in Part II of the above-mentioned Article 87 of the Constitution of the People's Republic of Bulgaria.

The Honourable Legation has neither contested nor been able to contest the position of the Bulgarian Government, namely that the question of the various proceedings before Bulgarian courts, the acts of administrative agencies and others in various cases cannot be made a subject of discussion in connexion with the execution of the Peace Treaty since, from the point of view of the principles of international law, the text and spirit of the Treaty as well as the exact provisions of Article 2 of the United Nations Charter, such a discussion would constitute an inadmissible interference in the internal affairs of our country and would be an infringement of its sovereignty.

In regard to all these questions as well as to the other views of the Bulgarian Government regarding the execution of Article 2 of the Treaty of Peace, no discussion has been undertaken and still less can it be said that discussions have been entered into for the settlement of a non-existent dispute. In the Honorable Legation's note there is wrongly made an allusion to a dispute without the subject and extent of this dispute being specified.

Consequently, the Bulgarian Government considers that there is evidence of neither the required facts nor a procedural basis in the case to permit the application of Article 36 of the Treaty of Peace and considers that the arguments of the Legation of the United States of America for setting in motion the procedure provided in the said Article 36 of this Treaty do not conform to the provisions of the Treaty itself and of international law and rejects them categorically.

---

*Annex 23*

UNITED STATES NOTE TO HUNGARY

[Original text : English]

1 August, 1949.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Hungary and, acting on instructions from the United States Government, has the honor to refer to the Legation's note of 31 May, 1949, regarding the dispute which has arisen

élevé au sujet de l'interprétation et de l'exécution de l'article 2 (3) du traité de paix.

L'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques n'a pas répondu à la lettre du ministre des États-Unis d'Amérique en date du 31 mai, dont copie était jointe à la note précitée de la légation en date du même jour, et dans laquelle le ministre proposait de soumettre ce différend à l'examen des trois chefs de mission, conformément aux termes de l'article 40 du traité de paix. Malgré les dispositions de ce traité, le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait connaître au Gouvernement des États-Unis d'Amérique qu'il ne voyait pas de raison de convoquer à cette fin les trois chefs de mission, et il n'a pas jugé bon d'autoriser son ambassadeur à se joindre à ses collègues des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni pour examiner le différend. Deux mois se sont écoulés depuis que l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a été invité à rencontrer ses collègues à ce sujet, mais aucune réunion n'a encore eu lieu et le différend n'est toujours pas réglé.

Aux termes de l'article 40 du traité, tout différend de cette nature que les trois chefs de mission n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers.

Dans ces conditions, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique demande que le différend soit soumis à une Commission constituée conformément aux dispositions de l'article 40 du traité de paix. En conséquence, il a donné pour instructions à sa légation d'inviter le Gouvernement de la Hongrie à se concerter avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue de désigner une Commission de ce genre.

---

#### *Annexe 24*

#### NOTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA BULGARIE

[Texte original en anglais]

1<sup>er</sup> août 1949.

La légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Bulgarie et, conformément aux instructions de son Gouvernement, a l'honneur de se référer à la note de la légation en date du 31 mai 1949 relative au différend qui s'est élevé au sujet de l'interprétation et de l'exécution de l'article 2 (3) du traité de paix.

L'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques n'a pas répondu à la lettre du ministre des États-Unis d'Amérique en date du 31 mai, dont copie était jointe à la note précitée de la légation en date du même jour et dans laquelle le ministre proposait de soumettre ce différend à l'examen des trois chefs de mission, conformément aux termes de l'article 36 du traité de paix. Malgré les dispositions de ce traité, le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviéti-

concerning the interpretation and execution of Article 2(3) of the Treaty of Peace.

The Soviet Ambassador has made no reply to the letter of the United States Minister under date of 31 May, a copy of which was attached to the Legation's above-mentioned note of the same date, proposing consideration of this dispute by the three Heads of Mission in accordance with Article 40 of the Treaty of Peace. The Soviet Government, in spite of the provisions of the Treaty, has informed the United States Government that it does not see any grounds for a convocation of the three Heads of Mission for this purpose and has not seen fit to authorize its Ambassador to join his United States and British colleagues in considering the dispute. Although two months have elapsed since the Soviet Ambassador was invited to meet for this purpose, no meeting has taken place and the dispute remains unresolved.

Article 40 of the Treaty provides that any dispute of this kind which is not resolved by the three Heads of Mission within a period of two months shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country.

The United States Government in the circumstances, requests that the dispute be referred to a Commission to be constituted in accordance with the provisions of Article 40 of the Treaty of Peace. Accordingly, the Legation of the United States has been instructed to ask the Hungarian Government to join the United States Government in appointing such a Commission.

---

*Annex 24*

UNITED STATES NOTE TO BULGARIA

[Original text : English]

1 August, 1949.

The Legation of the United States of America present its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Bulgaria and, acting on instructions from the United States Government, has the honor to refer to the Legation's note of 31 May, 1949, regarding the dispute which has arisen concerning the interpretation and execution of Article 2(3) of the Treaty of Peace.

The Soviet Ambassador has made no reply to the letter of the United States Minister under date of 31 May, a copy of which was attached to the Legation's above-mentioned note of the same date, proposing consideration of this dispute by the three Heads of Mission in accordance with Article 36 of the Treaty of Peace. The Soviet Government, in spite of the provisions of the Treaty, has informed the United States Government that it does not see any grounds for a convocation of the three

ques a fait connaître au Gouvernement des États-Unis d'Amérique qu'il ne voyait pas de raison de convoquer à cette fin les trois chefs de mission, et il n'a pas jugé bon d'autoriser son ambassadeur à se joindre à ses collègues des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni pour examiner le différend. Deux mois se sont écoulés depuis que l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a été invité à rencontrer ses collègues à ce sujet, mais aucune réunion n'a encore eu lieu et le différend n'est toujours pas réglé.

A ce propos, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a également pris connaissance des vues exprimées par le Gouvernement de la Bulgarie dans sa note n° 23-50-1 du 27 juillet, mais il estime que les observations du Gouvernement de la Bulgarie tendent à confirmer, et non à démentir, l'existence d'un différend.

Aux termes de l'article 36 du traité, tout différend de cette nature que les trois chefs de mission n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers.

Dans ces conditions, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique demande que le différend soit soumis à une Commission constituée conformément aux dispositions de l'article 36 du traité de paix. En conséquence, il a donné pour instructions à la légation d'inviter le Gouvernement de la Bulgarie à se concerter avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue de désigner, une Commission de ce genre.

### *Annexe 25*

#### NOTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA ROUMANIE

[Texte original en anglais]

1<sup>er</sup> août 1949.

La légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Roumanie et, conformément aux instructions de son Gouvernement, a l'honneur de se référer à la note de la légation en date du 31 mai 1949 relative au différend qui s'est élevé au sujet de l'interprétation et de l'exécution de l'article 2 (3) du traité de paix.

L'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques n'a pas répondu à la lettre du ministre des États-Unis d'Amérique en date du 31 mai, dont copie était jointe à la note précitée de la légation en date du même jour, dans laquelle le ministre proposait de soumettre ce différend à l'examen des trois chefs de mission, conformément aux termes de l'article 38 du traité de paix. Malgré les dispositions de ce traité, le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait connaître au Gouvernement des États-Unis d'Amérique qu'il ne voyait pas de raison de convoquer à cette fin les trois chefs de mission, et il n'a pas jugé bon d'autoriser son ambassadeur à se joindre à ses collègues des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni de Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord pour examiner le différend.

Heads of Mission for this purpose and has not seen fit to authorize its Ambassador to join his United States and British colleagues in considering the dispute. Although two months have elapsed since the Soviet Ambassador was invited to meet for this purpose, no meeting has taken place and the dispute remains unresolved.

In this connexion the Government of the United States has also taken cognizance of the views expressed by the Bulgarian Government in its note No. 23-50-1 of 27 July but is of the opinion that the points raised by the Bulgarian Government tend to confirm rather than deny that a dispute exists.

Article 36 of the Treaty provides that any dispute of this kind which is not resolved by the three Heads of Mission within a period of two months shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country.

The United States Government, in the circumstances, requests that the dispute be referred to a Commission to be constituted in accordance with the provisions of Article 36 of the Treaty of Peace. Accordingly, the Legation of the United States has been instructed to ask the Bulgarian Government to join the United States Government in appointing such a Commission.

---

*Annex 25*

UNITED STATES NOTE TO RUMANIA

[Original text : English]

1 August, 1949.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Rumania and, acting on instructions from the United States Government, has the honor to refer to the Legation's note of 31 May, 1949, regarding the dispute which has arisen concerning the interpretation and execution of Article 2(3) of the Treaty of Peace.

The Soviet Ambassador has made no reply to the letter of the United States Minister under date of 31 May a copy of which was attached to the Legation's above-mentioned note of the same date, proposing consideration of this dispute by the three Heads of Mission in accordance with Article 38 of the Treaty of Peace. The Soviet Government, in spite of the provisions of the Treaty, has informed the United States Government that it does not see any grounds for a convocation of the three Heads of Mission for this purpose and has not seen fit to authorize its Ambassador to join his United States and British colleagues in considering the dispute. Although two months have elapsed since the Soviet Ambassador was invited to meet for this purpose, no meeting has taken place and the dispute remains unresolved.

Deux mois se sont écoulés depuis que l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a été invité à rencontrer ses collègues à ce sujet, mais aucune réunion n'a encore eu lieu et le différend n'est toujours pas réglé.

Aux termes de l'article 38 du traité, tout différend de cette nature que les trois chefs de mission n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers.

Dans ces conditions, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique demande que le différend soit soumis à une Commission constituée conformément aux dispositions de l'article 38 du traité de paix. En conséquence, il a donné pour instructions à la légation d'inviter le Gouvernement de la Roumanie à se concerter avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue de désigner une Commission de ce genre.

---

*Annexe 26*

NOTE DE LA HONGRIE AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[Texte original en anglais]

26 août 1949.

Le ministère des Affaires étrangères de Hongrie présente ses compliments à la légation des États-Unis d'Amérique à Budapest et à l'honneur, au nom du Gouvernement hongrois, de faire la communication ci-après au sujet de la note n° 502 de la légation.

Le Gouvernement hongrois s'est conformé et se conforme fidèlement aux dispositions du traité de paix. A plusieurs reprises, il l'a fait connaître sans équivoque au Gouvernement des États-Unis d'Amérique, dans ses notes nos 493/1949 et 2672/1949.

Se référant à l'article 40 du traité de paix, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, dans sa note, invite le Gouvernement hongrois à envoyer un représentant à la Commission dont la constitution est prévue aux termes de cet article. Cependant, comme la légation l'a souligné dans sa note, l'article 40 ne prévoit la convocation de cette Commission que dans le cas d'un « différend » relatif à l'interprétation et à l'exécution du traité de paix. Or, il est manifeste qu'il ne peut être question de « différend », puisque, comme il ressort des notes ci-dessus mentionnées du ministère des Affaires étrangères de Hongrie, le Gouvernement hongrois a consciencieusement rempli les obligations qui lui incombent aux termes du traité de paix.

Étant donné que le traité de paix a explicitement reconnu la souveraineté de la Hongrie et, en même temps, a fait une obligation au Gouvernement hongrois de prendre les mesures appropriées en ce qui concerne les menées de caractère fasciste, le ministère des Affaires étrangères de Hongrie constate avec surprise que, dans leur note, les États-Unis d'Amérique cherchent matière à différend dans les mesures de cette

Article 38 of the Treaty provides that any dispute of this kind which is not resolved by the three Heads of Mission within a period of two months shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country.

The United States Government, in the circumstances, requests that the dispute be referred to a Commission to be constituted in accordance with the provisions of Article 38 of the Treaty of Peace. Accordingly, the Legation of the United States has been instructed to ask the Romanian Government to join the United States Government in appointing such a Commission.

---

*Annex 26*

HUNGARIAN NOTE TO THE UNITED STATES

[Original text : English]

26 August, 1949.

The Hungarian Ministry for Foreign Affairs presents its compliments to the Legation of the United States of America in Budapest and with reference to the Legation's note No. 502 in the name of its Government has the honour to state the following :

The Hungarian Government consequently fulfilled and fulfils the provisions of the Peace Treaty. The Hungarian Government has in a manner leaving no doubts brought this to the notice of the Government of the United States of America several times in its notes Nos. 493/1949 and 2672/1949.

Referring to Article 40 of the Peace Treaty the Government of the United States of America in its note invites the Hungarian Government to send its representative in the Commission to be set up in the terms of this paragraph. However, as it is stressed in the Legation's note, paragraph 40 stipulates that the Commission be delegated only in case of a "dispute" concerning the interpretation and carrying out of the Peace Treaty. There can be no question, however, about such a "dispute"—because—as it can clearly be seen in the enumerated notes of the Hungarian Ministry for Foreign Affairs—the Hungarian Government has exactly fulfilled its obligations assumed in the Peace Treaty.

With the view that the Peace Treaty explicitly recognized Hungary's sovereignty and, at the same time, made it obligatory to the Hungarian Government to take proper measures against tendencies of fascist character, the Hungarian Ministry for Foreign Affairs expresses its surprise upon the fact that the note of the United States of America wishes to make a matter of dispute out of such measures taken by the

nature prises par le Gouvernement hongrois, qui relèvent exclusivement de la juridiction intérieure de l'État hongrois souverain et qui découlent directement de l'exécution du traité de paix.

C'est pourquoi le Gouvernement hongrois ne peut voir dans la note du Gouvernement des États-Unis d'Amérique qu'une nouvelle tentative en vue d'intervenir dans les affaires intérieures de la République populaire hongroise. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique désire manifestement exercer une pression sur la Hongrie afin d'amener son Gouvernement à subordonner sa politique aux fins que poursuit le Gouvernement des États-Unis. Le Gouvernement hongrois n'est pas disposé à agir ainsi et déclare catégoriquement qu'il continuera à maintenir sans défaillance l'orientation démocratique de sa politique visant à la défense de la paix.

Pour ces motifs, le Gouvernement de Hongrie rejette, comme attentatoire à la souveraineté de la République populaire hongroise, la note que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique lui a transmise par l'intermédiaire de sa légation, et déclare que la Hongrie, ne voyant aucun motif ni aucune raison qui justifie la constitution de la Commission mentionnée à l'article 40 du traité de paix, ne participera pas aux travaux de cette Commission.

Le ministère des Affaires étrangères de Hongrie saisit cette occasion, etc.

---

*Annexe 27*

NOTE DE LA BULGARIE AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

*Note verbale*

[Texte original en français]

1<sup>er</sup> septembre 1949.

En réponse à la note du 1<sup>er</sup> août 1949 de l'honorable légation des États-Unis d'Amérique à Sofia, le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie doit constater, avec regret, que le Gouvernement des États-Unis n'a fait preuve d'aucun désir d'examiner les considérations que le Gouvernement bulgare a exposées dans ses notes nos 21088/44/I et 230/50/I des 21 avril et 27 juillet 1949.

En complément de ce qui a été relevé dans les notes précédentes, le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie est chargé par son Gouvernement de déclarer ce qui suit :

Le Gouvernement bulgare estime que l'invitation qui lui a été faite de participer à la Commission prévue à l'article 36 du traité de paix est complètement injustifiée. Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie a toujours exécuté et continue à exécuter les engagements qui lui incombent de par le traité de paix. C'est avec surprise qu'il accueille les accusations du Gouvernement des États-Unis au sujet de questions à l'égard desquelles le Gouvernement bulgare a déployé de grands efforts et a obtenu à leur endroit les meilleurs résultats et notamment en ce qui concerne la démocratisation du pays et la sauvegarde des droits et des libertés des citoyens bulgares.

Hungarian Government which exclusively belong to the internal affairs of the sovereign Hungarian State and which directly follow from the consequent carrying out of the Peace Treaty.

After all this the Hungarian Government can give no other interpretation to the note of the Government of the United States of America than its being a repeated attempt to interfere with the internal affairs of the Hungarian People's Republic. The Government of the United States of America obviously wishes to impose a pressure on Hungary to induce the Hungarian Government to subordinate its policy to the endeavors of the Government of the United States of America. The Hungarian Government is not willing to do so and categorically states that it will continue maintaining the consistently democratic trend of its policy aiming at the defense of peace.

In view of the above said, the Hungarian Government rejects the note of the Government of the United States of America transmitted through its Legation as offending the sovereignty of the Hungarian People's Republic and states that Hungary considers the setting up of a Commission with reference to Article 40 of the Peace Treaty groundless and purposeless and consequently will not participate in it.

The Hungarian Ministry for Foreign Affairs avails itself of this opportunity etc.

---

*Annex 27*

BULGARIAN NOTE TO THE UNITED STATES

*Note verbale*

[Original text : French]

1 September, 1949.

In reply to the note of the Honorable Legation of the United States of America in Sofia of 1 August, 1949, the Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of Bulgaria is obliged to note with regret that the Government of the United States has evidenced no desire to examine the considerations which the Bulgarian Government set forth in its notes Nos. 21088/44/I and 230/50/I of 21 April and 27 July, 1949, respectively.

Supplementing that which was set forth in its preceding notes, the Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of Bulgaria is instructed by its Government to state the following :

The Bulgarian Government is of the opinion that the invitation which has been extended to it to participate in the Commission provided for in Article 36 of the Peace Treaty is completely unjustified. The Government of the People's Republic of Bulgaria has always fulfilled and continues to fulfil the obligations which are incumbent on it under the Peace Treaty. It receives with surprise the accusations of the Government of the United States pertaining to matters with respect to which the Bulgarian Government has put forth great efforts and has achieved therein the best results especially as regards the democratization of the country and the safeguarding of the rights and liberties of Bulgarian citizens.

Les actes accomplis par le Gouvernement bulgare en exécution de ses engagements découlant de l'article 4 du traité de paix ne sauraient être qualifiés de violation du même traité.

Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie maintient son point de vue, à savoir qu'on ne se trouve pas en présence d'un différend au sens de l'article 36 du traité de paix — différend susceptible d'être soumis à un examen et de recevoir une solution d'après l'ordre prévu dans le même texte. La teneur des notes adressées par l'honorable légation en rapport avec la prétendue violation de l'article 2 et les réponses du ministère auxdites notes ne font pas ressortir un objet défini de différend. Dans ces notes le Gouvernement des États-Unis n'a fait qu'exprimer son opinion unilatérale et porter un jugement, ne répondant pas à la réalité, sur le régime de la démocratie populaire en Bulgarie.

Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie ne saurait interpréter autrement le « différend », que le Gouvernement des États-Unis s'efforce de créer artificiellement, que comme une tentative d'intervention dans les affaires intérieures de la Bulgarie et de pression sur le Gouvernement bulgare, afin de déterminer un changement de sa politique dans le sens désiré par le Gouvernement des États-Unis. Ces tentatives constituent une violation de la souveraineté de la Bulgarie et se trouvent être en contradiction flagrante avec les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies, ainsi qu'avec l'esprit du traité de paix.

En raison de toutes ces considérations, le Gouvernement bulgare ne peut accepter l'invitation qui lui a été adressée en vue de la constitution de la Commission prévue à l'article 36 du traité de paix.

Le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie saisit cette occasion, etc.

---

*Annexe 28*

NOTE DE LA ROUMANIE AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

*Note verbale*

[Texte original en roumain]

2 septembre 1949.

Le ministère des Affaires étrangères présente ses compliments à la légation des États-Unis d'Amérique, et, se référant à la note n° 687 en date du 1<sup>er</sup> août, relative à l'interprétation et à l'exécution des dispositions de l'article 3 du traité de paix ainsi qu'à l'application de l'article 38 dudit traité, a l'honneur, au nom du Gouvernement de la République populaire de Roumanie, de lui faire la communication suivante :

Dans sa note du 18 avril 1949, le Gouvernement de la République populaire de Roumanie a montré que les lois de la République populaire de Roumanie garantissent l'application rigoureuse des dispositions de l'article 3 du traité de paix et l'exécution des obligations assumées aux termes dudit traité.

Le régime de la démocratie populaire assure au peuple la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La Constitution

The actions effected by the Bulgarian Government in execution of its obligations deriving from Article 4 of the Peace Treaty could not be described as violations of this Treaty.

The Government of the People's Republic of Bulgaria maintains its point of view, i.e. that we are not faced with a dispute in the sense of Article 36 of the Peace Treaty, a dispute capable of being submitted to investigation and of being resolved in accordance with the procedure provided for in the said text. The tenor of the notes addressed by the Honorable Legation in connexion with the pretended violation of Article 2 and the replies of the Ministry to those notes do not bring forth any definite object of dispute. In its notes the Government of the United States has merely expressed its unilateral opinion and pronounced a judgment not corresponding to reality on the régime of the people's democracy in Bulgaria.

The Government of the People's Republic of Bulgaria would be unable otherwise to interpret the "dispute" which the Government of the United States is trying artificially to create except as an attempt at intervention in the internal affairs of Bulgaria and pressure on the Bulgarian Government in order to bring about a change in its policy in the direction desired by the Government of the United States. These attempts are in violation of the sovereignty of Bulgaria and in flagrant contradiction with the fundamental principles of the Charter of the United Nations as well as with the spirit of the Peace Treaty.

In view of all these considerations, the Bulgarian Government cannot accept the invitation which has been addressed to it with a view to the constitution of the Commission provided for in Article 36 of the Peace Treaty.

The Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of Bulgaria takes this occasion, etc.

---

*Annex 28*

ROMANIAN NOTE TO THE UNITED STATES

*Note verbale*

[Original text : Romanian]

2 September, 1949.

The Ministry for Foreign Affairs presents its compliments to the Legation of the United States and with reference to note No. 687 of 1 August concerning the interpretation and execution of Article 3 of the Treaty of Peace and the application of Article 38 of the Treaty of Peace, has the honor to communicate to it on behalf of the Government of the Rumanian People's Republic the following :

The Government of the Rumanian People's Republic has shown in its note of 18 April, 1949, that the laws of the Rumanian People's Republic guarantee the strict application of the provisions of Article 3 of the Treaty and of the obligations assumed in conformity with the Treaty of Peace.

The régime of people's democracy assures to the people human rights and fundamental freedoms. The Constitution of the Rumanian People's

de la République populaire de Roumanie garantit la liberté de réunion et de manifestation et la liberté de la parole et de la presse, assure la liberté du culte et interdit, sous peine des sanctions prévues par la loi, les mesures discriminatoires fondées sur la race ou la religion ; elle garantit l'entière égalité de droits entre la femme et l'homme.

Les libertés fondamentales et les droits de l'homme sont assurés dans la pratique par la mise à la disposition des travailleurs de lieux de réunion, d'imprimeries et de papier-journal. Les communautés religieuses possèdent les biens et les locaux nécessaires à l'exercice des pratiques religieuses.

Les progrès continus réalisés dans le domaine de l'économie nationale, préservée du fléau de la crise et du chômage, le relèvement du niveau de vie des travailleurs et le développement de leur culture constituent le fondement matériel et moral qui permet au peuple de jouir pleinement des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Devant cette situation, le Gouvernement de la République populaire de Roumanie estime que les affirmations contenues dans les notes de la légation des États-Unis d'Amérique n° 627 en date du 31 mai 1949 et n° 687 en date du 1<sup>er</sup> août 1949, relatives à l'interprétation et à l'exécution des dispositions du traité de paix, ne correspondent pas à la réalité.

C'est pourquoi le Gouvernement de la République populaire de Roumanie estime qu'il n'y a pas de raison d'invoquer l'article 38 du traité de paix.

Le Gouvernement de la République populaire de Roumanie constate que le Gouvernement des États-Unis persiste à s'efforcer d'empêcher le Gouvernement de la Roumanie d'exécuter les dispositions de l'article 5 du traité de paix et soulève un différend à propos des mesures que le Gouvernement de la Roumanie a prises contre les derniers tenants du fascisme ainsi que des jugements rendus par les tribunaux de la République populaire de Roumanie contre les espions et les saboteurs travaillant pour les services d'espionnage étrangers, toutes mesures qui sont conformes aux dispositions du traité de paix et relèvent entièrement de la juridiction intérieure de la République populaire de Roumanie en tant qu'État souverain.

Ces tentatives persistantes du Gouvernement des États-Unis d'Amérique montrent clairement que ce Gouvernement a tendance à s'immiscer dans les affaires intérieures de la République populaire de Roumanie et à se servir des articles du traité de paix comme d'un prétexte pour exercer une pression visant à donner à la politique du Gouvernement de la Roumanie une orientation favorable aux intérêts des Gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne, et contraire à la volonté et aux intérêts du peuple roumain.

C'est pourquoi le Gouvernement de la République populaire de Roumanie repousse, comme entièrement privée de fondement, la demande que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a formulée dans sa note du 1<sup>er</sup> août 1949.

---

Republic guarantees freedom of public meetings and demonstrations, of speech and of the press, assures freedom of religion, and forbids racial and religious discrimination, which is punished by law; women enjoy full and equal rights.

The fundamental freedoms and human rights are carried out in practice by placing meeting places, printing facilities and paper at the disposal of those who work. Religious communities possess the properties and premises necessary for the practice of their religion.

The continuous progress of the national economy, protected from the scourge of depression and unemployment, the increase of the standard of living of those who work, and the improvement of their cultural level assure the material and moral basis which permits the people to make full use of the human rights and fundamental freedoms.

In view of these facts the Government of the Rumanian People's Republic considers that the affirmations included in the United States Legation's notes Nos. 627 of 31 May, 1949, and 687 of 1 August, 1949, regarding the interpretation and execution of the Treaty of Peace do not correspond to reality.

Consequently, the Government of the Rumanian People's Republic considers that there are no reasons to invoke Article 38 of the Treaty of Peace.

The Government of the Rumanian People's Republic finds that the Government of the United States persists in its attempt to prevent the application of Article 5 of the Treaty of Peace by the Government of the Rumanian People's Republic and makes the subject of dispute the measures taken by the Rumanian Government against fascist remnants, as well as the sentences given by the courts of the Rumanian People's Republic against the spies and saboteurs in the service of foreign espionage services, measures which correspond to the provisions of the Treaty of Peace, and which fall entirely within the jurisdiction of the internal courts of the Rumanian People's Republic as a sovereign State.

In these persistent attempts of the Government of the United States is shown clearly that Government's tendency to interfere in the internal affairs of the Rumanian People's Republic and to attempt to use the articles of the Treaty of Peace as a pretext to exercise pressure with the object of changing the policy of the Rumanian Government in a direction favorable to the interests of the Governments of the United States and Great Britain and against the will and the interests of the Rumanian People.

For these reasons, the Government of the Rumanian People's Republic rejects as completely unfounded the request of the United States Government expressed in its note of 1 August, 1949.

---

*Annexe 29*

## NOTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA HONGRIE

[Texte original en anglais]

19 septembre 1949.

La légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Hongrie et, conformément aux instructions de son Gouvernement, a l'honneur de se référer à la note de la légation en date du 1<sup>er</sup> août 1949 et à la réponse du ministère des Affaires étrangères en date du 26 août 1949, touchant la création d'une Commission en vue de régler le différend qui s'est élevé au sujet de l'interprétation et de l'exécution de l'article 2 du traité de paix.

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique estime que le Gouvernement de la Hongrie n'est pas fondé à déclarer de façon unilatérale qu'il n'existe pas de différend au sujet de l'exécution par la Hongrie des dispositions de l'article 2 du traité de paix. Comme le Gouvernement des États-Unis d'Amérique n'interprète pas de la même façon que la Hongrie la conduite du Gouvernement hongrois en ce qui concerne les obligations que le traité lui impose au sujet des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'existence d'un différend est manifeste. Aux yeux du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le refus du Gouvernement de la Hongrie de se conformer aux dispositions de l'article 40 du traité de paix en ce qui concerne la création d'une Commission en vue de régler ce différend constitue un nouveau manquement grave aux obligations qui découlent du traité.

Selon les allégations présentées par le Gouvernement de la Hongrie dans sa note du 26 août 1949, c'est en exécution des obligations qui lui incombent aux termes de l'article 4 du traité que la Hongrie a pris les mesures contre lesquelles s'est élevé le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ; mais ce sont là des prétextes bien fragiles qui ne résisteront pas à l'examen, surtout si l'on pense que les droits de l'homme et les libertés fondamentales ont été systématiquement supprimés en Hongrie. Il est évident que l'article 4 n'a pas pour but de fournir au Gouvernement de la Hongrie la possibilité de se retrancher derrière ses clauses pour éliminer toute opposition à la domination totalitaire d'une minorité ou pour supprimer les libertés fondamentales énumérées à l'article 2. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ne saurait accepter que le Gouvernement de la Hongrie s'arroge le droit exclusif de juger ses propres actes en ce qui concerne les obligations que lui impose le traité. De plus, il est clair que l'article 40 du traité de paix serait dénué de signification et sans objet si le Gouvernement de la Hongrie était le seul arbitre de la façon dont il s'acquitte des obligations internationales qu'il a assumées aux termes du traité.

Quant à la déclaration du Gouvernement de la Hongrie suivant laquelle le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, en invoquant le traité de paix, porte atteinte à la souveraineté de la Hongrie, il est évident que la souveraineté de ce pays se trouve limitée par les obligations internationales qui lui incombent incontestablement. De par les questions mêmes dont ils traitent, les articles 2 et 40 du traité de paix imposent à la Hongrie des obligations internationales. Par conséquent,

*Annex 29*

## UNITED STATES NOTE TO HUNGARY

[Original text: English]

19 September, 1949.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Hungary and has the honor, acting on instructions from the United States Government, to refer to the Legation's note of 1 August, 1949, and to the reply of the Ministry of Foreign Affairs dated 26 August, 1949, concerning the establishment of a Commission for the resolution of the dispute which has arisen with respect to the interpretation and execution of Article 2 of the Treaty of Peace.

The United States Government considers that the Hungarian Government has no grounds for declaring unilaterally that a dispute over Hungary's execution of Article 2 of the Peace Treaty does not exist. Since the interpretation placed by the United States Government on the acts of the Hungarian Government with reference to the latter's Treaty obligations respecting human rights and freedoms does not correspond with the interpretation advanced by the Hungarian Government, the existence of a dispute is self-evident. In the view of the United States Government, refusal by the Hungarian Government to comply with the provisions of Article 40 of the Treaty of Peace, relating to the establishment of a Commission to reach a decision on that dispute, constitutes a serious new breach of Treaty obligations.

The excuse made by the Hungarian Government in its note of 26 August, 1949, that its actions which have been called into question by the United States Government have been taken in execution of Hungary's obligations under Article 4 of the Treaty is a flimsy pretext that will not stand examination in the light of the systematic suppression of human rights and freedoms in Hungary. It is patently not the intent of Article 4 that its provisions should be utilized by the Hungarian Government as a cloak for the elimination of all opposition to the totalitarian rule of a minority or for the denial of fundamental freedoms specified in Article 2. The United States Government does not acquiesce in the Hungarian Government's arrogation to itself of the exclusive right to judge its own actions in relation to Peace Treaty obligations. It is clear, moreover, that Article 40 of the Treaty of Peace would be without meaning and purpose if the Hungarian Government were the sole arbiter of its execution of international obligations under the Treaty.

As regards the intimation of the Hungarian Government that its sovereignty is impugned by the action of the United States Government in invoking the Treaty of Peace, it is manifest that the sovereignty of Hungary is limited by Hungary's clear international obligations. The matters dealt with in Article 2 and Article 40 of the Peace Treaty impose international obligations on Hungary. Accordingly, the invocation by the United States, a signatory of the Treaty of Peace, of specific

on ne saurait aucunement considérer comme une intervention injustifiée dans les affaires intérieures de la Hongrie le fait que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, un des signataires du traité de paix, invoque la procédure spécifiquement prévue dans le traité, afin de régler un différend qui met en cause la façon dont la Hongrie s'acquitte des obligations qui lui incombent aux termes de ce traité.

Dans le refus persistant du Gouvernement de la Hongrie de participer à la création d'une Commission en vue de régler le différend actuel, — procédure expressément prévue à l'article 40 du traité de paix — les États-Unis d'Amérique ne peuvent voir qu'une nouvelle violation délibérée des obligations internationales du Gouvernement de la Hongrie, ainsi qu'une preuve du manque de bonne foi de ce Gouvernement. C'est pourquoi la légation a reçu pour instructions de porter à la connaissance du Gouvernement de la Hongrie que son attitude récalcitrante à cet égard ne peut en aucune façon influencer sur celle du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, qui est résolu à recourir à toutes les mesures appropriées pour faire en sorte que le Gouvernement de la Hongrie se conforme aux obligations que lui imposent l'article 2 du traité de paix en ce qui concerne les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et l'article 40 en ce qui concerne la procédure de règlement des différends auxquels peuvent donner lieu l'interprétation et l'exécution de ce traité.

---

*Annexe 30*

NOTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA BULGARIE

[Texte original en anglais]

19 septembre 1949.

La légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Bulgarie et, conformément aux instructions de son Gouvernement, a l'honneur de se référer à la note de la légation en date du 1<sup>er</sup> août 1949 et à la réponse du ministère des Affaires étrangères en date du 1<sup>er</sup> septembre 1949 touchant la création d'une Commission en vue de régler le différend qui s'est élevé au sujet de l'interprétation et de l'exécution de l'article 2 du traité de paix.

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique estime que le Gouvernement de la Bulgarie n'est pas fondé à déclarer de façon unilatérale qu'il n'existe pas de différend au sujet de l'exécution par la Bulgarie des dispositions de l'article 2 du traité de paix. Comme le Gouvernement des États-Unis d'Amérique n'interprète pas de la même façon que la Bulgarie la conduite du Gouvernement bulgare en ce qui concerne les obligations que le traité lui impose au sujet des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'existence d'un différend est manifeste. Aux yeux du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le refus du Gouvernement de la Bulgarie de se conformer aux dispositions de l'article 36 du traité de paix en ce qui concerne la création d'une Commission en vue de régler ce différend constitue un nouveau manquement grave aux obligations qui découlent du traité.

treaty procedures for the settlement of a dispute involving Hungary's execution of its Treaty obligations can in no sense be regarded as unwarranted intervention in the internal affairs of Hungary.

Continued refusal by the Hungarian Government to join in the establishment of a Commission for the resolution of the existing dispute—a procedure expressly stipulated by Article 40 of the Peace Treaty—can only be regarded by the United States Government as a further deliberate violation of international obligations and as demonstrative of a lack of good faith on the part of the Hungarian Government. In these circumstances, the Legation is instructed to inform the Hungarian Government that its recalcitrant attitude in this matter can in no way affect the determination of the United States Government to have recourse to all appropriate measures for securing the compliance by the Hungarian Government with its obligations under Article 2 of the Peace Treaty respecting human rights and the fundamental freedoms and under Article 40 respecting the procedure for dealing with disputes arising over the interpretation and execution of the Treaty of Peace.

---

*Annex 30*

UNITED STATES NOTE TO BULGARIA

[Original text: English]

19 September, 1949.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Bulgaria and has the honor, acting on instructions from the United States Government, to refer to the Legation's note of 1 August, 1949, and to the reply of the Ministry of Foreign Affairs dated 1 September, 1949, concerning the establishment of a Commission for the resolution of the dispute which has arisen with respect to the interpretation and execution of Article 2 of the Treaty of Peace.

The United States Government considers that the Bulgarian Government has no grounds for declaring unilaterally that a dispute over Bulgaria's execution of Article 2 of the Peace Treaty does not exist. Since the interpretation placed by the United States Government on the acts of the Bulgarian Government with reference to the latter's Treaty obligations respecting human rights and freedoms does not correspond with the interpretation advanced by the Bulgarian Government, the existence of a dispute is self-evident. In the view of the United States Government, refusal by the Bulgarian Government to comply with the provisions of Article 36 of the Treaty of Peace, relating to the establishment of a Commission to reach a decision on that dispute, constitutes a serious new breach of Treaty obligations.

Selon les allégations présentées par le Gouvernement de la Bulgarie dans sa note du 1<sup>er</sup> septembre 1949, c'est en exécution des obligations qui lui incombent aux termes de l'article 4 du traité que la Bulgarie a pris les mesures contre lesquelles s'est élevé le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ; mais ce sont là des prétextes bien fragiles qui ne résisteront pas à l'examen critique, surtout si l'on pense que les droits de l'homme et les libertés fondamentales ont été systématiquement supprimés en Bulgarie. Il est évident que l'article 4 n'a pas pour but de fournir au Gouvernement de la Bulgarie la possibilité de se retrancher derrière ses clauses pour éliminer toute opposition à la domination totalitaire d'une minorité ou pour supprimer les libertés fondamentales énumérées à l'article 2. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ne saurait accepter que le Gouvernement de la Bulgarie s'arroge le droit exclusif de juger ses propres actes en ce qui concerne les obligations que lui impose le traité. De plus, il est clair que l'article 36 du traité de paix serait dénué de signification et sans objet si le Gouvernement de la Bulgarie était le seul arbitre de la façon dont il s'acquitte des obligations internationales qu'il a assumées aux termes du traité.

Quant à la déclaration du Gouvernement de la Bulgarie suivant laquelle le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, en invoquant le traité de paix, porte atteinte à la souveraineté de la Bulgarie, il est évident que la souveraineté de ce pays se trouve limitée par les obligations internationales qui lui incombent incontestablement. De par les questions mêmes dont ils traitent, les articles 2 et 36 du traité de paix imposent à la Bulgarie des obligations internationales. Par conséquent, on ne saurait aucunement considérer comme une intervention injustifiée dans les affaires intérieures de la Bulgarie le fait que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, un des signataires du traité de paix, invoque la procédure spécifiquement prévue dans le traité, afin de régler un différend qui met en cause la façon dont la Bulgarie s'acquitte des obligations qui lui incombent aux termes de ce traité.

Dans le refus persistant du Gouvernement de la Bulgarie de participer à la création d'une Commission en vue de régler le différend actuel, — procédure expressément prévue à l'article 36 du traité de paix — le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ne peut voir qu'une nouvelle violation délibérée des obligations internationales du Gouvernement de la Bulgarie, ainsi qu'une preuve du manque de bonne foi de ce Gouvernement. C'est pourquoi la légation a reçu pour instructions de porter à la connaissance du Gouvernement de la Bulgarie que son attitude récalcitrante à cet égard ne peut en aucune façon influencer sur celle du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, qui est résolu à recourir à toutes les mesures appropriées pour faire en sorte que le Gouvernement de la Bulgarie se conforme aux obligations que lui imposent l'article 2 du traité de paix en ce qui concerne les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et l'article 36, en ce qui concerne la procédure de règlement des différends auxquels peuvent donner lieu l'interprétation et l'exécution de ce traité.

---

The excuse made by the Bulgarian Government in its note of 1 September, 1949, that its actions which have been called into question by the United States Government have been taken in execution of Bulgaria's obligations under Article 4 of the Treaty is a flimsy pretext that will not stand examination in the light of the systematic suppression of human rights and freedoms in Bulgaria. It is patently not the intent of Article 4 that its provisions should be utilized by the Bulgarian Government as a cloak for the elimination of all opposition to the totalitarian rule of a minority or for the denial of fundamental freedoms specified in Article 2. The United States Government does not acquiesce in the Bulgarian Government's arrogation to itself of the exclusive right to judge its own actions in relation to Peace Treaty obligations. It is clear, moreover, that Article 36 of the Treaty of Peace would be without meaning and purpose if the Bulgarian Government were the sole arbiter of its execution of international obligations under the Treaty.

As regards the intimation of the Bulgarian Government that its sovereignty is impugned by the action of the United States Government in invoking the Treaty of Peace, it is manifest that the sovereignty of Bulgaria is limited by Bulgaria's clear international obligations. The matters dealt with in Article 2 and Article 36 of the Peace Treaty impose international obligations on Bulgaria. Accordingly, the invocation by the United States, a signatory of the Treaty of Peace, of specific treaty procedures for the settlement of a dispute involving Bulgaria's execution of its Treaty obligations can in no sense be regarded as unwarranted intervention in the internal affairs of Bulgaria.

Continued refusal by the Bulgarian Government to join in the establishment of a Commission for the resolution of the existing dispute—a procedure expressly stipulated by Article 36 of the Peace Treaty—can only be regarded by the United States Government as a further deliberate violation of international obligations and as demonstrative of a lack of good faith on the part of the Bulgarian Government. In these circumstances, the Legation is instructed to inform the Bulgarian Government that its recalcitrant attitude in this matter can in no way affect the determination of the United States Government to have recourse to all appropriate measures for securing the compliance by the Bulgarian Government with its obligations under Article 2 of the Peace Treaty respecting human rights and the fundamental freedoms and under Article 36 respecting the procedure for dealing with disputes arising over the interpretation and execution of the Treaty of Peace.

---

*Annexe 31*

## NOTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA ROUMANIE

[Texte original en anglais]

19 septembre 1949.

La légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Roumanie et, conformément aux instructions de son Gouvernement, a l'honneur de se référer à la note de la légation en date du 1<sup>er</sup> août 1949 et à la réponse du ministère des Affaires étrangères en date du 2 septembre 1949, touchant la création d'une Commission en vue de régler le différend qui s'est élevé au sujet de l'interprétation et de l'exécution de l'article 3 du traité de paix.

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique estime que le Gouvernement de la Roumanie n'est pas fondé à déclarer de façon unilatérale qu'il n'existe pas de différend au sujet de l'exécution par la Roumanie des dispositions de l'article 3 du traité de paix. Comme le Gouvernement des États-Unis d'Amérique n'interprète pas de la même façon que la Roumanie la conduite du Gouvernement roumain en ce qui concerne les obligations que le traité lui impose au sujet des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'existence d'un différend est manifeste. Aux yeux du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le refus du Gouvernement de la Roumanie de se conformer aux dispositions de l'article 38 du traité de paix en ce qui concerne la création d'une Commission en vue de régler ce différend constitue un nouveau manquement grave aux obligations qui découlent du traité.

Selon les allégations présentées par le Gouvernement de la Roumanie dans sa note du 2 septembre 1949, c'est en exécution des obligations qui lui incombent aux termes de l'article 5 du traité que la Roumanie a pris les mesures contre lesquelles s'est élevé le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ; mais ce sont là des prétextes bien fragiles qui ne résisteront pas à l'examen, surtout si l'on pense que les droits de l'homme et les libertés fondamentales ont été systématiquement supprimés en Roumanie. Il est évident que l'article 5 n'a pas pour but de fournir au Gouvernement de la Roumanie la possibilité de se retrancher derrière ses clauses pour éliminer toute opposition à la domination totalitaire d'une minorité ou pour supprimer les libertés fondamentales énumérées à l'article 3. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ne saurait accepter que le Gouvernement de la Roumanie s'arroge le droit exclusif de juger ses propres actes en ce qui concerne les obligations que lui impose le traité. De plus, il est clair que l'article 38 du traité de paix serait dénué de signification et sans objet si le Gouvernement de la Roumanie était le seul arbitre de la façon dont il s'acquitte des obligations internationales qu'il a assumées aux termes du traité.

Quant à la déclaration du Gouvernement de la Roumanie suivant laquelle le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, en invoquant le traité de paix, porte atteinte à la souveraineté de la Roumanie, il est évident que la souveraineté de ce pays se trouve limitée par les obligations internationales qui lui incombent incontestablement. De par les questions mêmes dont ils traitent, les articles 3 et 38 du traité

*Annex 31*

## UNITED STATES NOTE TO RUMANIA

[Original text: English]

19 September, 1949.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Rumania and has the honor, acting on instructions from the United States Government, to refer to the Legation's note of 1 August, 1949, and to the reply of the Ministry of Foreign Affairs dated 2 September, 1949, concerning the establishment of a Commission for the resolution of the dispute which has arisen with respect to the interpretation and execution of Article 3 of the Treaty of Peace.

The United States Government considers that the Rumanian Government has no grounds for declaring unilaterally that a dispute over Rumania's execution of Article 3 of the Peace Treaty does not exist. Since the interpretation placed by the United States Government on the acts of the Rumanian Government with reference to the latter's Treaty obligations respecting human rights and freedoms does not correspond with the interpretation advanced by the Rumanian Government, the existence of a dispute is self-evident. In the view of the United States Government refusal by the Rumanian Government to comply with the provisions of Article 38 of the Treaty of Peace, relating to the establishment of a Commission to reach a decision on that dispute, constitutes a serious new breach of treaty obligations.

The excuse made by the Rumanian Government in its note of 2 September, 1949, that its actions which have been called into question by the United States Government have been taken in execution of Rumania's obligations under Article 5 of the Treaty is a flimsy pretext that will not stand examination in the light of the systematic suppression of human rights and freedoms in Rumania. It is patently not the intent of Article 5 that its provisions should be utilized by the Rumanian Government as a cloak for the elimination of all opposition to the totalitarian rule of a minority or for the denial of fundamental freedoms specified in Article 3. The United States Government does not acquiesce in the Rumanian Government's arrogation to itself of the exclusive right to judge its own actions in relation to Peace Treaty obligations. It is clear, moreover, that Article 38 of the Treaty of Peace would be without meaning and purpose if the Rumanian Government were the sole arbiter of its execution of international obligations under the Treaty.

As regards the intimation of the Rumanian Government that its sovereignty is impugned by the action of the United States Government in invoking the Treaty of Peace, it is manifest that the sovereignty of Rumania is limited by Rumania's clear international obligations. The matters dealt with in Article 3 and Article 38 of the Peace Treaty impose international obligations on Rumania. Accordingly, the invocation by the

de paix imposent à la Roumanie des obligations internationales. Par conséquent, on ne saurait aucunement considérer comme une intervention injustifiée dans les affaires intérieures de la Roumanie le fait que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, un des signataires du traité de paix, invoque la procédure spécifiquement prévue dans le Traité en vue de régler un différend qui met en cause la façon dont la Roumanie s'acquitte des obligations qui lui incombent aux termes de ce traité.

Dans le refus persistant du Gouvernement de la Roumanie de participer à la création d'une Commission en vue de régler le différend actuel, — procédure expressément prévue à l'article 38 du traité de paix — le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ne peut voir qu'une nouvelle violation délibérée des obligations internationales du Gouvernement de la Roumanie ainsi qu'une preuve du manque de bonne foi de ce Gouvernement. C'est pourquoi la légation a reçu pour instructions de porter à la connaissance du Gouvernement de la Roumanie que son attitude récalcitrante à cet égard ne peut en aucune façon influencer sur celle du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, qui est résolu à recourir à toutes les mesures appropriées pour faire en sorte que le Gouvernement de la Roumanie se conforme aux obligations que lui imposent l'article 3 du traité de paix en ce qui concerne les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et l'article 38 en ce qui concerne la procédure de règlement des différends auxquels peuvent donner lieu l'interprétation et l'exécution de ce traité.

---

LETTRE ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PAR LE  
REPRÉSENTANT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD

Document A/990/Rev. 1.

[Texte original en anglais]

New-York, le 19 septembre 1949.

J'ai l'honneur de me référer à la résolution 272 (III) que l'Assemblée générale a adoptée le 30 avril 1949, touchant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Bulgarie et en Hongrie, et au point 3 de la liste supplémentaire des questions proposées pour inscription à l'ordre du jour de la Quatrième Session ordinaire de l'Assemblée générale (respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Roumanie et notamment question des libertés religieuses et civiles).

2. A cet égard, j'ai l'honneur, conformément aux instructions du premier secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Sa Majesté, de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement du Royaume-Uni a pris toutes les mesures prescrites dans les clauses finales des traités de paix avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie pour l'application de ces traités, que les Gouvernements bulgare et hongrois ont refusé de se conformer à la procédure prévue dans ces traités et que le Gouvernement roumain n'a pas jugé bon de l'appliquer.

United States, a signatory of the Treaty of Peace, of specific treaty procedures for the settlement of a dispute involving Rumania's execution of its Treaty obligations can in no sense be regarded as unwarranted intervention in the internal affairs of Rumania.

Continued refusal by the Rumanian Government to join in the establishment of a Commission for the resolution of the existing dispute—a procedure expressly stipulated by Article 38 of the Peace Treaty—can only be regarded by the United States Government as a further deliberate violation of international obligations and as demonstrative of a lack of good faith on the part of the Rumanian Government. In these circumstances, the Legation is instructed to inform the Rumanian Government that its recalcitrant attitude in this matter can in no way affect the determination of the United States Government to have recourse to all appropriate measures for securing the compliance by the Rumanian Government with its obligations under Article 3 of the Peace Treaty respecting human rights and the fundamental freedoms and under Article 38 respecting the procedure for dealing with disputes arising over the interpretation and execution of the Treaty of Peace.

---

LETTER FROM THE REPRESENTATIVE OF THE UNITED  
KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND TO  
THE SÉCRETARY-GENERAL

Document A/990/Rev. 1.

[Original text: English]

New York, 19 September, 1949.

I have the honour to refer to General Assembly resolution 272 (III) of 30 April, 1949, about the observance in Bulgaria and Hungary of human rights and fundamental freedoms, and to item 3 in the supplementary list of items for the agenda of the Fourth Regular Session of the General Assembly (the observance of fundamental freedoms and human rights in Roumania including the question of religious and civil liberty).

2. In this connexion I have the honour to inform Your Excellency, on instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that His Majesty's Government in the United Kingdom have taken all the steps prescribed in the final clauses of the Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Roumania for the implementation of those Treaties, and that the Bulgarian and Hungarian Governments have refused, and the Roumanian Government has failed, to comply with the Treaty procedure.

3. Vous trouverez ci-joint copie des notes énumérées ci-après, que le Gouvernement de Sa Majesté et les gouvernements intéressés ont échangées à ce sujet :

1. Note du 2 avril 1949 adressée au ministère des Affaires étrangères de Bulgarie.
2. Note du 2 avril 1949 adressée au ministère des Affaires étrangères de Roumanie.
3. Note du 2 avril 1949 adressée au ministère des Affaires étrangères de Hongrie.
4. Réponse, en date du 7 avril 1949, du ministère des Affaires étrangères de Hongrie.
5. Réponse, en date du 19 avril 1949, du ministère des Affaires étrangères de Roumanie.
6. Réponse, en date du 21 avril 1949, du ministère des Affaires étrangères de Bulgarie.
7. Notes du 31 mai 1949 adressées aux ministères des Affaires étrangères de Bulgarie, de Hongrie et de Roumanie.
8. Notes du 31 mai 1949 adressées aux chefs des missions des États-Unis à Sofia, Budapest et Bucarest.
9. Notes du 31 mai 1949 adressées aux chefs des missions de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à Sofia, Budapest et Bucarest.
10. Note du 12 juin 1949 de l'Ambassade de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à Londres.
11. Note du 30 juin 1949 adressée en réponse à la note de l'ambassade de l'Union des Républiques socialistes soviétiques en date du 12 juin 1949.
12. Note du 27 juillet 1949 du ministère des Affaires étrangères de Bulgarie.
13. Note du 1<sup>er</sup> août 1949 adressée aux ministères des Affaires étrangères de Bulgarie, de Roumanie et de Hongrie.
14. Réponse, en date du 26 août 1949, du ministère des Affaires étrangères de Hongrie.
15. Réponse, en date du 1<sup>er</sup> septembre 1949, du ministère des Affaires étrangères de Bulgarie.
16. Note du 2 septembre 1949 du ministère des Affaires étrangères de Roumanie.
17. Notes du 19 septembre 1949 adressées aux ministères des Affaires étrangères de Bulgarie, de Hongrie et de Roumanie.

4. J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir porter cette communication à l'attention de tous les Membres des Nations Unies.

(Signé) ALEXANDER CADOGAN,  
Représentant du Royaume-Uni  
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord  
auprès de l'Organisation des Nations Unies.

---

3. I enclose copies of the following notes on this subject which have been exchanged between His Majesty's Government and the governments concerned :

1. Note of 2 April, 1949, to the Bulgarian Ministry of Foreign Affairs.
2. Note of 2 April, 1949, to the Roumanian Ministry of Foreign Affairs.
3. Note of 2 April, 1949, to the Hungarian Ministry of Foreign Affairs.
4. Reply of 7 April, 1949, from the Hungarian Ministry of Foreign Affairs.
5. Reply of 19 April, 1949, from the Roumanian Ministry of Foreign Affairs.
6. Reply of 21 April, 1949, from the Bulgarian Ministry of Foreign Affairs.
7. Notes of 31 May, 1949, to the Bulgarian, Hungarian and Roumanian Ministries of Foreign Affairs.
8. Notes of 31 May, 1949, to the United States Heads of Missions in Sofia, Budapest and Bucharest.
9. Notes of 31 May, 1949, to the Soviet Heads of Missions in Sofia, Budapest and Bucharest.
10. Note of 12 June, 1949, from the Soviet Embassy in London.
11. Note of 30 June, 1949, in reply to the Soviet Embassy's note of 12 June, 1949.
12. Note of 27 July, 1949, from the Bulgarian Ministry of Foreign Affairs.
13. Note of 1 August, 1949, to the Bulgarian, Roumanian and Hungarian Ministries of Foreign Affairs.
14. Reply of 26 August, 1949, from the Hungarian Ministry of Foreign Affairs.
15. Reply of 1 September, 1949, from the Bulgarian Ministry of Foreign Affairs.
16. Note of 2 September, 1949, from the Roumanian Ministry of Foreign Affairs.
17. Notes of 19 September, 1949, to the Bulgarian, Hungarian and Roumanian Ministries of Foreign Affairs.

4. I have the honour to request that this communication be brought to the attention of all Members of the United Nations.

(Signed) ALEXANDER CADOGAN,  
Representative of the United Kingdom of  
Great Britain and Northern Ireland to  
the United Nations

---

		<i>Annexes</i>	Pages
Annexes			
1.	Note verbale adressée le 2 avril 1949 par le Royaume-Uni à la Bulgarie . . . . .		72
2.	Note verbale adressée le 2 avril 1949 par le Royaume-Uni à la Roumanie. . . . .		74
3.	Note verbale adressée le 2 avril 1949 par le Royaume-Uni à la Hongrie . . . . .		75
4.	Note adressée le 7 avril 1949 par la Hongrie au Royaume-Uni		77
5.	Note de la Roumanie au Royaume-Uni, reçue le 19 avril 1949		79
6.	Note verbale adressée le 21 avril 1949 par la Bulgarie au Royaume-Uni . . . . .		80
7.	Note verbale adressée le 31 mai 1949 par le Royaume-Uni à la Bulgarie . . . . .		82
7 a.	Note verbale adressée le 31 mai 1949 par le Royaume-Uni à la Hongrie . . . . .		83
7 b.	Note verbale adressée le 31 mai 1949 par le Royaume-Uni à la Roumanie. . . . .		84
8.	Lettre adressée le 31 mai 1949 par le ministre de Grande-Bretagne à Sofia au ministre des États-Unis . . . . .		84
8 a.	Lettre adressée le 31 mai 1949 par le ministre de Grande-Bretagne à Budapest au chargé d'affaires des États-Unis		86
8 b.	Lettre adressée le 31 mai 1949 par le ministre de Grande-Bretagne à Bucarest au ministre des États-Unis . . . . .		87
9.	Lettre adressée le 31 mai 1949 par le ministre de Grande-Bretagne à Sofia à l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques . . . . .		88
9 a.	Lettre adressée le 31 mai 1949 par le ministre de Grande-Bretagne à Budapest à l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. . . . .		89
9 b.	Lettre adressée le 31 mai 1949 par le ministre de Grande-Bretagne à Bucarest à l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques . . . . .		91
10.	Note, en date du 12 juin 1949, de l'ambassade de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à Londres . . . . .		92
11.	Note adressée le 30 juin 1949 par le Royaume-Uni en réponse à la note de l'ambassade de l'Union des Républiques socialistes soviétiques en date du 12 juin 1949. . . . .		93
12.	Note verbale adressée le 27 juillet 1949 par la Bulgarie au Royaume-Uni . . . . .		94
13.	Note verbale adressée le 1 <sup>er</sup> août 1949 par le Royaume-Uni à la Bulgarie . . . . .		96
13 a.	Note verbale adressée le 1 <sup>er</sup> août 1949 par le Royaume-Uni à la Roumanie . . . . .		97
13 b.	Note verbale adressée le 1 <sup>er</sup> août 1949 par le Royaume-Uni à la Hongrie . . . . .		98

Annexes	<i>Annexes</i>	Pages
1.	United Kingdom <i>note verbale</i> of 2 April, 1949, to Bulgaria	72
2.	United Kingdom <i>note verbale</i> of 2 April, 1949, to Roumania	74
3.	United Kingdom <i>note verbale</i> of 2 April, 1949, to Hungary	75
4.	Hungarian note of 7 April, 1949, to the United Kingdom	77
5.	Roumanian note, received on 19 April, 1949, to the United Kingdom . . . . .	79
6.	Bulgarian <i>note verbale</i> of 21 April, 1949, to the United Kingdom . . . . .	80
7.	United Kingdom <i>note verbale</i> of 31 May, 1949, to Bulgaria	82
7 a.	United Kingdom <i>note verbale</i> of 31 May, 1949, to Hungary	83
7 b.	United Kingdom <i>note verbale</i> of 31 May, 1949, to Roumania	84
8.	Letter dated 31 May, 1949, from the British Minister in Sofia to the United States Minister . . . . .	84
8 a.	Letter dated 31 May, 1949, from the British Minister in Budapest to the United States Chargé d'Affaires. . . . .	86
8 b.	Letter dated 31 May, 1949, from the British Minister in Bucharest to the United States Minister. . . . .	87
9.	Letter dated 31 May, 1949, from the British Minister in Sofia to the Soviet Ambassador. . . . .	88
9 a.	Letter dated 31 May, 1949, from the British Minister in Budapest to the Soviet Ambassador . . . . .	89
9 b.	Letter dated 31 May, 1949, from the British Minister in Bucharest to the Soviet Ambassador . . . . .	91
10.	Note dated 12 June, 1949, from the Soviet Embassy in London. . . . .	92
11.	United Kingdom note of 30 June, 1949, in reply to the Soviet Embassy's note of 12 June, 1949 . . . . .	93
12.	Bulgarian <i>note verbale</i> of 27 July, 1949, to the United Kingdom . . . . .	94
13.	United Kingdom <i>note verbale</i> of 1 August, 1949, to Bulgaria	96
13 a.	United Kingdom <i>note verbale</i> of 1 August, 1949, to Roumania	97
13 b.	United Kingdom <i>note verbale</i> of 1 August, 1949, to Hungary	98

Annexes	Pages
14. Note verbale adressée le 26 août 1949 par la Hongrie au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	99
15. Note verbale adressée le 1 <sup>er</sup> septembre 1949 par la Bulgarie au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	100
16. Note verbale adressée le 2 septembre 1949 par la Roumanie au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	101
17. Note verbale adressée le 19 septembre 1949 par le Royaume-Uni à la Bulgarie. . . . .	102
17 a. Note verbale adressée le 19 septembre 1949 par le Royaume-Uni à la Hongrie. . . . .	103
17 b. Note verbale adressée le 19 septembre 1949 par le Royaume-Uni à la Roumanie . . . . .	104

---

*Annexe 1*

NOTE VERBALE DU ROYAUME-UNI A LA BULGARIE

[Texte original en anglais]

2 avril 1949.

1. La légation de Sa Majesté britannique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de Bulgarie et à l'honneur, conformément aux instructions du Gouvernement de Sa Majesté britannique, d'attirer son attention sur l'article 2 du traité de paix avec la Bulgarie, qui est ainsi conçu :

« La Bulgarie prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression de la pensée, la liberté de presse et de publication, la liberté du culte, la liberté d'opinion et de réunion. »

2. Depuis que le traité de paix est entré en vigueur le 15 septembre 1947, le Gouvernement de Sa Majesté britannique, en tant que partie à cet instrument, a observé avec attention les mesures prises par le Gouvernement bulgare en ce qui concerne les dispositions de l'article cité plus haut. Il en est venu avec regret à la conclusion que le Gouvernement bulgare a délibérément et systématiquement dénié au peuple bulgare l'exercice de ces droits et libertés mêmes qu'aux termes de l'article 2 du traité, il s'était engagé à lui assurer.

3. Le Gouvernement bulgare a commencé à porter atteinte à ces droits et libertés pendant la période d'armistice et il a poursuivi et intensifié cette politique depuis l'entrée en vigueur du traité de paix. En exerçant arbitrairement le pouvoir administratif et policier, sans admettre aucune procédure judiciaire ni aucune possibilité de réparation légale, le Gouvernement bulgare et ses agents ont violé le droit que les citoyens, en leur qualité d'hommes et de femmes libres, ont à la vie et à la liberté. Un grand nombre de citoyens ont été arrêtés et détenus pour une période indéterminée, ou envoyés dans des camps

Annexes	Pages
14. Hungarian <i>note verbale</i> of 26 August, 1949, to the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland. . . .	99
15. Bulgarian <i>note verbale</i> of 1 September, 1949, to the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland. . . .	100
16. Roumanian <i>note verbale</i> of 2 September, 1949, to the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland. . . .	101
17. United Kingdom <i>note verbale</i> of 19 September, 1949, to Bulgaria . . . . .	102
17 a. United Kingdom <i>note verbale</i> of 19 September, 1949, to Hungary . . . . .	103
17 b. United Kingdom <i>note verbale</i> of 19 September, 1949, to Roumania. . . . .	104

---

*Annex I*

UNITED KINGDOM "NOTE VERBALE" TO BULGARIA

[Original text: English]

2 April, 1949.

His Britannic Majesty's Legation present their compliments to the Bulgarian Ministry for Foreign Affairs and, on instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom, have the honour to invite attention to Article 2 of the Treaty of Peace with Bulgaria, which reads as follows :

"Bulgaria shall take all measures necessary to secure to all persons under Bulgarian jurisdiction, without distinction as to race, sex, language or religion, the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms, including freedom of expression, of press and publication, of religious worship, of political opinion and of public meeting."

2. Since the Treaty of Peace entered into force on 15 September, 1947, His Majesty's Government in the United Kingdom, as a party to that instrument, have kept a close watch on the actions of the Bulgarian Government in relation to the provision of the above-quoted article. They have come with regret to the conclusion that the Bulgarian Government have deliberately and systematically denied to the Bulgarian people the exercise of those very rights and freedoms which they were pledged to secure to them under Article 2 of the Treaty.

3. Curtailment of these rights and freedoms began during the Armistice period and has been continued and intensified since the entry into force of the Peace Treaty. By the arbitrary exercise of administrative and police power without any judicial process or possibility of judicial redress, the Bulgarian Government and their agents have violated the rights of the citizens, as free men and women, to life and liberty. Large numbers of citizens have been arrested and detained in custody indefinitely or sent to penal labour camps. Freedom to express political opinions at variance with those of the Government has been stifled. Through

pénitentiaires. La liberté d'exprimer des opinions politiques différentes de celles du Gouvernement a été étouffée. Sur l'initiative gouvernementale, des partis politiques de caractère démocratique, auxquels le peuple avait donné des mandats importants, ont été réduits au silence dans le Parlement, brisés, abattus et même dissous. Une procédure judiciaire faussée a privé de liberté des chefs politiques démocrates ; dans la plus célèbre de ces affaires, Nicolas Petkov, chef de l'Union nationale agrarienne, a même perdu la vie. Afin d'imposer une obéissance politique rigoureuse, le Gouvernement bulgare et le parti communiste bulgare, qui exerce une autorité absolue sur l'État, ont créé un réseau de policiers et d'agents divers qui font des observations et des rapports sur les opinions, les associations et les activités des citoyens bulgares et s'immiscent dans leur vie privée.

4. Le Gouvernement bulgare a également réduit la liberté d'expression. La liberté de presse et de publication n'existe pas et il est interdit aux particuliers d'exprimer des critiques substantielles à l'égard du Gouvernement ou du parti communiste. Depuis longtemps, tous les journaux d'opposition ont été supprimés, soit par une mesure directe et arbitraire du Gouvernement, soit sous la pression des organisations assujetties aux communistes qui, loin de se heurter à l'opposition du Gouvernement bulgare, bénéficient de son approbation et de son appui manifestes. Les journalistes et les correspondants d'agences étrangères subissent en fait un contrôle et des sanctions dont l'efficacité ne le cède en rien à celle d'une censure officielle.

5. En outre, le Gouvernement bulgare a poursuivi une politique qui porte atteinte à la liberté du culte. Il s'est efforcé de briser les communautés religieuses, de restreindre leur activité et, en exerçant des pressions plus ou moins fortes, de faire de leurs chefs des instruments dociles des visées politiques du parti communiste, ou de paralyser leur influence. La mise en scène, à Sofia, du fameux procès de quinze pasteurs protestants constitue le dernier exemple de cette technique multiforme.

6. Dans ces conditions, le Gouvernement de Sa Majesté, en tant que signataire du traité de paix, estime que le Gouvernement bulgare a violé à maintes reprises, et continue de violer, les dispositions de l'article 2 de ce traité. En conséquence, il invite le Gouvernement bulgare à adopter promptement des mesures propres à corriger l'effet de ces violations.

7. Les Gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, qui n'ont pas de représentants en Bulgarie, ont prié la légation de Sa Majesté de faire connaître au ministère des Affaires étrangères de Bulgarie qu'ils s'associent aux termes dans lesquels est rédigée la présente note.

8. La légation de Sa Majesté saisit cette occasion, etc.

---

the Government's initiative, democratic political parties which held substantial mandates from the people have been silenced in Parliament, splintered, shattered and even dissolved. Democratic political leaders have been deprived of their liberty by perverted judicial process and in the most renowned case of all, that of Nikola Petkov, the leader of the National Agrarian Union, deprived of life itself. In order to enforce rigid political conformity, the Bulgarian Government and the Bulgarian Communist Party, which is in control of the State, have established a network of police and other agents who observe, report on, penetrate and interfere with the private opinions, associations and activities of the Bulgarian citizens.

4. The Bulgarian Government have also circumscribed freedom of expression. Freedom of press and publication does not exist and it is impossible for individual citizens to express substantive criticism of the Government or the Communist Party. All opposition newspapers have long been suppressed, either by direct and arbitrary Government action, or by pressure from the Communist-dominated organizations acting without hindrance from, and indeed with the obvious approval and support of the Bulgarian Government. The foreign press and agency correspondents are in practice subjected to control and sanctions which are no less effective than would be an official censorship.

5. Again, the Bulgarian Government have pursued a policy detrimental to freedom of religious worship. They have sought to disrupt the religious communities, to circumscribe their activities and by the exercise of varying degrees of pressure either to make their leaders subservient tools of the Communist political aims or to paralyse their influence. The latest example of this many-sided technique has been afforded by the staging in Sofia of the notorious trial of fifteen Protestant pastors.

6. In these circumstances, His Majesty's Government in the United Kingdom as a signatory to the Treaty of Peace consider that the Bulgarian Government have repeatedly violated and continue to violate the provisions of Article 2 of that Treaty. They accordingly call upon the Bulgarian Government to adopt prompt remedial measures in respect of these violations.

7. In view of the absence of local Australian and New Zealand representation in Bulgaria, the Australian and New Zealand Governments have requested His Majesty's Legation to inform the Bulgarian Ministry for Foreign Affairs that they associate themselves with the terms of this note.

His Britannic Majesty's Legation take this opportunity, etc.

---

*Annexe 2*

## NOTE VERBALE DU ROYAUME-UNI A LA ROUMANIE

[Texte original en anglais]

2 avril 1949.

1. La légation de Sa Majesté britannique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de Roumanie et a l'honneur, conformément aux instructions du Gouvernement du Royaume-Uni, d'attirer son attention sur l'article 3 du traité de paix avec la Roumanie, qui est ainsi conçu :

« 1. La Roumanie prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression de la pensée, la liberté de presse et de publication, la liberté du culte, la liberté d'opinion et de réunion.

2. La Roumanie s'engage en outre à ce que les lois en vigueur en Roumanie ne comportent, soit dans leur texte, soit dans les modalités de leur application, aucune discrimination directe ou indirecte entre les ressortissants roumains en raison de leur race, de leur sexe, de leur langue, de leur religion, tant en ce qui concerne leur personne, leurs biens, leurs intérêts commerciaux, professionnels ou financiers, leur statut, leurs droits politiques et civils qu'en toute autre matière. »

2. Depuis que le traité de paix est entré en vigueur le 15 septembre 1947, le Gouvernement de Sa Majesté britannique, en tant que partie à cet instrument, a observé avec attention les mesures prises par le Gouvernement roumain en ce qui concerne les dispositions citées plus haut. Il en est venu avec regret à la conclusion que le Gouvernement roumain a délibérément et systématiquement dénié au peuple roumain l'exercice de ces droits et libertés mêmes qu'aux termes de l'article 3 du traité il s'était engagé à lui assurer.

3. Le Gouvernement roumain a commencé à porter atteinte à ces droits et libertés pendant la période d'armistice et il a poursuivi et intensifié cette politique depuis l'entrée en vigueur du traité de paix. En exerçant arbitrairement le pouvoir policier et en faussant, à des fins politiques, la procédure judiciaire, le Gouvernement roumain et ses agents ont violé les droits que les citoyens, en leur qualité d'hommes et de femmes libres, ont à la vie et à la liberté. En Roumanie, la liberté d'opinion politique est refusée aux personnes qui ne partagent pas l'opinion du Gouvernement. Sur l'initiative gouvernementale, des partis politiques de caractère démocratique, auxquels le peuple avait donné des mandats importants, ont été réduits au silence dans le Parlement, épurés, brisés et mis hors la loi. Une procédure judiciaire faussée a privé de liberté des chefs politiques démocrates ; l'un d'eux, Iuliu Maniu, Président du parti national paysan, a été condamné à l'emprisonnement à vie. Afin d'imposer une obéissance politique rigoureuse, le Gouvernement roumain et le parti des travailleurs roumains, qui exerce une autorité absolue sur l'État, ont créé un réseau de policiers et d'agents divers qui font des observations et des rapports sur les opinions, les

*Annex 2*

## UNITED KINGDOM "NOTE VERBALE" TO ROUMANIA

[Original text : English]

2 April, 1949.

His Majesty's Legation presents its compliments to the Roumanian Ministry of Foreign Affairs and, on instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom, has the honour to invite the attention of the Roumanian Government to Article 3 of the Treaty of Peace with Roumania which reads as follows :

"1. Roumania shall take all measures necessary to secure to all persons under Roumanian jurisdiction, without distinction as to race, sex, language or religion, the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms, including the freedom of expression, of press and publication, of religious worship, of political opinion and of public meeting.

2. Roumania further undertakes that the laws in force in Roumania shall not, either in their content or in their application, discriminate or entail any discrimination between persons of Roumanian nationality on the ground of their race, sex, language or religion, whether in reference to their persons, property, business, professional or financial interests, status, political or civil rights or any other matters."

2. Since the Treaty of Peace entered into force on 15 September, 1947, His Majesty's Government in the United Kingdom, as a party to that instrument, have kept a close watch on the actions of the Roumanian Government in relation to the provisions above quoted. They have come with regret to the conclusion that the Roumanian Government have deliberately and systematically denied to the Roumanian people the exercise of those very rights and freedoms which they were pledged to secure to them under Article 3 of the Treaty.

3. The curtailment of these rights and freedoms began during the armistice period and has been continued and intensified since the entry into force of the Peace Treaty. Through arbitrarily exercised police power and perversion of the judicial process for political ends, the Roumanian Government and their agents have violated the rights of citizens, as free men and women, to life and liberty. Freedom of political opinion in Roumania is denied to those who do not share that of the Government. Through the Government's initiative, democratic political parties which held substantial mandates from the people have been silenced in Parliament, purged, splintered and outlawed. Democratic political leaders have been deprived of their liberty by perverted judicial process and one of them, Iuliu Maniu, the President of the National Peasant Party, was condemned to imprisonment for life. In order to enforce rigid political conformity, the Roumanian Government and Roumanian Worker's Party which is in control of the State have established a network of police and other agents who observe, report on, penetrate and interfere in private opinions, associations and activities of Roumanian citizens.

associations et les activités des citoyens roumains et s'immiscent dans leur vie privée.

4. Le Gouvernement roumain a également réduit la liberté d'expression. La liberté de presse et de publication n'existe pas. Les décrets essentiels en matière de presse ont un caractère restrictif et font l'objet d'une interprétation restrictive. Toute critique substantielle à l'égard du Gouvernement ou du parti des travailleurs provoque aussitôt des représailles. La distribution du papier-journal s'effectue de façon à restreindre la liberté d'expression des individus ou des groupes qui ont des opinions politiques différentes de celles du Gouvernement. De même, les journalistes et les correspondants d'agences étrangers subissent en fait un contrôle et des sanctions dont l'efficacité ne le cède en rien à celle d'une censure officielle.

5. En outre, le Gouvernement roumain a poursuivi une politique qui porte atteinte à la liberté du culte. Après avoir usé du pouvoir judiciaire pour enrégimenter les organisations religieuses, les autorités roumaines ont recouru à la persécution dans le cas de l'Église chrétienne grecque (uniate) et elles ont dissous ce groupe religieux qui comptait plus d'un million de fidèles.

6. Dans ces conditions, le Gouvernement de Sa Majesté, en tant que signataire du traité de paix, estime que le Gouvernement roumain a violé à maintes reprises, et continue de violer, les dispositions de l'article 3 de ce traité. En conséquence, il invite le Gouvernement roumain à adopter promptement des mesures propres à corriger l'effet de ces violations.

7. Les Gouvernements du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, qui n'ont pas de représentants distincts en Roumanie, ont prié la légation de Sa Majesté de faire connaître au ministère des Affaires étrangères de Roumanie qu'ils s'associent aux termes dans lesquels est rédigée la présente note.

8. La légation de Sa Majesté saisit cette occasion, etc.

---

### *Annexe 3*

#### NOTE VERBALE DU ROYAUME-UNI A LA HONGRIE

[Texte original en anglais]

2 avril 1949.

La légation de Sa Majesté britannique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de Hongrie et a l'honneur, conformément aux instructions du Gouvernement du Royaume-Uni, d'attirer son attention sur l'article 2 du traité de paix avec la Hongrie, qui est ainsi conçu :

« 1. La Hongrie prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression de la pensée, la liberté de presse et de publication, la liberté du culte, la liberté d'opinion et de réunion.

4. The Roumanian Government have also circumscribed freedom of expression. Freedom of press and publication does not exist. The basic decrees relating to the press are restrictive in character and so interpreted in practice. Substantive criticism of the Government or Workers' Party is at once met with reprisals. The distribution of news print is so effected as to restrict expression by individuals or groups whose political opinions are at variance with those of the Government. Likewise foreign press and agency correspondents are in practice subjected to control and sanctions which are no less effective than would be an official censorship.

5. Again, the Roumanian Government have pursued a policy detrimental to freedom of religious worship. Having taken legal powers to regiment religious organizations, the Roumanian authorities have resorted to persecution in the case of the Greek Catholic (Uniate) Church and dissolved this religious body which had over one million adherents.

6. In these circumstances His Majesty's Government in the United Kingdom as a signatory to the Treaty of Peace consider that the Roumanian Government have steadily violated, and continue to violate, the provisions of Article 3 of that Treaty. They accordingly call upon the Roumanian Government to adopt promptly remedial measures in respect of these violations.

7. In view of the absence of separate Canadian, Australian, and New Zealand representation in Roumania, the Government of Canada, Australia and New Zealand have requested His Majesty's Legation to inform the Roumanian Ministry of Foreign Affairs that they associate themselves with the terms of this note.

8. His Majesty's Legation avails itself of this opportunity, etc.

---

*Annex 3*

UNITED KINGDOM « NOTE VERBALE » TO HUNGARY

[Original text : English]

2 April, 1949.

His Britannic Majesty's Legation present their compliments to the Hungarian Ministry of Foreign Affairs and, acting on instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom, have the honour to invite attention to Article 2 of the Treaty of Peace with Hungary which reads as follows :

"1. Hungary shall take all measures necessary to secure to all persons under Hungarian jurisdiction, without distinction as to race, sex, language or religion, the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms, including freedom of expression, of press and publication, of religious worship, of political opinion and of public meeting.

2. La Hongrie s'engage en outre à ce que les lois en vigueur en Hongrie ne comportent, soit dans leur texte, soit dans les modalités de leur application, aucune discrimination directe ou indirecte entre les ressortissants hongrois en raison de leur race, de leur sexe, de leur langue, de leur religion, tant en ce qui concerne leur personne, leurs biens, leurs intérêts commerciaux, professionnels ou financiers, leur statut, leurs droits politiques et civils qu'en toute autre matière.»

2. Depuis que le traité de paix est entré en vigueur le 15 septembre 1947, le Gouvernement de Sa Majesté britannique, en tant que partie à cet instrument, a observé avec attention les mesures prises par le Gouvernement hongrois en ce qui concerne les dispositions citées plus haut. Il en est venu avec regret à la conclusion que le Gouvernement hongrois a délibérément et systématiquement dénié au peuple hongrois l'exercice de ces droits et libertés mêmes qu'aux termes de l'article 2 du traité il s'était engagé à lui assurer.

3. Le Gouvernement hongrois a commencé à porter atteinte à ces droits et libertés pendant la période d'armistice et il a poursuivi et intensifié cette politique depuis l'entrée en vigueur du traité de paix. En exerçant arbitrairement le pouvoir policier et en faussant, à des fins politiques, la procédure judiciaire, le Gouvernement hongrois et ses agents ont violé le droit que les citoyens hongrois, en leur qualité d'hommes et de femmes libres, ont à la vie et à la liberté. En Hongrie, la liberté d'opinion politique est refusée à ceux qui ne partagent pas l'opinion du Gouvernement. Sur l'initiative gouvernementale, des partis politiques de caractère démocratique, auxquels le peuple avait donné des mandats importants, ont été réduits au silence dans le Parlement, épurés, brisés et dissous. Afin d'assurer une obéissance politique rigoureuse, le Gouvernement hongrois et le parti des travailleurs hongrois, qui exerce une autorité absolue sur l'État, ont créé un réseau de policiers et d'agents divers qui font des observations et des rapports sur les opinions, les associations et les activités des citoyens hongrois et s'immiscent dans leur vie privée.

4. Le Gouvernement hongrois a également réduit la liberté d'expression. La liberté de presse et de publication n'existe pas. Les décrets essentiels en matière de presse ont un caractère restrictif et font l'objet d'une interprétation restrictive. Toute critique substantielle à l'égard du Gouvernement ou du parti des travailleurs provoque aussitôt des représailles. La distribution du papier-journal s'effectue de façon à restreindre la liberté d'expression des individus ou des groupes qui ont des opinions politiques différentes de celles du Gouvernement. De même, les journalistes et les correspondants d'agence étrangers subissent en fait un contrôle et des sanctions dont l'efficacité ne le cède en rien à celle d'une censure officielle.

5. En outre, le Gouvernement hongrois a poursuivi une politique qui porte atteinte à la liberté du culte. En emprisonnant des chefs religieux, tels que l'évêque luthérien Ordass et le cardinal Mindszenty, ainsi que des membres du clergé et des laïques en vue, après avoir mis en scène des procès qui, dans de nombreux cas, étaient manifestement jugés d'avance et conduits selon une procédure faussée, le Gouvernement hongrois a tenté de soumettre par la force les chefs religieux indépendants ou de les faire remplacer par des collaborateurs dévoués au parti des travailleurs et à son programme.

2. Hungary further undertakes that the laws in force in Hungary shall not either in their content or in their application, discriminate or entail any discrimination between persons of Hungarian nationality on the ground of their race, sex, language or religion, whether in reference to their persons, property, business, professional or financial interests, status, political or civil rights or any other matter."

2. Since the Treaty of Peace entered into force on 15 September, 1947, His Majesty's Government in the United Kingdom, as a party to that instrument, have kept a close watch on the actions of the Hungarian Government in relation to the provisions quoted above. They have come with regret to the conclusion that the Hungarian Government have deliberately and systematically denied to the Hungarian people the exercise of those very rights and freedoms which they were pledged to secure to them under Article 2 of the Treaty.

3. The curtailment of these rights and freedoms began during the Armistice period and has been continued and intensified since the entry into force of the Peace Treaty. Through the arbitrary exercise of police power and the perversion of judicial processes for political ends, the Hungarian Government and their agents have violated the rights of Hungarian citizens, as free men and women to life and liberty. Freedom of political opinion in Hungary is denied to those who do not share that of the Government. Through the Government's initiative, democratic political parties which held substantial mandates from the people have been silenced in Parliament, purged, splintered and dissolved. In order to enforce rigid political conformity, the Hungarian Government and Hungarian Worker's Party, which is in control of the State, have established a network of police and other agents who observe, report on, penetrate and interfere in the private opinions, associations and activities of Hungarian citizens.

4. The Hungarian Government have also circumscribed freedom of expression. Freedom of press and publication does not exist. The basic decrees relating to the press are restrictive in character and so interpreted in practice. Substantive criticism of the Government or Workers' Party is at once met with reprisals. Distribution of newsprint is so effected as to restrict expression by individuals or groups whose political opinions are at variance with those of the Government. Likewise foreign press and agency correspondents are in practice subjected to control and sanctions which are no less effective than would be an official censorship.

5. Again the Hungarian Government have pursued a policy detrimental to freedom of religious worship. By the imprisonment of religious leaders such as the Lutheran Bishop Ordass and Cardinal Mindszenty, as well as of clergy and prominent laymen, after the staging of trials which in many cases were manifestly prejudicial and improperly conducted, the Hungarian Government have attempted to force the submission of independent Church leaders and to secure their replacement by collaborators subservient to the Workers' Party and its programme.

6. Dans ces conditions, le Gouvernement de Sa Majesté, en tant que signataire du traité de paix, estime que le Gouvernement hongrois a violé à maintes reprises, et continue de violer, les dispositions de l'article 2 de ce Traité. En conséquence, il invite le Gouvernement hongrois à adopter promptement des mesures propres à corriger l'effet de ces violations.

7. Les Gouvernements du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, qui n'ont pas de représentants distincts en Hongrie, ont prié la légation de Sa Majesté de faire connaître au ministère des Affaires étrangères de Hongrie qu'ils s'associent aux termes dans lesquels est rédigée la présente note.

La légation de Sa Majesté saisit cette occasion, etc.

---

*Annexe 4*

NOTE DE LA HONGRIE AU ROYAUME-UNI

[Texte original en anglais]

7 avril 1949.

Le ministère des Affaires étrangères de Hongrie présente ses compliments à la légation du Royaume-Uni à Budapest et a l'honneur d'accuser réception de sa note verbale n° 185/187/28/49, du 2 avril 1949.

Le ministère des Affaires étrangères de Hongrie constate que le texte, l'esprit et l'argumentation de la note britannique sont analogues à ceux de la note n° 360 que la légation des États-Unis d'Amérique à Budapest a présentée en même temps. Le Gouvernement hongrois en conclut que, sur l'initiative du Gouvernement des États-Unis, à laquelle le Gouvernement du Royaume-Uni a donné son approbation, une démarche diplomatique de caractère commun a été entreprise contre le Gouvernement hongrois. C'est pourquoi le Gouvernement hongrois n'est pas en mesure de donner au Gouvernement du Royaume-Uni une réponse différente de celle qu'il a donnée au Gouvernement des États-Unis. Le Gouvernement du Royaume-Uni accuse le Gouvernement hongrois de violer le traité de paix ; il mentionne en premier lieu les dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 de ce traité, aux termes desquelles la Hongrie s'engage à assurer « à toutes les personnes relevant de sa juridiction, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». En ce qui concerne la libre jouissance des droits de l'homme, il est notoire que la République hongroise, bien avant la conclusion du traité de paix, a aboli toutes les distinctions de race, de sexe, de langue et de religion qui existaient sous le régime de Horthy. Le Gouvernement hongrois s'est donc pleinement conformé aux dispositions du traité de paix.

Le Gouvernement hongrois tient à faire remarquer que c'est le Gouvernement du Royaume-Uni qui lance contre le Gouvernement hongrois les accusations ci-dessus mentionnées, alors que, de notoriété publique, il existe au Royaume-Uni d'importantes distinctions entre les citoyens de races et de couleurs différentes, et qu'il s'en faut de beaucoup que tous jouissent également des droits de l'homme. En outre, le Gouver-

6. In these circumstances His Majesty's Government in the United Kingdom as a signatory to the Treaty of Peace consider that the Hungarian Government have steadily violated and continue to violate the provisions of Article 2 of that Treaty. They accordingly call upon the Hungarian Government to adopt prompt remedial measures in respect of these violations.

7. In view of the absence of separate Canadian, Australian and New Zealand representation in Hungary, the Canadian, Australian and New Zealand Governments have requested His Majesty's Legation to inform the Hungarian Ministry of Foreign Affairs that they associate themselves with the terms of this note.

His Britannic Majesty's Legation avail themselves of this opportunity, etc.

---

*Annex 4*

HUNGARIAN NOTE TO THE UNITED KINGDOM

[Original text: English]

7 April, 1949.

The Hungarian Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the Legation of the United Kingdom in Budapest and acknowledges receipt of the latter's verbal note No. 185/187/28/49 dated 2 April, 1949.

The Hungarian Ministry of Foreign Affairs states that the text, essence and construction of the British note is similar to the note No. 360 presented at the same time by the Legation of the United States of America in Budapest. On the basis of this fact the Government of Hungary establishes that, at the initiative of the United States Government and agreed to by the Government of the United Kingdom, a common diplomatic step was taken against the Government of Hungary. Thus the Government of Hungary is not in a position to give the Government of the United Kingdom an answer different from the one given the Government of the United States. The Government of the United Kingdom accuses the Government of Hungary with the violation of the Peace Treaty referring, first of all, to Article 2, paragraph 1, of the Peace Treaty which obliges Hungary to secure "to all persons under Hungarian jurisdiction without distinction as to race, sex, language or religion, the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms". It is well known that concerning the free enjoyment of human rights the Republic of Hungary, well before the conclusion of the Peace Treaty, abolished all discriminations as to race, sex, language and religion which existed under the Horthy régime. Thus the Government of Hungary has fully complied with the provisions of the Peace Treaty.

The Government of Hungary wishes to point out that it is the Government of the United Kingdom that launches the above-mentioned reproaches against the Government of Hungary whereas, it is notorious that in the United Kingdom serious discriminations exist between citizens of different races and colour and that, by far, not every person can equally enjoy human rights. Further on the Government of the

nement du Royaume-Uni se réfère au paragraphe 2 de l'article 2 du traité de paix, aux termes duquel la Hongrie s'engage notamment à ce que ses lois ne comportent aucune discrimination entre les ressortissants hongrois en ce qui concerne « leur personne, leurs biens, leurs intérêts commerciaux, professionnels ou financiers », etc. Le Gouvernement hongrois s'élève catégoriquement contre une telle interprétation de cet article du traité de paix, qui contesterait la légalité des mesures par lesquelles ce Gouvernement a transféré au peuple les grandes propriétés et a déclaré biens de la collectivité les monopoles capitalistes. Cette manière d'interpréter le traité de paix revient à défendre les grandes propriétés de type médiéval et les monopoles capitalistes, ainsi que leurs détenteurs et propriétaires qui étaient les principaux appuis du fascisme en Hongrie, en même temps que les séides les plus ardents de Hitler dans la guerre contre les Puissances alliées et associées et donc contre le Royaume-Uni.

C'est pourquoi une telle interprétation du traité de paix ne revient pas seulement à défendre la grande propriété et les monopoles capitalistes ; elle signifie aussi que le Gouvernement du Royaume-Uni désire aider les partisans du régime réactionnaire et fasciste qui détenaient le pouvoir en Hongrie, et entraver l'évolution démocratique du pays. Le Gouvernement hongrois attire l'attention du Gouvernement du Royaume-Uni sur l'article 4 du traité de paix, aux termes duquel la Hongrie s'engage explicitement non seulement à dissoudre les organisations de caractère fasciste, mais encore à ne pas tolérer « l'existence et l'activité d'organisations de cette nature qui ont pour but de priver le peuple de ses droits démocratiques ».

Le Gouvernement hongrois fait observer qu'il a agi et continue d'agir dans l'esprit de ces dispositions du traité de paix, en dissolvant les organisations et les partis qui visent à restaurer l'ancien régime fasciste, et en traduisant en justice les personnes qui s'efforcent, par leurs actes, de renverser la République démocratique.

La protestation du Gouvernement du Royaume-Uni contre les mesures que le Gouvernement hongrois a prises à l'égard des organisations fascistes et antidémocratiques en appliquant les dispositions du traité de paix montre clairement qu'il n'a pas l'intention de respecter ce traité, mais qu'il désire soutenir les éléments réactionnaires et antidémocratiques qui voudraient restaurer en Hongrie le régime de la grande propriété et des monopoles.

Le Gouvernement hongrois déclare une fois de plus que la Hongrie s'est acquittée, s'acquitte et s'acquittera de toutes les obligations définies dans le traité de paix. En même temps, le Gouvernement hongrois proteste avec énergie contre la tendance du Gouvernement du Royaume-Uni à utiliser les clauses du traité de paix comme prétexte pour intervenir indûment dans les affaires intérieures de l'État hongrois souverain et pour soutenir les forces réactionnaires et fascistes qui s'opposent au Gouvernement de la Hongrie.

D'après les considérations exposées ci-dessus, le Gouvernement hongrois estime que la note verbale du Royaume-Uni constitue une nouvelle tentative en vue d'intervenir indûment dans les affaires intérieures de ce pays et une nouvelle phase de la campagne d'excitation réactionnaire que les milieux impérialistes des États-Unis et du Royaume-Uni entreprennent pour réaliser des desseins qui menacent la paix et qui sont dirigés contre la démocratie populaire hongroise.

United Kingdom refers to paragraph 2 of Article 2 of the Peace Treaty, which among others obliges Hungary not to discriminate by her laws between Hungarian citizens in reference to "their personal property, business, professional and financial interests", etc. The Government of Hungary categorically protests such an interpretation of this article of the Peace Treaty which would dispute the legality of the measures taken by this Government by which it has passed the large estates into the hands of the people and declared common property the capitalist monopolies. This kind of interpretation of the Peace Treaty equals the defence of the medieval latifundia and capitalist monopolies, as well as their owners who were the principal supports of fascism in Hungary and at the same time Hitler's most ardent henchmen in the war against the Allied and Associated Powers and thus against the United Kingdom.

Consequently the above interpretation of the Peace Treaty does not only mean the defence of large estates and capitalist monopolies, but it also means that the Government of the United Kingdom wishes to help the adherents of the reactionary and fascist régime who were in power in Hungary and to hamper the successful democratic transformation of the country. The Government of Hungary calls the attention of the Government of the United Kingdom to Article 4 of the Peace Treaty which explicitly obliges Hungary not only to dissolve the fascist organizations but also not to allow "the existence and activities of organizations of that nature which have as their aim the denial to the people of their democratic rights".

The Government of Hungary points out that it has been and is proceeding in the sense of these provisions of the Peace Treaty, when dissolving the organizations and parties aiming at the restoration of the old fascist régime and when summoning to the Court those who pursue an activity to overthrow the democratic Republic.

The protest of the Government of the United Kingdom against the measures taken against the fascist and anti-democratic organizations by the Government of Hungary when fulfilling the provisions of the Peace Treaty, makes it obvious that it does not intend to respect the Peace Treaty but wishes to extend its support to those reactionary and anti-democratic elements who would like to restore the rule of the large estates and the monopolies in Hungary.

The Government of Hungary declares once more that Hungary has fulfilled, fulfils and will fulfil all obligations embodied in the Peace Treaty. At the same time the Government of Hungary emphatically protests the tendency of the Government of the United Kingdom to use the stipulations of the Peace Treaty as a pretext for illegitimate interference in the domestic affairs of the sovereign Hungarian State and for supporting the reactionary and fascist forces opposed to the Government of Hungary.

On the basis of the above-exposed arguments the Government of Hungary considers the verbal note of the United Kingdom a new attempt at illegitimate interference in the domestic affairs of this country and a new phase in the campaign of reactionary incitement pursued by the imperialist quarters of the United States and the United Kingdom in the service of their aims threatening peace and directed against the Hungarian people's democracy.

Pour ces motifs, le Gouvernement de la Hongrie rejette avec énergie la note du Gouvernement du Royaume-Uni.

Le Gouvernement hongrois regrette d'avoir à déclarer que le Gouvernement du Royaume-Uni a depuis peu renoncé à montrer une attitude indépendante et s'est associé aux mesures prises par le Gouvernement des États-Unis contre la démocratie populaire hongroise. Le Gouvernement hongrois prie le Gouvernement de Sa Majesté de bien vouloir porter les considérations exposées ci-dessus à la connaissance des Gouvernements du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

---

*Annexe 5*

NOTE DE LA ROUMANIE AU ROYAUME-UNI

[Texte original en roumain]

(Reçue le 19 avril 1949.)

Le ministère des Affaires étrangères présente ses compliments à la légation du Royaume-Uni à Bucarest et à l'honneur, au nom du Gouvernement de la République populaire de Roumanie, de lui adresser la communication suivante :

Le 2 avril, la légation britannique à Bucarest a remis au ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Roumanie une note dans laquelle le Gouvernement britannique reprenait des affirmations, qu'il avait déjà exposées dans des notes antérieures, touchant de prétendues violations, par le Gouvernement roumain, des dispositions de l'article 3 du traité de paix.

Le Gouvernement de la République populaire de Roumanie constate que la teneur de la note du Gouvernement britannique relative à la violation, par le Gouvernement roumain, des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne correspond pas à la réalité et répète les inventions de la presse calomniatrice des monopoles impérialistes.

Dans la République populaire de Roumanie, l'exercice des libertés fondamentales : liberté de réunion et de manifestation, liberté de la presse et de la parole, est garanti par la Constitution et assuré dans la pratique par la mise à la disposition des travailleurs, d'imprimeries, de papier-journal et de lieux de réunion.

La discrimination fondée sur la nationalité ou la race est punie par la loi.

Les communautés religieuses jouissent de la liberté du culte et disposent des locaux et des biens nécessaires à l'exercice des pratiques religieuses.

Ainsi, la législation de la République populaire de Roumanie garantit l'exécution réelle des dispositions de l'article 3 du traité de paix.

Le Gouvernement roumain constate que le Gouvernement britannique a violé, et continue de violer, le traité de paix avec la Roumanie en cherchant à obtenir la non-application de l'article 5 de ce traité, lequel, dispose que le Gouvernement roumain ne devra pas tolérer l'existence ni l'activités d'organisations de caractère fasciste qui ont pour but de priver le peuple de ses droits démocratiques.

For these reasons the Government of Hungary emphatically rejects the note of the Government of the United Kingdom.

The Government of Hungary is compelled to state with regret that the Government of the United Kingdom, having refrained lately from displaying an independent attitude, has joined the Government of the United States in its actions against the Hungarian people's democracy, the Government of Hungary requests His Majesty's Government to bring the above to the knowledge of the Governments of Canada, Australia and New Zealand.

---

*Annex 5*

ROUMANIAN NOTE TO THE UNITED KINGDOM

[Original text : Romanian]

(Received on 19 April, 1949.)

The Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the Legation of Great Britain at Bucharest and has the honour to address to the Legation on behalf of the Government of the Roumanian People's Republic the following communication.

On 2 April the British Legation at Bucharest presented to the Ministry of Foreign Affairs of the Roumanian People's Republic, a note on behalf of the British Government in which, as well as in other earlier notes, were maintained certain allegations made by the British Government concerning certain alleged infractions by the Roumanian Government of the provisions of Article 3 of the Treaty of Peace.

The Government of the Roumanian People's Republic maintains that the contents of the British Government's note regarding the violation by the Roumanian Government of the rights of man and of fundamental liberties does not correspond to reality and repeats the inventions and slanders of the monopoly-imperialist press.

In the Roumanian People's Republic, the exercise of fundamental liberties, freedom of assembly and of manifestation, of the press and of speech, is guaranteed by the Constitution and exercised in practice by placing at the disposal of the working class, facilities for printing paper and assembly rooms.

National and racial discrimination is punishable by law.

The religious communities enjoy freedom of worship and have at their disposal, properties and goods necessary for the exercising of religious practices.

The laws of the Roumanian People's Republic thus guarantee a genuine application of the provisions of Article 3 of the Treaty of Peace.

The Roumanian Government maintains that the British Government has violated, and is violating the Treaty of Peace with Roumania by seeking to ensure the non-application of Article 5 of the Treaty of Peace which provides that the Roumanian Government shall not permit the existence of organizations of a fascist nature and which have, as their object, to deprive the people of their democratic rights.

A l'appui de ses affirmations, le Gouvernement britannique cite, dans sa note, les mesures que le Gouvernement roumain a prises à l'égard des derniers tenants du fascisme et les sentences que les tribunaux de la République populaire de Roumanie ont prononcées à l'égard de bandes d'espions et de saboteurs travaillant pour les services d'espionnage américains et britanniques.

Les procès publics intentés à ces bandes composées des chefs de l'ancien parti national paysan, de légionnaires, de grands propriétaires fonciers et de gros industriels qui ont cherché à faire de la Roumanie un nouveau foyer de guerre, ont prouvé de façon incontestable que ces individus recevaient des instructions et agissaient sous la direction de fonctionnaires des missions américaine et britannique à Bucarest.

Devant cette situation, le Gouvernement roumain constate que la note du Gouvernement britannique, de même que ses notes antérieures, cherche à induire en erreur l'opinion publique mondiale, laquelle condamne l'oppression et les guerres coloniales, la liberté accordée aux fascistes du type Mosley de s'organiser et d'attaquer les réunions ouvrières, l'incitation à la guerre et la politique des pactes d'agression, le maintien des foyers de guerre et les encouragements donnés aux bandes fascistes qui assassinent en masse femmes et enfants, tous faits qui, eux, constituent véritablement une violation brutale des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

En conséquence, le Gouvernement de la République populaire de Roumanie déclare ne pouvoir admettre la tentative du Gouvernement britannique d'intervenir dans les affaires intérieures de la Roumanie, et il rejette la note du Gouvernement britannique.

---

### Annexe 6

#### NOTE VERBALE DE LA BULGARIE AU ROYAUME-UNI

[Texte original en français]

21 avril 1949.

Le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie a l'honneur de communiquer à la légation de Grande-Bretagne qu'il a pris connaissance de la teneur de sa note *sub* n° 178.

Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie a toujours exécuté et exécutera de la manière la plus consciencieuse les clauses du traité de paix et cela non seulement parce que ce Gouvernement est signataire dudit traité, mais également parce que sa politique, expression de la volonté de la majorité écrasante du peuple bulgare, se trouve être, de par sa nature, profondément démocratique et correspond entièrement à la lettre et à l'esprit des articles 2, 3, 4 et 5 du traité de paix.

1. Dès avant l'entrée en vigueur du traité, le Gouvernement bulgare avait pris toutes les mesures dépendant de sa volonté pour garantir les libertés civiques fondamentales, ainsi que les droits politiques des citoyens bulgares, sans distinction de race, nationalité, sexe et religion.

a) Ce Gouvernement a convoqué, sur la base du suffrage universel, secret, égal et direct, une Grande Assemblée nationale, laquelle a élaboré

The note of the British Government quotes, in support of its affirmation, the measures taken by the Roumanian Government against fascist remnants and the sentences imposed by courts of law of the Roumanian People's Republic against the bands of spies and saboteurs assisting the American and British espionage services.

The public trials against these bands [composed of ?] the leaders of the former National Peasant Party, legionnaires, landowners and big business men, who tried to transform Roumania into a hotbed of war, have proved beyond any possibility of doubt, that these people had been instructed and led by officials of the American and British Legations in Bucharest.

This being the case, the Roumanian Government states that the note of the British Government and previous notes seek to lead astray world public opinion which condemns oppression and colonial wars, liberty granted to fascists of the Mosley type to organize and to attack working class meetings, war mongering and policy of aggressive pacts, the maintenance of hotbeds of war and the encouragement of fascist bands which murder women and children wholesale. It is these things which truly constitute a brutal violation of the rights and fundamental liberties of man.

Consequently the Government of the Roumanian People's Republic declares that it does not admit the attempt of the British Government to interfere in the internal affairs of Roumania and rejects the note of the British Government.

---

*Annex 6*

BULGARIAN "NOTE VERBALE" TO THE UNITED KINGDOM

[Original text : French]

21 April, 1949.

The Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of Bulgaria has the honour to inform the Legation of the United Kingdom that it has taken cognizance of the tenor of the Legation's note No. 178.

The Government of the People's Republic of Bulgaria has always carried out and will always carry out in a most conscientious manner the clauses of the Peace Treaty, not only because this Government is signatory to the said Treaty, but also because its policy, the expression of the will of the overwhelming majority of the Bulgarian people, is by its inherent nature profoundly democratic and corresponds fully to the letter and spirit of Articles 2, 3, 4 and 5 of the Peace Treaty.

1. Even before the entry into force of the Peace Treaty, the Bulgarian Government had undertaken all measures within the scope of its authority to guarantee the fundamental civil liberties and political rights of Bulgarian citizens, without distinction of race, nationality, sex or religion.

a) The Bulgarian Government convoked, on the basis of universal, secret, equal and direct suffrage, a Grand National Assembly which

la loi constitutionnelle du pays, qui a non seulement consacré d'une manière solennelle les droits et libertés fondamentaux des citoyens bulgares, droits et libertés visés à l'article 2 du traité de paix, mais a garanti également leur exercice effectif.

b) Le Gouvernement a pris en même temps les mesures nécessaires en vue de la liquidation définitive du régime fasciste et de l'écartement de toute tentative visant à frustrer la nation de ses droits et libertés démocratiques. Ces mesures du Gouvernement ont rencontré une pleine approbation dans le texte même de l'article 4 du traité de paix, alors que la nouvelle Constitution de la Bulgarie, entrée en vigueur le 5 décembre 1947, garantissait au peuple bulgare le droit et le pouvoir nécessaires, afin de vouer à l'échec toute tentative de restauration fasciste ou antidémocratique en Bulgarie. En présence de ces faits notoires, il est étrange que le Gouvernement britannique puisse formuler à l'adresse de la Bulgarie des accusations au sujet de la non-observation et de la violation des clauses politiques du traité de paix et plus spécialement de l'article 2 dudit traité.

2. De même, ne peut manquer de susciter la surprise le fait que le Gouvernement britannique a cru devoir étayer ses accusations concernant la violation du traité de paix, en vigueur depuis le 15 septembre 1947, en invoquant des faits remontant à l'époque de l'armistice, alors que les trois grandes Puissances disposaient de la faculté d'exercer un large contrôle sur l'administration du pays.

3. La note du Gouvernement britannique vise, d'autre part, certains faits et gestes du Gouvernement bulgare, tels que procès, etc., survenus après l'entrée en vigueur du traité de paix. Après que le Gouvernement bulgare se trouve avoir pris toutes les mesures en vue de l'observation des clauses politiques du traité de paix, et notamment après que la Bulgarie a été dotée d'une constitution des plus démocratiques au monde et que le peuple s'est vu garantir le pouvoir légal d'exercer et de défendre ses droits et libertés, le Gouvernement bulgare, en sa qualité de gouvernement d'un État souverain, ne peut consentir à laisser à l'appréciation d'autres États ses actes, pour lesquels il ne porte de responsabilité que devant l'Assemblée nationale. Ce Gouvernement peut d'autant moins consentir à subir la critique de Puissances étrangères en ce qui concerne l'activité de tribunaux bulgares, établis en vertu de la Constitution et fonctionnant publiquement selon des lois les plus modernes et les plus démocratiques.

Le Gouvernement bulgare repoussera toute tentative d'immixtion dans les affaires intérieures de la Bulgarie et considérera comme un acte inamical tout essai de lui infliger un traitement en tant qu'État dont les actes intérieurs seraient susceptibles d'être jugés par des Puissances étrangères.

4. En ce qui concerne le fond même des accusations formulées dans la note du Gouvernement britannique, le Gouvernement bulgare, sans vouloir en discuter la portée, les repousse énergiquement. Sous le régime de la démocratie populaire en Bulgarie, les masses laborieuses des villes et villages, constituant l'immense majorité de la nation, jouissent, non seulement sur papier, mais également en fait, de tous les droits et libertés politiques fondamentaux de l'homme. Des restrictions se rapportant à l'exercice de la liberté de réunion et d'association, de la liberté de la parole et de la presse, n'existent et ne sont appliquées en Bulgarie que dans les cas prévus par les lois à l'égard des contrevenants et dans

enacted the constitutional law of the country ; and this Constitution not only solemnly enshrined those fundamental rights and freedom of Bulgarian citizens which are the subject of Article 2 of the Peace Treaty, but also guaranteed their effective exercise.

(b) At the same time, the Bulgarian Government took the necessary measures for the final liquidation of the fascist régime and the elimination of every attempt to deprive the nation of its democratic rights and freedoms. These measures of the Government were in full conformity with the text of Article 4 of the Treaty ; and moreover the new Bulgarian Constitution, which came into force on 5 December, 1947, guaranteed to the Bulgarian people the necessary right and power to condemn to failure any attempt to promote a fascist or anti-democratic restoration in Bulgaria. In the presence of these well-known facts it is strange that the Government of the United Kingdom could formulate against Bulgaria accusations of non-observance and violation of the political clauses of the Peace Treaty, and of Article 2 of the said Treaty in particular.

2. Similarly, it is surprising that the Government of the United Kingdom has deemed it necessary to support its accusations of violations of the Peace Treaty, in force since 15 September, 1947, by adducing facts which date back to the Armistice period, a time when the three great Powers were able to exercise a wide control over the administration of the country.

3. Moreover, the note of the United Kingdom Government refers to certain deeds and actions of the Bulgarian Government, such as trials, etc., which have taken place since the entry into force of the Peace Treaty. Now that the Bulgarian Government has taken all measures to ensure compliance with all the political clauses of the Peace Treaty, and especially now that Bulgaria has acquired the most democratic constitution in the world and the people have been guaranteed legal power to exercise and defend their rights and freedoms, her Government, as government of a sovereign State, cannot agree to permit other States to pronounce judgment upon its actions, for which it is responsible only to the National Assembly. Still less can it submit to criticism from foreign Powers concerning the actions of Bulgarian courts established by virtue of the Constitution and adjudicating in public in accordance with the most modern and democratic laws.

The Bulgarian Government will repel every attempt at interference in the domestic affairs of Bulgaria and will consider as an unfriendly act any attempt to force it to accept treatment as a State whose internal acts are subject to judgment by foreign Powers.

4. As regards the substance of the accusations formulated in the note of the United Kingdom Government, the Bulgarian Government, without wishing to discuss their compass, rejects them energetically. Under the régime of the people's democracy in Bulgaria, the toiling masses in the towns and villages, which constitute the immense majority of the nation, enjoy not only on paper but also in fact all the fundamental political rights and freedoms of man. Restrictions on the exercise of the freedom of assembly or of association, of the freedom of speech or of the press, do not exist and are not applied in Bulgaria except against offenders in the cases provided by law precisely in the interest

l'intérêt même de la sécurité publique, le maintien de l'ordre et la moralité du peuple.

En conclusion, le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie considère la note de l'honorable légation de Grande-Bretagne comme non fondée et sa teneur, rendue publique par le Gouvernement britannique dès sa remise, et bien avant la présente réponse, comme une propagande inamicale incompatible avec les principes du droit international et de nature à encourager les éléments profascistes et hostiles dans le pays.

Prenant acte du fait que les Gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande en tant que signataires du traité de paix se solidarisent avec la teneur de la note britannique, le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie considère que la présente réponse les concerne également.

Pour ce qui est de la note de l'honorable légation de Grande-Bretagne, *sub* n° 179, par laquelle celle-ci a jugé utile de se faire l'interprète également de l'opinion du Gouvernement du Canada, opinion s'identifiant à celle du Gouvernement de Grande-Bretagne, le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie ne voit aucune raison formelle pour une communication semblable, étant donné que le Canada n'est pas signataire du traité de paix avec la Bulgarie.

Le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie saisit cette occasion, etc.

---

*Annexe 7*

NOTE VERBALE DU ROYAUME-UNI A LA BULGARIE

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

La légation de Sa Majesté britannique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Bulgarie et, conformément aux instructions du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, a l'honneur de faire parvenir la réponse suivante à la note du ministère n° 23176-37-1 du 21 avril 1949.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté se voit dans l'obligation de déclarer formellement qu'à ses yeux le Gouvernement de la Bulgarie n'a pas répondu aux accusations précises portées contre lui concernant les mesures par lesquelles il refuse au peuple bulgare la jouissance des droits et des libertés qu'il s'est engagé à lui assurer aux termes de l'article 2 du traité de paix. De l'avis du Gouvernement de Sa Majesté, les déclarations et les allégations formulées dans la note précitée du ministère n'ont aucun rapport avec ces accusations. C'est pourquoi le Gouvernement de Sa Majesté estime qu'il s'est élevé un différend au sujet de l'interprétation et de l'exécution du traité de paix et que le Gouvernement de la Bulgarie ne s'est nullement montré disposé à régler ce différend de concert avec les autres parties. Le Gouvernement de l'Australie et celui de la Nouvelle-Zélande partagent les vues du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

3. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté a donné pour instructions à son ministre de porter ce différend à la connaissance de

of public security, the maintenance of order and the public morals.

In conclusion, the Government of the People's Republic of Bulgaria considers the note of the Honorable United Kingdom Legation as unfounded, and its tenor, made public by the United Kingdom Government immediately after it had been delivered and long before the present reply, as unfriendly propaganda, incompatible with the principles of international law and such as to encourage the pro-fascist and hostile elements in the country.

Taking note that the Governments of Australia and New Zealand, as signatories of the Peace Treaty, are in agreement with the tenor of the United Kingdom note, the Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of Bulgaria considers that the present reply concerns them equally.

As regards note No. 179 from the United Kingdom Legation, in which that Legation thought fit also to interpret the opinion of the Government of Canada, which is identical with that of the Government of the United Kingdom, the Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of Bulgaria sees no formal reason for such a communication, since Canada is not a signatory to the Peace Treaty with Bulgaria.

The Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of Bulgaria avails itself of this opportunity, etc.

---

*Annex 7*

UNITED KINGDOM "NOTE VERBALE" TO BULGARIA

[Original text : English]

31 May, 1949.

His Britannic Majesty's Legation present their compliments to the Bulgarian Ministry of Foreign Affairs, and under instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom have the honour to return the following reply to the note from the Ministry of 21 April, 1949, No. 23176-37-1.

2. His Majesty's Government find it necessary to place on record their view that the Bulgarian Government have not addressed themselves to answering the specific charges against them of denying to the Bulgarian people those rights and freedoms which they were pledged to secure to them under Article 2 of the Peace Treaty. In the opinion of His Majesty's Government, the statements and allegations advanced in the Ministry's note under reference are entirely irrelevant to these charges. His Majesty's Government accordingly consider that a dispute has arisen concerning the interpretation and execution of the Treaty, which the Bulgarian Government have shown no disposition to join in settling. The views of His Majesty's Government in the United Kingdom are also shared by the Australian and New Zealand Governments.

3. His Majesty's Minister has therefore been instructed to refer these disputes to his United States and Soviet colleagues for consideration

ses collègues des États-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour qu'ils l'examinent avec lui, conformément aux dispositions de l'article 36 du traité de paix. Copies des lettres dans lesquelles le ministre de Sa Majesté a invité ses collègues des États-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à le recontrer à ce sujet sont jointes à la présente note.

La légation de Sa Majesté britannique saisit cette occasion, etc.

---

*Annexe 7 a*

NOTE VERBALE DU ROYAUME-UNI A LA HONGRIE

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

La légation de Sa Majesté britannique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Hongrie et, conformément aux instructions du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, a l'honneur de faire parvenir la réponse suivante à la note du ministère n° 2671/b-1949 en date du 8 avril.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté se voit dans l'obligation de déclarer formellement qu'à ses yeux le Gouvernement de la Hongrie n'a pas répondu aux accusations précises portées contre lui concernant les mesures par lesquelles il refuse au peuple hongrois la jouissance des droits et des libertés qu'il s'est engagé à lui assurer aux termes de l'article 2 du traité de paix. De l'avis du Gouvernement de Sa Majesté, les déclarations et les allégations formulées dans la note précitée du ministère n'ont aucun rapport avec ces accusations. C'est pourquoi le Gouvernement de Sa Majesté estime qu'il s'est élevé un différend au sujet de l'interprétation et de l'exécution du traité et que le Gouvernement de la Hongrie ne s'est montré nullement disposé à régler ce différend de concert avec les autres parties. Les Gouvernements du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande partagent les vues du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

3. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté a donné pour instructions à son ministre de porter ce différend à la connaissance de ses collègues des États-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour qu'ils l'examinent avec lui, conformément aux dispositions de l'article 40 du traité de paix. Copies des notes par lesquelles le ministre de Sa Majesté a invité ses collègues des États-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à le recontrer à ce sujet sont jointes à la présente note.

La légation de Sa Majesté britannique saisit cette occasion, etc.

---

jointly with himself in accordance with the provision of Article 36 of the Peace Treaty. Copies of his notes to his United States and Soviet colleagues inviting them to a meeting for this purpose are enclosed.

His Britannic Majesty's Legation take this opportunity, etc.

---

*Annex 7 a*

UNITED KINGDOM "NOTE VERBALE" TO HUNGARY

[Original text : English]

31 May, 1949.

His Britannic Majesty's Legation present their compliments to the Hungarian Minister of Foreign Affairs and, under instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom, have the honour to return the following reply to the note from the Ministry of 8 April, No. 2671/b-1949.

2. His Majesty's Government find it necessary to place on record their view that the Hungarian Government have not addressed themselves to answering the specific charges against them of denying to the Hungarian people, those rights and freedoms which they were pledged to secure to them under Article 2 of the Treaty of Peace. In the opinion of His Majesty's Government the statements and allegations advanced in the Ministry's note under reference are entirely irrelevant to these charges. His Majesty's Government accordingly consider that a dispute has arisen concerning the interpretation and execution of the Treaty which the Hungarian Government have shown no disposition to join in settling. The view of His Majesty's Government in the United Kingdom are also shared by the Canadian, Australian and New Zealand Governments.

3. His Majesty's Minister has therefore been instructed to refer these disputes to his United States and Soviet colleagues for consideration jointly with himself, in accordance with the provisions of Article 40 of the Treaty. Copies of his notes to his United States and Soviet colleagues inviting them to a meeting for this purpose are enclosed.

His Britannic Majesty's Legation avail themselves of this opportunity etc.

---

*Annexe 7 b*

## NOTE VERBALE DU ROYAUME-UNI A LA ROUMANIE

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

La légation de Sa Majesté britannique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Roumanie et, conformément aux instructions du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, a l'honneur de faire parvenir la réponse suivante à la note du ministère n° CB.4.351/1949 du 18 avril 1949.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté se voit dans l'obligation de déclarer formellement qu'à ses yeux le Gouvernement de la Roumanie n'a pas répondu aux accusations précises portées contre lui concernant les mesures par lesquelles il refuse au peuple roumain la jouissance des droits et des libertés qu'il s'est engagé à lui assurer aux termes de l'article 3 du traité de paix. De l'avis du Gouvernement de Sa Majesté, les déclarations et les allégations formulées dans la note précitée du ministère n'ont aucun rapport avec ces accusations. C'est pourquoi le Gouvernement de Sa Majesté estime qu'il s'est élevé un différend au sujet de l'interprétation et de l'exécution du traité, et que le Gouvernement de la Roumanie ne s'est nullement montré disposé à régler ce différend de concert avec les autres parties. Les Gouvernements du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande partagent les vues du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

3. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté a donné pour instructions à son ministre de porter ce différend à la connaissance de ses collègues des États-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour qu'ils l'examinent avec lui, conformément aux dispositions de l'article 38 du traité de paix. Copies des notes par lesquelles le ministre de Sa Majesté a invité ses collègues des États-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à le rencontrer à ce sujet sont jointes à la présente note.

La Légation de Sa Majesté britannique saisit cette occasion, etc.

---

*Annexe 8*LETTRE ADRESSÉE PAR LE MINISTRE DE GRANDE-BRETAGNE A SOFIA AU  
MINISTRE DES ÉTATS-UNIS

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

Monsieur le Ministre,

D'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, j'ai l'honneur de vous transmettre copie d'une note en date du 2 avril, adressée au ministère des Affaires étrangères de la Bulgarie par la légation de Sa Majesté, dans laquelle le Gouvernement bulgare est formellement accusé d'avoir violé les dispositions de l'article 2 du traité de paix avec

*Annex 7b*

## UNITED KINGDOM "NOTE VERBALE" TO ROUMANIA

[Original text : English]

31 May, 1949.

His Majesty's Legation presents its compliments to the Roumanian Ministry of Foreign Affairs and, under instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom, has the honour to return the following reply to the note from the Ministry of 18 April, 1949, No. CB.4.351/1949.

2. His Majesty's Government find it necessary to place on record their view that the Roumanian Government have not addressed themselves to answering the specific charges against them of denying to the Roumanian people those rights and freedoms which they were pledged to secure to them under Article 3 of the Treaty of Peace. In the opinion of His Majesty's Government statements and allegations advanced in the Ministry's note under reference are entirely irrelevant to these charges. His Majesty's Government accordingly consider that a dispute has arisen concerning the interpretation and execution of the Treaty which the Roumanian Government have shown no disposition to join in settling. The views of His Majesty's Government in the United Kingdom are also shared by the Canadian, Australian and New Zealand Governments.

3. His Majesty's Minister has therefore been instructed to refer these disputes to his United States and Soviet colleagues for consideration jointly with himself in accordance with the provisions of Article 38 of the Treaty. Copies of his notes to his United States and Soviet colleagues inviting them to a meeting for this purpose are enclosed.

4. His Majesty's Legation avails itself of this opportunity, etc.

*Annex 8*

## LETTER FROM THE BRITISH MINISTER IN SOFIA TO THE UNITED STATES MINISTER

[Original text : English]

31 May, 1949.

Your Excellency,

I have the honour, on instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom, to transmit to you the text of a copy of a note which was addressed by His Majesty's Legation on 2 April to the Bulgarian Ministry of Foreign Affairs, in which the Bulgarian Government was formally charged with the violation of Article 2 of the Treaty of

la Bulgarie. Je joins également à la présente le texte de la réponse du ministère repoussant ces accusations.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté estime que les termes de cette réponse ne sont pas satisfaisants et le ministère des Affaires étrangères de la Bulgarie en a été informé par une note dont je vous envoie ci-joint copie. Le Gouvernement de l'Australie et celui de la Nouvelle-Zélande partagent les vues du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et ils se sont associés à la note de la légation de Sa Majesté en date du 2 avril. Il est évident, d'après cette correspondance, qu'il s'est élevé des différends au sens de l'article 36 du traité de paix, dont voici le texte :

« 1. Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est expressément prévue par un article du présent traité, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de ce traité, qui n'a pas été réglé par voie de négociations diplomatiques directes, sera soumis aux trois chefs de mission, agissant comme il est prévu à l'article 35, mais, en pareil cas, les chefs de mission ne seront pas tenus par les délais fixés dans ledit article. Tout différend de cette nature qu'ils n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. A défaut d'accord dans un délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation de ce tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire général des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. La décision prise par la majorité des membres de la Commission sera considérée comme décision de la Commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire. »

3. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, le Gouvernement de l'Australie et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande ont décidé d'invoquer la procédure prévue à l'article précité en vue du règlement de ces différends, et je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir le plus tôt possible à quelle date vous serez disposé à rencontrer notre collègue de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et moi-même afin que nous puissions prendre connaissance de la question, conformément aux dispositions du traité de paix.

4. Une note de teneur analogue est adressée au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, et nous faisons parvenir au ministère des Affaires étrangères de Bulgarie copie de cette note et de la présente lettre.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) PAUL MASON.

Peace with Bulgaria. I also enclose a copy of the Ministry's reply, in which these charges are rejected.

2. His Majesty's Government consider that the terms of this reply are unsatisfactory and the Bulgarian Ministry of Foreign Affairs have been so informed in a note of which I enclose a copy. The views of His Majesty's Government in the United Kingdom are also shared by the Australian and New Zealand Governments, who associated themselves with the terms of His Majesty's Legation's note of 2 April. It is evident from this correspondence that disputes have arisen in the sense of Article 36 of the Peace Treaty which reads as follows :

"1. Except where another procedure is specifically provided under any article of the present Treaty, any dispute concerning the interpretation or execution of the Treaty, which is not settled by direct diplomatic negotiations, shall be referred to the three Heads of Mission acting under Article 35, except that in this case the Heads of Mission will not be restricted by the time-limit provided in that article. Any such dispute not resolved by them within a period of two months shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment.

2. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding."

3. His Majesty's Government in the United Kingdom, the Australian Government and the New Zealand Government have accordingly decided to invoke the procedure laid down in this article for settlement of such disputes, and I shall be glad if you will inform me at an early date when you will be prepared to meet my Soviet colleague and myself in order that we may take cognizance of this in the manner prescribed in the Peace Treaty.

4. A similar note is being addressed to the representative of the Union of Soviet Socialist Republics and copies are being forwarded to the Bulgarian Ministry of Foreign Affairs.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) PAUL MASON.

---

*Annexe 8 a*

LETTRE ADRESSÉE PAR LE MINISTRE DE GRANDE-BRETAGNE A BUDAPEST  
AU CHARGÉ D'AFFAIRES DES ÉTATS-UNIS

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

Monsieur le Chargé d'affaires,

D'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, j'ai l'honneur de vous transmettre copie d'une note en date du 2 avril, adressée au ministère des Affaires étrangères de la Hongrie par la légation de Sa Majesté, dans laquelle le Gouvernement hongrois est formellement accusé d'avoir violé les dispositions de l'article 2 du traité de paix avec la Hongrie. Je joins également à la présente le texte de la réponse du ministère repoussant ces accusations.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté estime que les termes de cette réponse ne sont pas satisfaisants et le ministère des Affaires étrangères de la Hongrie en a été informé par une note dont je vous envoie ci-joint copie. Le Gouvernement du Canada, celui de l'Australie et celui de la Nouvelle-Zélande partagent les vues du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et ils se sont associés à la note de la légation de Sa Majesté en date du 2 avril. Il est évident, d'après cette correspondance, qu'il s'est élevé des différends au sens de l'article 40 du traité de paix, dont voici le texte :

« 1. Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est expressément prévue par un article du présent traité, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de ce traité, qui n'a pas été réglé par voie de négociations diplomatiques directes, sera soumis au trois chefs de mission, agissant comme il est prévu à l'article 39 mais, en pareil cas, les chefs de mission ne seront pas tenus par les délais fixés dans ledit article. Tout différend de cette nature qu'ils n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. A défaut d'accord dans un délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation de ce tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire général des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. La décision prise par la majorité des membres de la Commission sera considérée comme décision de la Commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire. »

3. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, le Gouvernement du Canada, celui de l'Australie et celui de la Nouvelle-Zélande ont décidé d'invoquer la procédure prévue à l'article précité en vue du règlement de ces différends, et je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir le plus tôt possible à quelle date vous serez disposé à rencontrer notre collègue de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et moi-même afin que nous puissions prendre

*Annex 8 a*

LETTER FROM THE BRITISH MINISTER IN BUDAPEST TO THE UNITED STATES  
CHARGÉ D'AFFAIRES

[Original text : English]

31 May, 1949.

Sir,

I have the honour, on instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom, to transmit to you herewith a copy of a note which was addressed by His Britannic Majesty's Legation on 2 April to the Hungarian Ministry of Foreign Affairs, in which the Hungarian Government was formally charged with violation of Article 2 of the Treaty of Peace with Hungary. I also enclose a copy of the Ministry's reply, in which these charges are rejected.

2. His Majesty's Government consider that the terms of this reply are unsatisfactory and the Hungarian Ministry of Foreign Affairs have been so informed in a note of which I enclose a copy. The views of His Majesty's Government in the United Kingdom are also shared by the Canadian Government, the Australian Government and the New Zealand Government who associated themselves with the terms of His Majesty's Legation's note of 2 April. It is evident from this correspondence that disputes have arisen in the sense of Article 40 of the Treaty of Peace which reads as follows :

"1. Except where another procedure is specifically provided under any article of the present Treaty, any dispute concerning the interpretation or execution of the Treaty, which is not settled by direct diplomatic negotiations, shall be referred to the three Heads of Mission acting under Article 39, except that in this case the Heads of Mission will not be restricted by the time-limit provided in that article. Any such dispute not resolved by them within a period of two months shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment.

2. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding."

3. His Majesty's Government in the United Kingdom, the Canadian Government, the Australian Government and the New Zealand Government have accordingly decided to invoke the procedure laid down in this article for the settlement of such disputes and I shall be glad if you will inform me at an early date when you will be prepared to meet my Soviet colleague and myself in order that we may take cognizance of these in the manner prescribed in the Peace Treaty.

connaissance de la question, conformément aux dispositions du traité de paix.

4. Une note de teneur analogue est adressée au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, et nous faisons parvenir au ministère des Affaires étrangères de la Hongrie copie de cette note et de la présente lettre.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) G. A. WALLINGER.

---

*Annexe 8 b*

LETTRE ADRESSÉE PAR LE MINISTRE DE GRANDE-BRETAGNE A BUCAREST  
AU MINISTRE DES ÉTATS-UNIS

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

Monsieur le Ministre,

D'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, j'ai l'honneur de vous transmettre copie d'une note en date du 2 avril, adressée au ministère des Affaires étrangères de la Roumanie par la légation de Sa Majesté, dans laquelle le Gouvernement roumain est formellement accusé d'avoir violé les dispositions de l'article 3 du traité de paix avec la Roumanie. Je joins également à la présente le texte de la réponse du ministère repoussant ces accusations.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté estime que les termes de cette réponse ne sont pas satisfaisants et le ministère des Affaires étrangères de la Roumanie en a été informé par une note dont je vous envoie ci-joint copie. Le Gouvernement du Canada, celui de l'Australie et celui de la Nouvelle-Zélande partagent les vues du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et ils se sont associés à la note de la légation de Sa Majesté en date du 2 avril. Il est évident, d'après cette correspondance, qu'il s'est élevé des différends au sens de l'article 38 du traité de paix, dont voici le texte :

« 1. Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est expressément prévue par un article du présent traité, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de ce traité, qui n'a pas été réglé par voie de négociations diplomatiques directes, sera soumis aux trois chefs de mission, agissant comme il est prévu à l'article 37 mais, en pareil cas, les chefs de mission ne seront pas tenus par les délais fixés dans ledit article. Tout différend de cette nature qu'ils n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. A défaut d'accord dans un délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation de ce tiers-membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire général des Nations Unies de procéder à cette désignation.

4. A similar note is being addressed to the Soviet representative and copies are being forwarded to the Hungarian Ministry of Foreign Affairs.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) G. A. WALLINGER.

---

*Annex 8b*

LETTER FROM THE BRITISH MINISTER IN BUCHAREST TO THE UNITED STATES  
MINISTER

[Original text : English]

31 May, 1949.

Your Excellency,

I have the honour, on instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom, to transmit to you herewith a copy of a note which was addressed by His Majesty's Legation on 2 April to the Roumanian Ministry of Foreign Affairs, in which the Roumanian Government was formally charged with violation of Article 3 of the Treaty of Peace between the Allied and Associated Powers and Roumania. I also enclose a copy of the Ministry's reply, in which these charges are rejected.

2. His Majesty's Government consider that the terms of this reply are unsatisfactory and the Roumanian Ministry of Foreign Affairs have been so informed in a note of which I enclose a copy. The views of His Majesty's Government in the United Kingdom are also shared by the Canadian Government, the Australian Government and the New Zealand Government, who associated themselves with the terms of His Majesty's Legation's note of 2 April. It is evident from this correspondence that disputes have arisen in the sense of Article 38 of the Treaty of Peace which reads as follows :

"1. Except where another procedure is specifically provided under any article of the present Treaty, any dispute concerning the interpretation or execution of the Treaty, which is not settled by direct diplomatic negotiations, shall be referred to the three Heads of Mission acting under Article 37, except that in this case the Heads of Mission will not be restricted by the time-limit provided in that article. Any such dispute not resolved by them within a period of two months shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment.

2. La décision prise par la majorité des membres de la Commission sera considérée comme décision de la Commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire. »

3. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, le Gouvernement du Canada, celui de l'Australie et celui de la Nouvelle-Zélande ont décidé d'invoquer la procédure prévue à l'article précité en vue du règlement de ces différends, et je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir le plus tôt possible à quelle date vous serez disposé à rencontrer notre collègue de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et moi-même afin que nous puissions prendre connaissance de la question, conformément aux dispositions du traité de paix.

4. Une note de teneur analogue est adressée au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et nous faisons parvenir au ministère des Affaires étrangères de la Roumanie copie de cette note et de la présente lettre.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) W. ST. C. ROBERTS.

#### Annexe 9

LETTRE ADRESSÉE PAR LE MINISTRE DE GRANDE-BRETAGNE A SOFIA A L'AMBASSADEUR DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

Monsieur l'Ambassadeur,

D'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, j'ai l'honneur de vous transmettre copie d'une note en date du 2 avril, adressée au ministère des Affaires étrangères de la Bulgarie par la légation de Sa Majesté, dans laquelle le Gouvernement bulgare est formellement accusé d'avoir violé les dispositions de l'article 2 du traité de paix avec la Bulgarie. Je joins également à la présente le texte de la réponse du ministère repoussant ces accusations.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté estime que les termes de cette réponse ne sont pas satisfaisants et le ministère des Affaires étrangères de la Bulgarie en a été informé par une note dont je vous envoie ci-joint copie. Le Gouvernement de l'Australie et celui de la Nouvelle-Zélande partagent les vues du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et ils se sont associés à la note de la légation de Sa Majesté en date du 2 avril. Il est évident, d'après cette correspondance, qu'il s'est élevé des différends au sens de l'article 36 du traité de paix, dont voici le texte :

« 1. Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est expressément prévue par un article du présent traité, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de ce traité, qui n'a pas été réglé par voie de négociations diplomatiques directes, sera soumis aux trois chefs de mission, agissant comme il est prévu à l'article 35 mais, en pareil cas, les chefs de mission ne seront pas tenus par les délais fixés dans ledit article. Tout différend de cette

2. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission and shall be accepted by the parties as definitive and binding."

3. His Majesty's Government in the United Kingdom, the Canadian Government, the Australian Government, and the New Zealand Government have accordingly decided to invoke the procedure laid down in this article for settlement of such disputes, and I shall be glad if you will inform me at an early date when you will be prepared to meet my Soviet colleague and myself in order that we may take cognizance of this in the manner prescribed in the Peace Treaty.

4. A similiar note is being addressed to the Soviet representative and copies are being forwarded to the Roumanian Ministry of Foreign Affairs.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) W. ST. C. ROBERTS.

---

*Annex 9*

LETTER FROM THE BRITISH MINISTER IN SOFIA TO THE SOVIET  
AMBASSADOR

[Original text : English]

31 May, 1949.

Your Excellency,

I have the honour, on instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom, to transmit to you the text of a copy of a note which was addressed by His Majesty's Legation on 2 April to the Bulgarian Ministry of Foreign Affairs, in which the Bulgarian Government was formally charged with the violation of Article 2 of the Treaty of Peace with Bulgaria. I also enclose a copy of the Ministry's reply, in which these charges are rejected.

2. His Majesty's Government consider that the terms of this reply are unsatisfactory and the Bulgarian Ministry of Foreign Affairs have been so informed in a note of which I enclose a copy. The views of His Majesty's Government in the United Kingdom are also shared by the Australian and New Zealand Government, who associated themselves with the terms of His Majesty's Legation's note of 2 April. It is evident from this correspondence that disputes have arisen in the sense of Article 36 of the Peace Treaty which reads as follows :

"1. Except where another procedure is specifically provided under any article of the present Treaty, any dispute concerning the interpretation or execution of the Treaty, which is not settled by direct diplomatic negotiations, shall be referred to the three Heads of Mission acting under Article 35, except that in this case the Heads of Mission will not be restricted by the time-limit provided in that article. Any such dispute not resolved by them within a

nature qu'ils n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. A défaut d'accord dans un délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation de ce tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire général des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. La décision prise par la majorité des membres de la Commission sera considérée comme décision de la Commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire. »

3. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, le Gouvernement de l'Australie et celui de la Nouvelle-Zélande ont décidé d'invoquer la procédure prévue à l'article précité en vue du règlement de ces différends, et je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir le plus tôt possible à quelle date vous serez disposé à rencontrer notre collègue des États-Unis et moi-même afin que nous puissions prendre connaissance de la question, conformément aux dispositions du traité de paix.

4. Je crois savoir que mon collègue des États-Unis vous adresse aujourd'hui une communication rédigée en termes analogues à ceux de la présente lettre et dans laquelle il attire l'attention sur l'existence d'un différend entre le Gouvernement des États-Unis et le Gouvernement de la Bulgarie. Je me permets de suggérer, pour des fins de commodité, que les quatre différends soient examinés ensemble par les trois chefs de mission.

5. Une note de teneur analogue est adressée au représentant des États-Unis et nous faisons parvenir au ministère des Affaires étrangères de la Bulgarie copie de cette note et de la présente lettre.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) PAUL MASON.

---

*Annexe 9 a*

LETTRE ADRESSÉE PAR LE MINISTRE DE GRANDE-BRETAGNE A BUDAPEST  
A L'AMBASSADEUR DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

Monsieur l'Ambassadeur,

D'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, j'ai l'honneur de vous transmettre copie d'une note en date du 2 avril adressée au ministère des Affaires étrangères de la Hongrie par la légation de Sa Majesté, dans laquelle le Gouvernement hongrois est formellement accusé d'avoir violé les dispositions de l'article 2 du traité de paix avec la Hongrie. Je joins également à la présente le texte de la réponse du ministère repoussant ces accusations.

period of two months shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment.

2. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding."

3. His Majesty's Government in the United Kingdom, the Australian Government and the New Zealand Government have accordingly decided to invoke the procedure laid down in this article for settlement of such disputes and I shall be glad if you will inform me at an early date when you will be prepared to meet my United States colleague and myself in order that we may take cognizance of this in the manner prescribed in the Peace Treaty.

4. I understand that my United States colleague is addressing to you to-day a communication in similar terms to my present note, calling attention to the existence of a dispute between the United States Government and the Bulgarian Government. I should like to suggest for the purpose of convenience that all four disputes be considered together by the three Heads of Mission.

5. A similar note is being addressed to the United States representative and copies are being forwarded to the Bulgarian Ministry of Foreign Affairs.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) PAUL MASON.

---

*Annex 9 a*

LETTER FROM THE BRITISH MINISTER IN BUDAPEST TO THE SOVIET  
AMBASSADOR

[Original text : English]

31 May, 1949.

I have the honour, on instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom, to transmit to Your Excellency, herewith, a copy of a note which was addressed by His Majesty's Legation on 2 April to the Hungarian Ministry of Foreign Affairs, in which the Hungarian Government was formally charged with violation of Article 2 of the Treaty of Peace with Hungary. I also enclose a copy of the Ministry's reply, in which these charges are rejected.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté estime que les termes de cette réponse ne sont pas satisfaisants et le ministère des Affaires étrangères de la Hongrie en a été informé par une note dont je vous envoie ci-joint copie. Le Gouvernement du Canada, celui de l'Australie et celui de la Nouvelle-Zélande partagent les vues du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et ils se sont associés à la note de la légation de Sa Majesté en date du 2 avril. Il est évident, d'après cette correspondance, qu'il s'est élevé des différends au sens de l'article 40 du traité de paix, dont voici le texte :

« 1. Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est expressément prévue par un article du présent traité, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de ce traité, qui n'a pas été réglé par voie de négociations diplomatiques directes, sera soumis aux trois chefs de mission, agissant comme il est prévu à l'article 39, mais, en pareil cas, les chefs de mission ne seront pas tenus par les délais fixés dans ledit article. Tout différend de cette nature qu'ils n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. A défaut d'accord dans un délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation de ce tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire général des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. La décision prise par la majorité des membres de la Commission sera considérée comme décision de la Commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire. »

3. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, le Gouvernement du Canada, celui de l'Australie et celui de la Nouvelle-Zélande ont décidé d'invoquer la procédure prévue à l'article précité en vue du règlement de ces différends, et je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir le plus tôt possible à quelle date vous serez disposé à rencontrer notre collègue des États-Unis et moi-même afin que nous puissions prendre connaissance de la question, conformément aux dispositions du traité de paix.

4. Je crois savoir que mon collègue des États-Unis vous adresse aujourd'hui une communication rédigée en termes analogues à ceux de la présente lettre, et dans laquelle il attire l'attention sur l'existence d'un différend entre le Gouvernement des États-Unis et le Gouvernement de la Hongrie. Je me permets de suggérer, pour des fins de commodité, que les cinq différends soient examinés ensemble par les trois chefs de mission.

5. Une note de teneur analogue est adressée au représentant des États-Unis et nous faisons parvenir au ministère des Affaires étrangères de la Hongrie copie de cette note et de la présente lettre.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) G. A. WALLINGER.

2. His Majesty's Government consider that the terms of this reply are unsatisfactory and the Hungarian Ministry of Foreign Affairs have been so informed in a note of which I enclose a copy. The views of His Majesty's Government in the United Kingdom are also shared by the Canadian Government, the Australian Government and the New Zealand Government who associated themselves with the terms of His Majesty's Legation's note of 2 April. It is evident from this correspondence that disputes have arisen in the sense of Article 40 of the Treaty of Peace which reads as follows :

"1. Except where another procedure is specifically provided under any article of the present Treaty, any dispute concerning the interpretation or execution of the Treaty, which is not settled by direct diplomatic negotiations, shall be referred to the Three Heads of Mission acting under Article 39, except that in this case the Heads of Mission will not be restricted by the time-limit provided in that article. Any such dispute not resolved by them within a period of two months shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment.

2. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding."

3. His Majesty's Government in the United Kingdom, the Canadian Government, the Australian Government and the New Zealand Government have accordingly decided to invoke the procedure laid down in this article for the settlement of such disputes and I shall be glad if Your Excellency will inform me at an early date when Your Excellency will be prepared to meet my United States colleague and myself in order that we may take cognizance of these in the manner prescribed in the Peace Treaty.

4. I understand that my United States colleague is addressing to Your Excellency to-day, a communication in similar terms to my present note, calling attention to the existence of a dispute between the United States Government and the Hungarian Government. I should like to suggest, for purposes of convenience, that all these five disputes be considered together by the three Heads of Mission.

5. A similar note is being addressed to the United States representative and copies are being forwarded to the Hungarian Ministry of Foreign Affairs.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) G. A. WALLINGER.

*Annexe 9 b*

LETTRE ADRESSÉE PAR LE MINISTRE DE GRANDE-BRETAGNE A BUCAREST  
A L'AMBASSADEUR DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

[Texte original en anglais]

31 mai 1949.

Monsieur l'Ambassadeur,

D'ordre de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, j'ai l'honneur de vous transmettre copie d'une note en date du 2 avril, adressée au ministère des Affaires étrangères de la Roumanie par la légation de Sa Majesté, dans laquelle le Gouvernement roumain est formellement accusé d'avoir violé les dispositions de l'article 3 du traité de paix avec la Roumanie. Je joins également à la présente le texte de la réponse du ministère repoussant ces accusations.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté estime que les termes de cette réponse ne sont pas satisfaisants et le ministère des Affaires étrangères de la Roumanie en a été informé par une note dont je vous envoie ci-joint copie. Le Gouvernement du Canada, celui de l'Australie et celui de la Nouvelle-Zélande partagent les vues du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et ils se sont associés à la note de la Légation de Sa Majesté en date du 2 avril. Il est évident, d'après cette correspondance, qu'il s'est élevé des différends au sens de l'article 38 du traité de paix, dont voici le texte :

« 1. Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est expressément prévue par un article du présent traité, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de ce traité, qui n'a pas été réglé par voie de négociations diplomatiques directes, sera soumis aux trois chefs de mission, agissant comme il est prévu à l'article 37, mais, en pareil cas, les chefs de mission ne seront pas tenus par les délais fixés dans ledit article. Tout différend de cette nature qu'ils n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. A défaut d'accord dans un délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation de ce tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire général des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. La décision prise par la majorité des membres de la Commission sera considérée comme décision de la Commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire. »

3. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, le Gouvernement du Canada, celui de l'Australie et celui de la Nouvelle-Zélande ont décidé d'invoquer la procédure prévue à l'article précité en vue du règlement de ces différends, et je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir le plus tôt possible à quelle

*Annex 9 b*LETTER FROM THE BRITISH MINISTER IN BUCHAREST TO THE SOVIET  
AMBASSADOR

[Original text : English]

31 May, 1949.

Your Excellency,

I have the honour, on instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom, to transmit to you herewith a copy of a note which was addressed by His Majesty's Legation on 2 April to the Roumanian Ministry of Foreign Affairs, in which the Roumanian Government was formally charged with violation of Article 3 of the Treaty of Peace between the Allied and Associated Powers and Roumania. I also enclose a copy of the Ministry's reply, in which these charges are rejected.

2. His Majesty's Government consider that the terms of this reply are unsatisfactory and the Roumanian Ministry of Foreign Affairs have been so informed in a note of which I enclose a copy. The views of His Majesty's Government in the United Kingdom are also shared by the Canadian Government, the Australian Government and the New Zealand Government, who associated themselves with the terms of His Majesty's Legation's note of 2 April. It is evident from this correspondence that disputes have arisen in the sense of Article 38 of the Treaty of Peace which reads as follows :

"1. Except where another procedure is specifically provided under any article of the present Treaty, any dispute concerning the interpretation or execution of the Treaty, which is not settled by direct diplomatic negotiations, shall be referred to the three Heads of Mission acting under Article 37, except that in this case the Heads of Mission will not be restricted by the time-limit provided in that article. Any such dispute not resolved by them within a period of two months shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment.

2. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding."

3. His Majesty's Government in the United Kingdom, the Canadian Government, the Australian Government and the New Zealand Government have accordingly decided to invoke the procedure laid down in this article for settlement of such disputes, and I shall be glad if you will inform me at an early date when you will be prepared to meet

date vous serez disposé à rencontrer notre collègue des États-Unis et moi-même afin que nous puissions prendre connaissance de la question, conformément aux dispositions du traité de paix.

4. Je crois savoir que mon collègue des États-Unis vous adresse aujourd'hui une communication rédigée en termes analogues à ceux de la présente lettre, dans laquelle il attire l'attention sur l'existence d'un différend entre le Gouvernement des États-Unis et le Gouvernement de la Roumanie. Je me permets de suggérer, pour des fins de commodité, que les cinq différends soient examinés ensemble par les trois chefs de mission.

5. Une note de teneur analogue est adressée au représentant des États-Unis et nous faisons parvenir au ministère des Affaires étrangères de la Roumanie copie de cette note et de la présente lettre.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) W. ST. C. ROBERTS.

---

*Annexe 10*

NOTE DE L'AMBASSADE DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES  
SOVIÉTIQUES A LONDRES

[Texte original en russe]

12 juin 1949.

Comme suite aux notes que les missions britanniques en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie respectivement ont remises en date du 31 mai 1949 à l'ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques dans chacun de ces pays, touchant la convocation d'une conférence des trois chefs de mission diplomatique en vue de l'examen du différend qui s'est élevé entre le Gouvernement du Royaume-Uni, d'une part, et les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie, d'autre part, au sujet de l'interprétation des traités de paix, l'ambassade de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'ordre de son Gouvernement, a l'honneur de faire la déclaration suivante:

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a étudié les notes ci-dessus mentionnées, ainsi que les notes en date du 2 avril 1949 remises par le Gouvernement du Royaume-Uni à la Bulgarie, à la Hongrie et à la Roumanie, dans lesquelles le Gouvernement du Royaume-Uni accuse ces pays de violer les dispositions des traités de paix et, notamment, celles des articles qui ont trait au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a également étudié les notes dans lesquelles les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie ont répondu au Gouvernement du Royaume-Uni.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques estime que, dans leurs notes mentionnées ci-dessus, les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie ont répondu de façon complète aux allégations du Gouvernement du Royaume-Uni qui les accuse de violer les dispositions des traités de paix. Il ressort clairement de ces réponses que les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie

my United States colleague and myself in order that we may take cognizance of this in the manner prescribed in the Peace Treaty.

4. I understand that my United States colleague is addressing to you to-day a communication in similar terms to my present note, calling attention to the existence of a dispute between the United States Government and the Roumanian Government. I should like to suggest, for purposes of convenience, that all these five disputes be considered together by the three Heads of Mission.

5. A similar note is being addressed to the United States representative and copies are being forwarded to the Roumanian Ministry of Foreign Affairs.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) W. ST. C. ROBERTS.

---

*Annex 10*

NOTE FROM THE SOVIET EMBASSY IN LONDON

[Original text : Russian]

12 June, 1949.

In connexion with the notes handed over by the British Missions in Bulgaria, Hungary and Roumania on 31 May, 1949, to the Soviet Ambassadors in these countries regarding the summoning of a conference of the three Heads of the Diplomatic Missions to consider the dispute which has arisen between the Government of Great Britain and the Governments of Bulgaria, Hungary and Roumania in respect of the interpretation of the Peace Treaties, the Embassy of the U.S.S.R. on instructions from the Soviet Government, declare as follows :

The Soviet Government have studied the above-mentioned notes, and also the notes delivered by the Government of Great Britain on 2 April of this year to Bulgaria, Hungary and Roumania in which the Government of Great Britain charged those countries with violating the Peace Treaties and, in particular, with violating those articles of the said Treaties which concern the safeguarding of the rights of man and of the personal freedoms. The Soviet Government have also studied the answering notes from the Governments of Bulgaria, Hungary and Roumania to the Government of Great Britain.

The Government of the U.S.S.R. consider that, in the said answering notes of the Governments of Bulgaria, Hungary and Roumania, an exhaustive reply is given to the charges made by the Government of Great Britain against these countries regarding the violation of the Peace Treaties. From these replies it is evident that the Governments of Bulgaria, Hungary and Roumania are carrying out with exactitude

et de la Roumanie s'acquittent rigoureusement des engagements qu'ils ont pris aux termes des traités de paix, notamment de leurs obligations relatives au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Les mesures qui ont été prises par les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie et au sujet desquelles le Gouvernement du Royaume-Uni a exprimé son mécontentement dans ses notes du 2 avril 1949, bien loin de constituer une violation des traités de paix, visent au contraire à mettre en œuvre les dispositions de ces traités aux termes desquelles lesdits pays sont tenus de lutter contre les organisations de caractère fasciste et contre toutes autres organisations « qui ont pour but de priver le peuple de ses droits démocratiques ». Il est évident que les mesures de cette nature que la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie ont prises pour appliquer les dispositions des articles des traités de paix relèvent entièrement de la juridiction nationale de ces pays, qui ont qualité d'États souverains.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques estime qu'en cherchant artificiellement à faire de cette question une cause de différend, le Gouvernement du Royaume-Uni essaye tout simplement de se servir des traités de paix pour intervenir dans les affaires intérieures de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie afin d'exercer une pression sur la politique intérieure de ces pays.

En conséquence, l'Ambassade de l'Union des Républiques socialistes soviétiques est autorisée à déclarer que son Gouvernement ne voit aucune raison de convoquer les trois chefs de mission diplomatique afin d'examiner les questions mentionnées dans les notes adressées le 31 mai 1949 par les missions britanniques en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie.

---

### *Annexe II*

NOTE DU ROYAUME-UNI EN RÉPONSE A LA NOTE DE L'AMBASSADE DE  
L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES EN DATE DU  
12 JUIN 1949

[Texte original en anglais]

30 juin 1949.

Le secrétaire d'État principal aux Affaires étrangères de Sa Majesté présente ses compliments au chargé d'affaires de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et a l'honneur d'accuser réception de la note n° 42-A du 12 juin 1949 émanant de Son Excellence, M. Zaroubin. M. Bevin regrette que le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, malgré le fait que la procédure prévue pour le règlement des différends de cette nature est définie dans les traités de paix, ait jugé nécessaire de nier qu'il y ait des raisons de réunir les chefs de ses missions diplomatiques à Sofia, Budapest et Bucarest et leurs collègues du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique en vue d'examiner les différends qui se sont élevés au sujet de l'interprétation et de l'exécution des traités de paix.

2. Les vues du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur le fond des différends en question, telles qu'elles sont

the obligations undertaken by them in regard to the Peace Treaties, including the obligation in respect of the safeguarding of the rights of man and of the personal freedoms.

The measures taken by the Governments of Bulgaria, Hungary and Roumania in regard to which the Government of Great Britain expressed their displeasure in their notes of 2 April of this year are not only not an infringement of the Peace Treaties but are, on the contrary, directed towards the implementation of the Peace Treaties which bind the said countries to carry on the struggle against organizations of a fascist type and against other organizations "pursuing the aim of divesting the people of their democratic rights". It goes without saying that such measures as are being carried out by Bulgaria, Hungary and Roumania for the purpose of implementing the articles of the Peace Treaties fall completely within the domestic competence of these countries as sovereign States.

The Soviet Government construe the desire of the Government of Great Britain to convert this question artificially into a subject of dispute as a direct attempt to exploit the Peace Treaties so as to interfere in the domestic affairs of Bulgaria, Hungary and Roumania for the purpose of exerting pressure on their internal policy.

In view of this the Embassy of the U.S.S.R. are authorized to declare that the Soviet Government see no cause for the summoning of a conference of the three Heads of the Diplomatic Missions for the purpose of considering the questions touched upon in the notes of the Missions of Great Britain in Bulgaria, Hungary and Roumania on 31 May of this year.

---

*Annex II*

UNITED KINGDOM NOTE IN REPLY TO THE SOVIET EMBASSY'S NOTE OF  
12 JUNE, 1949

[Original text : English]

30 June, 1949.

His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs presents his compliments to the Soviet Chargé d'Affaires and has the honour to acknowledge the receipt of His Excellency Monsieur Zaroubin's note No. 42-A of 12 June last. Mr. Bevin regrets that the Soviet Government should have deemed it necessary to deny that there is any reason why the Heads of their Diplomatic Missions in Sofia, Budapest and Bucharest should join their British and United States colleagues to consider the disputes which have arisen concerning the interpretation and execution of the Treaties of Peace, notwithstanding that the procedure proposed for the settlement of such disputes is laid down in the Treaties of Peace.

2. The opinions of the Soviet Government on the merits of the disputes in question, as expressed in the note from the Embassy, are beside the

exprimées dans la note de l'ambassade, sont hors du sujet. En fait, il s'est élevé des différends et les traités de paix exigent qu'ils soient réglés par une procédure spéciale.

3. Il y a lieu d'interpréter le refus du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de coopérer à l'application de cette procédure comme une tentative de la part de ce Gouvernement en vue de contrecarrer l'une des dispositions des traités de paix. De plus, ce refus est en contradiction flagrante avec l'attitude du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui a proclamé à maintes reprises son respect des traités.

4. C'est pourquoi le Gouvernement de Sa Majesté compte que le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, après avoir réfléchi de nouveau sur cette question, jugera bon de revenir sur la décision qu'il a fait connaître dans la note de l'ambassade en date du 12 juin.

---

*Annexe 12*

NOTE VERBALE DE LA BULGARIE AU ROYAUME-UNI

[Texte original en français]

27 juillet 1949.

Se référant à la note n° 98 (79/49) du 31 mai 1949 de la légation de Grande-Bretagne, le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie estime indispensable de déclarer ce qui suit :

Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie considère comme injustifiée la décision du Gouvernement britannique de recourir à la procédure prévue à l'article 36 du traité de paix en connexion avec l'application par la Bulgarie des dispositions de l'article 2 du même traité et cela d'autant plus que le Gouvernement britannique se trouvait déjà en possession de la réponse détaillée et motivée du Gouvernement bulgare, contenue dans sa note du 21 avril 1949.

Il est dit dans la note de l'honorable légation qu'il existe un différend entre la Grande-Bretagne et la Bulgarie en ce qui concerne l'application de l'article 2 du traité de paix, quoique du côté de la Grande-Bretagne il n'ait pas été fait et n'ait pu être fait aucune contestation et objection au sujet de ce qui a été relevé dans la susdite note du ministère des Affaires étrangères du 21 avril 1949. Il est indiqué justement dans cette même note que la Constitution de la République populaire de Bulgarie, qui est entrée en vigueur le 6 décembre 1947, consacre et garantit aux citoyens bulgares, sans distinction de race, de nationalité, de culte, d'origine et de situation sociale, tous les droits et libertés, dont il est question à l'article 2 du traité de paix. Ainsi, en pleine concordance avec le traité de paix, la Constitution stipule :

« Article 71. — Tous les citoyens de la République populaire de Bulgarie sont égaux devant la loi.

N'est admis aucun privilège, fondé sur la nationalité, l'origine, la religion ou l'état de fortune.

point. The facts are that disputes have arisen and that the Peace Treaties require that they should be settled by a special procedure.

3. The refusal of the Soviet Government to co-operate in putting this procedure into practice is liable to be interpreted as an attempt on their part to frustrate one of the provisions of the Peace Treaties. Such refusal, moreover, is in marked contradiction with the regard for the Treaties frequently expressed by the Soviet Government.

4. In the light of the foregoing, His Majesty's Government trust that, on further reflection, the Soviet Government will see fit to reconsider their decision as conveyed in the note of 12 June from the Embassy.

---

*Annex 12*

BULGARIAN "NOTE VERBALE" TO THE UNITED KINGDOM

[Original text: French]

27 July, 1949.

With reference to note No. 98 (79/49) of the United Kingdom Legation dated 31 May, 1949, the Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of Bulgaria considers it indispensable to make the following statement:

The Government of the People's Republic of Bulgaria considers that there is no justification for the decision of the Government of the United Kingdom to resort to the procedure established by Article 36 of the Treaty of Peace in connexion with the execution by Bulgaria of the provisions of Article 2 of the same Treaty, all the more since the British Government was already in possession of the detailed reply and the reasons of the Bulgarian Government, as set forth in the note of 21 April, 1949.

The British Legation's note states that a dispute exists between the United Kingdom and Bulgaria regarding the execution of Article 2 of the Peace Treaty although the United Kingdom has not disputed or raised any objection to and is unable to dispute or raise any objection to the statement contained in the above-mentioned note of the Ministry of Foreign Affairs, dated 21 April, 1949. The said note points out correctly that the Constitution of the People's Republic of Bulgaria which entered into force on 6 December, 1947, establishes and guarantees to Bulgarian citizens without distinction as to race, nationality, religion, origin or social position all the rights and liberties which are mentioned in Article 2 of the Treaty of Peace. Thus in full accordance with the Treaty of Peace the Constitution states:

*Article 71.*—All citizens of the People's Republic of Bulgaria are equal before the law.

No privileges based on nationality, origin, religion or material condition are recognized.

Toute propagande de haine nationale, religieuse ou raciste est punie par la loi. »

« *Article 78.* — La liberté de conscience et de culte est garantie aux citoyens, ainsi que le libre exercice des rites religieux.

L'Eglise est séparée de l'État.

Une loi spéciale règle la situation juridique, les questions de la subsistance matérielle, ainsi que le droit de libre organisation intérieure et l'autonomie des différentes communautés religieuses.

Tout acte abusif tendant à faire de l'Eglise ou de la religion un instrument de politique, ainsi que la formation d'organisations politiques, sur base religieuse, sont interdits. »

« *Article 82.* — La liberté et l'inviolabilité de la personne sont garanties. Nul ne peut être détenu plus de quarante-huit heures sans décision des autorités judiciaires ou du procureur.

Les peines ne peuvent être imposées qu'en vertu des lois en vigueur.

Les peines sont personnelles et sont proportionnées aux infractions commises.

Les peines pour des infractions commises ne peuvent être imposées que par les tribunaux établis.

Tout accusé a droit à la défense. »

« *Article 87.* — Les citoyens bulgares ont le droit de fonder des sociétés, associations et organisations, à condition qu'elles ne soient pas dirigées contre l'ordre public et l'État et qu'elles ne se trouvent pas en contradiction avec la présente Constitution.

Sont poursuivies et punies par la loi, la formation et la participation à des organisations qui se posent pour but de ravir ou de porter atteinte aux droits et aux libertés du peuple bulgare, conquis à la suite de l'insurrection populaire du 9 septembre 1944 et garantis par la présente Constitution, de menacer l'indépendance nationale et la souveraineté de l'État ou qui prêchent ouvertement ou clandestinement une idéologie fasciste et anti-démocratique ou facilitent l'agression impérialiste. »

« *Article 88.* — La liberté de la presse, de la parole, des réunions, des meetings et des manifestations est garantie aux citoyens de la République populaire. »

Ces dispositions constitutionnelles bien claires ne laissent place à aucun différend en ce qui concerne l'application et l'interprétation de l'article 2 du traité de paix.

Mais, l'honorable légation de Grande-Bretagne n'a ni contesté, ni pu contester également le point de vue du Gouvernement bulgare, à savoir que les cas concrets énumérés dans sa note, non seulement ne constituent aucune violation du traité de paix, mais, bien au contraire, rentrent dans le cadre même de l'application du traité de paix et plus spécialement de l'article 4 dudit traité, article qui, pour des considérations que le ministère ignore, a été passé sous silence dans la note de la légation de Grande-Bretagne. L'article 4 du traité de paix porte en effet :

« *Article 4.* — La Bulgarie qui, conformément à la Convention d'armistice, a pris des mesures en vue de dissoudre toutes les organi-

The propagation of racial, national or religious hatred is punishable by law."

"*Article 78.*—Citizens are guaranteed freedom of conscience and religion, as well as freedom to perform their religious rites.

The Church is separated from the State.

The legal status, questions of material maintenance and the right of the religious communities to self-government and organization is governed by a special law.

It is unlawful to use the Church or religion for political purposes and to establish political organizations on a religious basis."

"*Article 82.*—The freedom and inviolability of the person are guaranteed.

No person shall be detained for more than forty-eight hours without an order from the judicial authorities or the prosecutor. Penalties shall be imposed only in virtue of the laws in operation.

Penalties shall be personal and in proportion to the offence committed.

Penalties for offences shall be imposed only by the proper courts. An accused person shall be entitled to be defended."

"*Article 87.*—Bulgarian citizens have the right to form societies, associations and organizations, provided that these are not directed against public order and the State and are not in contradiction with the present Constitution.

The law prohibits and punishes the formation of and participation in organizations, the aim of which is to deprive the Bulgarian people or impede them in the exercise of the rights and freedoms won by conquest through the national uprising of 9 September, 1944, and guaranteed by the present Constitution, or to threaten national independence and the sovereignty of the State, or which overtly or secretly advocate fascist and anti-democratic ideology or facilitate imperialist aggression."

"*Article 88.*—Citizens of the People's Republic are guaranteed freedom of the press, speech, assembly, meetings and manifestations."

These perfectly clear constitutional provisions leave no room for any possible dispute in so far as concerns the execution and interpretation of Article 2 of the Treaty of Peace.

But the British Legation has neither contested nor been able to contest the Bulgarian position, namely that the actual cases enumerated in its note not only do not constitute violations of the Treaty of Peace but on the contrary are covered by the execution of the Peace Treaty and more especially Article 4 of this Treaty which for reasons not known to the Ministry of Foreign Affairs has been passed over in silence in the note of the British Legation. Article 4 of the Treaty of Peace states :

"*Article 4.*—Bulgaria, which in accordance with the Armistice Agreement has taken measures for dissolving all organizations of

sations politiques, militaires ou paramilitaires de caractère fasciste existant sur le territoire bulgare, ainsi que toutes autres organisations faisant une propagande hostile aux Nations Unies, s'engage à ne pas tolérer à l'avenir l'existence et l'activité d'organisations de cette nature qui ont pour but de priver le peuple de ses droits démocratiques. »

Cette obligation, découlant du traité de paix, se trouve incluse dans l'alinéa II de l'article 87 susmentionné de la Constitution de la République populaire de Bulgarie:

L'honorable légation n'a ni contesté, ni pu contester le point de vue du Gouvernement bulgare, à savoir que la question tant des différents procès par devant les tribunaux bulgares, que des actes des organes administratifs et autres dans les différents cas, ne peut faire l'objet de discussion en connexion avec l'application du traité de paix, étant donné qu'une telle discussion constituerait, du point de vue des principes du droit international, du point de vue du texte et de l'esprit du traité de paix, ainsi que du point de vue des dispositions précises de l'article 2 de la Charte des Nations Unies, une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures de notre pays et porterait, ainsi, atteinte à sa souveraineté.

A l'égard de toutes ces questions, ainsi qu'en ce qui a trait aux autres points de vue du Gouvernement bulgare, en rapport avec l'application de l'article 2 du traité de paix, aucune discussion n'a été soulevée à leur endroit et encore moins il ne saurait être question de certains pourparlers qui auraient été menés en vue de régler un tel différend non existant. Dans la note de l'honorable légation il est fait, à tort, allusion à un différend, sans que l'objet et l'étendue de ce « différend » soient concrétisés.

Par conséquent, le Gouvernement bulgare considère que ni les faits requis, ni des motifs de procédure ne sont, en l'occurrence, en évidence pour permettre l'application de l'article 36 du traité de paix et estime les prétentions de la légation de Grande-Bretagne, à l'effet de mettre en action la procédure prévue audit article 36 de ce traité, comme non conformes aux dispositions du même traité et du droit international et les rejette catégoriquement.

Le Ministère des affaires étrangères saisit cette occasion, etc.

---

### *Annexe 13*

#### NOTE VERBALE DU ROYAUME-UNI A LA BULGARIE

[Texte original en anglais]

1<sup>er</sup> août 1949.

La légation de Sa Majesté britannique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de Bulgarie et, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, a l'honneur d'adresser la réponse suivante à la note du ministère n° 231-50-I en date du 27 juillet.

2. De l'avis du Gouvernement de Sa Majesté, les considérations présentées dans la note du ministère mentionnée ci-dessus ne sont pas

a fascist type on Bulgarian territory, whether political, military or paramilitary, as well as other organizations conducting propaganda hostile to the United Nations, shall not permit in future the existence and activities of organizations of that nature which have as their aim denial to the people of their democratic rights."

That obligation deriving from the Treaty of Peace is included in part II of the above-mentioned Article 87 of the Constitution of the People's Republic of Bulgaria.

The British Legation has neither contested nor been able to contest the point of view of the Bulgarian Government, namely that neither the question of the various cases before our Bulgarian courts nor the acts of the administrative authorities and others in various cases can be made the subject of discussion in connexion with the execution of the Peace Treaty since, from the point of view of the principles of international law, of the text and spirit of the Treaty and of the very precise provisions of Article 2 of the United Nations Charter, such a discussion would constitute an inadmissible interference in the internal affairs of our country and constitute an infringement of its sovereignty.

With regard to all these questions and also with regard to the other points of view of the Bulgarian Government concerning the execution of Article 2 of the Treaty of Peace, there has been no discussion regarding them and still less could there be any question of discussion for the settlement of a non-existent dispute. In the British Legation's note allusion is wrongly made to a dispute without the subject and extent of this dispute being specified.

Consequently, the Bulgarian Government considers that in this case no evidence has been forthcoming to establish the facts required nor the grounds for procedure permitting of the application of Article 36 of the Treaty of Peace and considers that the claims of the British Legation to set in motion the procedure provided in the said Article 36 of the Treaty do not conform to the provisions of the Treaty itself and of international law and rejects them categorically.

The Ministry of Foreign Affairs has the honour, etc.

---

*Annex 13*

UNITED KINGDOM "NOTE VERBALE" TO BULGARIA

[Original text : English]

1 August, 1949.

His Britannic Majesty's Legation present their compliments to the Bulgarian Ministry of Foreign Affairs and under instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom have the honour to return the following reply to the Ministry's note No. 231-50-I of 27 July.

2. In the opinion of His Majesty's Government the considerations advanced in the Ministry's note under reference are no more relevant

plus applicables aux accusations portées contre le Gouvernement bulgare suivant lesquelles ce dernier n'a pas exécuté les obligations qui lui incombent aux termes de l'article 2 du traité de paix, que ne l'étaient les considérations présentées dans la note précédente du ministère en date du 21 avril. Il reste donc établi qu'il existe un différend quant à l'interprétation et à l'exécution du traité.

3. Malgré les dispositions du traité, le Gouvernement soviétique n'a pas jugé opportun d'autoriser son représentant en Bulgarie à se joindre à ses collègues de Grande-Bretagne et des États-Unis pour examiner le différend, et, bien que deux mois se soient écoulés depuis que le représentant soviétique a été invité à une réunion à cette fin, la réunion n'a pas encore eu lieu et le différend n'est toujours pas réglé.

4. Le traité stipule que tout différend de cette nature qui n'aurait pas été réglé par les trois chefs de mission dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties, parmi les ressortissants d'un pays tiers. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni demande que le différend soit soumis à une Commission constituée comme il est prévu au traité, et il a chargé la légation de Sa Majesté d'inviter le Gouvernement bulgare à se joindre au Gouvernement de Sa Majesté pour désigner cette Commission.

5. Des différends s'étant également élevés entre les Gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, d'une part, et le Gouvernement bulgare, d'autre part, les Gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande s'associent à la présente note.

6. La légation de Sa Majesté britannique saisit cette occasion, etc.

---

*Annexe 13 a*

NOTE VERBALE DU ROYAUME-UNI A LA ROUMANIE

[Texte original en anglais]

1<sup>er</sup> août 1949.

La légation de Sa Majesté britannique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de Roumanie, et, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, a l'honneur de se référer à sa note du 31 mai relative au différend qui s'est élevé au sujet de l'interprétation et de l'exécution du traité de paix.

2. Malgré les dispositions du traité, le Gouvernement soviétique n'a pas jugé opportun d'autoriser son représentant en Roumanie à se joindre à ses collègues de Grande-Bretagne et des États-Unis pour examiner le différend, et, bien que deux mois se soient écoulés depuis que le représentant soviétique a été invité à une réunion à cette fin, la réunion n'a pas encore eu lieu et le différend n'est toujours pas réglé.

3. Le traité stipule que tout différend de cette nature qui n'aurait pas été réglé par les trois chefs de mission dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un

to the charges made against the Bulgarian Government of failing to implement their obligations under Article 2 of the Peace Treaty than were the considerations which were advanced in the Ministry's previous note of 21 April. It is therefore still the case that a dispute exists about the interpretation and execution of the Treaty.

3. The Soviet Government, in spite of the provisions of the Treaty, have not seen fit to authorize their representative in Bulgaria to join his British and United States colleagues in considering the dispute, and although two months have elapsed since the Soviet representative was invited to a meeting for this purpose the meeting has not yet taken place and the dispute remains unresolved.

4. The Treaty provides that any dispute of this kind which is not resolved by the three Heads of Mission within a period of two months should, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to a Commission composed of one representative of each party and a third member, selected by mutual agreement of the two parties, from nationals of a third country. His Majesty's Government in the United Kingdom in the circumstances request that the dispute be referred to a Commission constituted in this manner, and they have instructed His Majesty's Legation to invite the Bulgarian Government to join His Majesty's Government in appointing such a Commission.

5. His Majesty's Governments in Australia and New Zealand, between whom and the Bulgarian Government disputes have also arisen, associate themselves with the terms of the present note.

6. His Britannic Majesty's Legation take this opportunity, etc.

---

*Annex 13a*

UNITED KINGDOM "NOTE VERBALE" TO ROUMANIA

[Original text : English]

1 August, 1949.

His Majesty's Legation present their compliments to the Roumanian Ministry of Foreign Affairs and under instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom have the honour to refer to their note of 31 May about the dispute which has arisen concerning the interpretation and execution of the Treaty of Peace.

2. The Soviet Government, in spite of the provisions of the Treaty, have not seen fit to authorize their representative in Roumania to join his British and United States colleagues in considering this dispute, and although two months have elapsed since the Soviet representative was invited to a meeting for this purpose the meeting has not yet taken place and the dispute remains unresolved.

3. The Treaty provides that any dispute of this kind which is not resolved by the three Heads of Mission within a period of two months should, unless the parties to the dispute mutually agree upon another

autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni demande que le différend soit soumis à une Commission constituée comme il est prévu au traité, et il a chargé la légation de Sa Majesté d'inviter le Gouvernement roumain à se joindre au Gouvernement de Sa Majesté pour désigner cette Commission.

4. Des différends s'étant également élevés entre les Gouvernements du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, d'une part, et le Gouvernement roumain d'autre part, les Gouvernements du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande s'associent à la présente note.

La légation de Sa Majesté britannique saisit cette occasion, etc.

---

*Annexe 13b*

NOTE VERBALE DU ROYAUME-UNI A LA HONGRIE

[Texte original en anglais]

1<sup>er</sup> août 1949.

La légation de Sa Majesté britannique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de Hongrie, et, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, a l'honneur de se référer à sa note n° 255 en date du 31 mai relative au différend qui s'est élevé au sujet de l'interprétation et de l'exécution du traité de paix.

2. Malgré les dispositions du traité, le Gouvernement soviétique n'a pas jugé opportun d'autoriser son représentant en Hongrie à se joindre à ses collègues de Grande-Bretagne et des États-Unis pour examiner le différend, et, bien que deux mois se soient écoulés depuis que le représentant soviétique a été invité à une réunion à cette fin, la réunion n'a pas encore eu lieu et le différend n'est toujours pas réglé.

3. Le traité stipule que tout différend de cette nature qui n'aurait pas été réglé par les trois chefs de mission dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une Commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni demande que le différend soit soumis à une Commission constituée comme il est prévu au traité et il a chargé la légation de Sa Majesté d'inviter le Gouvernement hongrois à se joindre au Gouvernement de Sa Majesté pour désigner cette Commission.

4. Des différends s'étant également élevés entre les Gouvernements du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, d'une part, et le Gouvernement hongrois d'autre part, les Gouvernements du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande s'associent à la présente note.

La légation de Sa Majesté britannique saisit cette occasion, etc.

---

means of settlement, be referred at the request of either party to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. His Majesty's Government in the United Kingdom in the circumstances request that the dispute be referred to a Commission constituted in this manner, and they have instructed His Majesty's Legation to invite the Roumanian Government to join with His Majesty's Government in appointing such a Commission.

4. His Majesty's Governments in Canada, Australia and New Zealand, between whom and the Roumanian Government disputes have also arisen, associate themselves with the terms of the present note.

His Britannic Majesty's Legation avail themselves of this opportunity, etc.

---

*Annex 13b*

UNITED KINGDOM "NOTE VERBALE" TO HUNGARY

[Original text: English]

1 August, 1949.

His Britannic Majesty's Legation present their compliments to the Hungarian Ministry of Foreign Affairs and, under the instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom, have the honour to refer to their note No. 255 of 31 May about the dispute which has arisen concerning the interpretation and execution of the Treaty of Peace.

2. The Soviet Government, in spite of the provisions of the Treaty, have not seen fit to authorize their representative in Hungary to join his British and United States colleagues in considering this dispute, and although two months have elapsed since the Soviet representative was invited to a meeting for this purpose, the meeting has not yet taken place and the dispute remains unresolved.

3. The Treaty provides that any dispute of this kind which is not resolved by the three Heads of Mission within a period of two months should, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. His Majesty's Government in the United Kingdom in the circumstances request that the dispute be referred to a Commission constituted in this manner, and they have instructed His Majesty's Legation to invite the Hungarian Government to join His Majesty's Government in appointing such a Commission.

4. His Majesty's Governments in Canada, Australia and New Zealand, between whom and the Hungarian Government disputes have also arisen, associate themselves with the terms of the present note.

His Britannic Majesty's Legation avail themselves of this opportunity, etc.

---

*Annexe 14*NOTE VERBALE DE LA HONGRIE AU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD

[Texte original en anglais]

26 août 1949.

Le ministère des Affaires étrangères de Hongrie présente ses compliments à la légation du Royaume-Uni à Budapest et, se référant à la note n° 350 de la légation, a l'honneur, au nom du Gouvernement hongrois, de faire la déclaration suivante :

Le Gouvernement hongrois s'est conformé et se conforme fidèlement aux dispositions du traité de paix. Il l'a fait connaître à plusieurs reprises et sans équivoque au Gouvernement du Royaume-Uni, dans ses notes n°s 2015/1949 et 2671/1949.

Se référant à l'article 40 du traité de paix, le Gouvernement du Royaume-Uni, dans sa note, invite le Gouvernement hongrois à envoyer un représentant à la Commission dont la constitution est prévue aux termes de cet article. Cependant, comme la légation l'a souligné dans sa note, l'article 40 ne prévoit la convocation de cette commission que dans le cas d'un « différend » relatif à l'interprétation et à l'exécution du traité de paix. Or, il est manifeste qu'il ne peut être question de différend, puisque, comme il ressort des notes ci-dessus mentionnées du ministère des Affaires étrangères de Hongrie, le Gouvernement hongrois a consciencieusement rempli les obligations qui lui incombent aux termes du traité de paix.

Étant donné que le traité de paix a explicitement reconnu la souveraineté de la Hongrie, et, en même temps, a fait une obligation au Gouvernement hongrois de prendre les mesures appropriées en ce qui concerne les menées de caractère fasciste, le ministère des Affaires étrangères de Hongrie constate avec surprise que, dans sa note, le Royaume-Uni cherche matière à différend dans les mesures de cette nature prises par le Gouvernement hongrois, qui relèvent exclusivement de la juridiction intérieure de l'État hongrois souverain et qui découlent directement de l'exécution du traité de paix.

C'est pourquoi le Gouvernement hongrois ne peut voir dans la note du Gouvernement du Royaume-Uni qu'une nouvelle tentative en vue d'intervenir dans les affaires intérieures de la République populaire hongroise. Le Gouvernement du Royaume-Uni désire manifestement exercer une pression sur la Hongrie afin d'amener son Gouvernement à subordonner sa politique aux fins que poursuit le Gouvernement du Royaume-Uni. Le Gouvernement hongrois n'est pas disposé à agir ainsi et déclare catégoriquement qu'il continuera à maintenir sans défaillance l'orientation démocratique de sa politique visant à la défense de la paix.

Pour ces motifs, le Gouvernement de Hongrie rejette, comme attentatoire à la souveraineté de la République populaire hongroise, la note que le Gouvernement du Royaume-Uni lui a transmise par l'intermédiaire de sa légation, et déclare que la Hongrie, ne voyant aucun motif ni aucune raison qui justifie la constitution de la Commission mentionnée à l'article 40 du traité de paix, ne participera pas aux travaux de cette commission.

*Annex 14*HUNGARIAN "NOTE VERBALE" TO THE UNITED KINGDOM OF GREAT  
BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

[Original text : English]

26 August, 1949.

The Hungarian Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the Legation of the United Kingdom in Budapest, and, with reference to the Legation's note No. 350 in the name of its Government, has the honour to state the following :

The Hungarian Government consequently fulfilled and fulfils the provisions of the Peace Treaty. The Hungarian Government has, in a manner leaving no doubts, brought this to the notice of the Government of the United Kingdom several times in its notes Nos. 2015/1949 and 2671/1949.

Referring to Article 40 of the Peace Treaty, the Government of the United Kingdom in its note invites the Hungarian Government to send its representative in the Commission to be set up in the terms of this paragraph. However, as it is stressed in the Legation's note—paragraph 40 stipulates that the Commission be delegated only in case of a "dispute" concerning the interpretation and carrying out of the Peace Treaty. There can be no question, however, about such a "dispute"—because—as it can clearly be seen in the enumerated notes of the Hungarian Ministry of Foreign Affairs—the Hungarian Government has exactly fulfilled its obligations assumed in the Peace Treaty.

With the view that the Peace Treaty explicitly recognized Hungary's sovereignty and, at the same time, made it obligatory to the Hungarian Government to take proper measures against tendencies of fascist character, the Hungarian Ministry of Foreign Affairs expresses its surprise upon the fact that the note of the United Kingdom wishes to make a matter of dispute out of such measures taken by the Hungarian Government which exclusively belong to the internal affairs of the Sovereign Hungarian State, and which directly follow from the consequent carrying out of the Peace Treaty.

After all this the Hungarian Government can give no other interpretation to the note of the Government of the United Kingdom than it being a repeated attempt to interfere with the internal affairs of the Hungarian People's Republic. The Government of the United Kingdom obviously wishes to impose a pressure on Hungary to induce the Hungarian Government to subordinate its policy to the endeavours of the Government of the United Kingdom. The Hungarian Government is not willing to do so and categorically states that it will continue maintaining the consistently democratic trend of its policy aiming at defence of peace.

In view of the above said, [*sic*] the Hungarian Government rejects the note of the Government of the United Kingdom transmitted through its Legation as offending the sovereignty of the Hungarian People's Republic, and states that Hungary considers the setting up of a Commission with reference to Article 40 of the Peace Treaty groundless and purposeless and consequently will not participate in it.

---

*Annexé 15*NOTE VERBALE DE LA BULGARIE AU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD

[Texte original en français]

1<sup>er</sup> septembre 1949.

En réponse à la note du 1<sup>er</sup> août 1949 de l'honorable légation de Grande-Bretagne à Sofia, le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie doit constater, avec regret, que le Gouvernement britannique n'a fait preuve d'aucun désir d'examiner les considérations que le Gouvernement bulgare a exposées dans ses notes *sub* n° 23176/37/I et 23150/I des 21 avril et 27 juillet 1949.

En complément de ce qui a été relevé dans les notes précédentes, le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie est chargé par son Gouvernement de déclarer ce qui suit :

Le Gouvernement bulgare estime que l'invitation qui lui a été faite de participer à la commission prévue à l'article 36 du traité de paix est complètement injustifiée. Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie a toujours exécuté et continue à exécuter les engagements qui lui incombent de par le traité de paix. C'est avec surprise qu'il accueille les accusations du Gouvernement britannique au sujet des questions à l'égard desquelles le Gouvernement bulgare a déployé de grands efforts et a obtenu à leur endroit les meilleurs résultats et notamment en ce qui concerne la démocratisation du pays et la sauvegarde des droits et des libertés des citoyens bulgares.

Les actes accomplis par le Gouvernement bulgare en exécution de ses engagements découlant de l'article 4 du traité de paix ne sauraient être qualifiés de violation du même traité.

Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie maintient son point de vue, à savoir qu'on ne se trouve pas en présence d'un différend au sens de l'article 36 du traité de paix — différend susceptible d'être soumis à un examen et de recevoir une solution d'après l'ordre prévu dans le même texte. La teneur des notes adressées par l'honorable légation en rapport avec la prétendue violation de l'article 2 et les réponses du ministère auxdites notes ne font pas ressortir un objet défini de différend. Dans ces notes, le Gouvernement britannique n'a fait qu'exprimer son opinion unilatérale et porter un jugement, ne répondant pas à la réalité, sur le régime de la démocratie populaire en Bulgarie.

Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie ne saurait interpréter autrement le « différend », que le Gouvernement britannique s'efforce de créer artificiellement, que comme une tentative d'intervention dans les affaires intérieures de la Bulgarie et de pression sur le Gouvernement bulgare, afin de déterminer un changement de sa politique dans le sens désiré par le Gouvernement de Grande-Bretagne. Ces tentatives constituent une violation de la souveraineté de la Bulgarie et se trouvent être en contradiction flagrante avec les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies, ainsi qu'avec l'esprit du traité de paix.

En raison de toutes ces considérations, le Gouvernement bulgare ne peut accepter l'invitation qui lui a été adressée en vue de la constitution de la Commission prévue à l'article 36 du traité de paix.

*Annex 15*BULGARIAN "NOTE VERBALE" TO THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN  
AND NORTHERN IRELAND

[Original text : French]

1 September, 1949.

In reply to the note of 1 August, 1949, of the Honourable United Kingdom Legation in Sofia, the Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of Bulgaria is obliged to note with regret that the Government of the United Kingdom has shown no desire to examine the considerations which the Bulgarian Government set forth in its notes Nos. 23176/37/I and 23150/I of 21 April and 27 July, 1949, respectively.

Supplementing that which was set forth in its preceding notes, the Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of Bulgaria is instructed by its Government to state the following :

The Bulgarian Government is of the opinion that the invitation which has been extended to it to participate in the Commission provided for in Article 36 of the Peace Treaty is completely unjustified. The Government of the People's Republic of Bulgaria has always fulfilled and continues to fulfil the obligations incumbent on it under the Peace Treaty. It receives with surprise the accusations of the Government of the United Kingdom pertaining to matters with respect to which the Bulgarian Government has put forth great efforts and has achieved the best results, especially as regards the democratization of the country and the safeguarding of the rights and liberties of Bulgarian citizens.

The action taken by the Bulgarian Government in execution of its obligations under Article 4 of the Peace Treaty could not be described as violation of that Treaty.

The Government of the People's Republic of Bulgaria maintains its point of view, i.e. that this is not a dispute in the sense of Article 36 of the Peace Treaty, capable of being submitted to investigation and resolved in accordance with the procedure provided for in the said text. The tenor of the notes addressed by the Honourable Legation in connexion with the alleged violation of Article 2 and the replies of the Ministry to those notes do not disclose any definite object of dispute. In its notes the Government of the United Kingdom has merely expressed its unilateral opinion and pronounced a judgment not corresponding to reality on the régime of the People's Democracy in Bulgaria.

The Government of the People's Republic of Bulgaria can only interpret the "dispute" which the Government of the United Kingdom is trying artificially to create as an attempt at intervention in the internal affairs of Bulgaria and pressure on the Bulgarian Government in order to bring about a change in its policy in the direction desired by the Government of the United Kingdom. These attempts are a violation of the sovereignty of Bulgaria and in flagrant contradiction with the fundamental principles of the Charter of the United Nations and with the spirit of the Peace Treaty.

In view of all these considerations, the Bulgarian Government cannot accept the invitation addressed to it with a view to the constitution of the Commission provided for in Article 36 of the Peace Treaty.

*Annexe 16*NOTE VERBALE DE LA ROUMANIE AU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD

[Texte original en roumain]

2 septembre 1949.

Le ministère des Affaires étrangères présente ses compliments à la légation britannique et, se référant à la note de la légation n° 204 en date du 1<sup>er</sup> août, relative à l'interprétation et à l'exécution des dispositions de l'article 3 du traité de paix ainsi qu'à l'application de l'article 38 dudit traité, a l'honneur, au nom du Gouvernement de la République populaire de Roumanie, de lui faire la communication suivante :

Dans sa note du 18 avril 1949, le Gouvernement de la République populaire de Roumanie a montré que les lois de la République populaire de Roumanie garantissent l'application rigoureuse des dispositions de l'article 3 du traité de paix et l'exécution des obligations assumées aux termes de ce traité.

Le régime de la démocratie populaire assure au peuple la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La Constitution de la République populaire de Roumanie garantit la liberté de réunion et de manifestation et la liberté de parole et de presse, assure la liberté de religion, et interdit sous peine des sanctions prévues par la loi, les mesures discriminatoires fondées sur la race ou la religion ; elle garantit l'égalité totale de droits entre la femme et l'homme.

Dans la pratique, le Gouvernement de la Roumanie assure les libertés fondamentales et l'exercice des droits de l'homme en mettant à la disposition des travailleurs des salles de réunion, l'outillage d'imprimerie et le papier-journal. Les communautés religieuses possèdent les biens et les propriétés nécessaires à la pratique de leur religion.

Les progrès continus réalisés dans le domaine de l'économie nationale, la protection contre le fléau de la dépression et du chômage, le relèvement du niveau de vie des travailleurs et le développement de leur culture constituent les facteurs matériels et moraux qui permettent au peuple de jouir pleinement des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

En conséquence, le Gouvernement de la République populaire de Roumanie estime que les affirmations contenues dans les notes de la légation britannique n°s 163 en date du 31 mai et 204 en date du 1<sup>er</sup> août 1949, relatives à l'interprétation et à l'exécution des dispositions du traité de paix, ne correspondent pas à la réalité.

C'est pourquoi le Gouvernement de la République populaire de Roumanie estime qu'il n'y a pas de raison d'invoquer l'article 38 du traité de paix.

Le Gouvernement de la République populaire de Roumanie déclare que le Gouvernement du Royaume-Uni persiste à s'efforcer d'empêcher le Gouvernement de la Roumanie d'exécuter les dispositions de l'article 5 du traité de paix et trouve un prétexte de différend dans les dispositions que le Gouvernement de la Roumanie a prises contre les survivances du fascisme, et dans les jugements rendus par les tribunaux de la République populaire de Roumanie contre les espions et les saboteurs au

*Annex 16*ROUMANIAN "NOTE VERBALE" TO THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN  
AND NORTHERN IRELAND

[Original text : Romanian]

2 September, 1949.

The Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the British Legation, and with reference to the Legation's note No. 204 of 1 August regarding the interpretation and execution of Article 3 of the Treaty of Peace and the application of Article 38 of the Treaty of Peace, has the honour to inform the Legation, on behalf of the Government of the Roumanian People's Republic, as follows :

The Government of the Roumanian People's Republic demonstrated in its note of 18 April that the laws of the Republic guarantee a strict application of the provisions of Article 3 of the Treaty and of the obligations assumed in accordance with the Treaty of Peace.

The régime of People's Democracy ensures to the people the fundamental human rights and freedoms. The Constitution of the Roumanian People's Republic guarantees freedom of assembly and demonstration, of speech and of the press, assures freedom of religion and prohibits racial and religious discrimination which is punishable by law ; women enjoy complete equality of rights.

The fundamental human freedoms and rights are realized in practice by placing at the disposal of those who work assembly halls, printing facilities and paper. Religious communities own goods and property necessary for the exercise of religious practices.

The continuous progress of the national economy, freedom from the scourge of depression and unemployment, the rising standard of living of the workers, the improvement of their cultural level provide the material and moral basis which permits the people to make full use of the fundamental human rights and liberties.

In view of these facts the Government of the Roumanian People's Republic considers that the affirmations contained in the British Legation's notes Nos. 163 of 31 May, 1949, and 204 of 1 August, 1949, regarding the interpretation and execution of the Treaty of Peace do not correspond to the facts.

Consequently, the Government of the Roumanian People's Republic does not consider that any motive exists for having recourse to Article 38 of the Peace Treaty.

The Government of the Roumanian People's Republic affirms that the British Government is persisting in its endeavour to ensure the non-application by the Government of the Republic of Article 5 of the Treaty of Peace, and making a dispute of the question of the measures taken by the Roumanian Government against fascist remnants and of the sentences passed by the courts of the Republic against the spies and saboteurs in the service of foreign espionage agencies, measures

service de l'espionnage étranger, toutes mesures qui sont conformes aux dispositions du traité de paix et relèvent entièrement de la juridiction intérieure de la République populaire de Roumanie en tant qu'État souverain.

Ces tentatives persistantes du Gouvernement britannique montrent clairement que ce Gouvernement cherche à s'immiscer dans les affaires intérieures de la République populaire de Roumanie et à se servir des articles du traité de paix comme d'un prétexte pour exercer une pression visant à donner à la politique du Gouvernement de la Roumanie une orientation favorable aux intérêts des Gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni, et contraire à la volonté et aux intérêts du peuple roumain.

C'est pourquoi le Gouvernement de la République populaire de Roumanie repousse, comme entièrement dénuée de fondement, la demande que le Gouvernement britannique a formulée dans sa note du 1<sup>er</sup> août 1949.

---

*Annexe 17*

NOTE VERBALE DU ROYAUME-UNI A LA BULGARIE

[Texte original en anglais]

19 septembre 1949.

La légation de Sa Majesté présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Bulgarie et, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, a l'honneur de se référer à la note du ministère concernant l'interprétation et l'exécution du traité de paix.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut accepter les raisons qu'allègue le Gouvernement bulgare pour refuser de respecter les clauses formelles du traité. Il ne comprend pas non plus comment le Gouvernement bulgare peut maintenir qu'il ne s'est élevé aucun différend au sens de l'article 36 du traité, alors que les notes qu'ils ont déjà échangées montrent clairement qu'il existe une divergence de vues entre ce Gouvernement et le Gouvernement de Sa Majesté.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'admet pas que le Gouvernement bulgare prétende être le seul gouvernement qui ait le droit d'interpréter le traité de paix, auquel il n'est qu'une des parties. L'article 36 serait dénué de sens si le Gouvernement bulgare devait être seul juge de l'exécution des obligations que lui impose le traité de paix. Quant à l'allégation selon laquelle le Gouvernement de Sa Majesté, en invoquant ce traité, s'est rendu coupable d'ingérence injustifiée dans les affaires intérieures de la Bulgarie, il est évident que les obligations internationales assumées par le Gouvernement bulgare limitent en fait la souveraineté de la Bulgarie.

L'argument suivant lequel le Gouvernement bulgare a rempli les obligations que lui impose l'article 4 du traité ne justifie pas la violation d'autres articles de ce traité.

L'article 4 n'a pas pour but de servir à pallier le déni des libertés fondamentales mentionnées à l'article 2 ni à justifier la suppression de toute opposition à la règle d'une minorité.

which both correspond to the provisions of the Treaty of Peace and which are also wholly within the competence of the internal jurisdiction of the Republic as a sovereign State.

In these persistent endeavours of the British Government can clearly be seen that Government's tendency to interfere in the internal affairs of the Roumanian People's Republic and to seek to make use of articles of the Treaty of Peace as a pretext to exert pressure with the object of changing the policies of the Roumanian Government in a direction favourable to the interests of the Governments of the United States and United Kingdom, and against the will and interest of the Roumanian people.

For these reasons, the Government of the Roumanian People's Republic rejects as wholly unfounded the request of the British Government expressed in its note of 1 August, 1949.

---

*Annex 17*

UNITED KINGDOM "NOTE VERBALE" TO BULGARIA

[Original text : English]

19 September, 1949.

His Majesty's Legation present their compliments to the Bulgarian Ministry of Foreign Affairs and under instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom have the honour to refer to the Ministry's note concerning the interpretation and execution of the Treaty of Peace.

His Majesty's Government are unable to accept the reasons advanced by the Bulgarian Government for refusing to comply with the clear provisions of the Treaty. Nor do they understand how the Bulgarian Government can maintain that no dispute has arisen in the sense of Article 36 of the Treaty in view of the manifest divergence between the views of that Government and those of His Majesty's Government as expressed in the notes which they have already exchanged.

His Majesty's Government do not recognize any right in the Bulgarian Government to arrogate to itself the sole interpretation of the Treaty of Peace to which it is itself only one party. Article 36 would be meaningless if the Bulgarian Government were to be the sole arbiter of the execution of its obligations under the Peace Treaty. As to the suggestion that the action of His Majesty's Government in invoking the Peace Treaty constitutes an unwarranted intervention in Bulgarian internal affairs it is obvious that the sovereignty of Bulgaria is in fact limited by the international obligations of the Bulgarian Government.

The claim that the Bulgarian Government has complied with Article 4 of the Treaty does not excuse breaches of other articles.

Article 4 was not intended to be used as cloak for the denial of the fundamental freedoms specified in Article 2 nor as a pretext for the suppression of all opposition to the rule of a minority.

Le Gouvernement de Sa Majesté est contraint de voir, dans le refus du Gouvernement bulgare de participer à la création de la Commission prévue à l'article 36 pour le règlement des différends, une nouvelle violation délibérée des obligations que lui impose le traité de paix. Il n'en est pas moins résolu à prendre toutes les mesures qui sont en son pouvoir pour faire en sorte que le Gouvernement bulgare respecte les dispositions des articles 2 et 36 du traité.

---

*Annexe 17 a*

NOTE VERBALE DU ROYAUME-UNI A LA HONGRIE

[Texte original en anglais]

19 septembre 1949.

La légation de Sa Majesté présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Hongrie et, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, a l'honneur de se référer à la note du ministère concernant l'interprétation et l'exécution du traité de paix.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut accepter les raisons qu'allègue le Gouvernement hongrois pour refuser de respecter les clauses formelles du traité. Il ne comprend pas non plus comment le Gouvernement hongrois peut maintenir qu'il ne s'est élevé aucun différend au sens de l'article 40 du traité, alors que les notes qu'ils ont déjà échangées montrent clairement qu'il existe une divergence de vues entre ce Gouvernement et le Gouvernement de Sa Majesté.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'admet pas que le Gouvernement hongrois prétende être le seul gouvernement qui ait le droit d'interpréter le traité de paix auquel il n'est qu'une des parties. L'article 40 serait dénué de sens si le Gouvernement hongrois devait être seul juge de l'exécution des obligations que lui impose le traité de paix. Quant à l'allégation selon laquelle le Gouvernement de Sa Majesté, en invoquant ce traité, s'est rendu coupable d'ingérence injustifiée dans les affaires intérieures de la Hongrie, il est évident que les obligations internationales assumées par le Gouvernement hongrois limitent en fait la souveraineté de la Hongrie.

L'argument suivant lequel le Gouvernement hongrois a rempli les obligations que lui impose l'article 4 du traité ne justifie pas la violation d'autres articles de ce traité.

L'article 4 n'a pas pour but de servir à pallier le déni des libertés fondamentales mentionnées à l'article 2 ni à justifier la suppression de toute opposition à la règle d'une minorité.

Le Gouvernement de Sa Majesté est contraint de voir, dans le refus du Gouvernement hongrois de participer à la création de la Commission prévue à l'article 40 pour le règlement des différends, une nouvelle violation délibérée des obligations que lui impose le traité de paix. Il n'en est pas moins résolu à prendre toutes les mesures qui sont en son pouvoir pour faire en sorte que le Gouvernement hongrois respecte les dispositions des articles 2 et 40 du traité.

---

His Majesty's Government are forced to regard the Bulgarian Government's refusal to join in establishing a Commission such as is provided for in Article 36 for the resolution of disputes as a further deliberate breach of its obligations under the Treaty of Peace. They are none the less determined to take all possible measures which may be open to them to secure the Bulgarian Government's compliance with the provisions of the Treaty under Articles 2 and 36.

---

*Annex 17 a*

UNITED KINGDOM "NOTE VERBALE" TO HUNGARY

[Original text: English]

19 September, 1949.

His Majesty's Legation present their compliments to the Hungarian Ministry of Foreign Affairs and under instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom have the honour to refer to the Ministry's note concerning the interpretation and execution of the Treaty of Peace.

His Majesty's Government are unable to accept the reasons advanced by the Hungarian Government for refusing to comply with the clear provisions of the Treaty. Nor do they understand how the Hungarian Government can maintain that no dispute has arisen in the sense of Article 40 of the Treaty in view of the manifest divergence between the views of that Government and those of His Majesty's Government, as expressed in the notes which they have already exchanged.

His Majesty's Government do not recognize any right in the Hungarian Government to arrogate to itself the sole interpretation of the Treaty of Peace to which it is itself only one party. Article 40 would be meaningless if the Hungarian Government were to be the sole arbiter of the execution of its obligations under the Peace Treaty. As to the suggestion that the action of His Majesty's Government in invoking the Peace Treaty constitutes an unwarranted intervention in Hungarian internal affairs it is obvious that the sovereignty of Hungary is in fact limited by the international obligations of the Hungarian Government.

The claim that the Hungarian Government has complied with Article 4 of the Treaty does not excuse breaches of other articles.

Article 4 was not intended to be used as cloak for the denial of the fundamental freedoms specified in Article 2 nor as a pretext for the suppression of all opposition to the rule of a minority.

His Majesty's Government are forced to regard the Hungarian Government's refusal to join in establishing a Commission such as is provided for in Article 40 for the resolution of disputes as a further deliberate breach of its obligations under the Treaty of Peace. They are none the less determined to take all possible measures which may be open to them to secure the Hungarian Government's compliance with the provisions of the Treaty under Articles 2 and 40.

---

*Annexe 17 b*

## NOTE VERBALE DU ROYAUME-UNI A LA ROUMANIE

[Texte original en anglais]

19 septembre 1949.

La légation de Sa Majesté présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de la Roumanie et, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, a l'honneur de se référer à la note du ministère concernant l'interprétation et l'exécution du traité de paix.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut accepter les raisons qu'allègue le Gouvernement roumain pour refuser de respecter les clauses formelles du traité. Il ne comprend pas non plus comment le Gouvernement roumain peut maintenir qu'il ne s'est élevé aucun différend au sens de l'article 38 du traité, alors que les notes qu'ils ont déjà échangées montrent clairement qu'il existe une divergence de vues entre ce Gouvernement et le Gouvernement de Sa Majesté.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'admet pas que le Gouvernement roumain prétende être le seul gouvernement qui ait le droit d'interpréter le traité de paix auquel il n'est qu'une des parties. L'article 38 serait dénué de sens si le Gouvernement roumain devait être seul juge de l'exécution des obligations que lui impose ce traité. Quant à l'allégation selon laquelle le Gouvernement de Sa Majesté, en invoquant le traité de paix, s'est rendu coupable d'ingérence injustifiée dans les affaires intérieures de la Roumanie, il est évident que les obligations internationales assumées par le Gouvernement roumain limitent en fait la souveraineté de la Roumanie.

L'argument suivant lequel le Gouvernement roumain a rempli les obligations que lui impose l'article 4 du traité ne justifie pas la violation d'autres articles de ce traité.

L'article 4 n'a pas pour but de servir à pallier le déni des libertés fondamentales mentionnées à l'article 3 ni à justifier la suppression de toute opposition à la règle d'une minorité.

Le Gouvernement de Sa Majesté est contraint de voir, dans le refus du Gouvernement roumain de participer à la création de la Commission prévue à l'article 38 pour le règlement des différends, une nouvelle violation délibérée des obligations que lui impose le traité de paix. Il n'en est pas moins résolu à prendre toutes les mesures qui sont en son pouvoir pour faire en sorte que le Gouvernement roumain respecte les dispositions des articles 3 et 38 du traité.

---

*Annex 17 b*

## UNITED KINGDOM "NOTE VERBALE" TO ROUMANIA

[Original text : English]

19 September, 1949.

His Majesty's Legation present their compliments to the Roumanian Ministry of Foreign Affairs and under instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom have the honour to refer to the Ministry's note concerning the interpretation and execution of the Treaty of Peace.

His Majesty's Government are unable to accept the reasons advanced by the Roumanian Government for refusing to comply with the clear provisions of the Treaty. Nor do they understand how the Roumanian Government can maintain that no dispute has arisen in the sense of Article 38 of the Treaty in view of the manifest divergence between the views of that Government and those of His Majesty's Government as expressed in the notes which they have already exchanged.

His Majesty's Government do not recognize any right in the Roumanian Government to arrogate to itself the sole interpretation of the Treaty of Peace to which it is itself only one party. Article 38 would be meaningless if the Roumanian Government were to be the sole arbiter of the execution of its obligations under the Peace Treaty. As to the suggestion that the action of His Majesty's Government in invoking the Peace Treaty constitutes an unwarranted intervention in Roumanian internal affairs it is obvious that the sovereignty of Roumania is in fact limited by the international obligations of the Roumanian Government.

The claim that the Roumanian Government has complied with Article 4 of the Treaty does not excuse breaches of other articles.

Article 4 was not intended to be used as cloak for the denial of the fundamental freedoms specified in Article 3 nor as a pretext for the suppression of all opposition to the rule of a minority.

His Majesty's Government are forced to regard the Roumanian Government's refusal to join in establishing a Commission such as is provided for in Article 38 for the resolution of disputes as a further deliberate breach of its obligations under the Treaty of Peace. They are none the less determined to take all possible measures which may be open to them to secure the Roumanian Government's compliance with the provisions of the Treaty under Articles 3 and 38.

---

## Premier additif à la chemise 7

LETTRE ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PAR LE  
REPRÉSENTANT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD

[Texte original en anglais]

(179/180/49.)

New-York, le 19 novembre 1949.

Me référant à la résolution relative au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie, adoptée par l'Assemblée générale le 22 octobre 1949 (A/1043), et comme suite à ma lettre du 19 septembre, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte de la réponse du ministère des Affaires étrangères de Hongrie, en date du 27 octobre 1949, à la note du Gouvernement de Sa Majesté en date du 19 septembre 1949.

(Signé) ALEXANDER CADOGAN,  
Représentant du Royaume-Uni de Grande-  
Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de  
l'Organisation des Nations Unies.

---

*Annexe*

NOTE VERBALE DE LA HONGRIE AU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD

[Texte original en anglais]

9897/1949.

Budapest, le 27 octobre 1949.

Le ministère des Affaires étrangères de Hongrie présente ses compliments à la légation du Royaume-Uni et, se référant à la note n° 475 de la légation en date du 19 septembre 1949, a l'honneur de faire la déclaration suivante :

Le Gouvernement hongrois regrette d'avoir à déclarer que, bien qu'il ait clairement expliqué et indiscutablement prouvé à plusieurs reprises, dans ses notes nos 2671 et 7795/1949, qu'il avait scrupuleusement respecté les dispositions de l'article 2 du traité de paix, le Gouvernement du Royaume-Uni a jugé opportun de renouveler les accusations dépourvues de tout fondement réel que le Gouvernement hongrois a repoussées de façon très catégorique.

Le Gouvernement hongrois rejette de nouveau de la façon la plus catégorique cette interprétation fautive et tendancieuse du traité de paix par laquelle le Gouvernement britannique essaie d'opposer les unes aux autres les dispositions des articles 2 et 4 du traité. Le Gouvernement hongrois ne voit aucune contradiction entre le respect des dispositions de l'article 2 du traité et la lutte contre les éléments fascistes et pro-fascistes que prescrit l'article 4 de ce même traité. Au contraire,

## First Addendum to Folder 7

## LETTER FROM THE REPRESENTATIVE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

[Original text : English]

(179/180/49.)

New York, 19 November, 1949.

In connexion with Resolution adopted by the General Assembly on 22 October, 1949, regarding the observance in Bulgaria, Hungary and Rumania of human rights and fundamental freedoms (A/1043), and in continuation of my letter of 19 September, I have the honour to transmit to you herewith a copy of the reply which has been received from the Hungarian Ministry of Foreign Affairs, dated 27 October, 1949, to his Majesty's Government's note of 19 September.

(Signed) Alexander CADOGAN,  
Representative of the United Kingdom  
of Great Britain and Northern Ireland  
to the United Nations

---

*Annex*

## HUNGARIAN "NOTE VERBALE" TO THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

[Original text : English]

9897/1949.

Budapest, October 27, 1949.

The Hungarian Ministry for Foreign Affairs presents its compliments to the British Legation and, with reference to the Legation's note No. 475 of the 19th September, 1949, has the honour to impart as follows :

The Hungarian Government regret to state that the Government of the United Kingdom deemed it opportune to renew the accusations, deprived of all real basis whatsoever, and rejected most categorically by the Hungarian Government — notwithstanding that the Hungarian Government on several occasions had clearly explicated in its notes Nos. 2671 and 7795/1949 and undoubtedly proved that they were minutely observing the stipulations contained in Article 2 of the Peace Treaty.

The Hungarian Government once again rejected most categorically that tendentious and false interpretation of the Peace Treaty, by which the British Government try to contrast the stipulations contained respectively in Articles 2 and 4 of the Treaty. The Hungarian Government do not see any contradiction between the observing of the stipulations of Article 2 of the Treaty and the fight against fascist and pro-fascist elements prescribed by Article 4 of the same Treaty. On the

l'observation conséquente des clauses de l'article 4 est une condition *sine qua non* de garantie à tous les peuples, et notamment au peuple hongrois, des droits définis à l'article 2 du traité.

Il ressort clairement des comptes rendus des procès de Mindszenty et de ses complices et, plus récemment, de Laszlo Rajk et de ses complices, que les personnes condamnées pour leur activité antidémocratique étaient coupables de conspiration visant à renverser le régime démocratique actuel, à supprimer les libertés acquises par le peuple, et à instaurer un régime fasciste d'oppression pire qu'aucun autre régime analogue dans le passé. Ainsi, loin de violer le traité de paix, le Gouvernement hongrois se conforme explicitement aux dispositions de ce traité en frappant les infâmes ennemis de la liberté et de la démocratie qui se sont abaissés jusqu'à recourir à l'espionnage et à des tentatives d'assassinat. Si les Gouvernements du Royaume-Uni et des États-Unis accusent le Gouvernement hongrois, ce ne peut être que pour une seule raison : les milieux dirigeants de ces pays sont hostiles à l'indépendance et au développement des démocraties populaires et, comme l'ont montré les procès mentionnés plus haut, soutiennent, en Hongrie également, les ennemis les plus acharnés de la démocratie, auxquels ils donnent des ordres par l'intermédiaire soit de leur propre réseau d'espions, soit de Tito et sa clique, qui sont à leur service.

En fait, le Gouvernement hongrois a maintes fois déclaré que ce sont précisément ces Gouvernements qui ont, à plusieurs reprises, violé les dispositions du traité de paix avec la Hongrie en refusant indûment de rendre les biens hongrois qui se trouvent dans leurs zones d'occupation respectives, en s'opposant à l'extradition des criminels de guerre hongrois qui se sont réfugiés sur leur territoire, en soutenant ces criminels de guerre dans leur activité antidémocratique et même en permettant à des formations militaires de fascistes hongrois de s'organiser et de s'équiper sur les territoires occupés par ces Gouvernements.

De plus, le Gouvernement hongrois constate avec étonnement qu'outre les accusations déjà connues et souvent réfutées, le Gouvernement du Royaume-Uni émet l'opinion — toute nouvelle et absolument incompatible avec la lettre et l'esprit du droit international — selon laquelle la Hongrie, en assumant certaines obligations de par la signature du traité de paix, est devenue un État à souveraineté limitée.

Quand elle a signé le traité de paix, la Hongrie n'était pas disposée à abandonner sa souveraineté, pas plus qu'elle ne l'est à l'heure actuelle ; elle défendra, au contraire, contre toute ingérence impérialiste, son indépendance et son libre développement démocratique. Le Gouvernement hongrois estime qu'en interprétant d'une façon arbitraire le traité de paix, le Gouvernement britannique cherche à revendiquer le droit d'intervenir constamment dans les affaires intérieures de la Hongrie, sans avoir égard à l'indépendance de l'État hongrois.

D'autre part, le Gouvernement hongrois rejette catégoriquement la calomnie inventée de toutes pièces par le Gouvernement britannique, selon laquelle le régime hongrois actuel n'est que « la règle d'une minorité ». Il est notoire, en effet, qu'aux élections générales du 15 mai 1949, le peuple hongrois a manifesté sa volonté de la façon la plus démocratique — par un scrutin universel et secret — et a décidé, par

contrary, a consequent compliance with the stipulations of Article 4 is a condition *sine qua non* of guaranteeing to all peoples and to the Hungarian people among them, the rights defined by Article 2 of the Treaty.

It has resulted clearly from the documents of the trials against Mindszenty and his accomplices and recently against Laszlo Rajk and his accomplices, that the persons convicted for their anti-democratic activity were guilty of a conspiracy aiming at the reverse of the present democratic régime, and to annihilate the liberties acquired by the people, and to establish a fascist régime of oppression, worse than any other previous régime of the kind. Accordingly, the Hungarian Government, far from infringing the Peace Treaty, act explicitly in compliance with its stipulations when inflicting a blow upon the vile enemies of liberty and democracy who have degenerated to espionage and murderous attempts. If the Governments of the United Kingdom and of the United States accuse the Hungarian Government, this can have but one reason, i.e. the ruling circles of these countries are hostile to the independence and development of the people's democracies and, as it was proved by the afore-mentioned trials, support, in Hungary too, the most desperate enemies of democracy, directing them by their own network of spies, as well as by Tito and his clique, attached to their service.

As a matter of fact, the Hungarian Government have repeatedly stated that, precisely these Governments have, on several occasions, infringed the stipulations of the Peace Treaty relating to Hungary, when unlawfully denying the restitution of Hungarian property found in their respective zones of occupation, when refusing the extradition of the Hungarian war-criminals escaped into their territory, when supporting these war-criminals in their anti-democratic activity and when even rendering possible the organization and equipment of military formations of Hungarian fascists on the territory occupied by them.

Furthermore, the Hungarian Government states with astonishment that, in addition to the accusations already known and repeatedly refuted, the Government of the United Kingdom expresses the opinion—which is quite new and in no way compatible with the rules and spirit of international law—that, by assuming certain obligations through the signature of the Treaty of Peace, Hungary has become a State with limited sovereignty.

When signing the Peace Treaty, Hungary was not, nor is she at present, inclined to surrender her sovereignty—on the contrary, she will defend her independence and unhampered democratic development against any imperialist interference. The Hungarian Government consider the arbitrary interpretation of the Peace Treaty by the British Government an attempt to claim a right to constantly interfere with Hungary's internal affairs, ignoring the independence of the Hungarian State.

The Hungarian Government categorically reject, moreover, the wholly fictitious calumny of the British Government, alleging that the present Hungarian régime be merely "the rule of a minority". It is a notorious fact that at the general elections on the 15th May of 1949 the Hungarian people manifested their will in the most democratic way—by general and secret ballot—and decided to support by 95.5% of their votes

95,5 pour 100 des voix, d'appuyer la politique du Gouvernement hongrois actuel. C'est pourquoi l'allégation soutenue par le Gouvernement britannique, dans une note diplomatique suivant laquelle le Gouvernement de la Hongrie est « la règle d'une minorité », ne peut être interprétée par le Gouvernement hongrois que comme une manœuvre de propagande malveillante, fondée sur la méconnaissance des faits véritables.

Pour ces motifs, le Gouvernement hongrois rejette de la façon la plus catégorique la note n° 475 de la légation britannique, qui constitue une nouvelle tentative d'ingérence illégale dans les affaires intérieures de la Hongrie.

Le ministère des Affaires étrangères de la Hongrie saisit cette occasion, etc.

---

LETTRE ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PAR LE  
REPRÉSENTANT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD

[Texte original en anglais]

N° 5 (1/11/50).

New-York, le 6 janvier 1950.

Comme suite à ma lettre n° 179/178/49 en date du 17 novembre à laquelle étaient jointes des copies des communications relatives aux mesures prises par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni pour obtenir l'exécution de certaines clauses des traités de paix avec la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie, j'ai l'honneur de vous faire parvenir des copies de trois notes que mon Gouvernement a adressées le 5 janvier aux Gouvernements de la Hongrie, de la Roumanie et de la Bulgarie respectivement. Ces notes portent à la connaissance des trois gouvernements intéressés la désignation de M. F. Elwyn Jones, K. C., M. P., comme représentant du Gouvernement de Sa Majesté aux Commissions prévues dans les articles des trois traités de paix qui ont trait au règlement des différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution de ces traités.

D'ordre du ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, je vous prie de bien vouloir transmettre des copies des notes ci-jointes à la Cour internationale de Justice et à tous les États Membres des Nations Unies, eu égard à la résolution adoptée le 22 octobre 1949 par l'Assemblée générale (A/1043).

(Signé) ALEXANDER CADOGAN,  
Représentant du Royaume-Uni de Grande-  
Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

---

the policy carried on by the present Hungarian Government. In view of this, the fact that the British Government alleges in a diplomatic note the present Hungarian Government as being "the rule of a minority" cannot be regarded by the Hungarian Government but an evil-minded propagandistic manoeuvre, based upon the denial of true facts.

In consideration of the above said, the Hungarian Government reject most categorically the note No. 475 of the British Legation, as a new attempt of unlawful interference with the internal affairs of Hungary.

The Hungarian Ministry for Foreign Affairs avails itself of this opportunity, etc.

---

LETTER FROM THE REPRESENTATIVE OF THE UNITED  
KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND TO  
THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

[Original text : English]

No. 5 (1/11/50).

New York, 6 January, 1950.

With reference to my letter No. 179/178/49 of 17 November, enclosing copies of correspondence relating to the steps taken by His Majesty's Government in the United Kingdom to secure the implementation of certain clauses of the Peace Treaties with Hungary, Romania and Bulgaria, I have the honour to transmit to Your Excellency copies of three notes which my Government sent on 5 January to the Governments of Hungary, Romania, and Bulgaria. These notes informed the three Governments of the appointment of Mr. F. Elwyn Jones, K.C., M.P., as His Majesty's Government's representative on the Commissions prescribed in the relevant articles in the three Peace Treaties for the settlement of disputes concerning the interpretation or execution of those Treaties.

2. I have the honour, upon instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to request Your Excellency to transmit copies of the enclosed notes to the International Court of Justice and to all Members of the United Nations in connexion with the General Assembly resolution of 22 October, 1949 (A/1043).

(Signed) ALEXANDER CADOGAN,  
Representative of the United Kingdom  
of Great Britain and Northern Ireland  
to the United Nations

---

*Annexes*

## NOTE VERBALE DU ROYAUME-UNI A LA ROUMANIE

[Texte original en anglais]

5 janvier 1950.

La légation de Sa Majesté présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères roumain et a l'honneur, comme suite à sa note n° 204 du 1<sup>er</sup> août concernant la soumission à une Commission, conformément aux dispositions de l'article 38 du traité de paix avec la Roumanie, du différend qui s'est élevé entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement roumain au sujet de l'interprétation de l'article 3 du traité, de lui faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni a désigné M. F. Elwyn Jones, K. C., M. P., comme son représentant à la Commission prévue. Le Gouvernement roumain est en conséquence prié de bien vouloir, d'une part, désigner sans retard son représentant et, d'autre part, entrer en rapport avec le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni en vue de la désignation du troisième membre de la Commission dans les conditions prévues au traité de paix.

2. La légation de Sa Majesté saisit cette occasion, etc.

---

## NOTE VERBALE DU ROYAUME-UNI A LA HONGRIE

[Texte original en anglais]

5 janvier 1950.

La légation de Sa Majesté présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères hongrois et a l'honneur, comme suite à sa note n° 350 du 1<sup>er</sup> août concernant la soumission à une Commission, conformément aux dispositions de l'article 40 du traité de paix avec la Hongrie, du différend qui s'est élevé entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement hongrois au sujet de l'interprétation de l'article 2 du traité, de lui faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni a désigné M. F. Elwyn Jones, K. C., M. P., comme son représentant à la Commission prévue. Le Gouvernement hongrois est en conséquence prié de bien vouloir, d'une part, désigner sans retard son représentant et, d'autre part, entrer en rapport avec le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni en vue de la désignation du troisième membre de la Commission dans les conditions prévues au traité de paix.

2. La légation de Sa Majesté saisit cette occasion, etc.

---

## NOTE VERBALE DU ROYAUME-UNI A LA BULGARIE

[Texte original en anglais]

5 janvier 1950.

La légation de Sa Majesté présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères bulgare et a l'honneur, comme suite à sa note

*Annexes*

## UNITED KINGDOM "NOTE VERBALE" TO ROUMANIA

[Original text : English]

5 January, 1950.

His Majesty's Legation present their compliments to the Roumanian Ministry of Foreign Affairs and with reference to their note No. 204 of 1st August regarding the reference to a Commission, as laid down in Article 38 of the Peace Treaty with Roumania, of their dispute with the Roumanian Government over the interpretation of Article 3 of the Treaty, have the honour to inform them that His Majesty's Government in the United Kingdom have appointed Mr. F. Elwyn Jones, K.C., M.P., as their representative on the proposed Commission. It is accordingly requested that the Roumanian Government appoint their representative forthwith and at the same time enter into consultation with His Majesty's Government in the United Kingdom with a view to the appointment of the third member as stipulated in the Peace Treaty.

2. His Majesty's Legation avail themselves of this opportunity, etc.

## UNITED KINGDOM "NOTE VERBALE" TO HUNGARY

[Original text : English]

5 January, 1950.

His Majesty's Legation present their compliments to the Hungarian Ministry of Foreign Affairs and with reference to their note No. 350 of 1st August regarding the reference to a Commission, as laid down in Article 40 of the Peace Treaty with Hungary, of their dispute with the Hungarian Government over the interpretation of Article 2 of the Treaty, have the honour to inform them that His Majesty's Government in the United Kingdom have appointed Mr. F. Elwyn Jones, K.C., M.P., as their representative on the proposed Commission. It is accordingly requested that the Hungarian Government appoint their representative forthwith and at the same time enter into consultation with His Majesty's Government in the United Kingdom with a view to the appointment of the third member as stipulated in the Peace Treaty.

2. His Majesty's Legation avail themselves of this opportunity, etc.

## UNITED KINGDOM "NOTE VERBALE" TO BULGARIA

[Original text : English]

5 January, 1950.

His Majesty's Legation present their compliments to the Bulgarian Ministry of Foreign Affairs and with reference to their note No. 410

n° 410 du 1<sup>er</sup> août concernant la soumission à une Commission, conformément aux dispositions de l'article 36 du traité de paix avec la Bulgarie, du différend qui s'est élevé entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement bulgare au sujet de l'interprétation de l'article 2 du traité, de lui faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni a désigné M. F. Elwyn Jones, K. C., M. P., comme son représentant à la Commission prévue. Le Gouvernement bulgare est en conséquence prié de bien vouloir, d'une part, désigner sans retard son représentant et, d'autre part, entrer en rapport avec le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni en vue de la désignation du troisième membre de la Commission dans les conditions prévues au traité de paix.

2. La Légation de Sa Majesté saisit cette occasion, etc.

---

NOTE VERBALE ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE  
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
PAR LE REPRÉSENTANT DU CANADA

[Texte original en anglais]

New-York, le 6 janvier 1950.

Le représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général des Nations Unies et a l'honneur de lui adresser la présente note relative aux différends qui se sont élevés entre les Gouvernements de la Hongrie et de la Roumanie, d'une part, et le Gouvernement du Canada, d'autre part, au sujet de l'interprétation de l'article 2 du traité de paix avec la Hongrie et de l'article 3 du traité de paix avec la Roumanie.

En ce qui concerne le différend entre le Gouvernement canadien et le Gouvernement hongrois, le représentant permanent du Canada a l'honneur de vous faire parvenir ci-joint une copie de la note que le ministre du Royaume-Uni à Budapest a, au nom du Gouvernement canadien, remise le 5 janvier 1950 au Gouvernement hongrois. Dans cette note, le Gouvernement canadien portait à la connaissance du Gouvernement hongrois la désignation de M. le juge J. L. Ilsley, P. C., comme représentant du Gouvernement canadien à la Commission dont la réunion est prévue par l'article 40 du traité de paix avec la Hongrie.

En ce qui concerne le différend entre le Gouvernement canadien et le Gouvernement roumain, le représentant permanent du Canada a l'honneur de vous faire parvenir ci-joint une copie de la note que le ministre du Royaume-Uni à Bucarest a, au nom du Gouvernement canadien, remise le 5 janvier 1950 au Gouvernement roumain. Dans cette note, le Gouvernement canadien portait à la connaissance du Gouvernement roumain la désignation de M. le juge J. L. Ilsley, P. C., comme représentant du Gouvernement canadien à la Commission dont la réunion est prévue par l'article 38 du traité de paix avec la Roumanie.

Le représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur, d'ordre du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de vous prier de bien vouloir transmettre des copies des notes ci-jointes à tous les États Membres des Nations Unies ainsi qu'à la Cour internationale de Justice, eu égard à la résolution adoptée par l'Assemblée générale, le 22 octobre 1949 (A/1043).

of 1st August regarding the reference to a Commission, as laid down in Article 36 of the Peace Treaty with Bulgaria, of their dispute with the Bulgarian Government over the interpretation of Article 2 of the Treaty, have the honour to inform them that His Majesty's Government in the United Kingdom have appointed Mr. F. Elwyn Jones, K.C., M.P., as their representative on the proposed Commission. It is accordingly requested that the Bulgarian Government appoint their representative forthwith and at the same time enter into consultation with His Majesty's Government in the United Kingdom, with a view to the appointment of the third member as stipulated in the Peace Treaty.

2. His Majesty's Legation avail themselves of this opportunity, etc.

---

#### NOTE FROM THE REPRESENTATIVE OF CANADA TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

[Original text : English]

New York, 6 January, 1950.

The permanent representative of Canada to the United Nations presents his compliments to the Secretary-General of the United Nations and has the honour to refer to the disputes which have arisen between the Hungarian and Romanian Governments on the one hand, and the Canadian Government on the other, concerning the interpretation of Articles 2 and 3 of the Peace Treaties with Hungary and Romania respectively.

As regards the dispute between the Canadian Government and the Hungarian Government, the permanent representative of Canada has the honour to enclose a copy of the note which was presented to the Hungarian Government by the United Kingdom Minister in Budapest on behalf of the Canadian Government on 5 January, 1950. In this note the Canadian Government informed the Hungarian Government of the appointment of the Right Honourable Justice J. L. Hsley, P.C., as the Canadian Government's representative on the proposed Commission envisaged in Article 40 of the Peace Treaty with Hungary.

As regards the dispute between the Canadian Government and the Romanian Government, the permanent representative of Canada has the honour to enclose a copy of the note which was presented to the Romanian Government by the United Kingdom Minister in Bucharest on behalf of the Canadian Government on 5 January, 1950. In this note the Canadian Government informed the Romanian Government of the appointment of the Right Honourable Justice J. L. Hsley, P.C., as the Canadian Government's representative on the proposed Commission envisaged in Article 38 of the Peace Treaty with Romania.

The permanent representative of Canada to the United Nations has the honour to request, upon the instructions of the Secretary of State, for External Affairs, that you be kind enough to transmit copies of the enclosed notes to all Members of the United Nations, and also to the International Court of Justice in connexion with the General Assembly Resolution of 22 October, 1949 (A/1043).

---

*Annexes*

## NOTE VERBALE DU CANADA A LA HONGRIE

[Texte original en anglais]

5 janvier 1950.

La légation de Sa Majesté présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères hongrois et a l'honneur, comme suite à sa note en date du 1<sup>er</sup> août concernant la soumission à une Commission, conformément aux dispositions de l'article 40 du traité de paix avec la Hongrie, du différend qui s'est élevé entre le Gouvernement canadien et le Gouvernement hongrois au sujet de l'interprétation de l'article 2 du traité, de lui faire savoir, au nom du Gouvernement canadien, que ce Gouvernement a désigné M. le juge J. L. Ilsley, P. C., comme son représentant à la Commission prévue. Le Gouvernement hongrois est en conséquence prié, d'une part, de bien vouloir désigner sans retard son représentant et, d'autre part, d'entrer en rapport avec le Gouvernement canadien, par l'intermédiaire de M. l'ambassadeur du Canada à Washington, en vue de la désignation du troisième membre de la Commission dans les conditions prévues au traité de paix.

---

## NOTE VERBALE DU CANADA A LA ROUMANIE

[Texte original en anglais]

5 janvier 1950.

La légation de Sa Majesté présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères roumain et a l'honneur, comme suite à sa note du 1<sup>er</sup> août concernant la soumission à une Commission, conformément aux dispositions de l'article 38 du traité de paix avec la Roumanie, du différend qui s'est élevé entre le Gouvernement canadien et le Gouvernement roumain, au sujet de l'interprétation de l'article 3 du traité, de lui faire savoir, au nom du Gouvernement canadien, que ce Gouvernement a désigné M. le juge J. L. Ilsley, P. C., comme son représentant à la Commission prévue. Le Gouvernement roumain est en conséquence prié de bien vouloir, d'une part, désigner sans retard son représentant et, d'autre part, entrer en rapport avec le Gouvernement canadien par l'intermédiaire de M. l'ambassadeur du Canada à Washington, en vue de la désignation du troisième membre de la Commission dans les conditions prévues au traité de paix.

---

*Annexes*

## CANADIAN NOTE TO HUNGARY

[Original text : English]

5 January, 1950.

His Majesty's Legation present their compliments to the Ministry of Foreign Affairs and with reference to their note of August 1, regarding the reference to a Commission, as laid down in Article 40 of the Peace Treaty with Hungary, of their dispute with the Government over the interpretation of Article 2 of the Treaty, have the honour, on behalf of the Canadian Government, to inform the Government of Hungary that the Canadian Government has appointed Right Honourable Justice J. L. Ilsley, P.C., as its representative on the proposed Commission. It is accordingly requested that the Hungarian Government appoint its representative forthwith and, at the same time, enter into consultation with the Canadian Government through the Canadian Ambassador in Washington with a view to the appointment of the third member of the Commission as stipulated in the Peace Treaty.

---

## CANADIAN NOTE TO ROUMANIA

[Original text : English]

5 January, 1950.

His Majesty's Legation present their compliments to the Ministry of Foreign Affairs and with reference to their note of August 1, regarding the reference to a Commission, as laid down in Article 38 of the Peace Treaty with Roumania, of their dispute with the Government over the interpretation of Article 3 of the Treaty, have the honour, on behalf of the Canadian Government, to inform the Government of Roumania that the Canadian Government has appointed Right Honourable Justice J. L. Ilsley, P.C., as its representative on the proposed Commission. It is accordingly requested that the Roumanian Government appoint its representative forthwith and, at the same time, enter into consultation with the Canadian Government through the Canadian Ambassador in Washington with a view to the appointment of the third member of the Commission as stipulated in the Peace Treaty.

---

LETTRE ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PAR LE  
REPRÉSENTANT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[Texte original en anglais]

New-York, le 6 janvier 1950.

J'ai l'honneur de me référer à ma note UN-2748 en date du 20 septembre 1949 par laquelle je vous ai transmis copie d'une correspondance diplomatique concernant la question du respect des droits de l'homme en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie [résolutions de l'Assemblée générale du 30 avril 1949, 272 (III), et du 22 octobre 1949 (A/1043)].

Depuis l'envoi de la lettre mentionnée plus haut, le Gouvernement hongrois a adressé, le 27 octobre 1949, une nouvelle note au Gouvernement des États-Unis d'Amérique (annexe 1). Le 5 janvier 1950, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a adressé des notes aux Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie (annexes 2, 3 et 4).

Vous trouverez ci-joint copie de ces notes, que je vous prierai de bien vouloir transmettre à tous les États Membres des Nations Unies ainsi qu'à la Cour internationale de Justice, conformément à la résolution adoptée le 22 octobre 1949 par l'Assemblée générale (A/1043).

(Signé) WARREN R. AUSTIN,  
Représentant des États-Unis  
d'Amérique auprès de l'Organisation  
des Nations Unies.

UN-2748C.

Pièces jointes :

*Annexe 1.* Note de la Hongrie aux États-Unis d'Amérique en date du 27 octobre 1949.

*Annexe 2.* Note des États-Unis d'Amérique à la Bulgarie en date du 5 janvier 1950.

*Annexe 3.* Note des États-Unis d'Amérique à la Hongrie en date du 5 janvier 1950.

*Annexe 4.* Note des États-Unis d'Amérique à la Roumanie en date du 5 janvier 1950.

---

*Annexe 1*

NOTE DE LA HONGRIE AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[Texte original en anglais]

27 octobre 1949.

Le ministère des Affaires étrangères de Hongrie présente ses compliments à la légation des États-Unis d'Amérique et, se référant à la note n° 592 de la légation en date du 19 septembre 1949, a l'honneur de faire la déclaration suivante :

## LETTER FROM THE REPRESENTATIVE OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

[Original text : English]

New York, 6 January, 1950.

I have the honour to refer to my note UN-2748 of September 20, 1949, forwarding to you copies of certain diplomatic correspondence relevant to the question of observance of human rights in Bulgaria, Hungary and Romania [General Assembly Resolutions of 30 April 1949 (272 (III)), and 22 October, 1949 (A/1043)].

On 27 October, 1949, subsequent to the date of my letter, the Government of Hungary addressed a further note to the Government of the United States (Annex 1). On 5 January, 1950, the Government of the United States directed notes to the Governments of Bulgaria, Hungary and Romania (Annexes 2, 3 and 4).

I am enclosing copies of these notes with a request that you be kind enough to transmit copies of the notes to all Members of the United Nations and also to the International Court of Justice in connexion with the General Assembly Resolution of 22 October, 1949 (A/1043).

(Signed) WARREN R. AUSTIN  
United States Representative  
to the United Nations.

UN-2748/C.

Enclosures :

*Annex 1.* Hungarian note of 27 October, 1949, to U.S.

*Annex 2.* U.S. note of 5 January, 1950, to Bulgaria.

*Annex 3.* U.S. note of 5 January, 1950, to Hungary.

*Annex 4.* U.S. note of 5 January, 1950, to Romania.

---

*Annex 1*

## HUNGARIAN NOTE TO THE UNITED STATES

[Original text : English]

27 October, 1949.

The Hungarian Ministry for Foreign Affairs presents its compliments to the Legation of the United States of America and, with reference to the Legation's note No. 592, dated September 19, 1949, has the honour to impart as follows :

Le Gouvernement hongrois regrette d'avoir à déclarer que, bien qu'il ait clairement expliqué et indiscutablement prouvé, dans ses notes nos 2672 et 7796/1949, qu'il avait scrupuleusement respecté les dispositions de l'article 2 du traité de paix, le Gouvernement des États-Unis a jugé opportun de renouveler les accusations dépourvues de tout fondement réel que le Gouvernement hongrois a repoussées à plusieurs reprises de façon très catégorique.

Le Gouvernement hongrois rejette à nouveau de la façon la plus catégorique cette interprétation fausse et tendancieuse du traité de paix par laquelle le Gouvernement des États-Unis essaie d'opposer les unes aux autres les dispositions des articles 2 et 4 du traité. Le Gouvernement hongrois ne voit aucune contradiction entre le respect des dispositions de l'article 2 du traité et la lutte contre les éléments fascistes et profascistes que prescrit l'article 4 de ce même traité. Au contraire, l'observation consécutive des clauses de l'article 4 est une condition *sine qua non* de garantie à tous les peuples, et notamment au peuple hongrois, des droits définis à l'article 2 du traité.

Il ressort clairement des comptes rendus des procès de Mindszenty et de ses complices et, plus récemment, de Laszlo Rajk et de ses complices, que les personnes condamnées pour leur activité antidémocratique étaient coupables de conspiration visant à renverser le régime démocratique actuel, à supprimer les libertés acquises par le peuple et à instaurer un régime fasciste d'oppression pire qu'aucun autre régime analogue dans le passé. Ainsi, loin de violer le traité de paix, le Gouvernement hongrois se conforme explicitement aux dispositions de ce traité en frappant les infâmes ennemis de la liberté et de la démocratie qui se sont abaissés jusqu'à recourir à l'espionnage et à des tentatives d'assassinat. Si les Gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni accusent le Gouvernement hongrois, ce ne peut être que pour une seule raison : les milieux dirigeants de ces pays sont hostiles à l'indépendance et au développement des démocraties populaires et, comme l'ont montré les procès mentionnés plus haut, soutiennent, en Hongrie également, les ennemis les plus acharnés de la démocratie, auxquels ils donnent des ordres par l'intermédiaire, soit de leur propre réseau d'espions, soit de Tito et sa clique, qui sont à leur service.

En fait, le Gouvernement hongrois a maintes fois déclaré que ce sont précisément ces Gouvernements qui ont, à plusieurs reprises, violé les dispositions du traité de paix avec la Hongrie en refusant indûment de rendre les biens hongrois qui se trouvent dans leurs zones d'occupation respectives, en s'opposant à l'extradition des criminels de guerre hongrois qui se sont réfugiés sur leur territoire, en soutenant ces criminels de guerre dans leur activité antidémocratique et même en permettant à des formations militaires de fascistes hongrois de s'organiser et de s'équiper sur les territoires occupés par ces Gouvernements.

De plus, le Gouvernement hongrois constate avec étonnement qu'outre les accusations déjà connues et souvent réfutées, le Gouvernement des États-Unis émet l'opinion — toute nouvelle et absolument incompatible avec la lettre et l'esprit du droit international — selon laquelle la Hongrie, en assumant certaines obligations par suite de la signature du traité de paix, est devenue un État à souveraineté limitée.

Quand elle a signé le traité de paix, la Hongrie n'était pas disposée à abandonner sa souveraineté, pas plus qu'elle ne l'est à l'heure actuelle ;

The Hungarian Government regrets to state that the Government of the United States deemed it opportune to renew the accusations, deprived of all real basis whatsoever, and rejected most emphatically by the Hungarian Government on several occasions—notwithstanding that the Hungarian Government had clearly explicated and undoubtedly proved in its notes Nos. 2672 and 7796/1949 that it was minutely observing the stipulations contained in Article 2 of the Peace Treaty.

The Hungarian Government once again rejects most categorically that tendentious and false interpretation of the Peace Treaty by which the Government of the United States tries to contrast the stipulations of Article 2 and 4 of the Treaty. The Hungarian Government does not see any contradiction between the observing of the stipulations contained in Article 2 of the Peace Treaty and the fight against fascist and profascist elements prescribed by Article 4 of the same Treaty. On the contrary, a consequent compliance with the stipulations of Article 4 is a condition *sine qua non* of guaranteeing to all peoples and to the Hungarian people among them, the rights defined by Article 2 of the Treaty.

It has resulted clearly from the documents of the trials against Mindszenty and his accomplices and, recently, against Laszlo Rajk and his accomplices, that the persons convicted for their anti-democratic activity were guilty of a conspiracy aiming at the reverse of the present democratic régime, and to annihilate the liberties acquired by the people, and to establish a fascist régime of oppression, worse than any other previous régime of the kind. Accordingly, the Hungarian Government, far from infringing the Peace Treaty, acts explicitly in compliance with its stipulations when inflicting a blow upon the vile enemies of liberty and democracy, who have degenerated to espionage and murderous attempts. If the Governments of the United States and the United Kingdom accuse the Hungarian Government, this can have but one reason, i.e. the ruling circles of these countries are hostile to the independence and development of the people's democracies and, as it was proved by the afore-mentioned trials, support, in Hungary too, the most desperate enemies of democracy, directing them by their own network of spies, as well as by Tito and his clique, attached to their service.

As a matter of fact, the Hungarian Government has repeatedly stated that, precisely these Governments have on several occasions infringed the stipulations of the Peace Treaty relating to Hungary, when unlawfully denying the restitution of Hungarian property found in their respective zones of occupation, when refusing the extradition of the Hungarian war-criminals escaped into their territory, when supporting these war-criminals in their anti-democratic activity and when even rendering possible the organization and equipment of military formations of Hungarian fascists on the territory occupied by them.

Furthermore, the Hungarian Government states with astonishment that, in addition to the accusations already known and repeatedly refuted, the Government of the United States expresses the *opinion*—which is quite new and in no way compatible with the rules and spirit of international law—that, by assuming certain obligations through the signature of the Treaty of Peace, Hungary has become a State with limited sovereignty.

When signing the Peace Treaty, Hungary was not, nor is she at present, inclined to surrender her sovereignty,—on the contrary, she

elle défendra, au contraire, contre toute ingérence impérialiste son indépendance et son libre développement démocratique. Le Gouvernement hongrois estime qu'en interprétant d'une façon arbitraire le traité de paix, le Gouvernement des États-Unis cherche à revendiquer le droit d'intervenir constamment dans les affaires intérieures de la Hongrie, sans avoir égard à l'indépendance de l'État hongrois.

D'autre part, le Gouvernement hongrois rejette catégoriquement la calomnie inventée de toutes pièces par le Gouvernement des États-Unis, selon laquelle le régime hongrois actuel n'est que « la domination totalitaire d'une minorité ». Il est notoire, en effet, qu'aux élections générales du 15 mai 1949, le peuple hongrois a manifesté sa volonté de la façon la plus démocratique — par un scrutin universel et secret — et a décidé, par 95,5 pour 100 des voix, d'appuyer la politique du Gouvernement hongrois actuel. C'est pourquoi l'allégation soutenue par le Gouvernement des États-Unis, dans une note diplomatique suivant laquelle le Gouvernement de la Hongrie est « la domination d'une minorité », ne peut être interprétée par le Gouvernement hongrois que comme une manœuvre de propagande malveillante, fondée sur la méconnaissance des faits véritables.

Pour ces motifs, le Gouvernement hongrois rejette de la façon la plus catégorique la note n° 592 de la légation des États-Unis, qui constitue une nouvelle tentative d'ingérence illégale dans les affaires intérieures de la Hongrie.

Le ministère des Affaires étrangères de la Hongrie saisit cette occasion, etc.

---

*Annexe 2*

NOTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA BULGARIE

[Texte original en anglais]

5 janvier 1950.

La légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de Bulgarie et a l'honneur de se référer à la note de la légation en date du 1<sup>er</sup> août 1949, dans laquelle elle invitait le Gouvernement de la Bulgarie à se concerter avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue de désigner une Commission, conformément à l'article 36 du traité de paix, afin de régler le différend qui s'est élevé au sujet de l'interprétation et de l'exécution de l'article 2 du traité. La légation se réfère également à la note du ministère en date du 1<sup>er</sup> septembre 1949 et à la note de la légation en date du 19 septembre 1949, relatives à cette même question.

La légation a l'honneur de faire connaître au ministère que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a désigné M. Edwin D. Dickinson pour le représenter à la Commission proposée. Le Gouvernement bulgare est invité à désigner sans délai son représentant et à se mettre immédiatement en rapport avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, par l'entremise du ministre des États-Unis d'Amérique à Sofia, afin de désigner le troisième membre de la Commission, conformément aux dispositions de l'article 36 du traité de paix.

---

will defend her independence and unhampered democratic development against any imperialist interference. The Hungarian Government considers the arbitrary interpretation of the Peace Treaty by the Government of the United States an attempt to claim a right to constantly interfere with Hungary's internal affairs, ignoring the independence of the Hungarian State.

The Hungarian Government categorically rejects, moreover, the wholly fictitious calumny of the Government of the United States, alleging that the present Hungarian régime be merely "the totalitarian rule of a minority". It is a notorious fact that at the general elections on the 15th of May of 1949 the Hungarian people manifested their will in the most democratic way—by general and secret ballot—and decided to support by 95.5 per cent of their votes the policy carried on by the present Hungarian Government. In view of this, the fact that the Government of the United States alleges in a diplomatic note the present Hungarian Government as being "the rule of a minority", cannot be regarded by the Hungarian Government but an evil-minded propagandistic manoeuvre, based upon the denial of true facts.

In consideration of the above said, the Hungarian Government rejects most categorically the note No. 592. of the Legation of the United States, as a new attempt of unlawful interference with the internal affairs of Hungary.

The Hungarian Ministry for Foreign Affairs avails itself of this opportunity, etc.

---

*Annex 2*

UNITED STATES NOTE TO BULGARIA

[Original text : English]

5 January, 1950.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Bulgaria and has the honour to refer to the Legation's note of August 1, 1949, asking the Bulgarian Government to join the United States Government in naming a Commission, in accordance with Article 36 of the Treaty of Peace, to settle the dispute which has arisen over the interpretation and execution of Article 2 of the Treaty. Reference is also made to the Ministry's note of September 1, 1949, and to the Legation's note of September 19, 1949, on the same subject.

The Legation has the honour to inform the Ministry that the United States Government has designated Mr. Edwin D. Dickinson as its representative on the proposed Commission. It is requested that the Bulgarian Government designate its representative forthwith and enter into consultation immediately with the United States Government through the American Minister in Sofia, with a view to the appointment of the third member of the Commission as stipulated in Article 36 of the Peace Treaty.

---

*Annexe 3*

## NOTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA HONGRIE

[Texte original en anglais]

5 janvier 1950.

La légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de Hongrie et a l'honneur de se référer à la note de la légation en date du 1<sup>er</sup> août 1949, dans laquelle elle invitait le Gouvernement de la Hongrie à se concerter avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue de désigner une Commission, conformément à l'article 40 du traité de paix, afin de régler le différend qui s'est élevé au sujet de l'interprétation et de l'exécution de l'article 2 du traité. La légation se réfère également à la note du ministère en date du 26 août 1949, à la note de la légation en date du 19 septembre 1949 et à la note du ministère en date du 27 octobre 1949, relatives à cette même question.

La légation a l'honneur de faire connaître au ministère que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a désigné M. Edwin D. Dickinson pour le représenter à la Commission proposée. Le Gouvernement hongrois est invité à désigner sans délai son représentant et à se mettre immédiatement en rapport avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, par l'entremise du ministre des États-Unis d'Amérique à Budapest, afin de désigner le troisième membre de la Commission, conformément aux dispositions de l'article 40 du traité de paix.

*Annexe 4*

## NOTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA ROUMANIE

[Texte original en anglais]

5 janvier 1950.

La légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères de Roumanie et a l'honneur de se référer à la note de la légation en date du 1<sup>er</sup> août 1949, dans laquelle elle invitait le Gouvernement de la Roumanie à se concerter avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue de désigner une Commission, conformément à l'article 38 du traité de paix, afin de régler le différend qui s'est élevé au sujet de l'interprétation et de l'exécution de l'article 3 du traité. La légation se réfère également à la note du ministère en date du 2 septembre 1949 et à la note de la légation en date du 19 septembre 1949, relatives à cette même question.

La légation a l'honneur de faire connaître au ministère que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a désigné M. Edwin D. Dickinson pour le représenter à la Commission proposée. Le Gouvernement roumain est invité à désigner sans délai son représentant et à se mettre immédiatement en rapport avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, par l'entremise du ministre des États-Unis d'Amérique à Bucarest, afin de désigner le troisième membre de la Commission, conformément aux dispositions de l'article 38 du traité de paix.

*Annex 3*

## UNITED STATES NOTE TO HUNGARY

[Original text : English]

5 January, 1950.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Hungary and has the honour to refer to the Legation's note of August 1, 1949, asking the Hungarian Government to join the United States Government in naming a Commission, in accordance with Article 40 of the Treaty of Peace, to settle the dispute which has arisen over the interpretation and execution of Article 2 of the Treaty. Reference is also made to the Ministry's note of August 26, 1949, to the Legation's note of September 19, 1949, and the Ministry's note of October 27, 1949, on the same subject.

The Legation has the honour to inform the Ministry that the United States Government has designated Mr. Edwin D. Dickinson as its representative on the proposed Commission. It is requested that the Hungarian Government designate its representative forthwith and enter into consultation immediately with the United States Government through the American Minister in Budapest, with a view to the appointment of the third member of the Commission as stipulated in Article 40 of the Peace Treaty.

---

*Annex 4*

## UNITED STATES NOTE TO RUMANIA

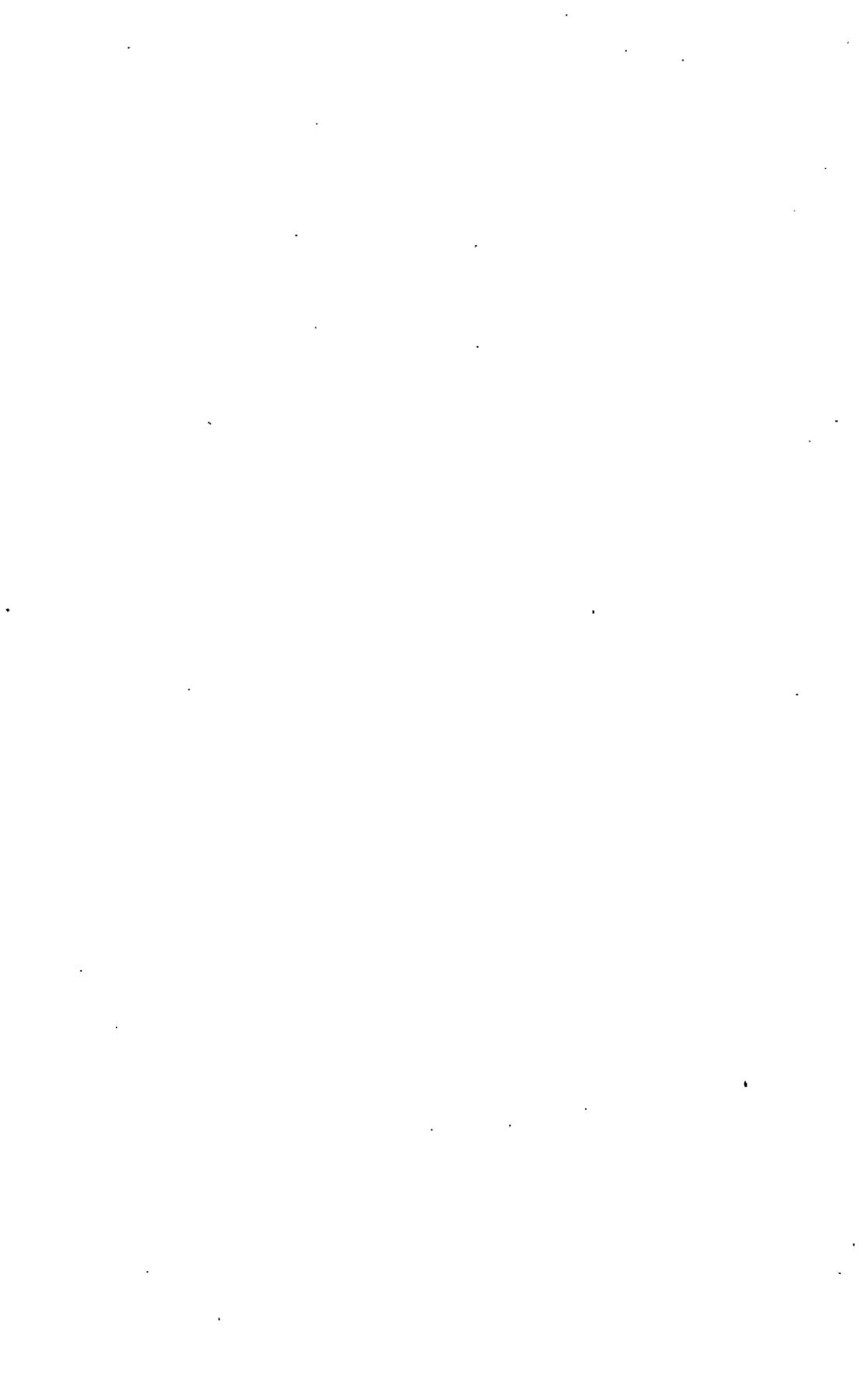
[Original text : English]

5 January, 1950.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Rumania and has the honour to refer to the Legation's note of August 1, 1949, asking the Rumanian Government to join the United States Government in naming a Commission, in accordance with Article 38 of the Treaty of Peace, to settle the dispute which has arisen over the interpretation and execution of Article 3 of the Treaty. Reference is also made to the Ministry's note of September 2, 1949, and to the Legation's note of September 19, 1949, on the same subject.

The Legation has the honour to inform the Ministry that the United States Government has designated Mr. Edwin D. Dickinson as its representative on the proposed Commission. It is requested that the Rumanian Government designate its representative forthwith and enter into consultation immediately with the United States Government through the American Minister in Bucharest, with a view to the appointment of the third member of the Commission as stipulated in Article 38 of the Peace Treaty.

---



Second addendum to Folder 7<sup>1</sup>LETTER FROM THE REPRESENTATIVE OF CANADA TO THE  
SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

17 February, 1950.

Sir,

I have the honour to refer to the note to you of 6 January, 1950, from the Permanent Delegate of Canada, transmitting to you copies of certain diplomatic correspondence exchanged between the Government of Canada on the one hand and the Governments of Hungary and Roumania on the other, relating to the execution of the human rights clauses of the Peace Treaties with these two countries. (Article 2 of the Treaty with Hungary, Article 3 of the Treaty with Roumania).

There is attached herewith the most recent note in this correspondence, addressed on 16 January, 1950, by the Government of Hungary to the British Legation at Budapest for transmission to the Government of Canada. May I request that you distribute copies of this note and of the present communication to all Members of the United Nations and to the International Court of Justice.

The Government of Canada has not yet received a reply to the note which was presented to the Roumanian Government by the United Kingdom Minister in Bucharest on behalf of the Canadian Government on 5 January, 1950. The Government of Canada will transmit to you a copy of the reply from the Roumanian Government when it has been received.

I have, etc.

(Signed) JOHN W. HOLMES,  
Acting Permanent Delegate of Canada  
to the United Nations.

---

*Annex*

HUNGARIAN "NOTE VERBALE" TO THE UNITED KINGDOM OF GREAT  
BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

0560/1950.

The Hungarian Ministry for Foreign Affairs presents its compliments to the British Legation and by order of its Government has the honour to communicate as follows:

The Hungarian Ministry for Foreign Affairs received the British Legation's note No. 9 of January 5, 1950, by which the Government of Great Britain imparts, referring to the Legation's note No. 350 of August 1, 1949, that it designated Mr. F. Elwyn Jones as the representative of the British Government on the Commission proposed in the above-mentioned note and by which it requests the Hungarian Government to designate its representative to the same Commission

---

<sup>1</sup> Documents deposited in English only. [Note by the Registrar.]

and to enter into consultations with the British Government as to the appointment of a third member.

The Hungarian Government points out that the Governments of Great Britain and the United States, when calling upon the Hungarian Government on August 1, 1949, for the formation of a Commission, failed to designate a member to it on their own behalf and that they desire to make good this omission at present, that is a few months later. This did not hamper however the Governments of Great Britain and of the United States in addressing in the meanwhile the United Nations Organization in the same affair and in stating their point of view favouring the United Nations Organization's putting questions in this regard to the International Court of Justice. All this they did with the motivation that all steps provided under the Peace Treaty had been taken and that these steps had been fruitless, as Mr. Alexander Cadogan, representative of the British Government to the United Nations, emphasized it in his letter of September 19, 1949, addressed to the Secretary-General of the United Nations Organization.

This present overdue step of the Governments of Great Britain and of the United States clearly proves that the above motivation does not correspond to the facts and that the Governments of the United States and of Great Britain bewildered the United Nations Organization by addressing it and through it the International Court of Justice with an unfounded motivation. By this there ensued the strange situation that the Governments of Great Britain and of the United States when employing the machinery of the United Nations' General Assembly and asking through it for the opinion of the International Court of Justice, whether Hungary is obliged to appoint a member to the Commission in question at all,—they call at the same time upon Hungary as to the appointment of this member.

The Hungarian Government wishes to state regardless of the juridically untenable character of the standpoint of the Governments of Great Britain and of the United States, that with their last step they themselves gave proof beyond doubt that the campaign they launched against Hungary under the pretext of the offence to "human rights" and of the violation of the Peace Treaty is used only for propagandistic aims. The fact, that they forgot themselves to designate their members to the Commission which they proposed to the Hungarian Government on August 1, 1949, shows clearly that they did not take for serious the juridical part of the question.

As far as the merit of the question is concerned, the Government of the Hungarian People's Republic has informed the British Government of its standpoint taken in this affair several times already in its precedent notes addressed to the British Legation in Budapest. The Hungarian Government states it once more that it does not see the existence of any "dispute" concerning the interpretation and the execution of the Peace Treaty, as it always has fulfilled and fulfils at present most strictly its obligations under the Peace Treaty and that the charges put forward against Hungary concerning the offence to "human rights" and the violation of the Peace Treaty are but a pretext for the British Government to interfere with the interior affairs of the Hungarian People's Republic.

In view of what has been said the Hungarian Government repeatedly declares that it considers unfounded and unnecessary the formation

of a Commission proposed with reference to Article 40 of the Peace Treaty and that consequently it does not take part in that Commission.

With reference to the British Legation's note No. 10 of January 5, 1950, communicating that the Canadian Government has appointed Mr. J. L. Ilsley as its representative to the Commission in question, the Hungarian Ministry for Foreign Affairs has the honour to request the British Legation to communicate what has been exposed above, as the standpoint of the Government of the Hungarian People's Republic in this affair, to the Canadian Government.

The Hungarian Ministry for Foreign Affairs avails itself of this opportunity, etc.

Budapest, 16 January, 1950.

---

LETTER FROM THE REPRESENTATIVE OF THE UNITED  
KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND TO  
THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

S.G. No. 39 (L/51/50P).

17 February, 1950.

Sir,

I have the honour to refer to my notes of 19th September, 1949, and of 6th January, 1950, transmitting copies of certain diplomatic correspondence exchanged between His Majesty's Government in the United Kingdom on the one hand and the Governments of Bulgaria, Hungary and Roumania on the other, and relating to the question of the execution of the human rights clauses of the Peace Treaties with these three countries. Upon instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour now to transmit to Your Excellency, herewith, three copies of a note addressed on 16th January, 1950, by the Government of Hungary to His Majesty's Government in the United Kingdom and to request Your Excellency to make available copies of this note and of the present communication to all members of the United Nations and to the International Court of Justice.

2. The Government of Roumania have also sent a reply, dated 11th February, to His Majesty's Government's note of 6th January. A copy of this note from the Roumanian Government will be furnished to Your Excellency as soon as possible.

I have, etc.

(Signed) ALEXANDER CADOGAN.

---

*Annex*

HUNGARIAN "NOTE VERBALE" TO THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN  
AND NORTHERN IRELAND

(See above, pp. 115-117.)

---

LETTER FROM THE REPRESENTATIVE OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

February 17, 1950.

Excellency,

I have the honour to refer to Ambassador Austin's note UN-2748 of September 20, 1949, and his note UN-2748/C of January 6, 1950, transmitting to you copies of certain diplomatic correspondence exchanged between the Government of the United States on the one hand and the Governments of Bulgaria, Hungary and Rumania on the other, and relating to the execution of the human rights clauses of the Peace Treaties with these three countries.

There are enclosed herewith copies of the most recent notes in this correspondence addressed by the Governments of Hungary and Rumania to the Government of the United States on January 16 and February 10, 1950, respectively, in reply to the United States notes of January 5, 1950. The Rumanian note is submitted in informal English translation. No reply has been received from the Government of Bulgaria.

May I request that you make available copies of these notes and of the present communication to all Members of the United Nations and to the International Court of Justice.

Accept, Excellency, etc.

(Signed) ERNEST A. GROSS,  
Acting Representative of the  
United States to the United Nations.

Enclosures :

Annex 1.—Hungarian note of January 16, 1949, to the United States.

Annex 2.—Rumanian note of February 10, 1950, to the United States.

---

*Annex 1*

HUNGARIAN NOTE TO THE UNITED STATES

[Original text: English]

16 January, 1950.

The Hungarian Ministry for Foreign Affairs received the United States Legation's note No. 22, January 5, 1950, by which the Government of the United States imparts, referring to the Legation's note No. 502 of August 1, 1949, that it designated Mr. Edwin D. Dickinson as the representative of the Government of the United States on the Commission proposed in the above-mentioned note and by which it requests the Hungarian Government to designate its representative to the same Commission and to enter into consultation with the Government of the United States as to the appointment of a third member.

The Hungarian Government points out that the Government of the United States and Great Britain, when calling upon the Hungarian Government on August 1, 1949, for the formation of a Commission,

failed to designate a member to it on their own behalf and that they desire to make good this omission at present, that is a few months later. This did not hamper, however, the Governments of the United States and of Great Britain in addressing meanwhile the United Nations Organization in the same affair and in stating their point of view favouring the United Nations Organization putting questions in this regard to the International Court of Justice. All this they did with the motivation that all steps provided under the Peace Treaty had been taken and that these steps had been fruitless, as Mr. Alexander Cadogan, representative of Great Britain to the United Nations emphasized it in his letter of September 19, 1949, addressed to the Secretary-General of the United Nations Organization.

This present overdue step of the Governments of the United States and of Great Britain clearly proves that the above motivation does not correspond to the facts and that the Governments of the United States and of Great Britain bewildered the United Nations Organization by addressing it and through it the International Court of Justice with an unfounded motivation. By this there ensued this strange situation that the Governments of the United States and of Great Britain when employing the machinery of the United Nations General Assembly and asking through it for the opinion of the International Court of Justice, whether Hungary is obliged to appoint a member to the Commission in question at all—they call at the same time upon Hungary for the appointment of this member.

The Hungarian Government wishes to state, regardless of the juridically untenable character of the standpoint of the Governments of the United States and of Great Britain, that with their last step they themselves gave a proof beyond doubt that the campaign they launched against Hungary under the pretext of the offence to "human rights" and of the violation of the Peace Treaty is good only for propagandistic aims. The fact that they forgot themselves to designate their members to the Commission which they proposed to the Hungarian Government on August 1, 1949, shows clearly that they did not take for serious the juridical part of the question.

As far as the merit of their action is concerned, the Government of the Hungarian People's Republic has informed the Government of the United States of its standpoint taken in this affair several times already in its precedent notes addressed to the Legation of the United States in Budapest. The Hungarian Government states once more that it does not see the existence of any "dispute" concerning the interpretation and the execution of the Peace Treaty, as it always has fulfilled and fulfils at present most strictly its obligations under the Peace Treaty and that the charges put forward against Hungary concerning the offence to "human rights" and the violation of the Peace Treaty are but a pretext for the United States Government to interfere with the interior affairs of the Hungarian People's Republic.

In view of what has been said the Hungarian Government repeatedly declares that it considers unfounded and unnecessary the formation of a Commission proposed with reference to Article 40 of the Peace Treaty and that consequently it does not take part in that Commission.

---

*Annex 2*

## RUMANIAN NOTE TO THE UNITED STATES

(10 February, 1950)

[Original text : Rumanian ;  
informal translation]

The Minister for Foreign Affairs of the Rumanian People's Republic presents her compliments to the United States Legation at Bucharest and has the honor to refer to its note No. 833, January 5, 1950, in which the United States Government announces the appointment of its representative to a Commission which it wishes to set up under Article 38 of the Peace Treaty and at the same time asks the Rumanian Government to designate a representative to this Commission and enter into consultation with the United States Government with the view to the appointment of a third member.

The Minister of Foreign Affairs informs the United States Government that her Government rejects in its entirety the *démarche* formulated in the above note as contrary to the Peace Treaty and the rules of international law.

The United States Government is aware that the procedure which it endeavored to apply by invoking Article 38 of the Peace Treaty has from the outset been rejected by the Rumanian Government as a pretext to interfere in the internal affairs of the Rumanian People's Republic and to exert pressure to change Rumanian Government policies in a direction favorable to the interests of the Anglo-American imperialists and against the interests and will of the Rumanian people.

The Rumanian Government recalls that the Government of the Soviet Union has informed the United States Government that it considers as artificial and distorting the real meaning of the articles of the Peace Treaty all references by the United States Government to the alleged violations of the Peace Treaty by the Rumanian People's Republic, involving the examination of these questions through the procedure fixed for the consideration of disputes.

It is evident in these circumstances that the procedure provided for in Article 38 is not pertinent and does not apply under the Peace Treaty ; and consequently the repeated reference of the United States Government under different forms to Article 38 are nothing more than distortions and flagrant violations of the Peace Treaty.

The Rumanian Government considers that the United States Government, by appointing Mr. Dickinson as its representative to a Commission to consider a non-existent dispute and which for the above reasons has not and cannot come into existence, seeks to prolong by an artificial procedure its diversionary attempts relative to the application of Article 38 of the Peace Treaty, thus persisting in its attempts to interfere in the internal affairs of the Rumanian People's Republic with a view to realizing an imperialist policy.

It is known that for this purpose the United States Government, by its previous *démarches*, intervened on the pretext of defending human rights and fundamental freedoms in favor of groups which were composed of fascists, land-owners and large industrialists who have been condemned by the courts of this country for their criminal activity of treason and

espionage and who sought to convert Rumania into a new focal point of war at the orders of the Anglo-American imperialist circles.

It is likewise known that the United States Government has described as a dispute with the Rumanian People's Republic the very fact that the Rumanian Government, by applying the laws of this country, has taken steps against these groups, thus fulfilling its international obligations as provided for in the Peace Treaty.

The Rumanian Government considers that the latest *démarche* of the United States Government, like the previous *démarches* and appeals to international organs which are just as lacking in jurisdiction as the United States Government to interfere in the internal affairs of the Rumanian People's Republic, has the very object to hide from public opinion the policy of the Anglo-American imperialist circles of supporting remnants of Rumanian fascists and reaction and of gross violation of the rights of peoples. The Rumanian government is convinced that diversionary attempts cannot deceive the public opinion of peoples who everywhere are fighting for national independence and sovereignty against imperialistic oppression and racial discrimination, for respect for fundamental human rights and peace, and against warmongers.

---

LETTER FROM THE REPRESENTATIVE OF THE UNITED  
KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND TO  
THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

UNITED KINGDOM DELEGATION TO THE  
UNITED NATIONS, NEW YORK.

No. 42. (1/54/50P.)

February 20th, 1950.

Sir,

With reference to my note of 17th February concerning certain correspondence on the subject of the human rights clauses of the Peace Treaties with Hungary, Roumania and Bulgaria, I have the honour to transmit to your Excellency, herewith, a copy of the original together with two copies of an informal translation, of the note addressed to His Majesty's Government in the United Kingdom by the Roumanian Government on 10th February. Upon instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs I have the honour to request that a copy of the enclosed note and of the present communication be made available to the International Court of Justice and that copies of the translation of the note and of the present communication be made available to all members of the United Nations.

I have, etc.

(Signed) ALEXANDER CADOGAN.

---

*Annex*

TRANSLATION OF ROUMANIAN GOVERNMENT NOTE OF 10th FEBRUARY, 1950  
No. 490/1949.

The Ministry of Foreign Affairs of the Roumanian People's Republic presents its compliments to the British Legation at Bucharest and has the honour to refer to its note No. 1 of the 5th January by which the British Government informs the Ministry that it has appointed its representative to the Commission it desires to set up under article 38 of the Peace Treaty and at the same time requesting the Roumanian Government to nominate a representative to this Commission and to enter into consultation with the British Government with a view to the nomination of a third member.

On this matter the Ministry of Foreign Affairs informs the British Government that the Roumanian Government wholly rejects the *démarche* formulated in the above-mentioned note as contrary to the Treaty of Peace and to the rules of international law.

The British Government is aware that the procedure that it is seeking to initiate under Article 38 of the Treaty of Peace has from the start been rejected by the Roumanian Government as being a pretext to interfere in the internal affairs of the Roumanian People's Republic and to exert pressure with the object of changing the policy of the Roumanian Government in a direction favourable to the interests of Anglo-American imperialism and against the interests and will of the Roumanian people.

The Roumanian Government recalls that the Soviet Government has informed the British Government that it considers all its references to so-called violations by the Roumanian People's Republic of the Treaty of Peace, which seek to examine these questions in conformity with a procedure established to examine disputes, to be artificial perversions of the true sense of the articles of the Peace Treaty.

It is clear that in these circumstances the procedure envisaged by Article 38 is irrelevant and inapplicable and that all forms of reference to Article 38 on the part of the British Government are consequently merely fresh perversions and flagrant violations of the Treaty of Peace.

The Roumanian Government states that the British Government, by the appointment of Mr. Elwyn Jones, K.C., M.P., as its representative on a Commission which, for the reasons advanced above has not and cannot be set up, desires to discuss a non-existent dispute, seeks to prolong by artificial procedures its manoeuvres to apply Article 3 of the Treaty of Peace, thus persisting in its endeavours to interfere in the internal affairs of the Roumanian People's Republic, for the purpose of promoting a policy of imperialism.

It is well known that, using as a pretext the rights and fundamental liberties of man, the British Government has by its previous *démarches* interfered in favour of a gang of fascists, landlords and big businessmen condemned by the law of the land for their criminal activity of treason and espionage who sought, on the orders of Anglo-American imperialist circles, to transform Roumania into a hotbed of war.

It is likewise well known that the British Government has classified as a dispute with the Roumanian People's Republic the fact that, applying the laws of the land, the Roumanian Government merely took

action against these gangs, thus fulfilling its international obligations envisaged in the Treaty of Peace.

Like the previous ones, the last *démarche* of the British Government, as also its appeals to an international body as incompetent as the British Government to interfere in the internal affairs of the Roumanian People's Republic, has in the opinion of the Roumanian Government the object of hiding from public opinion the policy executed by Anglo-American imperialist circles in support of the fascist and reactionary remnants in Roumania and in crude violation of the peoples' rights.

The Roumanian Government is convinced that these manoeuvres cannot deceive the public opinion of those peoples who are fighting everywhere for independence and national sovereignty, against imperialist domination and racial discrimination, for the respect of the fundamental rights of man, for peace and against warmongers.

10th February, 1950.

---

## Troisième additif à la chemise 7

LETTRE DU REPRÉSENTANT DU CANADA  
AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

[Texte original en anglais]

DÉLÉGATION PERMANENTE DU CANADA  
AUPRÈS DES NATIONS UNIES

N° 15.

New-York, le 29 avril 1950.

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de me référer à la note n° 7 que j'ai adressée le 17 février 1950 au Secrétaire général et à la note que le représentant permanent du Canada a adressée le 6 janvier 1950 au Secrétaire général, toutes deux accompagnées de copies de certaines communications diplomatiques échangées entre le Gouvernement du Canada, d'une part, et les Gouvernements de Hongrie et de Roumanie, d'autre part, au sujet de l'exécution des clauses relatives aux droits de l'homme qui figurent dans les traités de paix avec ces deux pays.

Vous trouverez ci-joint copie des deux communications les plus récentes émanant du Gouvernement canadien et qui ont été présentées aux Gouvernements hongrois et roumain au cours de cet échange de correspondance le 27 avril 1950.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir transmettre copie des communications susmentionnées ainsi que de la présente note à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et à la Cour internationale de Justice.

Je vous prie d'agréer, etc.

(Signé) H. H. CARTER.

(Pour John W. HOLMES,  
Représentant par intérim du Canada  
auprès des Nations Unies.)

---

*Annexes*TEXTE DE LA NOTE PRÉSENTÉE, LE 27 AVRIL 1950,  
AU GOUVERNEMENT HONGROIS PAR LE MINISTRE DU ROYAUME-UNI A  
BUDAPEST AU NOM DU GOUVERNEMENT CANADIEN

[Texte original en anglais]

La Légation de Sa Majesté présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de Hongrie et a l'honneur, au nom du Gouvernement canadien, d'attirer l'attention du Ministère sur l'avis consultatif émis le 30 mars 1950 par la Cour internationale de Justice au sujet de l'interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie.

2. D'après la teneur de cet avis, il est à présumer que le Gouvernement hongrois va maintenant désigner son représentant à la Commission du traité de paix et informer le Secrétaire général des Nations

**Third Addendum to Folder 7****LETTER FROM THE REPRESENTATIVE OF CANADA  
TO THE SECRETARY-GENERAL**

CANADIAN DELEGATION  
TO THE UNITED NATIONS

No. 15.

New York, 29 April, 1950.

Sir,

I have the honour to refer to my note No. 7 of 17 February, 1950, to the Secretary-General, and to the note of 6 January, 1950, from the Permanent Delegate of Canada to the Secretary-General, transmitting copies of certain diplomatic correspondence exchanged between the Government of Canada on the one hand, and the Governments of Hungary and Roumania on the other, relating to the execution of the Human Right clauses of the Peace Treaties with these two countries.

There are enclosed herewith copies of the two most recent communications in this correspondence from the Government of Canada to the Governments of Hungary and Roumania, presented on 27 April, 1950.

May I request that you make available copies of these communications and of the present note to all Members of the United Nations and to the International Court of Justice.

I have, etc.

*(Signed)* H. H. CARTER.

(For John W. HOLMES,  
Acting Permanent Delegate of Canada  
to the United Nations.)

---

*Annexes*

TEXT OF NOTE PRESENTED TO THE GOVERNMENT OF HUNGARY ON 27 APRIL, 1950, BY THE UNITED KINGDOM MINISTER IN BUDAPEST, ON BEHALF OF THE CANADIAN GOVERNMENT

His Majesty's Legation present their compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Hungary and have the honour, on behalf of the Government of Canada, to direct the Ministry's attention to the advisory opinion on the interpretation of the Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Roumania which was given by the International Court of Justice on March 30, 1950.

2. In the light of this opinion, it is assumed that the Hungarian Government will now nominate its representative to the Peace Treaty Commission and will inform the Secretary-General of the United Nations

Unies de cette désignation conformément à la résolution du 22 octobre 1949 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il est à présumer, en outre, que le Gouvernement hongrois sera également disposé à entrer en consultation avec le Gouvernement canadien en vue de la désignation d'un tiers membre conformément à l'article 40 du traité de paix.

3. Ainsi que la Légation de Sa Majesté l'a fait connaître au Ministère des Affaires étrangères dans la note qu'elle lui a adressée, le 5 janvier 1950, au nom du Gouvernement canadien, celui-ci a désigné le Très Honorable Juge J. L. Ilsley, P. C., comme son représentant à la commission proposée.

---

TEXTE DE LA NOTE PRÉSENTÉE, LE 27 AVRIL 1950,  
AU GOUVERNEMENT ROUMAIN PAR LE MINISTRE DU ROYAUME-UNI A  
BUCAREST AU NOM DU GOUVERNEMENT CANADIEN

[Texte original en anglais]

La Légation de Sa Majesté présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de Roumanie et a l'honneur, au nom du Gouvernement canadien, d'attirer l'attention du Ministère sur l'avis consultatif émis le 30 mars 1950 par la Cour internationale de Justice au sujet de l'interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie.

2. D'après la teneur de cet avis, il est à présumer que le Gouvernement roumain va maintenant désigner son représentant à la commission du traité de paix et informer le Secrétaire général des Nations Unies de cette désignation conformément à la résolution du 22 octobre 1949 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il est à présumer, en outre, que le Gouvernement roumain sera également disposé à entrer en consultation avec le Gouvernement canadien en vue de la désignation d'un tiers membre conformément à l'article 38 du traité de paix.

3. Ainsi que la Légation de Sa Majesté l'a fait connaître au Ministère des Affaires étrangères dans la note qu'elle lui a adressée, le 5 janvier 1950, au nom du Gouvernement canadien, celui-ci a désigné le Très Honorable Juge J. L. Ilsley, P. C., comme son représentant à la commission proposée.

---

LETTRE DU REPRÉSENTANT DU ROYAUME-UNI  
AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

[Texte original en anglais]

DÉLÉGATION DU ROYAUME-UNI  
AUPRÈS DES NATIONS UNIES

N° 151 (I/78/50P).

New-York, le 28 avril 1950.

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de me référer à ma note n° 42 du 20 février concernant la correspondance échangée au sujet des clauses relatives aux droits de

of the nomination in accordance with the United Nations General Assembly Resolution of October 22, 1949. It is further assumed that the Hungarian Government will also be willing to enter into consultation with the Canadian Government with a view to the appointment of a third member in accordance with Article 40 of the Treaty of Peace.

3. As His Majesty's Legation informed the Ministry for Foreign Affairs in their note of January 5, 1950, on behalf of the Government of Canada, the Canadian Government has appointed the Right Honourable Justice J. L. Ilsley, P.C., as its representative on the proposed Commission.

---

TEXT OF NOTE PRESENTED TO THE GOVERNMENT OF ROUMANIA ON 27 APRIL, 1950, BY THE UNITED KINGDOM MINISTER IN BUCHAREST, ON BEHALF OF THE CANADIAN GOVERNMENT

His Majesty's Legation present their compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Roumania and have the honour, on behalf of the Government of Canada, to direct the Ministry's attention to the advisory opinion on the interpretation of the Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Roumania which was given by the International Court of Justice on March 30, 1950.

2. In the light of this opinion, it is assumed that the Roumanian Government will now nominate its representative to the Peace Treaty Commission and will inform the Secretary-General of the United Nations of the nomination in accordance with the United Nations General Assembly Resolution of October 22, 1949. It is further assumed that the Roumanian Government will also be willing to enter into consultation with the Canadian Government with a view to the appointment of a third member in accordance with Article 38 of the Treaty of Peace.

3. As His Majesty's Legation informed the Ministry for Foreign Affairs in their note of January 5, 1950, on behalf of the Government of Canada, the Canadian Government has appointed the Right Honourable Justice J. L. Ilsley, P.C., as its representative on the proposed Commission.

---

LETTER FROM THE REPRESENTATIVE OF THE UNITED KINGDOM TO THE SECRETARY-GENERAL

UNITED KINGDOM DELEGATION  
TO THE UNITED NATIONS

No. 151 (1/78/50P).

New York, 28 April, 1950.

Sir,

I have the honour to refer to my note No. 42 of February 20th concerning correspondence on the subject of the Human Rights clauses

l'homme qui figurent dans les traités de paix conclus avec la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie, et de vous transmettre, ci-joint, copie de trois notes qui ont été adressées, le 26 avril, aux Gouvernements de la Hongrie, de la Roumanie et de la Bulgarie par les légations de Sa Majesté dans ces trois pays, conformément aux instructions du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

2. Sur les instructions du secrétaire d'État principal aux Affaires étrangères de Sa Majesté, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de transmettre copie des notes ci-jointes et de la présente communication à la Cour internationale de Justice et à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, en corrélation avec la résolution de l'Assemblée générale du 22 octobre 1949 (A/1043).

Je vous prie d'agréer, etc.

(Signé) TERENCE SHONE.  
(Pour sir ALEXANDER CADOGAN.)

---

*Annexes*

NOTE DE LA LÉGATION DE SA MAJESTÉ EN BULGARIE  
AU GOUVERNEMENT BULGARE

[Texte original : anglais]

La Légation de Sa Majesté britannique présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de Bulgarie et a l'honneur d'attirer son attention sur l'avis consultatif émis le 30 mars 1950 par la Cour internationale de Justice, au sujet de l'interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie.

D'après la teneur de cet avis, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni présume que le Gouvernement bulgare va maintenant désigner son représentant à la commission du traité de paix et informer le Secrétaire général des Nations Unies de cette nomination conformément à la résolution du 22 octobre 1949 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il présume en outre que le Gouvernement bulgare sera disposé à entrer en consultation avec le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni en vue de la désignation d'un tiers membre à la commission conformément à l'article 36 du traité de paix.

Ainsi que la Légation de Sa Majesté britannique l'a fait connaître au Ministère des Affaires étrangères de Bulgarie dans sa note n° 5, du 5 janvier 1950, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a désigné M. F. Elwyn Jones, K. C., M. P., comme son représentant à la commission proposée.

La Légation de Sa Majesté britannique saisit cette occasion, etc.

Le 26 avril 1950.

---

NOTE DE LA LÉGATION DE SA MAJESTÉ EN ROUMANIE  
AU GOUVERNEMENT ROUMAIN

[Texte original : anglais]

La Légation de Sa Majesté britannique présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de Roumanie et a l'honneur d'attirer

of the Peace Treaties with Hungary, Roumania and Bulgaria, and to transmit herewith copies of three notes which were addressed, on April 26th, to the Governments of Hungary, Roumania and Bulgaria by His Majesty's Legations in those three countries in accordance with instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom.

2. I have the honour to request Your Excellency, upon instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to transmit copies of the enclosed notes, and of the present communication, to the International Court of Justice and to all Members of the United Nations, in connexion with the General Assembly's Resolution of 22nd October 1949 (A/1043).

I have, etc.

(Signed) TERENCE SHONE.  
(For Sir ALEXANDER CADOGAN.)

---

*Annexes*

NOTE FROM HIS MAJESTY'S LEGATION IN BULGARIA  
TO THE BULGARIAN GOVERNMENT

His Britannic Majesty's Legation present their compliments to the Bulgarian Ministry for Foreign Affairs and have the honour to draw the Ministry's attention to the advisory opinion on the interpretation of the Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Roumania which was given by the International Court of Justice on 30th March, 1950.

In the light of this opinion, His Majesty's Government in the United Kingdom assumed that the Bulgarian Government will now nominate their representative on the Peace Treaty Commission and will inform the Secretary-General of the United Nations of their nomination in accordance with the United Nations General Assembly's Resolution of 22nd October, 1949. They further assume that the Bulgarian Government will be willing to enter into consultation with His Majesty's Government in the United Kingdom with a view to the appointment of a third member of the Commission in accordance with Article 36 of the Peace Treaty.

As His Britannic Majesty's Legation informed the Bulgarian Ministry for Foreign Affairs in their note No. 5 of 5th January, 1950, His Majesty's Government in the United Kingdom have appointed Mr. F. Elwyn Jones, K.C., M.P., as their representative on the proposed Commission.

His Britannic Majesty's Legation take this opportunity, etc.

26th April, 1950.

---

NOTE FROM HIS MAJESTY'S LEGATION IN ROUMANIA  
TO THE ROUMANIAN GOVERNMENT

His Britannic Majesty's Legation present their compliments to the Roumanian Ministry for Foreign Affairs and have the honour to draw

son attention sur l'avis consultatif émis le 30 mars 1950 par la Cour internationale de Justice, au sujet de l'interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie.

D'après la teneur de cet avis, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni présume que le Gouvernement roumain va maintenant désigner son représentant à la commission du traité de paix et informer le Secrétaire général des Nations Unies de cette nomination conformément à la résolution du 22 octobre 1949 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il présume en outre que le Gouvernement roumain sera disposé à entrer en consultation avec le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni en vue de la désignation d'un tiers membre à la commission conformément à l'article 38 du traité de paix.

Ainsi que la Légation de Sa Majesté britannique l'a fait connaître au Ministère des Affaires étrangères de Roumanie dans sa note n° 1, du 5 janvier 1950, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a désigné M. F. Elwyn Jones, K. C., M. P., comme son représentant à la Commission proposée.

La Légation de Sa Majesté britannique saisit cette occasion, etc.

Le 26 avril 1950.

---

NOTE DE LA LÉGATION DE SA MAJESTÉ EN HONGRIE  
AU GOUVERNEMENT HONGROIS

[Texte original : anglais]

La Légation de Sa Majesté britannique présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de Hongrie et a l'honneur d'attirer son attention sur l'avis consultatif émis le 30 mars 1950 par la Cour internationale de Justice au sujet de l'interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie.

D'après la teneur de cet avis, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni présume que le Gouvernement hongrois va maintenant désigner son représentant à la commission du traité de paix et informer le Secrétaire général des Nations Unies de cette nomination conformément à la résolution du 22 octobre 1949 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il présume en outre que le Gouvernement hongrois sera disposé à entrer en consultation avec le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni en vue de la désignation d'un tiers membre à la commission conformément à l'article 40 du traité de paix.

Ainsi que la Légation de Sa Majesté britannique l'a fait connaître au Ministère des Affaires étrangères de Hongrie dans sa note n° 9, du 5 janvier 1950, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a désigné M. F. Elwyn Jones, K. C., M. P., comme son représentant à la Commission proposée.

La Légation de Sa Majesté britannique saisit cette occasion, etc.

Le 26 avril 1950.

---

the Ministry's attention to the advisory opinion on the interpretation of the Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Roumania which was given by the International Court of Justice on 30th March, 1950.

In the light of this opinion, His Majesty's Government in the United Kingdom assumed that the Roumanian Government will now nominate their representative on the Peace Treaty Commission and will inform the Secretary-General of the United Nations of their nomination in accordance with the United Nations General Assembly's Resolution of 22nd October, 1949. They further assume that the Roumanian Government will be willing to enter into consultation with His Majesty's Government in the United Kingdom with a view to the appointment of a third member of the Commission in accordance with Article 38 of the Peace Treaty.

As His Britannic Majesty's Legation informed the Roumanian Ministry for Foreign Affairs in their note No. 1 of 5th January, 1950, His Majesty's Government in the United Kingdom have appointed Mr. F. Elwyn Jones, K.C., M.P., as their representative on the proposed Commission.

His Britannic Majesty's Legation take this opportunity, etc.

26th April, 1950.

---

NOTE FROM HIS MAJESTY'S LEGATION IN HUNGARY  
TO THE HUNGARIAN GOVERNMENT

His Britannic Majesty's Legation present their compliments to the Hungarian Ministry for Foreign Affairs and have the honour to draw the Ministry's attention to the advisory opinion on the interpretation of the Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Roumania which was given by the International Court of Justice on 30th March, 1950.

In the light of this opinion, His Majesty's Government in the United Kingdom assumed that the Hungarian Government will now nominate their representative on the Peace Treaty Commission and will inform the Secretary-General of the United Nations of their nomination in accordance with the United Nations General Assembly's Resolution of 22nd October, 1949. They further assume that the Hungarian Government will be willing to enter into consultation with His Majesty's Government in the United Kingdom with a view to the appointment of a third member of the Commission in accordance with Article 40 of the Peace Treaty.

As His Britannic Majesty's Legation informed the Hungarian Ministry for Foreign Affairs in their note No. 9 of 5th January, 1950, His Majesty's Government in the United Kingdom have appointed Mr. F. Elwyn Jones, K.C., M.P., as their representative on the proposed Commission.

His Britannic Majesty's Legation take this opportunity, etc.

26th April, 1950.

---

LETTRE DU REPRÉSENTANT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE  
AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

[Texte original en anglais]

MISSION DES ÉTATS-UNIS  
AUPRÈS DES NATIONS UNIES

28 avril 1950.

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à mes notes UN-2748 du 20 septembre 1949, et UN-2748/C du 6 janvier 1950, ainsi qu'à la note UN-2748/H du 17 février 1950 du représentant par intérim des États-Unis auprès des Nations Unies, par lesquelles copie vous a été transmise de certaines communications diplomatiques échangées entre le Gouvernement des États-Unis, d'une part, et les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie, d'autre part, au sujet de l'exécution des clauses relatives aux droits de l'homme qui figurent dans les traités de paix avec ces trois pays.

Vous trouverez ci-joint copie des trois communications les plus récentes qui ont été adressées, le 26 avril 1950, au cours de cet échange de correspondance, par le Gouvernement des États-Unis aux Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir transmettre copie des communications susmentionnées, ainsi que de la présente communication, à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et à la Cour internationale de Justice.

Je vous prie d'agréer, etc.

(Signé) WARREN R. AUSTIN.

Pièces jointes :

- Annexe 1. — Communication adressée le 26 avril 1950 par les États-Unis à la Bulgarie.
- Annexe 2. — Note adressée le 26 avril 1950 par les États-Unis à la Hongrie.
- Annexe 3. — Note adressée le 26 avril 1950 par les États-Unis à la Roumanie.

---

*Annexe 1*

COMMUNICATION ADRESSÉE PAR LES ÉTATS-UNIS A LA BULGARIE  
(26 avril 1950)

[Texte original : anglais]

Le Gouvernement des États-Unis attire l'attention du Gouvernement bulgare sur l'avis consultatif émis le 30 mars 1950 par la Cour internationale de Justice au sujet de l'interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie.

LETTER FROM THE REPRESENTATIVE OF THE U.S.A.  
TO THE SECRETARY-GENERALUNITED STATES MISSION  
TO THE UNITED NATIONS

April 28, 1950.

Excellency :

I have the honor to refer to my notes UN-2748 of September 20, 1949, UN-2748/C of January 6, 1950, and to the note of the Acting Representative of the United States to the United Nations UN-2748/H of February 17, 1950, transmitting to you copies of certain diplomatic correspondence exchanged between the Government of the United States on the one hand, and the Governments of Bulgaria, Hungary and Rumania on the other, relating to the execution of the Human Rights clauses of the Peace Treaties with these three countries.

There are enclosed herewith copies of the three most recent communications in this correspondence addressed by the Government of the United States to the Governments of Bulgaria, Hungary and Rumania on 26 April, 1950.

May I request that you make available copies of these communications and of the present letter to all Members of the United Nations and to the International Court of Justice.

Accept, Excellency, etc.

*(Signed)* WARREN R. AUSTIN.

Enclosures :

Annex 1.—Communication of 26 April, 1950, from the U.S. to Bulgaria.

Annex 2.—U.S. note of 26 April, 1950, to Hungary.

Annex 3.—U.S. note of 26 April, 1950, to Rumania.

---

*Annex 1*COMMUNICATION FROM THE UNITED STATES TO BULGARIA  
(26 April, 1950)

[Original text: English]

The Government of the United States draws the attention of the Government of Bulgaria to the advisory opinion on the interpretation of the Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Rumania which was given by the International Court of Justice on March 30, 1950.

D'après la teneur de cet avis, il est à présumer que le Gouvernement bulgare va maintenant désigner son représentant à la commission du traité de paix et informer le Secrétaire général des Nations Unies de cette nomination conformément à la résolution du 22 octobre 1949 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il est à présumer, en outre, que le Gouvernement bulgare sera également disposé à faire des propositions en vue de la désignation d'un tiers membre, ainsi qu'il est prévu à l'article 36 du traité de paix.

Ainsi que la Légation des États-Unis à Sofia l'a fait connaître au Ministère des Affaires étrangères de Bulgarie dans ses notes du 5 janvier 1950, le Gouvernement des États-Unis a désigné M. Edwin D. Dickinson comme son représentant à la commission proposée.

---

*Annexe 2*

NOTE ADRESSÉE PAR LES ÉTATS-UNIS A LA HONGRIE

(26 avril 1950)

[Texte original: anglais]

La Légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de Hongrie et a l'honneur d'attirer son attention sur l'avis consultatif émis le 30 mars 1950 par la Cour internationale de Justice, au sujet de l'interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie.

D'après la teneur de cet avis, il est à présumer que le Gouvernement hongrois va maintenant désigner son représentant à la commission du traité de paix et informer le Secrétaire général des Nations Unies de cette nomination conformément à la résolution du 22 octobre 1949 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il est à présumer, en outre, que le Gouvernement hongrois sera également disposé à entrer en consultation avec le Gouvernement des États-Unis en vue de la désignation d'un tiers membre, conformément aux dispositions de l'article 40 du traité de paix.

Ainsi que la Légation des États-Unis l'a fait connaître au Ministère des Affaires étrangères, dans ses notes du 5 janvier 1950, le Gouvernement des États-Unis a désigné M. Edwin D. Dickinson comme son représentant à la commission proposée.

---

*Annexe 3*

NOTE ADRESSÉE PAR LES ÉTATS-UNIS A LA ROUMANIE

(26 avril 1950)

[Texte original: anglais]

La Légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de Roumanie et a l'honneur d'attirer son attention sur l'avis consultatif émis le 30 mars 1950 par la Cour internationale de Justice au sujet de l'interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie.

In the light of this opinion, it is assumed that the Bulgarian Government will now nominate its representative on the Peace Treaty Commission and will inform the Secretary-General of the United Nations of the nomination in accordance with the United Nations General Assembly Resolution of October 22, 1949. It is further assumed that the Bulgarian Government will also be willing to make proposals for the appointment of a third member as envisaged by Article 36 of the Treaty of Peace.

As the United States Legation in Sofia informed the Ministry of Foreign Affairs of Bulgaria in its note of January 5, 1950, the United States Government has appointed Mr. Edwin D. Dickinson as its representative on the proposed Commission.

---

*Annex 2*

UNITED STATES NOTE TO HUNGARY

(26 April, 1950)

[Original text : English]

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Hungary and has the honor to direct the Ministry's attention to the advisory opinion on the interpretation of the Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Rumania which was given by the International Court of Justice on March 30, 1950.

In the light of this opinion, it is assumed that the Hungarian Government will now nominate its representative on the Peace Treaty Commission and will inform the Secretary-General of the United Nations of the nomination in accordance with the United Nations General Assembly Resolution of October 22, 1949. It is further assumed that the Hungarian Government will also be willing to enter into consultation with the United States Government with a view to the appointment of a third member in accordance with Article 40 of the Treaty of Peace.

As the United States Legation informed the Ministry of Foreign Affairs in its note of January 5, 1950, the United States Government has appointed Mr. Edwin D. Dickinson as its representative on the proposed Commission.

---

*Annex 3*

UNITED STATES NOTE TO RUMANIA

(26 April, 1950)

[Original text : English]

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Rumania and has the honor to direct the Ministry's attention to the advisory opinion on the interpretation of the Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Rumania which was given by the International Court of Justice on March 30, 1950.

D'après la teneur de cet avis, il est à présumer que le Gouvernement roumain va maintenant désigner son représentant à la commission du traité de paix et informer le Secrétaire général des Nations Unies de cette nomination conformément à la résolution du 22 octobre 1949 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il est à présumer, en outre, que le Gouvernement roumain sera également disposé à entrer en consultation avec le Gouvernement des États-Unis en vue de la désignation d'un tiers membre, conformément aux dispositions de l'article 38 du traité de paix.

Ainsi que la Légation des États-Unis l'a fait connaître au Ministère des Affaires étrangères, dans ses notes du 5 janvier 1950, le Gouvernement des États-Unis a désigné M. Edwin D. Dickinson comme son représentant à la commission proposée.

---

In the light of this opinion, it is assumed that the Rumanian Government will now nominate its representative on the Peace Treaty Commission and will inform the Secretary-General of the United Nations of the nomination in accordance with the United Nations General Assembly Resolution of October 22, 1949. It is further assumed that the Rumanian Government will be willing to enter into consultation with the United States Government with a view to the appointment of a third member in accordance with Article 38 of the Treaty of Peace.

As the United States Legation informed the Ministry of Foreign Affairs in its note of January 5, 1950, the United States Government has appointed Mr. Edwin D. Dickinson as its representative on the proposed Commission.

---

